



Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

**REPUBLIQUE DU CONGO**

**PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (PADEF)**

**DOCUMENT DE CONCEPTION**

**Rapport principal et Annexes**

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la Gestion des Programmes

*RAPPORT No.: 2537-CG*  
*Date: 20 janvier 2012*

Le présent document fait l'objet d'une distribution restreinte et ne peut être utilisé par les destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Son contenu ne peut être par ailleurs révélé sans l'autorisation du Fonds International de Développement Agricole.

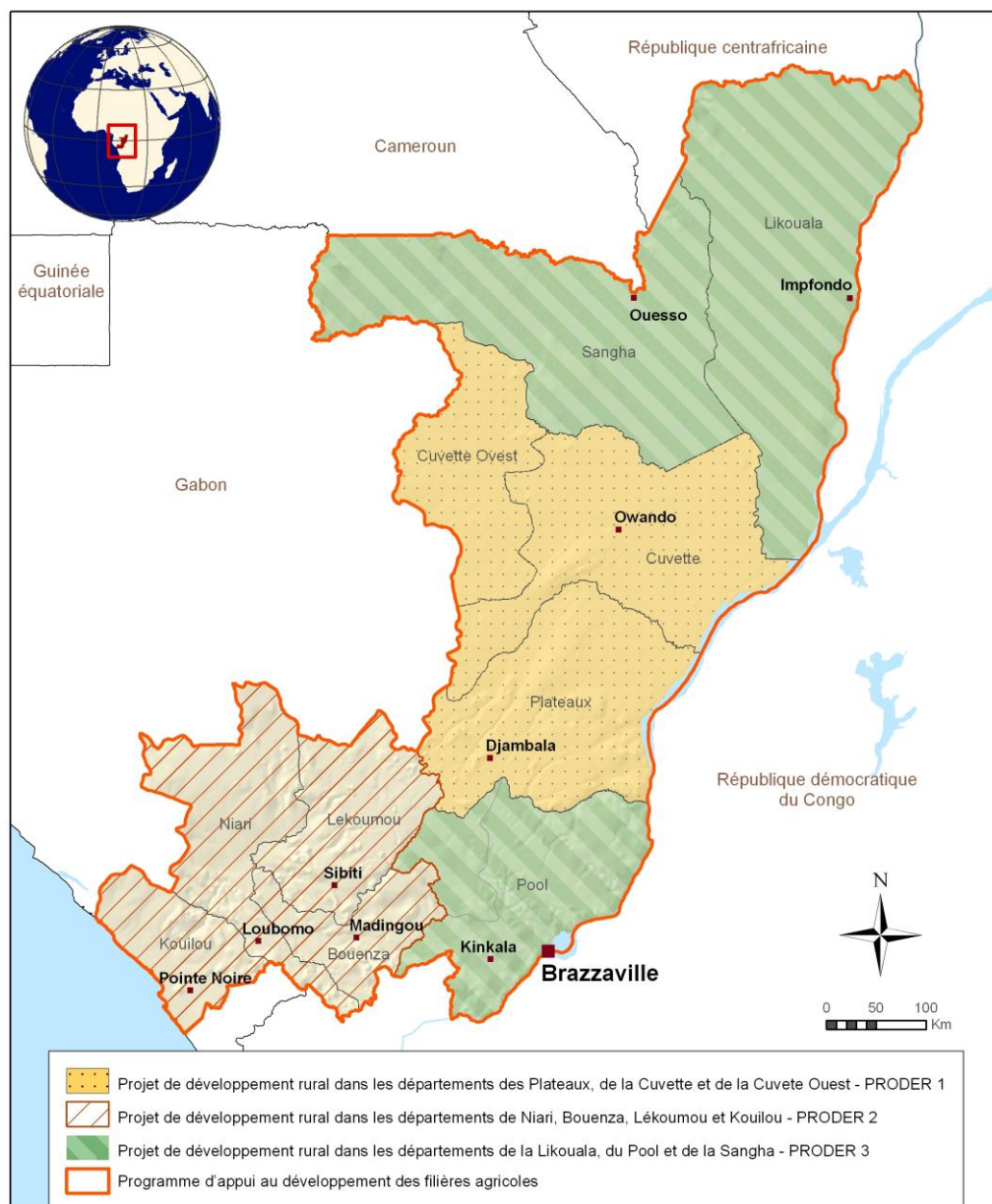
République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

<b>ZONES D'INTERVENTION DU FIDA</b>	<b>III</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>IV</b>
<b>CADRE LOGIQUE</b>	<b>VI</b>
<b>I. CONTEXTE STRATEGIQUE ET JUSTIFICATION</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et de développement rural	1
B. Justification	3
<b>II. DESCRIPTION DU PROGRAMME</b>	<b>6</b>
A. Zone du programme et groupes cibles	6
B. Objectif de développement et indicateurs d'impact	11
C. Composantes	12
D. Leçons apprises et adhésion à la politique du FIDA	20
<b>III. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME</b>	<b>22</b>
A. Approche	22
B. Cadre organisationnel (annexe 5)	23
C. Planification, S&E, Apprentissage et Gestion des Connaissances (annexe 6)	24
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance (annexe 7)	26
E. Supervision	27
F. Identification des risques et atténuation	28
<b>IV. COUTS DU PROGRAMME, FINANCEMENT, BENEFICES ET DURABILITE (ANNEXE 9)</b>	<b>31</b>
A. Coûts du programme	31
B. Plan de financement du programme	32
C. Bénéfices et analyse économique bénéfices (annexe 10)	32
D. Durabilité	34
<b>ANNEXES</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXE 1. CONTEXTE NATIONAL ET RURAL</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXE 2. PAUVRETE, CIBLAGE, GENRE</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 3. PERFORMANCE DU PAYS ET LEÇONS APPRIS</b>	<b>53</b>
<b>ANNEXE 4. DESCRIPTION DU PROGRAMME ET DES COMPOSANTES</b>	<b>58</b>
<b>ANNEXE 5. ASPECTS INSTITUTIONNEL ET ARRANGEMENTS DE MISE EN ŒUVRE</b>	<b>84</b>
<b>ANNEXE 6. PLANIFICATION, SUIVI-EVALUATION, APPRENTISSAGE ET GESTION DES CONNAISSANCES</b>	<b>94</b>
<b>ANNEXE 7. GESTION FINANCIERE ET ARRANGEMENT DE DECAISSEMENT</b>	<b>134</b>
<b>ANNEXE 8. PASSATION DE MARCHES</b>	<b>145</b>
<b>ANNEXE 9. COUTS DU PROGRAMME</b>	<b>154</b>
<b>ANNEXE 10. ANALYSE FINANCIERE ET ECONOMIQUE</b>	<b>154</b>
<b>ANNEXE 11. DRAFT MANUEL DE MISE EN ŒUVRE</b>	<b>164</b>
<b>ANNEXE 12. ADHESION AUX POLITIQUES DU FIDA</b>	<b>168</b>
<b>ANNEXE 13. CONTENU DU FICHIER DU PROGRAMME</b>	<b>175</b>

République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

## Zones d'intervention du FIDA

### République du Congo Zones d'intervention du FIDA





## Résumé Exécutif

1. Malgré la présence de ressources et de potentialités importantes, plus de la moitié de la population congolaise vit dans des conditions difficiles du fait de: (i) la faible productivité liée aux difficultés d'accès aux intrants de production, à l'information et aux technologies, et à la quasi absence de services d'appui; ii) l'enclavement, l'inorganisation de la commercialisation; (iii) la carence des infrastructures et services de base; (iv) le manque d'emplois rémunérateurs pour les jeunes et les femmes; (v) le manque d'accès à des services financiers de proximité adaptés; vii) la faiblesse générale des capacités du secteur privé, des services techniques, des organisations paysannes et de l'administration locale en charge du développement.

2. Les conditions macroéconomiques, institutionnelles et politiques sont pourtant favorables pour garantir la réussite d'une opération dans le secteur agricole. Le pays a achevé sa période de transition politique; il a adopté sa stratégie de réduction de la pauvreté, qui accorde une place importante au secteur rural pour relancer l'économie; il a élaboré des stratégies sectorielles essentielles (transport, développement agricole), a conclu des accords avec les institutions de Bretton Woods et a accédé à l'initiative PPTE en 2006. Le secteur agricole constitue le principal moteur de la croissance économique en milieu rural et dispose de nombreux atouts: une forte demande intérieure et externe pour les produits vivriers, animaux et halieutiques, un grand potentiel d'accroissement de la productivité, des conditions agro-écologiques favorables permettant une grande variété de productions, une importante disponibilité en terres agricoles et en main d'œuvre.

3. Le programme d'Appui au Développement des Filières aligné sur le COSOP 2010 – 2014 du Congo, vise à améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs, pêcheurs) et à créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes à travers un appui au développement de filières porteuses. Les objectifs spécifiques poursuivis sont de renforcer:

- (i) l'accès des petits producteurs à des technologies agricoles et halieutiques appropriées de production, de transformation, de stockage et de conservation ;
- (ii) l'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées ;
- (iii) la capacité des organisations paysannes et autorités locales à fournir des services à leurs membres et accroître leur participation aux processus de développement local.

4. Au regard, de l'analyse des contraintes et potentialités dans le pays, des besoins des groupes cibles et des interventions en cours dans le secteur sur financement du FIDA et d'autres bailleurs, le Gouvernement et le FIDA ont convenu de se concentrer sur les actions suivantes: a) la consolidation des capacités de production des petits producteurs, en se focalisant sur les cultures ayant un fort potentiel commercial, et à travers des actions de recapitalisation pour relancer l'élevage, la pêche et la pisciculture; b) la mise en relation durable des producteurs avec le marché et l'amélioration des conditions de collecte, de stockage et de transformation des productions, selon une approche filière, en appuyant la mise en place d'entreprises de commercialisation des produits (agricoles, animaux, halieutiques); c) le désenclavement des bassins de production et l'amélioration de l'accès aux marchés; d) le renforcement des capacités des acteurs locaux, et notamment celles des organisations de producteurs (OP), des acteurs des filières de commercialisation et des services d'appui.

5. L'intervention se fera suivant une approche programme qui recherchera une meilleure synergie et harmonisation avec les projets en cours, aux plans technique, procédural et institutionnel.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

La démarche consistera à ce titre à capitaliser les expériences positives des projets FIDA et ceux des autres partenaires, à consolider les actions tout en les étendant à plus grande échelle.

6. Le Programme interviendra dans les 10 départements actuellement couvert par les 3 Projets de Développement Rural (PRODER) du FIDA. Les localités pauvres et présentant des potentialités agricoles, et des densités de populations optimales seront ciblées. Les interventions répondront aux besoins de la petite exploitation avec un impact direct sur les revenus et la sécurité alimentaire. Un ciblage direct permettra d'adresser les préoccupations des femmes et jeunes à travers des activités spécifiques.

7. Il est espéré à la fin du programme en 2016, une amélioration de l'indice d'accumulation des biens de 15 000 ménages bénéficiaires directs, une réduction de la malnutrition infantile chez les garçons et les filles, et une augmentation du revenu des producteurs ciblés.

8. La contribution du FIDA au financement du programme sera un prêt à la République du Congo d'un montant de 9.8 millions USD à des conditions particulièrement favorables. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quart de points (0.75%) l'an. Il sera directement administré par le FIDA.

République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

## Cadre logique

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
<b>But.</b> Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des petits producteurs agricoles au Congo.	- L'indice d'accumulation de biens a augmenté de X% pour la moitié des petits producteurs ciblés - La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite de X1% à Y1% * chez les filles et de X2 à Y2 % chez les garçons d'ici à 2016	- Enquêtes pauvreté - Evaluation à mi-parcours - Etudes de référence - Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition	- contexte socio politique et économique stable - capacités des institutions - soutien du gouvernement et intérêt du secteur privé
<b>Objectif de développement.</b> Améliorer les capacités de production, transformation et de commercialisation des petits producteurs dans les filières porteuses au niveau de 10 départements	- 5850 <sup>a</sup> bénéficiaires ont augmenté la productivité du manioc, et de l'igname de 25% et celle du maïs et de la banane de 10%.	- Enquête auprès des paysans - Evaluations périodiques	Intérêt des services techniques à dispenser les techniques nouvelles
<b>Composante 1 : Appui à la production</b>			
<b>Effet escompté 1.</b> L'accès des petits producteurs à des technologies de production agricoles et halieutiques appropriées est renforcé	- 5850 bénéficiaires utilisent les variétés améliorées des cultures, respectent les écartements et la rotation. - 2501 <sup>b</sup> pêcheurs et pisciculteurs adoptent de bonnes pratiques de pêches et utilisent des aliments de poissons - 1040 <sup>c</sup> éleveurs de volailles et 312 <sup>d</sup> éleveurs de petits ruminants utilisent des géniteurs performants, et adoptent des aliments et habitats améliorés.	- Rapports de supervision - Evaluation des ministères sectoriels - Evaluation à mi-parcours - Rapport d'achèvement	Catastrophes naturelles
<b>Produit 1.1</b> La productivité et la production de manioc, d'igname, de banane, de maïs, sont améliorées	- 445 parcs à bois installés et 4 450 000 boutures de manioc distribuées - 445 groupements appuyés avec un kit de matériel de production végétale	- Rapports périodiques agricoles du programme - Rapports d'enquêtes - Rapports de supervision	Disponibilité des intrants agricoles et capacité des producteurs à se les procurer
<b>Produit 1.2.</b> La productivité et la production de petits ruminants et de volaille sont améliorées	- 480 élevages installés et 4032 géniteurs ovins distribués - 1600 élevages avicole traditionnels améliorés installés	- Rapport de SE - Rapports périodiques élevage - Rapports d'enquêtes	Disponibilité des intrants pastoraux et capacité des producteurs à se les procurer
<b>Produit 1.3.</b> La productivité et la production halieutique sont améliorées	- 1 centre de production sécurisée d'alevins de qualité réhabilité et opérationnel - 1 système de gestion durable développé sur 4 zones de pêche	- Rapport de SE - Rapports périodiques du programme - Rapports d'enquêtes	Disponibilité des intrants halieutiques et capacité des producteurs à se les procurer
<b>Composante 2 : Appui à la transformation et commercialisation</b>			
<b>Effet escompté 2.</b> L'accès des petits producteurs à des marchés transparents	- les quantités vendues, par spéculation ont augmenté de X% d'ici à 2016	- Etudes de référence - Rapports de SE	Evolution des marchés et des prix des produits agricoles, pastoraux et

République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées est renforcé	- les pertes de poissons réduites de 5 %	- Rapports des ministères sectoriels - Revue à mi-parcours	halieutiques
<b>Produit 2.1.</b> Le stockage et la transformation et commercialisation de la production végétale sont améliorés	- 2 centres d'affaire pilotes ou nœuds commerciaux, construits et opérationnels - 1 système de collecte et diffusion des prix mis en place et fonctionnel	- Rapports de réception des ouvrages - Rapports de suivi	Disponibilité et compétence des prestataires  Respect des délais de construction
<b>Produit 2.2.</b> Le stockage, la conservation et la transformation de la production halieutique sont améliorés	- 3 centres de pêches communautaires mis en place	- Rapports de réception des ouvrages - Rapports de suivi	Disponibilité et compétence des prestataires
<b>Produit 2.3.</b> L'accès aux bassins de production agro pastoraux et halieutiques est établi et pérennisé	- 162 km de points critiques traités	- Rapports de réception des ouvrages - Rapports de suivi	Disponibilité de prestataires Existence de fonds d'entretien Disponibilité des populations à entretenir
<b>Composante 3 : Renforcement des capacités</b>			
<b>Effet escompté 3.</b> la capacité des organisations paysannes à fournir des services à leurs membres et aux communautés pour accroître leur participation aux processus de développement local est accrue.	- 50% des structures faitières planifient, exécutent et réalisent effectivement des opérations commerciales d'ici à 2016	- Rapports de SE - Revue à mi-parcours - Rapport d'achèvement - Rapport des prestataires	Disponibilité de l'état à soutenir les acteurs des filières  Interaction effective entre acteurs des filières
<b>Produit 3.1.</b> Les capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche sont améliorées.	- 60 techniciens des services de l'agriculture de l'élevage et de la pêche bénéficient annuellement de formation / recyclage	- Rapports de réception - Rapports de suivi - Rapports de formation	Compétences et volonté d'assurer le leadership
<b>Produit 3.2.</b> Les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs sont relevées.	- 445 GIEC, 70 Unions de bassins et 100 groupements de pêcheurs reconnus et encadrés - 6 fora d'échange d'expérience et de savoir effectués au profit des OP	- Rapport de formation - PV de réunions de concertation et de pilotage	Capacités des organisations paysannes à se structurer en faitières, et en réseau  Gouvernance effective des OP
<b>Produit 3.3.</b> Les capacités opérationnelles et institutionnelles des entreprises de micro finance améliorées	- 15 CEQ et 20 CMEC des Proder 1 et 2, consolidés, accompagnés à l'autonomie institutionnelle, financière et technique, et promus en 2 réseaux viables	- Récépissé de reconnaissance - PV de réunions - Plans de travail	Capacités des OP à s'inscrire dans une dynamique de chaînes de valeurs

\*L'enquête de référence permettra de disposer des données de base.

<sup>a</sup> taux d'adoption de 65% applique a 9000 agriculteurs

<sup>b</sup> taux d'adoption de 65% applique a 3600 pêcheurs et 248 pisciculteurs

<sup>c</sup> taux d'adoption de 65% applique a 1600 éleveurs de volailles et

<sup>d</sup> taux d'adoption de 65% applique a 480 éleveurs de petits ruminants



## I. CONTEXTE STRATEGIQUE ET JUSTIFICATION

### A. Contexte national et de développement rural

#### Contexte général

1. La République du Congo se situe en Afrique Centrale à cheval sur l'équateur, et s'étend sur une superficie de 342 000 km<sup>2</sup>. Ses pays limitrophes sont le Gabon (Ouest), le Cameroun (Nord-Ouest), l'Angola et l'enclave du Cabinda (Sud), la République Centrafricaine (Nord) et la République Démocratique du Congo (RDC). Le fleuve Congo, deuxième fleuve du monde par le débit moyen après l'Amazone, forme une partie de la frontière entre la République du Congo et la RDC. Les principales ressources économiques sont le pétrole, le bois, et l'agriculture. Le climat est de type équatorial dans la partie nord, subéquatorial au centre et tropical humide dans le sud. La population totale était estimée à 4,1 millions d'habitants en 2006, soit une densité moyenne de 12 habitants/km<sup>2</sup>. Plus de la moitié de la population vit dans les deux principales villes du pays, Brazzaville et Pointe-noire. Le pays est subdivisé en 12 départements. Environ 80% de la population est concentrée dans le sud du pays. La population est jeune (56% ont moins de 20 ans) et croît au rythme de 2,7% par an. Le taux d'alphabétisation (83%) est supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne; on note cependant des disparités entre les hommes et les femmes, et entre le milieu urbain et rural.
2. Le pays a connu une série de guerres civiles qui ont démarré après les élections de 1992, se sont prolongées en 1993-1994 puis en 1997-1998, et qui ont principalement touché Brazzaville et les départements du sud. Au sortir des guerres en 1999, l'économie était dévastée, l'essentiel du système de production et de commercialisation et des infrastructures de base avaient été détruits ou démantelés.
3. Le retour à la paix civile et à des cours mondiaux favorables du pétrole et du bois ont permis au Congo d'enregistrer un taux de croissance économique très encourageant depuis 2000 à ce jour, dans la fourchette de 4% à 8% par an. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) du secteur non pétrolier est cependant restée faible et n'a permis aucun effet de redistribution. La pauvreté, surtout rurale, a continué à s'aggraver. L'économie du Congo, pays à vocation agricole par excellence, reste dominée par le secteur pétrolier qui représente 52% du PIB, 86% des recettes publiques et 90% de la valeur des exportations (2006).
4. La République du Congo est un pays en voie de développement qui retrouve graduellement la normalité après une période de post-conflit. Les accords de cessation des hostilités de fin 1999, a permis au gouvernement d'entreprendre, avec l'appui des bailleurs de fonds, la réhabilitation des infrastructures de base, la réintégration des personnes déplacées et la restauration des capacités de production des populations rurales. Des élections présidentielles ont eu lieu en 2002, en 2009, des législatives se sont tenues en 2002 puis en 2007, une nouvelle constitution a été votée, et toutes les institutions prévues ont été mises en place. Les institutions nationales et locales sont progressivement mises en place pour soutenir les stratégies économiques et sociales. Une priorité est aussi en train d'être accordée à l'amélioration du cadre de dialogue et au développement du secteur privé. Des programmes de décentralisation économique et politique sont établis au niveau national et local.
5. Malgré un potentiel agricole riche et varié, et une bonne pluviométrie, environ la moitié des congolais (51%) vit en dessous du seuil de pauvreté<sup>1</sup> estimé à 544 FCFA par adulte et par jour. La pauvreté est très présente dans tout le milieu rural congolais. Les ménages qui tirent leurs revenus des activités agricoles sont les plus vulnérables: 70% sont pauvres. Ces ménages pratiquent un système

<sup>1</sup> DSRP (septembre 2007) s'appuyant sur les données issues de l'Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM, 2005), de l'Enquête démographique et de Santé (EDS, 2006), de 26 consultations sectorielles et thématiques ainsi que des consultations participatives dans les 12 départements.





République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

mixte sur la base du manioc et de la banane en association avec l'arachide sur une petite superficie de 0.5 à 2 ha. Les travaux agricoles sont effectués manuellement avec un outillage rudimentaire.

### Contexte de l'agriculture et du développement rural

6. **Agriculture et élevage.** Bien qu'occupant près de 40% de la population active, le secteur agricole ne contribue qu'à hauteur de 6% au PIB et de 1 à 2% aux exportations du pays. La part relative du secteur a graduellement diminué au cours des dernières années, le taux de croissance du secteur agricole étant généralement inférieur à celui de l'économie nationale. Seulement 2% des 10 millions de terres arables et de pâturages sont exploités.

7. Depuis l'arrêt des sociétés étatiques agricoles, le secteur agricole repose essentiellement sur l'agriculture traditionnelle pratiquée dans les petites exploitations, sur la pêche artisanale et la chasse. Ces petites exploitations couvrent environ 80% de la superficie cultivée et elles assurent plus de 90% de la production agricole. Les cultures vivrières occupent 75% des superficies cultivées ; 25% sont consacrées aux cultures d'exportation telles que la canne à sucre, l'huile de palme, le cacao et le café. Le secteur traditionnel fournit des cultures vivrières telles que le manioc, de loin la spéculation la plus pratiquée, l'igname, le maïs, l'arachide, le paddy, la pomme de terre, etc., ainsi que des cultures d'exportation (cacao et café). A l'exception du manioc, dont la production a connu une augmentation sensible ces dernières années, la tendance générale est à la baisse pour les cultures vivrières. L'élevage, qui n'a jamais été très développé, a subi une forte régression durant la guerre. La production agricole nationale ne couvre pas les besoins nationaux, malgré le potentiel agronomique, le pays recourt à des importations alimentaires massives pour nourrir ses villes. Il est le premier importateur de denrées alimentaires par habitant de l'Afrique subsaharienne. Ce déficit est très élevé pour le lait, le riz, l'arachide, la viande bovine, la pomme de terre, le poulet, le manioc, le poisson congelé et l'oignon.

8. L'agriculture congolaise est pratiquée par environ 145 000 petits exploitants qui cultivent une superficie moyenne de 1,4 ha, et qui pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis avec le recours à de longues jachères pour régénérer les sols. Les travaux agricoles sont faits manuellement avec un outillage rudimentaire, ce qui accroît la pénibilité du travail et limite la productivité. Les principales contraintes sont le manque d'opportunités de vente, la vétusté ou l'absence d'infrastructures de stockage et de transformation, l'absence de semences, de boutures et de petits équipements agricoles de qualité, et le faible appui institutionnel.

9. **Pêche continentale.** Dans les départements des Plateaux et des deux Cuvettes, la pêche artisanale est une activité qui génère des revenus substantiels et occupe de nombreux ménages ruraux, soit de manière quasi exclusive (en zone fluviale et inondable) ou à temps partiel (zone non inondée). Les techniques de pêche sont traditionnelles, variées et bien maîtrisées: les améliorations éventuelles concernent surtout le montage des filets pour une pêche responsable et durable. Le poisson est commercialisé sous diverses formes. Le fumage est une opération pour assurer la conservation du produit plus que pour la valorisation. Il est également commercialisé sous forme vivante (les petits silures, les lottes et les anguilles), en frais sous glace ou en «congelé frais» (toutes les espèces de poissons de grosse taille) ou sous forme salée (*Congo ya sika* et carpes). Le mode de commercialisation en frais est le plus rémunérateur, mais il est entravé par les limites techniques des circuits de transport. Il existe une forte demande nationale et un déficit en poissons. Il est donc, par des actions d'appui à la capture, la conservation, la commercialisation et la transformation, possible d'augmenter et de mieux valoriser la production actuelle par des actions d'appui à la commercialisation et à la transformation.

10. **Pisciculture.** Dans les années 1980, la pisciculture a bénéficié d'un effort important à partir de stations piscicoles de l'Etat (production d'alevins de tilapia, formation de vulgarisateurs). Les conflits armés des années 1990 et le désengagement de l'Etat ont entraîné la baisse des activités des



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

stations piscicoles et des actions de conseil. De fait, de nombreux pisciculteurs ont abandonné cette activité. Aujourd'hui, les stations piscicoles de l'Etat sont totalement inopérantes. La pisciculture est pratiquée avec des souches peu performantes et des pratiques erronées.

11. **Commercialisation.** Durant le processus de libéralisation, très peu d'opérateurs privés ont occupé les créneaux laissés libres par le retrait des opérateurs publics. Ceci a entraîné une chute brutale de la commercialisation de produits agricoles, en particulier les cultures de rente, le maïs, le haricot blanc, le paddy, la pomme de terre et l'huile de palme. En plus, la collecte et l'écoulement de la production vivrière rencontrent d'énormes difficultés, telles que l'état des routes, le manque de crédits de campagne et de moyens de transport, les taxes élevées, racket des services de police, etc. Néanmoins, il existe une forte demande nationale de produits alimentaires avec un niveau de prix intéressant aux marchés de Brazzaville et de Pointe Noire. Les zones péri-urbaines et le sud des Plateaux ont montré une capacité de réponse au marché, prouvant la flexibilité des systèmes de commercialisation informelle qui dominent actuellement les échanges.

12. **Infrastructures rurales.** La commercialisation agricole est fortement tributaire de l'état des voies de communication terrestres et fluviales à travers le pays. Or, le réseau routier a connu, depuis plusieurs années, une dégradation progressive et alarmante occasionnée par un manque d'entretien régulier. Les interventions d'entretien ont connu une forte réduction suite au désengagement de l'Etat, à la dissolution de l'Office Congolais d'Entretien Routier (OCER) et aux conflits armés. Depuis 1999, il y a une reprise des actions de réhabilitation, mais surtout limitées au réseau dit prioritaire, composé des routes nationales bitumées et des routes préfectorales. La relance de l'agriculture nécessite obligatoirement un effort important de réhabilitation des voies d'accès aux principaux bassins de production et, par la suite, d'entretien régulier avec la mise en place de systèmes pérennes d'entretien, grâce à l'implication des riverains et des villageois.

13. **Finances rurales.** Le secteur bancaire compte quatre banques commerciales dont les activités se concentrent dans les grands centres urbains et qui ne touchent que très marginalement les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Le secteur de la micro-finance est composé de 86 établissements, principalement en milieu urbain; il est dominé par le réseau des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC) qui traite plus de 90 % du volume du secteur et qui dispose de 33 caisses. En milieu rural, deux autres institutions sont présentes dans les chefs-lieux des départements (MUSCO et caisses féminines). Toutefois, les ménages ruraux n'accèdent pas ou peu aux services offerts par ces institutions, en raison de leur éloignement, de l'inadaptation des produits offerts et des garanties exigées.

## B. Justification

### Rationalité de la nécessité d'une intervention additionnelle au Congo.

14. L'analyse des filières conduite dans le cadre de la formulation, a révélé à travers un exercice de hiérarchisation suivant 6 critères, que le manioc, le maïs, la banane, l'igname étaient actuellement des filières porteuses avec un impact potentiel sur les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux au Congo, et aussi avec de réelles possibilités d'insertion de plus de jeunes et de femmes dans les chaînes de valeurs des filières.

15. Compte tenu d'une part de la destruction du capital productif pendant la guerre que le pays a connu, et d'autre part des problèmes phytosanitaires, les projets actuels du Fida se sont tous investis dans l'appui à la **production végétale**. Malgré la faiblesse des performances des projets Proder, les missions de supervisions successives du Fida aboutissent unanimement à la conclusion que les interventions du FIDA ont joué un rôle catalytique important dans la production et multiplication de boutures saines de manioc à travers les groupements d'intérêts économiques. Cette approche qui assure la durabilité, est en voie d'être adoptée par d'autres partenaires, et mérite d'être consolidée



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

dans le cadre du présent programme. Elles ont permis un début de restauration du capital productif des exploitations agricoles qui se doit d'être soutenue. Les petits producteurs ont un accès aux boutures saines de manioc, aux semences améliorées. La production d'ignames qui a été positivement testée dans la zone du Proder 1 à partir de variétés introduites du Benin, mérite d'être portée à l'étape de vulgarisation. Les efforts d'accompagnement de la production commencent à produire un effet, avec un accroissement de la production nationale d'igname qui est passée de 11400 tonnes en 2004 à 13 800 tonnes en 2010. Au regard du cycle relativement long du manioc ( 12 – 18 mois), le besoin des petits producteurs de développer des cultures à cycle court aux côtés du manioc, est une requête constamment formulée à l'endroit des missions de supervision du Fida, Un investissement dans la production de maïs et de banane participera ainsi à diversifier les moyens d'existence de ces producteurs. Les opérations culturales du maïs pratiquées dans des exploitations familiales ouvertes sur des vieilles jachères sont du reste identiques à celles de la culture du manioc avec lequel le maïs est parfois cultivé en association.

16. Le petit **élevage** est aussi une activité de diversification fortement réclamée pendant les missions de supervision. La restauration du capital animalier au titre des Proder 2 et 3, a certes été timide, du fait de la peste des petits ruminants qui n'a pas permis un démarrage effectif des activités. La récente revue à mi-parcours du Proder 2 en considérant d'une part ce problème et d'autre la durée de vie restante du projet, a recommandé un désengagement du projet des activités d'élevage, et leur prise en compte par le Padev. Les campagnes nationales de vaccination en cours par le ministère de l'agriculture et de l'élevage contre la maladie de Newcastle des volailles et la peste des petits ruminants, permettent d'envisager des investissements en élevage avec de meilleures chances de succès.

17. Dans le passé, le FIDA est intervenu dans l'activité de **pêche** continentale au Congo, pour fournir du matériel de pêche aux pêcheurs et ensuite collecter et commercialiser leurs captures. Les résultats s'étaient avérés insuffisants du fait que l'approche de développement était erronée, le projet se substituant aux opérateurs du marché. Tirant les leçons de cette expérience, et suivant les orientations stratégiques sectorielles, consistant à laisser les acteurs privés concevoir et mener les opérations sur toute la filière, il semble aujourd'hui possible d'envisager un investissement au Congo pour appuyer les initiatives de la pêche artisanale continentale, soucieuses de l'exploitation durable des produits de pêche, ainsi que la production d'alevins et la pisciculture commerciale de petite et moyenne échelle; Cela participe également à diversifier les sources de revenus des producteurs, et à relever les revenus des femmes intervenant dans la chaîne de transformation. Par ailleurs, le gouvernement congolais a fait du secteur une priorité, à travers la création d'un ministère spécifique en charge de la pêche et de l'aquaculture qui est en train d'opérer un certains nombres de réformes. Au regard de cet engagement du gouvernement et des réformes en cours, il a été convenu de procéder dans le cadre du présent programme, à un appui au secteur à titre pilote. Cet appui consacre par ailleurs un début de mise en œuvre de la nouvelle stratégie de développement de l'aquaculture dont le pays vient de se doter avec l'assistance de la FAO.

18. L'enclavement des bassins de production a été posé par l'analyse des filières comme étant une contrainte majeure. L'impact de plusieurs années de guerre et le manque d'entretien ont conduit à une dégradation des **pistes**, des ouvrages de franchissement et des voies de navigation, qui a eu pour effet l'augmentation des coûts de transport. Ces derniers, souvent anormalement élevés, sont un frein au développement rural et rendent difficile, voire même impossible, l'accès des paysans, éleveurs et pêcheurs aux marchés dans certaines zones. Les projets du FIDA en cours se sont engagés à accompagner le gouvernement dans l'amélioration des conditions de transport pour un meilleur accès au marché. Les composantes infrastructures des Proder en cours connaissent malheureusement des retards énormes, qui a priori, découragerait tout nouvel investissement. Ces retards sont en partie consécutifs au retard dans la mobilisation des cofinancements OFID. Le cofinancement OFID du Proder 2 a été mobilisé avec plus de 1 an de retard et celui du Proder 3 est seulement en passe d'être



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

disponible après plus de 1 an d'exercice. Au regard de l'inflation galopante, les objectifs fixés en matière de désenclavement par ces projets ne peuvent être atteints. A titre d'exemple, le taux d'inflation estimé à 2% pendant la formulation du Proder 2 en 2005, est passé à 15% en 2008. Les faiblesses programmatiques au niveau du Proder 1 ne permettent pas par ailleurs la réalisation intégrale des cibles en matière de pistes rurales. Au regard du besoin identifié par l'étude filière, il s'avère nécessaire pour le Padev d'achever les investissements non à termes, de compléter les cibles et de consolider les investissements des Proders, avec un accent sur le traitement des points critiques en lieu et place de réhabilitations onéreuses et intégrales de pistes.

19. En matière de **finance rurale**, il n'existe pas encore, en face des besoins vivaces et divers de la population rurale congolaise, une réponse appropriée en termes de dispositif d'offre de services financiers adapté. Deux projets FIDA (Proder 1 et 2) comportent une composante micro finance qui ont déjà créé des Caisses d'équité (CEQ) qui collectent l'épargne. La finalité de l'épargne collectée par les CEQ est de faire des crédits souvent à très court terme aux paysans membres, pour leur permettre de diversifier les sources de revenus. La mise en place de ces CEQ a connu des difficultés dues à la très faible capacité des opérateurs privés spécialisés en micro-finance dans le pays. Aussi, leur viabilité tant financière que sociale n'est pas encore déterminée, les agents des caisses étant payés par les projets. La leçon principale de l'intervention du FIDA en finance rurale est que le secteur du financement rural décentralisé au Congo est trop embryonnaire et les conditions particulièrement difficiles d'y opérer découragent les prestataires privés s'il ne leur est pas apporté un accompagnement professionnel et des mesures incitatives. On est aussi arrivé à la conclusion que l'on ne peut réussir progressivement à organiser le financement rural dans ce contexte qu'en misant sur l'approche entrepreneuriale des prestataires privés de services financiers qui visent la viabilité et la pérennité. Les interventions futures se doivent donc de privilégier l'établissement d'un partenariat durable avec les institutions de micro finance pour les rendre professionnels et rendre leurs dispositifs de distribution de services financiers capables de fournir des services financiers adaptés aux activités des producteurs et autres entrepreneurs opérant dans les zones d'intervention du Fida. Les ressources du Padev permettront ainsi, la consolidation des caisses promues par les Proder et le renforcement des capacités des autres institutions financières (banques, EMF et autres) à offrir des services financiers par l'introduction de mécanismes, produits et technologies innovants.

20. En somme, les grandes difficultés et contraintes que rencontrent les petits exploitants et dont résulte la pauvreté rurale méritent des actions de longue durée en faveur du: désenclavement des zones rurales qui fait obstacle à l'écoulement des productions, de l'approvisionnement en semences et boutures améliorées, en petits équipements agricoles, et la conservation, transformation et commercialisation de la production. Le développement des filières et le renforcement des capacités des différents acteurs devrait permettre d'améliorer durablement les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales. En effet le PAM a estimé en Juillet 2010 que 7,8% des ménages congolais soit 216 000 personnes, sont considérées en insécurité alimentaire. La situation en milieu rural est particulièrement préoccupante dans les départements de Lekoumou, Cuvette, et Plateaux ou plus de 15% des ménages ont une consommation alimentaire faible.

21. Aussi à travers une meilleure organisation des producteurs en coopératives dans les filières agricoles, l'accès aux services agricoles devrait améliorer les termes d'échanges avec les centres urbains. Parce qu'il existe une pléthore d'associations très peu actives et viables, le renforcement des capacités mérite des interventions particulières surtout en ce qui concerne la gestion financière, la gouvernance avec une large représentation des femmes dans les organes de prise de décisions.

22. Enfin, la capacité de mise en œuvre des services techniques de l'agriculture de l'élevage et de la pêche reste faible, surtout au niveau des départements et districts. Les principales faiblesses des structures déconcentrées sont l'absence d'agents dans certains districts, le manque de moyens roulants et d'équipement, un manque de recyclage des agents, et l'insuffisance du budget de



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

fonctionnement. Un relèvement de ces capacités s'imposent à travers la mobilisation d'une assistance technique nationale et internationale.

**Programme cadre – cadre de gouvernance unique.**

23. Durant la période du COSOP, les 3 projets actuellement en cours seront clôturés ; le PRODER 1 en 2012, le PRODER 2 en 2013, et le PRODER 3 en 2015. Le Programme d'Appui aux Développement des Filières Agricoles (PADEF) sera effectif de 2012 jusqu' en 2017 dans toutes les régions couvertes par ces PRODER. Le Programme cadre devrait donc permettre la mise à l'échelle d'expériences pertinentes durant ces dernières années par les projets achevés ou en cours d'exécution. Le PADEF devrait aussi être en mesure de relever plusieurs insuffisances en particulier les lenteurs en matière de mise en œuvre de projets, le transfert de compétences et des ressources aux départements, la faible mobilisation ou mise en valeur de ressources propres par les départements, le manque d'articulation entre les programmes sectoriels et les programmes des départements, la faible coordination dans le domaine de la planification de la gestion du développement local, la faiblesse des groupes thématiques aux niveaux national et départemental, la faible capacité d'absorption du secteur du développement rural et la persistance de la faible qualité du système des marchés. La couverture nationale du PADEF devrait permettre d'améliorer le dispositif de suivi évaluation, à travers l'établissement d'une situation de référence, et le suivi d' un nombre réaliste d'indicateurs de résultats et d'impact.

24. L' innovation majeure consacre la mise en œuvre conjointe du Padef et des projets en cours, tel un Programme cadre, arrimé au cadre institutionnel décentralisé, dans lequel l'ensemble des actions conduites par un dispositif de gouvernance unique, trouveront leur cohérence sur tout le territoire national. La **raison d'être** du Padef en sus de la rationalité ci-dessus évoquée, réside principalement dans la nécessité d'accompagner les institutions nationales et départementales de l'agriculture et du développement rurale dans la durée afin de jeter les bases pour leur maturité institutionnelle et de leur viabilité, en tirant parti de: (i) l'opportunité de la mise en œuvre de la stratégie nationale de DRSP et de son plan d'action agricole prévoyant des activités structurantes aux niveaux méso et macro; et (ii) l'avantage comparatif du FIDA dans les activités concernées et au sein du secteur de l'agriculture paysanne au Congo ; (iii) une meilleure appropriation locale et nationale ; (iv) une plus grande harmonisation dans les interventions ; v) la réalisation d'économies d'échelles.

**Dialogue politique**

25. Les principaux thèmes qui feront l'objet de concertation sur les politiques dans le cadre du Padef et surtout avec la présence du Bureau Pays du Fida sont les suivants : (i) le renforcement des institutions publiques et privées de développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au niveau des Départements ; (ii) l'intégration de l'aspect équité de genre dans les initiatives du FIDA; (iii) le dialogue entre les OP, le gouvernement et les collectivités locales ; (iii) le dialogue autour de la production, la commercialisation, et les infrastructures rurales pour le renforcement des capacités des exploitations familiales; (iv) les mécanismes et liens entre les OP et le secteur privé.

## **II. DESCRIPTION DU PROGRAMME**

### **A. Zone du programme et groupes cibles**

#### **Zone de couverture**

26. Après concertation avec le Gouvernement et en conformité avec le COSOP, il a été convenu de donner une envergure nationale au programme. Il s'exécutera en conséquence dans 10 départements. Ces départements correspondent à la zone traditionnelle d'intervention des 3 projets Proder en cours avec 86 districts, 3069 villages et 1 588 634 habitants dont plus de 50% de femmes.

République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

Les départements de Brazzaville et Pointe Noire n'ont pas été pris en compte au regard de leur caractère urbain.

27. Les localités pauvres et présentant des potentialités agricoles, et des densités de populations optimales sont ciblées. Les interventions répondront aux besoins de la petite exploitation avec un impact direct sur les revenus et la sécurité alimentaire. Les statistiques de ces départements se présentent comme suit :

Tableau 1 : Données démographiques de la zone du programme

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIE (KM²)	POPULATION (HABITANTS)		NOMBRE DE VILLAGES	DISTRICTS	DENSITÉ (HAB./ KM²)
		Totale	Rurale			
PRODER 1						
Plateaux	38 400	230 000	149 500	576	11	6
Cuvette	48 250	174 000	113 100	456	9	3.6
cuvette Ouest	26 000	76000	49 400	205	6	2.8
Total 1	113 250	480 000	312 000	1237	26	4.2
PRODER 2						
Niari	25 930	237 000	110 500	389	14	9
Bouenza	12 267	277 000	151 000	342	10	23
Lékoumou	20 950	87 000	60 500	116	4	4
Kouilou	19495	84534	50727	145	6	4
Total 2	78642	685 534	372 727	992	35	10
PRODER 3						
Pool	34000	267500	209600	816	13	7.9
Sangha	55800	60000	28400	311	6	1.1
Likouala	64000	95600	58300	234	7	1.5
Total 3	153 800	423100	296300	840	26	2.8

28. Au sein de cet ensemble géographique, le programme interviendra de façon ciblée sur des zones de concentration, afin d'obtenir le meilleur impact de ses appuis et de tirer parti des opportunités de complémentarité et de synergie.

29. Dans la zone du PRODER 1 ( Plateaux, Cuvette, cuvette Ouest), L'agriculture paysanne est caractérisée par une faible productivité du fait des systèmes de production extensifs et itinérants sur brûlis, qui ne font appel à aucun intrant extérieur. Les femmes réalisent le plus gros des travaux champêtres, depuis la préparation du sol jusqu'à la récolte et la transformation primaire. Les hommes effectuent l'abattage des arbres et le défrichement des champs en forêt, mais très rarement les autres travaux agricoles. La pluviométrie élevée et bien répartie sur l'année permet de réaliser et combiner de nombreuses cultures. Les cultures sont toujours associées selon des dispositifs qui changent selon les départements et selon la localisation du champ en savane ou en forêt. Le manioc représente la culture principale. Les autres cultures, qui sont par ordre d'importance, l'arachide, le maïs, l'igname et d'autres tubercules, les courges et d'autres légumes locaux, sont plantées en association. La banane plantain, le safou et d'autres espèces fruitières sont cultivées autour de la plupart des cases. La pomme de terre, l'oignon et le haricot sont cultivés dans certains districts des Plateaux. Les cultures de rente, telles que le café, cultivé dans les 3 départements, et le cacao, cultivé dans les Cuvettes, sont quasiment abandonnées par les producteurs, puisque la commercialisation n'est plus assurée. Il n'existe pas une tradition d'élevage dans la zone du projet. En général, chaque ménage possède moins de 10 têtes de volaille (poulets, canards, pigeons), éventuellement quelques petits ruminants (caprins ou ovins) ou des porcins, qui sont laissés en divagation.

30. La zone du PRODER 2 (Niari, Bouenza, Lekoumou) est dotée d'énormes potentialités agricoles, qui sont insuffisamment exploitées. Ces potentialités sont: i) des conditions agro-



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

écologiques favorables; ii) l'existence d'une tradition agricole et d'une main-d'œuvre valide; iii) la disponibilité en terres agricoles; iv) une forte demande intérieure (Pointe-Noire, Brazzaville) et externe (Gabon) pour les produits vivriers (manioc, banane, produits maraîchers, fruits), animaux et halieutiques; v) le transport par rail pour l'évacuation de la production vers les deux grandes villes du pays. D'une manière générale, les sols du Niari sont aptes à l'élevage (à l'exception des zones de grandes forêts) et ont une bonne vocation agricole. Environ 55% des sols sont inaptes à l'agriculture mécanisée, mais sont utilisables en agriculture traditionnelle. Presque toute la superficie de la Bouenza est couverte de sols argilo-calcaires propices à l'agriculture. La vallée du Niari est classée parmi les sols les plus fertiles de l'Afrique. Subsaharienne. Tous ces atouts naturels, ainsi que la tradition agricole, expliquent le fait que la Bouenza fut longtemps le «grenier du Congo». Dans la Lékoumou, les sols aptes à l'agriculture représentent 55% de la superficie du département et se prêtent bien aux cultures de manioc, arachide, café, banane, ananas et maïs. Le réseau hydrographique, relativement dense, est favorable à l'agriculture, mais rend difficile la circulation routière.

31. Dans la zone du PRODER 3, les départements de la Sangha et Likouala sont forestiers tandis que le Pool est surtout couvert de savane. Le système de production végétale est à base du manioc en association avec d'autres cultures dont la banane, l'igname, le maïs et les arachides. Dans le domaine de l'élevage, le petit paysan élève le petit ruminant (ovins et caprins) et la volaille. La zone du Projet a un potentiel de production important, mais ses productions sont mal valorisées et difficiles à exporter avec les infrastructures de transport existantes. D'autres atouts sont : a) une forte demande urbaine solvable et structurée pour l'ensemble des trois départements ; b) une jeunesse entreprenante et désireuse de développer des initiatives individuelles ou collectives (en particulier dans le Pool) ; c) la présence de nombreuses organisations paysannes dans le Pool, développant des initiatives économiques variées.

### Groupes cibles

32. Le groupe cible prioritaire du Pade f se regroupe en 820 villages, 70 districts et 55 000 ménages dont 15000 ménages bénéficiaires directs. Ce groupe est constitué des petits producteurs de vivriers, ainsi que certains acteurs (commerçants, entrepreneurs ruraux hommes et femmes) impliqués dans les métiers artisanaux liés à l'agroalimentaire dans les filières retenues. Dans le maillon de la production, le Programme travaillera de préférence avec les GIEC et leurs Unions de première échelle au niveau des bassins de production, qui pour l'essentiel, correspondent aux districts. Il travaillera aussi avec toute autre forme d'organisation paysanne, désireuse de s'engager volontairement dans un partenariat basé sur la performance, dans une dynamique de professionnalisation, dans le cadre d'une approche de développement de chaînes de valeur fortes. Une place privilégiée sera donnée aux femmes, actrices incontournable des filières autant dans la production que dans la transformation. Le programme s'intéressera aussi aux jeunes (déscolarisés et ex-combattants) en tant que forces vives et catégories à risque en situation de sous-emploi ou de chômage. Les structures publiques, organisations faîtières et entités privées, qui délivrent les services nécessaires pour le développement des filières retenues, bénéficieront également d'appuis.

33. Le PRODER 2, conformément à la réorientation de la revue à mi-parcours, travaillera à consolider les 405 GIEC/600 déjà mis en place. Le PADEF prendra en charge l'appui à l'implantation des 195 GIEC restant, pour atteindre la cible de 600 GIEC prévus dans le RPE du PRODER 2.

34. Dans la zone du PRODER 1, le PADEF dynamisera les 50 GCMM déjà implantés et contribuera à un maillage plus serré des bassins en groupements de base pour arriver à au moins 10 groupements par Bassin de production, en vue d'atteindre les 250 groupements initialement ciblés par le RPE du Proder 1.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

35. Au sein des GIEC, le PADEF ciblera 1600 avicultrices /aviculteurs) et 480 éleveurs d'ovins/caprins. Le PADEF ciblera 240 acteurs / actrices de la pisciculture et 3014 acteurs et actrices de la pêche artisanale. Ces acteurs seront appuyés à travers des groupements de base autonomes. Le PADEF accompagnera 100 organisations de pêcheurs et de transformateurs qui seront implantées au cours des deux premières années à raison de 50 par an (20 dans l'axe Makotipoko-Mpouya, 50 dans l'axe Mossaka-Loukoléla-Liranga et 30 dans l'axe Makoua-Ntokou). Le rythme d'implantation des groupements de pêcheurs sera déterminé par l'étude d'identification et de diagnostic.

36. Les 445 GIEC (250 dans la zone de PRODER Nord et 195 dans celle de PRODER Sud) seront implantés / dynamisés au cours des trois premières années du programme. Les deux dernières années du PADEF seront des années de consolidation et de transfert progressif des activités du programme aux unions de première échelle.

*Mécanismes d'auto ciblage et progression.*

37. Bien que d'envergure nationale, les interventions du programme seront concentrées sur les localités offrant un potentiel agricole et une population élevée, et où la pauvreté est particulièrement profonde et répandue. Le programme travaillera à faciliter le cheminement des productions des Bassins de production vers différents corridors de circulation du manioc. 4 corridors majeurs ( 2 nationaux et 2 internationaux) ont été cartographiés par l'analyse des filières.

38. La démarche d'auto ciblage sera articulée à la volonté des GIEC d'évoluer de groupement de travail en commun autour de champs communautaires vers des groupements de services. L'auto ciblage s'appuiera sur l'appréciation par les GIEC ciblés dans les bassins de production des atouts et faiblesses leur permettant de saisir les opportunités offertes par le PADEF pour accéder efficacement et durablement au marché, des mécanismes d'équité d'âge et de genres qu'ils consentent à mettre en œuvre etc. Les diagnostics institutionnels participatifs (DIP) organisés au niveau des bassins de production répondant le mieux aux critères définis et des GIEC les plus dynamiques permettront de bien cibler les besoins en renforcement permettant aux GIEC de mieux jouer leurs fonctions d'organisations professionnelles de base (cf. section sur le renforcement des capacités des OP, de l'annexe 4, description des composantes). A partir de ces exercices participatifs, le programme retiendra avec les GIEC ciblés les mécanismes d'élargissement et/ou d'implantation de nouveaux GIEC dans le village, les mécanismes d'intégration des groupes marginalisés et/ou vulnérables (les autochtones) etc.

39. Les femmes et les jeunes seront membres des GIEC et des mécanismes de renforcement spécifiques permettront de les accompagner pour accéder efficacement aux postes de responsabilité dans les différentes instances de gouvernance. Un accent particulier sera mis sur l'information, l'éducation et la communication (IEC) pour sensibiliser toutes les parties prenantes sur les avantages – pour l'ensemble de la communauté locale, régionale et nationale – de l'équité de genre et d'âge. Des évaluations annuelles permettront de vérifier l'efficacité des appuis auprès des groupes cibles et d'apprécier l'adhésion et la participation des GIEC aux activités. La manière dont les directives de ciblage du FIDA ont été prises en compte est résumée ci-après.

40. A partir des GIEC, le PADEF, en rapport avec les différents projets, appuiera l'émergence d'Unions de GIEC à l'échelle des bassins de production, appelées Unions de GIEC de Bassin de production (UGB). Ces UGB devront être mise en place au cours des 4 premières années du programme suivant la progression ci-dessous. Les unions seront mises en place de manière progressive





République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

### Ciblage des femmes et des jeunes

41. Dans la stratégie genre, le PADEF vise la valorisation du rôle central de la femme congolaise dans la sécurité alimentaire au niveau nationale et la reconnaissance des femmes au sein des organisations professionnelles. En rapport avec l'enjeu et ces défis, cet objectif général de la stratégie genre permet de positionner durablement la femme rurale dans les filières ciblées à travers le renforcement de leurs capacités économiques et des capacités économiques des ménages dont elles ressortent.

42. De façon spécifique le PADEF s'attachera (i) à l'amélioration substantielle des rendements sur les champs des femmes et (ii) au renforcement des capacités des GIEC et des unions de bassins de production dans la prise en charge de leurs fonctions organisationnelles. (iii) à leur positionnement en tant qu'entrepreneures rurales particulièrement impliquées dans la transformation des produits agricoles pour le marché.

43. Le PADEF interviendra à travers les GIEC. Il mettra en avant le principe de travailler avec la réalité. Le PADEF mettra un accent particulier sur l'animation et le renforcement des capacités pour que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance. Des quotas de femmes et de jeunes ne seront pas imposés mais le rapport entre participation des jeunes et des femmes dans les OP et dans les instances de gouvernance comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des stades d'autonomie organisationnelle des GIEC et de leurs unions et celle des performances du PADEF. Les performances des groupements appuyés se liront à la lumière de l'implication effective des femmes et des jeunes dans la maîtrise de la production et l'amélioration de leurs rendements.

44. Les résultats attendus pour atteindre les objectifs définis en matière de genre seront réalisés à partir d'activités mises en œuvre par le PADEF avec des indicateurs de suivi pertinents liés à chacune des composantes. Ces indicateurs qui seront affinés au démarrage du programme, devront permettre de vérifier l'atteinte des objectifs et résultats suivants :

45. *Objectif spécifique 1* est lié à l'amélioration substantielle des rendements sur les champs des femmes par le renforcement des capacités de production des femmes rurales dans et en dehors des champs communs des ménages. Les résultats attendus sont : (i) une amélioration de la ration alimentaire en quantité et en qualité ; (ii) l'augmentation des surplus commercialisables générés par les champs communs des ménages ; (iii) la promotion de champs privés de femmes en dehors des champs communautaires des ménages

46. Dans *l'objectif spécifique 2*, le PADEF travaillera au renforcement des capacités des GIEC et des unions de bassins de production dans la prise en charge de leurs fonctions organisationnelles. Cet objectif spécifique vise à conforter la position des femmes rurales dans les GIEC et Unions de GIEC par le renforcement de leurs capacités à prendre en charge leurs propres intérêts. Les résultats attendus sont des GIEC qui (i) se muent en véritables cadre de services aux producteurs et productrices, capables d'assurer efficacement la commercialisation groupée des productions individuelles, (ii) ont la capacité d'influer sur la qualité de la production des membres, (iii) peuvent soutenir les femmes et les jeunes à accéder à des champs privés pour la production, (iv) ont la capacité de promouvoir des relais animateurs féminins et des leaders féminins capables de participer activement aux concertations des OP avec le PADEF, les PTF et les partenaires publics.

47. *L'objectif spécifique 3* vise le positionnement des femmes rurales dans l'entrepreneuriat par la promotion de micro et de petites entreprises rurales impliquées dans la transformation des produits agricoles. Les résultats attendus : (i) sont la promotion de la mécanisation de certaines tâches liées à la transformation du manioc en chikwangue et en fufou, (ii) l'émergence et la promotion des MPER (micro et petites entreprises rurales) portées par des jeunes (hommes et/ou femmes).



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

## Peuples autochtones

48. La question des bénéficiaires autochtones du PADEF devra s'appuyer sur une stratégie volontariste permettant de résorber le gap les séparant des autres bénéficiaires. Les attitudes volontaristes doivent s'appuyer sur : i) une meilleure maîtrise de leurs situations au-delà des généralités. ii) L'identification avec eux des appuis et des activités pouvant permettre de lever les contraintes les séparant des autres groupes de bénéficiaires ; iii) L'établissement de catégories prenant en compte leurs situations actuelles, leurs aspirations et contraintes à lever pour passer d'une catégorie à une autre. Une étude de référence sur les peuples autochtones a été réalisée par le Proder 3 dont la zone d'intervention enregistre la majorité des peuples autochtones. En synergie avec le Proder 3, une stratégie de prise en charge réelle des populations autochtones avec des modalités de mise en œuvre opérationnelles et réalistes devra être définie et validée.

## B. Objectif de développement et indicateurs d'impact

### Principes et stratégies

49. Les principes et stratégies qui sous-tendent la conception du programme sont les suivants: (i) approche sectorielle et système agricole inclusif, afin d'avoir une visibilité élargie à l'ensemble des contraintes et de bâtir une filière agricole inclusive et viable au profit de la grande majorité de petits paysans et ruraux pauvres; (ii) consolidation des interventions et capitalisation des expériences non seulement du FIDA mais aussi des autres partenaires au développement qui œuvrent à l'accès des groupes vulnérables aux technologies de base, à la valorisation du potentiel productif, et au marché; (iii) partenariat entre le programme et les départements du territoire, notamment dans la mise en œuvre des mesures visant à rationaliser la couverture spatiale des filières, réduire les coûts de transactions et améliorer l'impact et la durabilité des interventions; et (iv) approche différenciée en fonction des conditions spécifiques des zones d'intervention, des filières et du type et degré de maturité des GIEC.

50. Les instances du FIDA conduiront annuellement l'évaluation du COSOP et de l'ensemble du portefeuille FIDA au Congo. Sur la base de l'expérience accumulée dans la mise en œuvre du Programme Pays, le FIDA développera en collaboration avec le gouvernement du Congo une nouvelle stratégie d'intervention en 2013. Compte tenu de l'ampleur des besoins des départements et la nécessité d'assurer un impact sur les communautés cibles, le FIDA privilégiera une approche fondée sur le partenariat entre les agences du Système des Nations Unies et les partenaires bilatéraux sur la base des convergences dans leurs interventions respectives et de leurs avantages comparatifs dans la lutte contre la pauvreté. Des liens forts de collaboration existent déjà avec la FAO, le PAM, le PNUD et l'OFID ainsi qu'avec les institutions internationales de recherche, comme l'IITA. Le FIDA entend continuer à renforcer ces liens. Ainsi, le FIDA contribuera à l'élaboration des politiques nationales sur le développement agricole, rural, et la lutte contre la pauvreté. Il contribuera avec l'expérience du PADEF et l'ouverture d'un Bureau Pays, au dialogue sur les politiques nationales de lutte contre la pauvreté rurale.

### Objectifs

51. L'objectif général du Programme FIDA est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs, pêcheurs) et de créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes à travers un appui au développement de filières porteuses. Les objectifs spécifiques qui en découlent sont de renforcer :

- (i) l'accès des petits producteurs à des technologies agricoles et halieutiques appropriées de production, de transformation, de stockage et de conservation ;

République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

- (ii) l'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées ;
- (iii) (la capacité des organisations paysannes et autorités locales à fournir des services à leurs membres et accroître leur participation aux processus de développement local.

52. Les indicateurs clé d'impact sont : sont i) l'amélioration de l'indice d'accumulation de biens, ii) la réduction de la malnutrition infantile, iii) l'augmentation annuelle du revenu par producteur et entrepreneurs cible, iv) le nombre de clients directs du Programme ; v) le taux d'adoption des technologies recommandées; vi) l'augmentation des rendements des cultures retenues.

53. Considérant les résultats obtenus par les PRODER et les zones de potentialités réelles pour l'agriculture, l'élevage, la pêche et la pisciculture, le comité technique interministériel de formulation regroupant les ministères en charge de l'agriculture, de la pêche, le FIDA, la FAO, et le Projet de Développement Agricole de la BM, les spéculations suivantes ont été retenues :

- La **filière manioc** dont la production a été significativement appuyée par les PRODER sera renforcée dans les 10 départements en matière de transformation et commercialisation.
- La **filière igname** dont la relance de la production a été expérimentée dans le cadre du PRODER 1 finissant, sera soutenue dans les Plateaux, la Cuvette et Cuvette ouest.
- La **filière banane**, fortement produite dans la partie septentrionale du pays, sera renforcée dans la Likouala et la Sangha.
- Le **couple maïs - soja** dont les prémices de relance de la production ont été posées par le PRODER 2, pour la consommation et l'élevage, sera consolidé dans le Pool, Niari et Bouenza.
- Les départements de la Likouala, Plateaux, cuvette et cuvette Ouest ont été retenus pour la **pêche artisanale** et celui du Pool pour la **pisciculture**.
- Le **petit élevage** (ovins, caprins, porcins, volaille) prévu dans les zones du PRODER 3, sera développé à petite échelle dans 7 départements.

54. Le tableau ci-dessous présente pour chaque département, la répartition des interventions de production végétale, production animale, pêche et pisciculture.

Pool	Likouala	Sangha	Niari	Bouenza	Lekoumou	Kouilou	Plateaux	Cuvette	Cuv Ouest
Manioc	Manioc	Manioc	Manioc	Manioc	Manioc	Manioc	Manioc	Manioc	Manioc
Mais			Mais	Mais					
	Banane	Banane							
							Igname	Igname	Igname
Ovins		Ovins	Ovins	Ovins	Ovins		Ovins		Ovins
Volaille	Volaille	Volaille	Volaille	Volaille	Volaille	Volaille	Volaille	Volaille	Volaille
	Pêche						Pêche	Pêche	
Pisciculture			Pisciculture			Pisciculture		Pisciculture	

### C. Composantes

55. Les objectifs du Programme seront atteints à travers la mise en œuvre de quatre composantes alignées sur les objectifs spécifiques du COSOP: i) appui à la production; ii) appui à la conservation, transformation, commercialisation; iii) renforcement des capacités; iv) coordination et gestion.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

**Composante 1 : Agriculture durable des petits exploitants (6 545 000 USD, 41%)**

56. La composante a pour objectif de renforcer l'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production agropastorale et halieutique à travers : i) la régénération du manioc pour fournir du matériel végétal sain aux organisations de producteurs ; ii) la diversification de la production végétale à travers le développement de la culture d'igname, de banane et de maïs ; iii) le repeuplement en volailles et petits ruminants suivant un système de métayage ; iv) la relance de la pisciculture et de la pêche artisanale.

➤ **Production végétale**

57. **Manioc.** La multiplication et la diffusion de variétés saines de manioc ont été une opération réussie par les PRODER. Le PADEF poursuivra cet appui à la production dans les 10 départements d'intervention, d'une part à travers les groupements ciblés par les Proder mais non atteints, et d'autre part à travers la réplique de l'expérience communautaire à des niveaux individuels dans les villages. 445 GIEC (250 dans la zone du PRODER 1 et 195 dans la zone du PRODER 2) seront structurés pour compléter les cibles initiales de ces projets dans la mise en place des organisations de base pour la multiplication et la diffusion des boutures. 445 ha de parcs à bois emblavés avec 4 445 000 boutures seront ainsi mis en place pour consolider et compléter les efforts des Proder en matière de multiplication et diffusion de boutures. La collaboration avec les structures de recherche et les services départementaux de l'agriculture sera poursuivie pour la multiplication, la gestion des parcs à bois, la diffusion du matériel végétal sain dans les zones respectives. La distribution de boutures de manioc dans les différents villages devra assurer un accès équitable aux groupes vulnérables pour leurs champs individuels.

58. **Igname.** L'igname est une culture d'importance dans les zones de Gamboma et Ngo. Elle a été ciblée dans le cadre du Proder 1 au titre de la diversification des cultures. L'analyse des contraintes et potentialités avait permis d'initier un programme d'introduction participative de 6 nouvelles variétés aux fins de relancer la production. Avec l'achèvement du Proder 1, le Padeef poursuivra la relance de la production dans les départements des Plateaux, de la cuvette et de la cuvette Ouest, tout en consolidant les acquis du Proder 1. L'indisponibilité des semences étant une contrainte majeure, la disponibilité de semences saines dans les zones pilotes du Proder 1 sera évaluée, et les producteurs pilotes serviront de fournisseurs. Le Padeef accompagnera par la mise en place de champs semenciers dans les districts de Gamboma, Ngo, Ewo, Ngoko, ainsi que la diffusion auprès des ménages ruraux, des variétés adoptées telles que révélées par l'évaluation participative.

59. **Maïs.** Les activités seront similaires et complémentaires aux initiatives en cours du PRODER 2 dans la Bouenza, Niari et Lekoumou. Le Pool sera également couvert par les interventions du PADEF. Le programme poursuivra le processus de multiplication et de diffusion de semences de qualité sur la base du partenariat existant avec les centres de recherche. Ces derniers bénéficieront d'un appui pour la production et la multiplication de semences de pré-base et de base dans les conditions optimales. Les GIEC du PRODER 2 déjà engagés dans cette production, seront mis à contribution pour l'amélioration du taux d'adoption.

60. **Banane plantain.** La production de la banane plantain sera appuyée dans la Likouala et la Sangha. Pour ce faire, le programme soutiendra la sélection de variétés adaptées et performantes, la prospection et l'introduction de variétés plus performantes en partenariat avec les centres de recherche, la production et la diffusion de bourgeons.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

➤ **Production animale**

61. **Petits ruminants.** Sept (7) départements (Plateaux, Cuvette Ouest, Niari, Bouenza, Lékoumou, Sangha, Pool) seront repeuplés en géniteurs et matrices ovins et caprins. Des éleveurs individuels identifiés parmi les membres des GIEC par les services techniques de l'élevage et les secteurs d'élevage, recevront un noyau d'élevage et s'engageront à rembourser des femelles sevrées, lesquelles seront redistribuées à d'autres éleveurs. Le Programme financera l'acquisition initiale et le transport des animaux, leur mise en quarantaine, les soins et traitements nécessaires y compris la vaccination, le suivi et la mise en œuvre par les services techniques. La promotion des bergeries améliorées et les techniques d'élevage améliorées seront enseignées aux bénéficiaires. Sur la base d'une cession d'un effectif moyen de six (6) géniteurs, d'un (1) mâle pour (5) femelles par éleveur, le projet pense renforcer le métayage ovin-caprin avec la distribution de 4032 reproducteurs pour ainsi concrétiser l'appui au renforcement de 480 élevages ovins/caprins. La distribution des animaux dans les différents villages devra assurer un accès équitable aux groupes vulnérables. Le Centre d'Appui Technique (CAT) ovin-caprin d'Inoni falaise sera appuyé pour servir de pourvoyeur des géniteurs.

62. **Aviculture villageoise.** Concernant la filière avicole, le modèle d'aviculture villageoise a été retenu sur les 10 départements. Les pistes de développement reposeront sur la stratégie nationale de développement de l'élevage. Cette activité est porteuse eu égard son cycle court et aussi les importations massives de volailles congelées en provenance des pays du nord. Après le travail de recensement, d'identification et de sélection non seulement des zones d'intervention mais aussi des bénéficiaires par les Directions Départementales de l'Elevage (DDE), les secteurs de l'Elevage et les GIEC, les principaux axes d'intervention concerneront la prophylaxie, l'amélioration de l'habitat, l'introduction de races performantes, la fabrication d'aliment et le renforcement des capacités. L'activité se mènera sur 4 ans, et concernera 1600 avicultrices / aviculteurs soit 400 bénéficiaires directs par an, répartis dans 40 GIEC et 20 districts, à raison de 2 districts par département et 2 GIEC par district. Les bénéficiaires devront être déjà impliqués dans l'activité, et devront accepter les conditions préalables (construction d'un habitat). Le Centre de Vulgarisation des Techniques d'Elevage (CVTE) sera utilisé comme centre de production de coqs raceurs et de poulettes. Les avicultrices sélectionnées recevront un lot de 12 volailles dont 2 coqs et 10 poulettes.

➤ **Production halieutique**

63. L'intervention du programme dans ce secteur permettra d'une part de stimuler la production et d'autre part de relever les revenus et niveaux de vie des pêcheurs artisanaux. Les interventions du Padev en matière de pêche et pisciculture consacrent un début de mise en œuvre à titre pilote de la nouvelle stratégie nationale de développement du sous-secteur. Elles permettront spécifiquement i) d'appuyer les initiatives des acteurs de la pêche artisanale continentale soucieux de l'exploitation durable des produits de pêche, et acteurs dans la pisciculture commerciale à petite et moyenne échelle ; ii) tester auprès de 248 pisciculteurs (8 producteurs d'alevins, 40 pisciculteurs modèles, 200 nouveaux pisciculteurs), des pratiques piscicoles de production d'alevins, d'aliment et de poissons. Ces interventions pilotes seraient susceptibles à grande échelle, d'accroître sensiblement la productivité des acteurs et l'offre nationale en produits halieutiques dans le pays qui demeure très dépendant des importations depuis plusieurs décennies.

64. La pisciculture concernera 4 zones d'interventions: station piscicole nationale de Djoumouna, le Kouilou sur l'axe Hinda-Mvouti-Dolisie, le Pool sur l'axe Mindouli-Kinkala et la Cuvette sur l'axe Owando-Makoua. La réhabilitation de la station piscicole de Djoumouna affectée par les conflits armés, devra permettre son érection en centre pilote pour la production d'alevins en vue de l'ensemencement des bassins surexploités et des élevages individuels, les formations pratiques en pisciculture, la recherche développement à l'échelle du pays. Nombreuses sont les espèces en voie d'extinction dans le bassin du Congo qui pourraient faire l'objet d'élevages commerciaux à petite et



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

moyenne échelle. L'évaluation technique des infrastructures en vue de la réhabilitation a été déjà faite.

65. En matière de pêche artisanale, 3 zones de pêche pilotes sont ciblées : la Cuvette sur l'axe Mossaka- Liranga, Makoua et Makotipoko.

66. La disponibilité de l'aliment est une condition sine qua non au développement de la pisciculture. Cet aliment est déjà produit à petites quantités par quelques pisciculteurs d'un niveau technologique plus avancé, mais demeure indisponible sur l'ensemble du territoire. La réhabilitation et modernisation de la fabrique d'aliment du centre piscicole de Djoumouna devra permettre, si elle fonctionne correctement, de rendre disponible un aliment de qualité améliorée. Sa gestion par le secteur privé sera étudiée, pour un fonctionnement plus efficient. Une assistance technique internationale sera mobilisée pour accompagner la mise en œuvre des activités.

**Composante 2 : Appui à la conservation, transformation et commercialisation ( 4 698 000 USD, 29%)**

67. La composante vise à renforcer l'accès des producteurs primaires aux opportunités du marché, et aux technologies de stockage, conservation et transformation des produits.

68. **Produits végétaux.** La conservation / transformation et commercialisation de produits agricoles passera par des investissements qui ont fait l'objet d'études techniques et d'analyse de rentabilité. C'est ainsi que l'appui à l'établissement de centres d'affaires pilotes a été vu comme un dispositif pouvant servir d'une part de nœud commercial pour la commercialisation du maïs, de l'igname, de la banane, et d'autre part, de centre de transformation et commercialisation du manioc. Le ravitaillement des villes en produits frais et/ou transformés de meilleure qualité est l'objectif majeur. La farine de manioc (foufou) et le gari comme produits de niche, a de sérieuses potentialités d'expansion.

69. Ces centres comprendront un dispositif de stockage, et une unité de transformation équipée de machines simple d'utilisation et de maintenance, pour peler, râper, presser sécher et extraire. Chaque centre emploiera des femmes et jeunes de façon saisonnière. Des jeunes artisans réparateurs seront formés et organisés pour la maintenance des équipements.

70. Le Padeaf appuiera l'établissement à titre pilote de deux centres d'affaires, l'un à Mouyondzi dans la Bouenza et l'autre à Gamboma dans les Plateaux. Les petits producteurs organisés au sein des GIEC seront les principaux fournisseurs en matière première. Le transport et la livraison de la matière première sera laissé aux acteurs de cette chaîne de valeur. Le produit transformé sera conditionné dans des sacs et seront envoyés par le transport commercial existant dans les dépôts urbains. Le transport et la commercialisation des produits sera laissé au privé en place, ie les commerçants déjà actifs sur la filière.

71. La gestion des centres d'affaires sera confiée à une faitière d'organisation paysanne qui devra se payer les services d'une assistance technique nationale notamment pour la gestion administrative, financière et comptable. Au regard des faibles capacités actuelles des organisations paysannes, le développement des 2 centres est envisagé en année 3. **Il sera conditionné par la définition d'un système viable de gestion et par l'existence effective de capacités**, après les deux premières années de renforcement.

72. La banane, le maïs ne feront pas l'objet de transformation. Seulement leur commercialisation sera promue. En fonction de l'évolution des activités d'élevage, la transformation du maïs en aliment de bétail sera envisagée. Un dispositif de stockage intégré aux centres d'affaire sera également construit pour leur conservation en attendant l'écoulement vers les centres urbains.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

73. La cartographie de la filière manioc et l'identification des acteurs et des goulots d'étranglements ayant déjà été faite à travers une étude filière, le Padef jouera un rôle de facilitation de l'ensemble du processus. Il appuiera les organisations de producteurs dans l'établissement de partenariats commerciaux.

74. **Produits d'élevage.** Les ventes se déroulent sur les lieux d'élevage. Plutôt que de construire des infrastructures marchands, le programme s'attachera à la mise en relation des acteurs.

75. **Produits de pêche.** Trois (3) centres communautaires de pêche seront promus à Makoua, Mossaka et Makotipoko. Ces centres serviront de cadre de concertation aux groupements des pêcheurs et aux acteurs du traitement et de la distribution des produits de pêche pour une meilleure organisation de leur filière. Ils abriteront aussi des boutiques d'approvisionnement en intrants de pêche de qualité compatibles avec l'exploitation durable des ressources. La transformation artisanale du poisson qui est une activité à fort potentiel de main d'œuvre féminine offrant des possibilités réelles aux groupes vulnérables de s'insérer dans la vie active, sera appuyée avec la technologie et les équipements de transformation.

76. Ces centres constitueront un lieu par excellence d'animation, de formation et de conseils en pêche. Ils joueront aussi le rôle d'interface entre les opérateurs privés et les organisations des pêcheurs et des transformateurs. Pendant la durée du projet, le centre bénéficiera de l'appui nécessaire à son fonctionnement et sera géré par un comité de gestion minutieusement sélectionné par tous les acteurs. Les formations seront organisées à l'intention des membres du comité de gestion en vue d'améliorer leurs capacités techniques et comptables. Les opérateurs des magasins d'intrants de pêche seront aussi formés en petite gestion de stocks et en comptabilité élémentaire. Les centres seront équipés en matériels de démonstration. Ils seront réhabilités/construits dès la première année.

77. **Accès aux bassins de production et marchés.** Il s'agira de consolider/achever les investissements consentis dans le cadre des PRODER 1 et 2 par la réhabilitation/construction de 79 ouvrages de franchissement toutes catégories confondues le traitement de 162 km linéaires de points critiques. ainsi que l'entretien des pistes aménagées aussi bien du PADEF que du PRODER2. Un effort de cartographie des pistes des Proder a été fait pour en dégager spatialement celles qui seront adressées par le Padef.

78. Les études seront réalisées par des consultants indépendants (individuels ou bureaux) à retenir après appel d'offres restreint. Les travaux d'ouvrages de franchissement seront confiés aux PME/ONG sélectionnées après appels d'offres à l'échelon national sur la base de liste des PME/ONG constituées par les projets (PRODER et PDARP) et/ou l'administration des TP. Il en est de même pour les travaux de pistes dont une partie en fonction de leur capacité d'intervention pourra être confiée aux Conseil Départementaux (méthode HIEQ) au moyen de convention à passer avec le PADEF. Les travaux d'entretien seront réalisés par les CD sur la base de convention à passer avec le PADEF et/ou par des ONG/PME retenues après appel à candidatures. Ils auront l'obligation de recourir aux jeunes des localités desservies pour la réalisation des travaux manuels. Le Suivi et supervision générale des travaux seront assurés par une cellule d'appui au moyen des visites de terrain et des rapports des consultants avec l'appui des DDETP à mobiliser au moyen de convention/protocole de collaboration.

79. Avant les travaux de pistes, le ministère de l'agriculture devra signer une convention avec celui des TP, bénéficiaire direct, et tutelle technique, en vue de leur entretien, gestion et exploitation. Cela passera par des inscriptions budgétaires que les TP feront pour les pistes correspondantes. Au regard de la nouvelle législation qui concède l'entretien des routes aux conseils départementaux, les ressources mobilisées seront versées aux CD au prorata des linéaires à entretenir.



### **Composante 3 : Renforcement des capacités (2 479 000 USD, 15%)**

80. L'objectif de la composante est de renforcer la capacité des organisations paysannes, des services techniques et des structures de microfinances promus par les Proder, à fournir des services et participer au processus de développement local.

#### **➤ Information/sensibilisation et mobilisation autour des objectifs du programme**

81. Une campagne d'information préalable permettra de renseigner l'ensemble des acteurs (collectivités, groupes cibles, société civile, services techniques, autorités administratives) sur les objectifs du programme, sa démarche, et les opportunités offertes en matière d'activités de développement agricole et de lutte contre la pauvreté. Cette campagne d'information sera conduite par l'UNGP, les UDGP, les services techniques concernés.

82. L'expérience des PRODER en matière de radio rurale, s'est révélée très adaptée au contexte socio-économique rural et très efficace. Le partenariat en cours avec ces radio seront poursuivis suivant une approche visant leur pérennisation. Des modules d'information éducation et communication (IEC) seront élaborés par l'UNGP à destination des hommes et des femmes des communautés, en étroite collaboration avec les communes et les services techniques déconcentrés (agriculture, élevage, pêche, promotion de la femme). Le programme IEC pourra exploiter ou s'inspirer des outils développés par d'autres programmes. Les thèmes seront identifiés en fonction des activités et des besoins: agriculture durable, bonnes pratiques, environnement et gestion des ressources naturelles, nutrition, promotion des droits de la femme, scolarisation des filles etc...

83. La mise en œuvre du programme IEC requerra la collaboration des organisations à la base et des leaders traditionnels pour sensibiliser et informer les populations sur les thèmes pertinents retenus.

#### **➤ Renforcement des capacités des organisations paysannes**

84. Les principaux constats découlant de l'analyse des organisations paysannes se présentent comme suit : (i) Les GIEC essentiellement organisés autour de la multiplication des boutures dans des champs communautaires sont faibles ; (ii) Il n'existe pas d'union de groupements aux échelles intermédiaires ; (iii) il n'y a pas de fédération par filière ; (iv) La Confédération Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) se présente comme une plateforme de concertation et de défense des OP (organisations paysannes) et doit porter essentiellement les fonctions syndicales des producteurs en construisant son plaidoyer à partir des données remontant des fédérations. La CNOP est actuellement faible et a besoin de se constituer une réelle base. Elle ne s'appuie pas sur des fédérations, et ses démembrements aux échelles méso (départements, districts) et micro (villages) sont faibles ou n'existent pas.

85. L'objectif du renforcement des capacités des OP est d'accroître la qualité et la rentabilité des activités des GIEC, de les rendre plus professionnels et donc capables de jouer un rôle d'acteur prépondérant dans les filières ciblées. Il s'agira donc de construire des organisations de producteurs fortes à l'échelle des bassins de production, capables de porter les besoins des ménages en services agricoles, pour répondre efficacement aux besoins du marché dans une démarche de contractualisation.

86. Le PADEF partira des GIEC, structures communautaires ayant comme objectif actuel le renouvellement du parc national de boutures permettant de faire face aux diverses maladies du manioc et qui entravent le rendement et la qualité de la production. Il accompagnera la mutation des GIEC en véritables organisations de producteurs à la base, capables d'offrir des services à leurs membres pour une production quantitativement et qualitativement supérieure.





République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

87. A partir des GIEC, le PADEF appuiera l'émergence d'Unions de GIEC à l'échelle des bassins de production qui se présentent comme les espaces les plus pertinents pour regrouper les surplus et attirer les commerçants. C'est pour cela que le PADEF compte encourager des centres d'affaires, lieux de rencontre entre les autres acteurs impliqués dans les filières et les unions de producteurs. Ces centres d'affaires, mis au service des producteurs et gérés dans des normes de rentabilité économiques claires pourront s'adosser à des unités de transformation permettant de capter au profit des producteurs une part de la valeur ajoutée.

88. Les PRODER 2 et 3 continueront de travailler avec les GIEC. Le PRODER 2 continuera, conformément à la réorientation de la revue à mi-parcours, à consolider les 405 GIEC déjà mis en place. Le PRODER 3 qui est à 88 GIEC implantés, continuera l'impulsion des GIEC conformément au RPE. Les deux projets travailleront à faire évoluer les GIEC vers le stade d'autonomie organisationnelle.

89. Dans la zone du PRODER Nord, le PADEF redynamisera les GCMM déjà implantés et contribuera à un maillage plus serré des bassins en groupements de base pour arriver à au moins 10 par Bassin de production.

90. Dans la zone du PRODER 2, Le PADEF prendra en charge l'appui à l'implantation de 195 GIEC pour compléter les 405 déjà implantés dans la zone du PRODER 2 pour atteindre la cible de 600 GIEC prévus dans le RPE du Proder 2.

91. L'ensemble des GIEC seront implantés au cours des trois premières années du programme soit 445 (250 dans la zone de PRODER Nord et 195 dans celle de PRODER Sud).

92. Le PADER accompagnera le regroupement des GIEC d'un même bassin. Le rythme d'implantation du PADEF sera progressif: en an 1, il appuiera l'intégration des GIEC en union dans trois bassins. Ces Bassins sont sélectionnés à partir (i) de leur dynamisme, (ii) de l'importance de leur production et (iii) de leur situation : ils seront placés sur un corridor de circulation du manioc vers les grands centres de consommation (Brazzaville, Pointe Noire, RDC, Gabon, Cameroun). Du fait de leur position géographique, de leur dynamisme, les trois premières Unions de Bassin de production (UGB) devraient si les actions sont bien menées avoir un réel effet d'entraînement et aider à impulsion une dynamique d'émergence des unions. 70 unions de bassins devront être mises en place au cours des quatre premières années du programme.

93. Les activités de renforcement des capacités à l'endroit des OP comprendront la structuration, la promotion des unions de bassins, la planification stratégique et annuelle, et la gouvernance. Les capacités seront également renforcées pour la maîtrise des nouvelles techniques de production agro pastorales et halieutiques, ce qui améliorera les rendements et la qualité des productions.

➤ **Renforcement des capacités des services techniques**

94. Les capacités des directions départementales impliquées (agriculture, élevage, pêche) seront renforcées à travers des formations et recyclages périodiques, ainsi que la mise à disposition des équipements de bureau, du matériel informatique. Un diagnostic initial sera pose afin de déterminer exactement les besoins en moyens logistiques en tenant compte des appuis déjà fournis par les PRODER et le PDARP de la Banque Mondiale. Le bilan des formations reçues dans les 3 dernières années sera aussi établi, et un plan de formation propose touchant les aspects programmatiques (cadre logique, préparation des plan de travail, budgets annuel) transversaux ( genre, changements climatiques, environnement) et techniques (techniques de productions).

95. Des ateliers d'échanges d'expériences entre départements seront organisés afin de partager les bonnes approches et méthodologies utilisées.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

96. Une assistance technique nationale comprenant 1 facilitateur de niveau ingénieur et 1 assistant comptable, renforcera les 10 directions départementales de l'agriculture pour la préparation des plans de travail et budget au niveau départemental, la mise en œuvre des activités, le suivi évaluation et rapportage.

➤ **Renforcement des capacités des institutions de microfinances**

97. Deux projets FIDA (Proder 1 et 2) ont promus des Caisses (8 CEQ dans le nord, et 20 CMEC dans le sud) qui collectent l'épargne pour ensuite faire des crédits à très court terme aux paysans membres. A date, ces caisses sont projets dépendant, et leur pérennisation n'est pas garantie avec l'achèvement imminent desdits projets.

98. L'objectif de la sous composante est de consolider et accompagner l'institutionnalisation progressive des caisses, et ensuite appuyer l'émergence progressive d'un réseau, pour les rendre viables, professionnels et capables de fournir des services financiers adaptés aux activités des producteurs et entrepreneurs. Cela procèdera par : i) la consolidation des caisses pour disposer de 15 CEQ dans le nord et 20 CMEC dans le sud ; ii) la révision de la politique de crédit des caisses; iii) la mise en place d'un organe faitier (institutionnalisation) en vue de leur développement, pérennité et viabilité; iv) le montage d'un système de refinancement afin que les caisses puissent financer l'agriculture. Il sera aussi mis au point avec des institutions financières congolaises (banques, EMF, MUCODEC, Fonds de soutien à l'agriculture) des produits et des mécanismes de financement rural.

99. Un Prestataire de Services Financiers (PSF) professionnel sera contracté pour conduire les activités de consolidation et d'institutionnalisation de toutes les initiatives actuelles de finance rurale des PRODER (1 et 2). Il bénéficiera d'un appui logistique, et organisera ses ressources humaines sur les deux zones. Cette formule présente l'avantage de favoriser l'utilisation de méthodologies harmonisées et des outils standards sur toutes les zones pour accompagner l'autonomisation des caisses sur le modèle des réseaux mutualistes de la première catégorie de la législation CEMAC.

**Composante 4 : Coordination, suivi du programme et Gestion des connaissances (2 400 000 USD, 15%)**

100. La composante «Coordination, Gestion des connaissances, et suivi-évaluation» a pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer les processus participatifs de suivi et d'évaluation. La composante aura également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agricole, de lutte contre la pauvreté rurale, notamment dans les départements sur la base des expériences des programmes FIDA.

101. Une Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) disposant de l'autonomie de gestion administrative et financière sera basée à Brazzaville. Elle servira d'interface entre le Bureau Pays du Fida et le ministère de tutelle. L'UNGP aura pour mission la coordination des activités du programme, l'élaboration des Programmes de Travail Annuels et Budgets, la gestion technique et financière des activités du programme, la maîtrise d'ouvrage des activités ne relevant pas des compétences des départements, l'administration des contrats et conventions, et le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre. Elle comprendra des cadres de gestion, du personnel d'appui et des spécialistes qui assureront le suivi évaluation global et qui fourniront un appui technique a la mise en œuvre dans les 10 départements concernés.

102. L'Unité Nationale de Gestion du Programme héritera du matériel et équipement du Bureau de Liaison. Le Programme financera les besoins additionnels en moyens de transport, équipement de



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

bureau et de communication. Il financera aussi a) les salaires du personnel, b) les frais de déplacement pour les missions sur le terrain, c) les frais de fonctionnement des moyens de transport et des équipements, d) les frais généraux de fonctionnement; e) la formation du personnel ainsi qu'un nombre limité d'échanges (participation à des séminaires et échanges d'expérience, visites d'autres projets FIDA au Congo ; f) des missions d'appui technique de courte durée, l'acquisition du logiciel comptable et la mise en route du système de comptabilité et de gestion financière, ainsi que les frais d'audits externes annuels. Elle bénéficiera également d'une assistance technique internationale comprenant un Conseiller Technique et un bureau d'étude en gestion financière qui fournira une assistance dégressive.

**D. Leçons apprises et adhésion à la politique du FIDA ( annexe 3)**

103. La revue 2010 du COSOP a relevé que le portefeuille du Congo qui était à risque est aujourd'hui modérément satisfaisant. Des récentes initiatives prises par le ministère de l'agriculture permettent d'espérer une amélioration significative de la situation. Les capacités des prestataires privés, des ONG et autorités locales sont faibles. Les capacités des équipes de projets dans les domaines techniques, méthodologiques et de gestion financière sont aussi faibles.

104. Les missions de supervisions estiment que le pilotage par la tutelle est insuffisant. Au niveau du Proder 2, la récente revue à mi-parcours a relevé que la performance du projet aurait pu être plus élevée, si la gestion du personnel était axée sur les résultats, à travers des évaluations annuelles sans complaisance.

105. L'expérience de ce projet et des Proder en général, a montré que une trop grande autonomie de gestion administrative et financière, tente à réduire la dépendance hiérarchique et le devoir de compte rendu vis-à-vis du ministère de tutelle. Il s'en suit parfois des frustrations, et une faible appropriation nationale et locale des interventions. Une meilleure responsabilisation et participation des structures nationales et déconcentrées de l'état devrait permettre d'éliminer un certain nombre de stéréotypes.

106. C'est tenant compte de ces leçons qu'un cadre de gouvernance unique qui responsabilise et renforce les structures de l'état avec une assistance technique nationale au niveau des départements et une assistance technique internationale au niveau central, a été proposé.

107. Il était commun de dire que le gouvernement congolais accusait des retards importants dans la mobilisation des cofinancements. Depuis 2010, les impayés ont été réglés, et l'état honore désormais régulièrement ses engagements dans le cadre des Proder.

108. De façon globale, les enseignements tirés de l'expérience du FIDA incluent:

- (i) Tel que confirmé par l'analyse filière et expliqué dans la section justification, les zones à fort potentiel agricole sont généralement enclavées ce qui constitue une contrainte majeure à leur valorisation et à l'accès des producteurs aux intrants et aux marchés. Afin de permettre aux bénéficiaires de tirer parti des investissements du programme, les infrastructures de désenclavement prévues dans les zones d'intervention devraient être initiées dès le démarrage du programme. Le traitement des points critiques devrait être préféré à une réhabilitation entière qui est généralement lessivée après quelques saisons de pluies. Les travaux entrant dans le cadres de ces traitements devraient prendre en considération un certain nombre de recommandations faites par la revue à mi-parcours du Proder 2 : i) la délégation d'une partie desdits travaux aux conseils départementaux en vue de faciliter la prise en charge de l'entretien des pistes réhabilitées; ii) le recours aux consultants individuels et aux bureaux d'ingénieurs conseil pour le contrôle et la surveillance des travaux



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

compte tenu de leur dispersion sur le territoire ; iii) le recours au titre de propriété en remplacement des cautionnements bancaires difficiles à obtenir. Ceci devra se faire cependant avec prudence par la vérification de son existence réelle ; iv) l'engagement de l'Etat pour la prise en charge de l'entretien des routes d'intérêt local (RIL) réhabilitées/aménagées ; v) La supervision des travaux à assurer par les cadres en charge de la composante en collaboration avec les cadres des DDETP.

- (ii) Les procédures d'acquisition des biens et services doivent être suivies de près et si possible simplifiées pour ne pas affecter la mise en œuvre des activités. La lourdeur des procédures d'acquisition des biens et services a sensiblement affecté la réalisation des activités des PRODER. Cela s'est traduit par la mise en service tardive des travaux et des infrastructures rurales, ce qui n'a pas permis de disposer d'un temps suffisant pour accompagner leur mise en service et asseoir les bases de leur exploitation ou utilisation durable. Des mécanismes plus souples, à l'instar de la passation au niveau des départements ou des communautés devraient être envisagés en vue d'accélérer la passation des marchés. Depuis les dernières missions de supervision, cette approche est de plus en plus suivie. Le recrutement en cours d'un spécialiste en passation de marché permettra par ailleurs d'accélérer les processus et d'améliorer les taux d'absorption.
- (iii) Malgré des ressources limitées, la marginalisation sociale et l'environnement économique difficile, les communautés rurales et petits producteurs ne sont pas pour autant dépourvus de potentiel et d'initiatives. Le processus de décentralisation les a encouragés à faire davantage entendre leur voix, à s'organiser et à participer à la vie communale. Ils sont parfois appuyés par des ONG locales et/ou internationales qui les aident à s'organiser en groupements et coopératives, et par des élus et des cadres départementaux. A travers cet appui, certaines organisations de base ont pu accéder aux services d'appui de base, à la technologie appropriée, au micro-crédit (c'est le cas de certains groupes de femmes) ou à des infrastructures et équipements (petit matériel agricole et de transformation).

109. Les enseignements de l'expérience passée et en cours suggèrent aussi :

- La nécessité d'inscrire les caisses promues par le Fida dans la pérennité, en privilégiant les partenariats avec les institutions de micro finances pour la fourniture de services financiers durables aux groupes cibles plutôt que de créer des caisses individuelles avec un personnel pris en charge par le projet. En effet, La leçon principale de l'intervention du FIDA en finance rurale est que le secteur du financement rural décentralisé au Congo est trop embryonnaire et les conditions particulièrement difficiles d'y opérer découragent les prestataires privés s'il ne leur est pas apporté un accompagnement professionnel et des mesures incitatives. On est aussi arrivé à la conclusion que l'on ne peut réussir progressivement à organiser le financement rural dans ce contexte qu'en misant sur l'approche entrepreneuriale des prestataires privés de services financiers qui visent la viabilité et la pérennité. Les interventions futures devront privilégier l'établissement d'un partenariat durable avec les institutions de micro finance, pour les rendre professionnels et rendre leurs dispositifs de distribution de services financiers capables de fournir des services financiers adaptés aux activités des producteurs et autres entrepreneurs opérant dans les zones d'intervention du Fida.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

- La nécessité de recourir à l'assistance technique internationale pour certains travaux spécialisés et d'œuvrer à un transfert de savoir-faire aux prestataires nationaux dans une perspective de renforcement de leurs capacités;
- L'adoption d'une démarche souple, peu complexe et réaliste de la conception des projets, prenant en compte les faibles capacités d'exécution des institutions participantes;

### III. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

#### A. Approche

110. Le Programme aura une durée de vie de 5 ans à partir de 2012, et une démarche souple, permettant des révisions régulières des Programmes de travail et budgets annuels (PTBA), un dialogue permanent entre les unités de gestions, les bénéficiaires et les partenaires chargés d'exécuter les activités. Une responsabilisation accrue de la partie nationale sera pratiquée afin de promouvoir l'appropriation nationale.

111. Au niveau décentralisé, le Programme achèvera la mise en place des GIEC des Proder 1 et 2, et renforcera les capacités de celles existantes de sorte à promouvoir des Unions au niveau des bassins, qui soient des organisations professionnelles orientées sur les services. Le programme assurera un accès pérenne aux facteurs de production et aux marchés et investissement structurant au niveau décentralisé permettant au groupe cible du FIDA d'assurer sa sécurité alimentaire, d'améliorer son revenu et de s'insérer de façon durable dans une économie de marché. La démarche fondamentale consiste à capitaliser les expériences des projets FIDA et ceux des autres partenaires, et aussi à les consolider. Il s'agit essentiellement des expériences et acquis techniques, procéduraux (procédures et processus) et institutionnels. La consolidation, conduira à un traitement cohérent de spéculations ciblées dans une approche à la fois territoriale et de filière afin de créer plus de valeur ajoutée et d'emplois en faveur des femmes et des jeunes ruraux.

112. La recherche de synergie et de partenariats avec les interventions des autres partenaires au développement sera systématique.

113. Le programme valorisera au mieux les atouts des femmes et veillera à lever les contraintes qui freinent le développement de leurs activités agricoles et non agricoles.

114. Le schéma d'intervention du PADEF pour la planification annuelle des activités comportera quatre étapes opérationnelles:

115. **Etape I:** Une campagne d'information et de sensibilisation sera menée auprès des communautés des villages cibles sur les opportunités et les investissements éligibles au financement du programme. Un appui sera apporté aux différents groupes cibles à travers les GIEC, pour la discussion des besoins en Assemblée Générale, la préparation des requêtes d'appui et d'investissements.

116. **Etape II.** Les requêtes d'investissement seront consolidées au niveau des Unions GIEC, pour i) discussion avec l'Unité Départementale de Gestion du Programme, ii) prise en compte dans le Plan de Travail Annuel et Budget du département, iii) examen par le Comité Départemental de Pilotage avant transmission à l'Unité Nationale de Gestion du Programme. La programmation des investissements tiendra compte de la planification des autres interventions au niveau départemental, qu'elles soient du FIDA ou d'autres bailleurs.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

117. **Etape III.** Pour les investissements relevant du domaine de compétence des conseils de départements, le programme appuiera ces conseils pour l'exercice de la maîtrise d'ouvrage; cet appui sera apporté en lien direct avec les activités que le programme aura retenues.

118. **Etape IV.** Une autoévaluation participative sera menée par les bénéficiaires avec l'appui d'animateurs sur la base des indicateurs retenus aux différents stades de réalisation et d'exploitation de l'investissement. Les différentes auto-évaluations seront consolidées et validées lors d'ateliers aux niveaux des départements, en présence des élus et des autres acteurs du programme. A l'occasion de ces ateliers, les forces et faiblesses de chaque acteur seront analysées et des recommandations seront formulées et mises en œuvre.

**B. Cadre organisationnel (annexe 5)**

119. Le Programme sera placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE) qui en sera le maître d'ouvrage. Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture assurera la tutelle des activités de pêches et pisciculture. Le Ministère des Finances, l'Emprunteur, gèrera l'ensemble du fonds ainsi que le remboursement du prêt. Le Ministère du Plan, animera les interactions avec les autres ministères sectoriels et donateurs, et coordonnera les activités de suivi évaluation en lien avec le dispositif du DSRP.

120. Tirant les leçons du fonctionnement des Unités de Coordination des projets en cours, un cadre de gouvernance unique a été adopté, avec l'objectif d'une meilleure harmonisation des interventions, d'une plus grande appropriation nationale, et de réalisation d'économies d'échelles. Un tel montage tel que détaillé en annexe 5, permet de réduire l'effectif en personnel du programme pays actuel de 88 membres de personnel à 51, et également les coûts d'acquisition et de fonctionnement du matériel roulant.

121. Le montage comprend une **Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)** pour l'ensemble des PRODER et le PADEF et un seul **Comité National de Pilotage (CNP)**. Au plan opérationnel, pour favoriser une large participation de l'ensemble des acteurs à la base, et aussi pour renforcer la participation et l'appropriation du Programme par les **Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et Aquaculture**, le Padef prévoit leur responsabilisation pour la mise en œuvre des activités à la base. Chaque Direction Départementale de l'Agriculture (DDA) sera à cet effet renforcée par 1 facilitateur (assistant technique national contractuellement lié au projet), 1 aide comptable contractuellement lié au programme, et de deux spécialistes (fonctionnaires) en production végétale, ou animale ou halieutique en poste, à affecter à plein temps sur le programme par arrêté ministériel. Cette équipe légère travaillera sous la supervision du Directeur Départemental de l'Agriculture, et en étroite collaboration avec les directions en charge de l'élevage et de la pêche, pour mettre en œuvre et gérer au quotidien les activités du Padef ainsi que les activités résiduelles des Proder.

122. Pour la constitution de l'**Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)**, le personnel sera recruté sur la base de tests auxquels le personnel actuel des Proder sera invité à prendre part. Les facilitateurs en poste pour le compte des Proder, seront également redéployés après un test.

123. Des plans de travail annuels seront élaborés par département, et discutés en réunion de comité départemental présidé par le Directeur de L'agriculture et regroupant l'ensemble des services techniques au niveau départemental, 1 représentant des organisations paysannes, et 1 représentant du conseil départemental. Ces plans seront des plans de travail conjoint, du fait qu'ils comprendront aussi bien les activités résiduelles des Proder dans le département que celles du Padef. La différenciation se fera au niveau des sources de fonds (Padef, Proder 2, Proder 3). Les plans de travail des départements seront ensuite remontés à la Coordination Nationale du Padef à Brazzaville, pour arbitrage, consolidation et soumission au Comité National de Pilotage.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

124. Les clauses des accords de prêt et de dons des Proder resteront telles, ce qui induira une mise en œuvre des activités suivant 3 comptabilités (Proder 2, Proder 3, PadeF) et 3 systèmes de reporting.

125. Sous la Direction comprenant 1 Coordonnateur National, 1 auditeur interne, 1 assistant de direction et 1 chauffeur, seront créés trois (3) principales divisions pour couvrir l'ensemble des projets et programme en cours:

- la Division des Affaires Administratives et Financières (DAF) comprenant 1 responsable administratif et financier, 1 responsable en Passation des Marchés, 1 comptable, 1 assistant administratif et financier et 1 secrétaire, 1 chauffeur. Le RAF et le RPM dépendent tous directement du Coordonnateur du PADEF.
- la Division Technique (DT) qui constitue un pool de compétences techniques comprendra: 1 Spécialiste Agro pastoral, 1 Spécialiste des Filières et du Renforcement des Capacités des OP, 1 Spécialiste de la Pêche et de la Pisciculture, 1 Spécialiste des Infrastructures et équipement, 1 secrétaire, 2 chauffeurs. Les spécialistes de cette division auront à charge toutes les interventions techniques aussi bien pour l'achèvement des PRODER que pour les activités spécifiques du PADEF. Ils travailleront intimement avec les unités opérationnelles au niveau des départements, pour le déroulement des plans de travail annuels.
- la Division de la Programmation, du Suivi-Evaluation et de la Gestion des Connaissances (DPSE-GC) mettra en place un système de suivi - évaluation y compris un système d'Information Géographique. Elle comprendra 1 responsable en Suivi Evaluation, 1 assistant en SIG, 1 assistant en Gestion des Connaissance, 1 chauffeur.

126. L'UNGP opérera sous le contrôle du Comité National de Pilotage du Programme (CNP) présidé par le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Le CNP se réunira deux fois par an.

127. Au regard de la faiblesse générale des capacités de mise en œuvre des interventions de développement rural au Congo, le fonctionnement d'un tel dispositif constitue un défi. Pour ce faire, il sera fait recours à une Assistance Technique Internationale comprenant 1 Conseiller Technique Principal qui appuiera le Coordonnateur National dans la gestion, l'harmonisation des interventions et la création d'une vision d'ensemble. Il sera également fait recours à un Bureau d'Etude International en gestion financière et audit, pour une assistance dégressive de 8 mois en année 1, 6 mois en année 2, 4 mois en année 3 et 2 mois en année 4.

### **C. Planification, S&E, Apprentissage et Gestion des Connaissances (annexe 6)**

128. Les projets Proder 1, 2, et 3 qui couvrent l'ensemble des 10 départements ruraux, et donc la zone d'intervention du PadeF, s'achèvent respectivement en décembre 2011, décembre 2013, et Juillet 2015. Le montage institutionnel précédemment décrit consacre dès son opérationnalisation, la dissolution des antennes des 3 Proder localisées à Oyo, Dolisie et Kinkala. Les clauses des accords de prêt et de dons resteront cependant telles, ce qui induira une programmation conjointe et mise en œuvre des activités suivant 3 comptabilités (Proder 2, Proder 3, PadeF) et 3 systèmes de reporting. Ainsi, à compter de la date de démarrage du programme, au 1er trimestre 2012, le PadeF se mettra en œuvre de façon conjointe avec le Proder 2 dans les départements du Niari, Bouenza, Lekoumou, et Kouilou. Dans les départements du Pool, de la Sangha et de la Likouala, il se mettra en œuvre conjointement avec le Proder 3. Enfin, pour les départements de la Cuvette, Cuvette Ouest et Plateaux, seul le PadeF existera, le Proder 1 s'achevant en décembre 2011.

129. **Programme de travail et budget annuel (PTBA) / Programme de travail et budget trimestriel (PTBT).** Chaque Direction Départementale de l'Agriculture préparera un plan de travail



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

annuel qui sera discuté en réunion de comité départemental présidé par le Directeur de L'agriculture. Le plan est un plan de travail conjoint, du fait qu'il comprend aussi bien les activités résiduelles des Proder, que celles du Padef, à l'exception de la zone d'intervention du Proder 1 qui sera achevée. La différenciation se fera au niveau des sources de fonds (Padef, Proder 2, Proder 3). Les plans de travail des départements seront ensuite remontés à la Coordination Nationale du Padef à Brazzaville, pour arbitrage, consolidation et soumission au Comité National de Pilotage.

130. Dès l'obtention de la non objection du Fida, le PTBA sera décliné par chaque DDA en PTBT qui sera une simple matrice indiquant les activités des 3 premiers mois. La mise à disposition de fonds aux DDA pour la réalisation des activités se basera sur lesdits PTBT qui feront par ailleurs l'objet de rapportage trimestriel.

131. Le PTBA fournira le détail des activités, les coûts unitaires et globaux, et les indicateurs de suivi, ainsi que les modalités d'exécution. Une approche souple permettant des révisions régulières du PTBA en cours d'exercice budgétaire, sera adoptée. Un dialogue permanent sera instauré entre le Programme, les bénéficiaires et les partenaires.

132. **Suivi et évaluation.** Le système reposera sur un suivi interne permanent et des évaluations internes et externes périodiques. Des informations seront collectées et analysées sur: i) l'avancement et les performances de tous les acteurs impliqués dans l'exécution des activités prévues aux PTBA; ii) l'appréciation de la pertinence des approches et stratégies de mise en œuvre et des mécanismes particuliers de coordination et de suivi des diverses composantes et activités; iii) l'articulation et l'alignement du système de S-E avec les systèmes S-E des départements, du MAE et du DSRP ; iv) l'appréciation de l'implication effective des bénéficiaires aux différents stades d'exécution ainsi que la pertinence et l'efficacité du ciblage et l'attention accordée aux aspects genre ; et v) l'impact des activités du projet sur les bénéficiaires. Le système sera léger et en lien direct avec la direction de suivi des département et du MAE ; ces derniers seront appuyés pour la mise en place d'un dispositif de suivi sectoriel.

133. **Système d'Information Géographique.** Un Système d'Information Géographique (SIG) sera mis en place pour disposer d'une base de données spatiales sur l'ensemble des interventions du programme.. La création de produits cartographiques thématiques permettra de visualiser les progrès réalisés par rapport aux prévisions. Des formations dans l'utilisation des GPS seront données aux UDGP, pour la collecte systématique de coordonnées, ou le relevé de linéaires.

134. **Gestion des connaissances.** Une stratégie de gestion des savoirs sera élaborée au démarrage du projet en collaboration avec les ONG partenaires. Le savoir sera accumulé de manière systématique et collective à partir des interventions du programme et l'expérience des partenaires, en particulier celle des ruraux pauvres. La stratégie du programme en matière de gestion des savoirs sera d'ancrer les compétences au sein d'acteurs locaux pérennes (en tout premier lieu les organisations rurales) et d'appuyer ces acteurs locaux à se doter de canaux durables d'accès aux connaissances. Les méthodes d'échanges entre pairs (notamment échanges entre paysans, tutorat, etc.) et de mises en réseaux thématiques seront la base des interventions du programme. Les cadres techniques du programme seront les principaux responsables de la mise sur pied et de l'animation de ces réseaux. Chacun dans leurs domaines, ils devront jouer un rôle de veille, d'identification de partenaires, faire circuler ces savoirs/opportunités au sein des zones du programme et animer l'établissement de partenariats entre ces entités extérieures et les acteurs du programme. Cette veille et cette recherche de partenaires couvriront les champs techniques, organisationnels, juridiques et réglementaires, financiers, etc. Le Programme contribuera ainsi à la génération de bonnes pratiques, à la reproduction des innovations et , sur cette base, pourra contribuer concrètement au dialogue politique avec les différents acteurs, le Gouvernement et les PTF.





République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

135. **Suivi de conformité avec les politiques nationales.** Le suivi de conformité avec les politiques/stratégies sectorielles locales et nationales et le pilotage du projet sera assuré par les CDP, le CNP et par les services compétents des Ministères concernés et leurs structures déconcentrées, en particulier: la cellule S-E et Planification du MAE, le Ministère du Plan, le Ministère de la Pêche.

**D. Gestion financière, passation des marches et gouvernance (annexe 7 et 8)**

**Décaissements, comptes spéciaux et comptes d'opérations**

136. Pour faciliter les décaissements et l'exécution du Programme, un **compte spécial** en FCFA au nom du Programme sera ouvert par l'Emprunteur à Brazzaville, dans une banque commerciale, acceptée par le FIDA, pour recevoir les fonds du Fida. Un **Compte de programme** en FCFA sera également ouvert par l'emprunteur à Brazzaville, dans une banque commerciale, pour recevoir les fonds de contrepartie. Les unités départementales de gestion du Programme ouvriront dans leurs départements respectifs, des **sous comptes** ou comptes d'opérations, en vue de faciliter l'exécution des objectifs assignés dans le PTBA.

137. Ces sous comptes seront approvisionnés de manière trimestrielle par l'UNGP, sur la base des plans de travail et budget trimestriels, extraits des plans de travail et budget annuel du programme. La mise à disposition de fonds pour un trimestre donné, sera cependant conditionnée par l'examen préalable et la validation du rapport technique et financier du trimestre précédent par l'UNGP. Les rapports techniques et financiers trimestriels et les états certifiés des dépenses, seront ainsi transmis à l'UNGP par les DDA, 15 jours avant le début du trimestre.

138. Dès l'entrée en vigueur du prêt FIDA, le compte spécial sera crédité d'un dépôt initial de 500 millions de FCFA pour couvrir les besoins des six premiers mois de dépenses.

139. Les retraits du compte du prêt se feront sur présentation d'états de dépenses pour les montants inférieurs à 20 000 dollars des États-Unis. Les justificatifs de ces dépenses seront conservés au niveau de l'UNGP et tenus à la disposition des missions de supervision et des commissaires aux comptes aux fins d'inspection. Tous les autres retraits du compte du prêt se feront sur présentation de documents justificatifs et approbation.

140. Le gouvernement prendra toutes les dispositions utiles pour la mobilisation de la contrepartie gouvernementale qui correspond à la prise en charge totale des droits et taxes afférents aux dépenses du programme, y compris les inscriptions annuelles au budget d'investissement consolidé de l'État, l'émission de chèques du trésor, et les exonérations des droits sur les importations effectuées par le programme. Un premier dépôt en FCFA d'un montant équivalent à 400 millions de FCFA sera effectué par l'Etat sur le compte de programme comme condition d'entrée en vigueur du prêt FIDA, pour couvrir les besoins pour la première année. Le Compte spécial et le compte de programme seront mouvementés par le Coordonateur National et le Responsable Administratif et Financier de l'UNGP du PADEF.

141. Les sous comptes des UDGP seront mouvementés par le Directeur Départemental de l'Agriculture et le Facilitateur.

142. Avant le démarrage de chaque année, un programme de travail et budget annuel (PTBA) sera soumis au FIDA pour commentaires et approbation, après revue par le Comité National de Pilotage (CNP) du programme,. Le Coordonateur National sera nommé gestionnaire du prêt du FIDA par l'Emprunteur, et devra signer les demandes de remboursement de fonds (DRF). Les DRF sont ensuite transmises aux services compétents du Ministère chargé des Finances pour co-signature et transmission au Bureau Pays du Fida, pour traitement. Les spécimens de signatures des personnes habilitées à signer les DRF seront transmis au FIDA.



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

143. La gestion financière du Programme sera assurée par l'Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP). Outre la tenue des comptes du Programme, l'UNGP sera chargée de : i) la mise en place d'un système comptable et de gestion des fonds ii) de la préparation des prévisions de dépenses rentrant dans le cadre des PTBA ; iii) de la mobilisation des fonds de contrepartie ; iv) la gestion du compte spécial ; v) l'enregistrement comptable des opérations financières du Programme, la préparation des états financiers annuels, et la tenue à jour de toute la documentation de gestion financière et comptable du Projet ; et vi) la programmation des audits annuels, la transmission des rapports d'audits au gouvernement et au FIDA, et la mise en œuvre des recommandations y incluses.

144. Les Unités Départementales de Gestion du Programme reportent mensuellement à l'UNGP, les informations administratives, financières et comptables.

145. Les passations de marchés seront conduites aux niveaux du département, et au niveau national en conformité avec le code des marchés publics du gouvernement congolais et les directives du FIDA en la matière. Dans la mesure du possible, les marchés seront groupés de façon à attirer les soumissionnaires, favoriser la concurrence et obtenir de meilleures offres. Les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 100 000 USD seront attribués par voie d'appel d'offres international et ceux d'une valeur comprise entre 20 000 et inférieur à 100 000 USD par voie d'appel à la concurrence nationale selon les procédures agréées par le FIDA. Les contrats d'un montant inférieur ou égal à 20 000 USD seront passés par consultation de fournisseurs à l'échelon national ou international sur réception d'au moins trois devis. Tous les contrats de plus de 20 000 USD, quelle que soit la catégorie d'achats, devront faire l'objet d'un examen préalable par le FIDA. Les contrats concernant les consultants et les études seront établis conformément aux directives du FIDA.

146. Au démarrage du programme, le Gouvernement fournira au FIDA, pour approbation, un plan de passation des marchés de 18 mois et annuellement par la suite, selon les directives pour la passation des marchés du FIDA. Le plan de passation des marchés précisera, entre autres, la méthode de passation des marchés pour chaque contrat, les seuils et préférences applicables dans le cadre du projet. Le plan de passation des marchés précisera, également, toute exigence supplémentaire prévue pour certaines méthodes de passation des marchés par rapport aux directives du FIDA susmentionnées.

**E. Gestion administrative et financière des projets Proder.** Les Proder 1, 2, et 3 s'achèveront respectivement en décembre 2011, décembre 2013 et Juillet 2015. Tel que convenu avec le gouvernement, les unités de coordination actuelles des projets Proder feront place à un cadre de gouvernance unique qui est celui du Padef. Les équipes du Padef au niveau central et départemental, assureront la mise en œuvre des activités résiduelles des Proders conformément aux termes des accords de prêt et de don respectifs qui demeureront en vigueur. Cela passera par une planification conjointe des activités au niveau départemental. Le plan de travail conjoint précisera les sources de fonds pour chaque activité, ie, les activités financées par les Proders et celles financées par le Padef. Les plans conjoints des départements seront annuellement consolidés par l'UNGP en respectant les sources de fonds. La gestion financière des activités résiduelles des Proder sera donc assurée par l'UNGP. Pour ce faire, les droits de signature seront accordés au coordonnateur national et au RAF. Les implications d'un tel montage seront la tenue de 3 comptabilités (Padef, Proder 2, Proder 3) et aussi l'existence de 3 systèmes de reporting. Le RAF validera mensuellement les états de rapprochement bancaire des comptes d'opérations au niveau départemental ( compte Fida Proder, compte Fida Padef, compte contrepartie Proder, compte contrepartie Padef).

## **F. Supervision**

147. La supervision du projet sera assurée directement par le FIDA, conjointement avec le Gouvernement, à raison de deux missions de supervision par an sur le terrain, pour le suivi des performances et de l'impact du programme, notamment sur les groupes cibles. L'intensité et la



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

fréquence de ces missions pourront être accommodées en fonction de l'évolution des performances du programme. Une mission multidisciplinaire de revue à mi-parcours conjointe Gouvernement-FIDA sera organisée au terme de la 2ème année d'exécution du programme. Elle fera le bilan des actions réalisées par rapport aux objectifs fixés, analysera les réussites, les difficultés, les échecs et la pertinence des méthodologies. Elle vérifiera également le niveau de décaissement des ressources et les éventuels besoins de réallocation des ressources disponibles et/ou le besoin de ressources complémentaires. Elle proposera un plan d'action pour le reste de la vie du programme, pour consolider ou réorienter sa mise en œuvre et assurer l'atteinte des objectifs assignés au programme.

#### **G. Gouvernance, identification des risques et atténuation**

148. Dans le cadre de sa politique de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance, le Gouvernement a mis en place deux institutions chargées d'examiner les actes de corruption : la Commission Nationale de lutte contre la Corruption, la Concussion et la Fraude, et l'Observatoire Anti-corruption. Créée en 2004 (décret 2004-323 du 08 juillet 2004), la Commission Nationale contre la Corruption, la Concussion et la Fraude a été réorganisée en 2007 (décret n° 2007-155 du 13 février 2007) et a pour mission de mettre en œuvre le plan d'action du Gouvernement en matière de lutte contre la corruption. Quant à l'Observatoire Anti-corruption, organisme indépendante doté d'autonomie financière, il a été créé par la loi n° 16-2007 du 19 septembre 2007. Composé de 9 membres représentant l'administration publique, le Parlement (Assemblée Nationale et Sénat), les syndicats, la société civile, le secteur privé et le conseil œcuméniques des églises, il a pour mission de suivre et d'évaluer les mesures de lutte contre la corruption ainsi que les réformes de gouvernance mises en œuvre par le Gouvernement, et plus particulièrement celles qui seront contenues dans un plan d'action gouvernemental qui sera élaboré sous la supervision de la CNCCF à la suite d'une étude diagnostique indépendante sur la gouvernance et la corruption.

149. Le gouvernement de la république du Congo a procédé à l'adoption d'un nouveau code des marchés publics par décret N° 2009/156 du 20 mai 2009. Cette nouvelle réglementation des marchés publics assortie de l'ensemble des textes d'applications, dispose que les marchés publics doivent respecter les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparences des procédures. La mise en œuvre de la réforme a entraînée également, la création des différents organes dont celle concernant la régulation et les recours.

#### Sanctions prévues pour punir les actes de corruption

Le Gouvernement de la République du Congo a adopté en juin 2004, un Plan National de lutte contre la Corruption, la Concussion et la Fraude. Outre les sanctions prévues par le cadre juridique, ce plan met de prime abord l'accent sur les mécanismes de préventions de la corruption visant à :

- (i) restaurer l'autorité de l'Etat et améliorer la gestion des ressources humaines,
- (ii) renforcer le contrôle général de l'Etat, les contrôles administratifs internes, les contrôles externes (juridictionnel et parlementaire) et la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption.

Quant aux sanctions prévues par le cadre juridique de lutte contre la corruption, elles sont d'ordre pénal, administratif, électoral et financier.

150. Sur la base de l'expérience acquise dans la mise en œuvre des interventions de développement rural au Congo, les risques suivant ont été identifiés avec des propositions d'atténuation.

République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

Risques	Atténuation
Le déficit de compétences des prestataires locaux affectera la qualité des travaux et services.	Utiliser les services techniques déconcentrés dans le cadre de leur mandat, avec un renforcement de leurs capacités ; recourir à l'assistance technique internationale qui exécutera avec un homologue national
Les contraintes de financement et de trésorerie peuvent retarder voire rompre la dynamique opérationnelle	promouvoir les cofinancements et sécuriser dans les délais la contrepartie nationale ; dynamiser la passation de marchés ; instaurer des Plans de travail trimestriel et des plans de gestion de trésorerie
Les événements extrêmes (sécheresse, inondations, feux...) peuvent affecter les capacités de production agro pastorales et halieutiques	Toujours envisager des options d'adaptation aux changements climatiques dans le cycle de production ; plaider pour un plan de contingence national
Les pratiques du programme peuvent entrer en déphasage avec les valeurs d'intégrité, de transparence et d'honnêteté	Evaluer constamment les risques de corruption et tracer régulièrement les tâches associées à un tel risque ; procéder systématiquement au référence check du personnel avant établissement des contrats.
Exclusion de soumissionnaires qualifiés (par un accès limité aux documents ou une disqualification injustifiée).	Mise en place dans le cadre de la réforme de structures devant contribuer à la promotion d'un environnement transparent, offrant des voies de recours efficaces (par saisine ou auto saisine) et favorable au jeu de la concurrence et au développement d'entreprises et de compétences nationales stables et performantes.
Acceptation de soumissionnaires ayant soumis leur dossier après la date limite ou de soumissionnaires disqualifiés.	Mise en place d'un plan de renforcement des capacités sur 3 ans des acteurs impliqués dans le processus au niveau de la Direction de la Formation et des Appuis Techniques de l'ARMP pour appuyer la mise en œuvre effective de mesures transparentes, et assurer une bonne compréhension des exigences, normes standards et procédures applicables à la réception des offres et évaluation des capacités des candidats entre autre.
Collusion entre soumissionnaires	Transparence des règles régissant la publication obligatoire des appels d'offres (AO) locaux et nationaux au niveau du site web de l'ARMP, en plus de celle faite dans le bulletin officiel des marchés publics et définition de directives claires en termes de tarification des documents et de l'accès à ces derniers (incluant le coût de publication).
Adjudication des contrats à d'autres soumissionnaires que les plus qualifiés.	Revue des documents de passation des marchés avant adjudication finale. Audit de la passation des marchés opérée au niveau des Cellules de gestion des marchés publics des ministères et départements au niveau local.
Exigence de « pots de vin » de diverses natures pour les entreprises sélectionnées.	Revue des documents de passation des marchés à posteriori, lors des missions de supervision, afin de confirmer qu'il n'y a pas eu de collusion entre soumissionnaires (résultant à une déclaration de mauvaise pratique, la résiliation du contrat et la mise sur liste noire des entreprises impliquées), tolérance zéro en matière de fraude et corruption (sanctions pénales et/ou civiles) , mesures prévues dans le codes.
Non respect des termes des contrats et/ou des factures (délais de réalisation, quantités, marchandises, spécification techniques ; construction ou normes établies dans le contrat).	Contrats rémunérés à la performance, basés sur l'atteinte de résultats tangibles, vérifiables et mesurables (tant sur les réalisations physiques (hardware) que sur le « soft »), avec appréciation des bénéficiaires
Non maîtrise du suivi budgétaire entraînant des dépenses inéligibles	Lors de l'atelier de démarrage et dans les 6 premiers mois d'activités, formation des agents du programme à la bonne compréhension des annexes de l'Accord de Financement et de la Lettre à l'Emprunteur, ainsi qu'à la préparation scrupuleuse des demandes de retrait de fonds et des ECD.
L'absence de suivi du reporting des partenaires d'exécution, aboutissant à la non justification des	Pour les dépenses éligibles sous ECD, pour lesquelles la documentation n'est normalement pas transmise au FIDA en même



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

Risques	Atténuation
montants avancées.	temps que les DRFs (soit sous un certain seuil défini dans la Lettre à l'Emprunteur), consignes précises données pour que les ECD traduisent les dépenses de manière suffisamment claire et détaillée, afin d'en valider l'éligibilité plus aisément.
Lenteur de la mobilisation des fonds par l'accumulation des états de dépenses non présentés en remboursement	Justification systématique des fonds avancés aux partenaires d'exécution par la contractualisation des délais d'exécution et de présentations des rapports techniques et financiers.
Retard dans le versement des fonds de contrepartie	Respect de la disposition de l'Accord de prêt : si les dépenses atteignent 20% du montant de l'avance initial du compte spécial

151. Les risques et les préoccupations majeures seront mis en lumière lors du lancement des activités de démarrage, avec l'appui spécifique de l'assistance technique sur les 6 premiers mois du programme, et de manière continue auprès des agents du programme, des partenaires à l'exécution, des bénéficiaires, des contractants et de la société civile lors de la mise en œuvre.

152. Les missions de supervision s'assureront que toutes les parties prenantes au programme sont informées des mesures de bonne gouvernance et les appliquent. Le programme devra informer les opérateurs et les partenaires de la totalité des objectifs de chaque PTBA, et ces derniers seront encouragés à donner leur avis et préoccupations lors des missions de supervision. Les préoccupations et/ou plaintes reçues seront consignées dans les Aides Mémoire, de même que les mesures et le suivi proposés, ainsi que dans le « Project Life File ». Les questions de gouvernance feront l'objet d'examen lors des revues annuelles du RB-COSOP.

## IV. COUTS DU PROGRAMME, FINANCEMENT, BENEFICES ET DURABILITE (annexe 9)

### A. Coûts du programme

153. Les coûts totaux du PADEF, y compris les imprévus, s'élèvent à 17,350 millions USD (7,981 milliards FCFA) sur une période de 5 ans. Les coûts de base sont de 16,122 millions USD (7,416 milliards FCFA) auxquels s'ajoutent 2% d'imprévus physiques, soit 312 000 USD (143 millions FCFA) et 6% d'imprévus financiers, soit 916,000 USD (421 millions FCAF). Les taxes y sont incluses, pour un montant total de 2,158 millions USD, soit 12% du coût total. Les investissements représentent 79,6% des coûts totaux soit 13,808 millions USD et les coûts récurrents 20,4%, soit 3,542 millions USD.

Tableau : Coûts par Composante

	(FCFA Million)			(USD '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
<b>A. APPUI A LA PRODUCTION</b>								
1. Appui à la production agricole	502	78	<b>580</b>	1 092	170	<b>1 262</b>	13	8
2. Appui à la production animale	373	208	<b>580</b>	810	451	<b>1 261</b>	36	8
3. Appui à la pêche et pisciculture	1 410	440	<b>1 850</b>	3 066	957	<b>4 023</b>	24	25
<b>Subtotal</b>	<b>2 285</b>	<b>726</b>	<b>3 011</b>	<b>4 967</b>	<b>1 578</b>	<b>6 545</b>	<b>24</b>	<b>41</b>
<b>B. APPUI A LA TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION</b>								
1. Transformation et commercialisation des produits agricoles	297	121	<b>419</b>	647	263	<b>910</b>	29	6
3. Conservation, transformation et commercialisation produits pêche	205	66	<b>271</b>	445	144	<b>590</b>	24	4
4. Accès aux bassins de production	1 024	447	<b>1 471</b>	2 226	972	<b>3 198</b>	30	20
<b>Subtotal</b>	<b>1 526</b>	<b>635</b>	<b>2 161</b>	<b>3 318</b>	<b>1 380</b>	<b>4 698</b>	<b>29</b>	<b>29</b>
<b>C. RENFORCEMENT DES CAPACITES</b>								
1. Renforcer les capacités	757	383	<b>1 140</b>	1 647	833	<b>2 479</b>	34	15
<b>Subtotal</b>	<b>757</b>	<b>383</b>	<b>1 140</b>	<b>1 647</b>	<b>833</b>	<b>2 479</b>	<b>34</b>	<b>15</b>
<b>D. COORDINATION ET SUIVI/EVALUATION DU PROGRAMME</b>								
1. Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)	869	73	<b>942</b>	1 889	158	<b>2 047</b>	8	13
2. Suivi-évaluation du Programme	11	151	<b>163</b>	24	329	<b>353</b>	93	2
<b>Subtotal</b>	<b>880</b>	<b>224</b>	<b>1 104</b>	<b>1 913</b>	<b>487</b>	<b>2 400</b>	<b>20</b>	<b>15</b>
Physical Contingencies	5 449	1 968	<b>7 416</b>	11 845	4 278	<b>16 122</b>	27	100
Price Contingencies	103	40	<b>143</b>	224	87	<b>312</b>	28	2
	387	34	<b>421</b>	842	74	<b>916</b>	8	6
	<b>5 939</b>	<b>2 042</b>	<b>7 981</b>	<b>12 911</b>	<b>4 439</b>	<b>17 350</b>	<b>26</b>	<b>108</b>



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

## **B. Plan de financement du programme**

154. La ventilation des financements reflète l'engagement du Fonds international de développement agricole (FIDA) dans le pays et a, pour but, de créer une plus-value sur les résultats des trois projets Proder. En soutenant ce programme, le FIDA confirme aussi sa volonté d'inscrire ses interventions dans les zones les plus démunies et d'accompagner les services techniques et aussi le privée pour assumer pleinement leur rôle dans le processus de développement.

155. Le FIDA contribuera au financement du Programme par un prêt à hauteur de 9,805 millions USD soit 57% du coût total du Programme.

156. La contribution du Gouvernement au financement du Programme est estimée à 7,012 millions de USD soit 40% des coûts totaux. Ce montant inclut l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le gouvernement ainsi que la participation dans les différentes composantes.

La participation d'autres bailleurs de fonds est envisagée, notamment pour l'assistance technique (533,000 USD).

## **C. Bénéfices et analyse économique bénéfiques (annexe 10)**

### **Bénéficiaires et bénéfices**

157. L'objectif primaire du programme est d'améliorer les revenus et la sécurité des populations rurales dans tous les départements du pays (hormis Brazzaville et Pointe Noire) à travers un appui au développement des filières. Il y a un appui direct donné à la production agricole (manioc, maïs, banane et igname), la production animale (petit élevage) et la pêche artisanale/pisciculture. Cet appui est complété par une série d'activités qui aident les producteurs/organisations paysannes à transformer, conserver et transporter leur production vers les marchés. Dans cet ensemble, les producteurs/organisations paysannes sont encadrés et assistés par les différents services techniques, et structures de microfinance qui seront eux-mêmes renforcés.

158. Les principaux bénéfices escomptés au niveau des producteurs des filières seraient les suivants: (i) une sécurité alimentaire renforcée, surtout en termes de production de manioc et banane ; (ii) moins de dépendance en matière d'importation d'aliments de bétail ; (iii) une amélioration de la productivité agricole en termes de rendements améliorés; (iv) un accès durable aux semences de qualité (v) un meilleur prix de vente des produits agricoles et une réduction des coûts de transaction à travers la réhabilitation des pistes rurales et l'accès aux marchés (vi) une réduction des pertes après-récolte; (vii) la création d'emplois dans les différents départements, notamment grâce aux développements des centres d'affaires.

159. L'introduction de la mécanisation et le développement des centres d'affaires allègeront considérablement le travail des femmes.

Les jeunes seront également les bénéficiaires du Programme. Ils seront encouragés à s'engager dans le secteur agricole, dont la rentabilité financière sera démontrée dans différents segments de la filière.

### **Bénéfices institutionnels**

160. Le Programme contribuera au renforcement des institutions publiques déconcentrées. Les capacités de mise en œuvre des services du Ministère de l'agriculture et de l'élevage ainsi que du Ministère de la pêche ont en effet été jugées faibles. Le programme s'est aussi assuré que les



République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

investissements entrent dans une logique de développement économique local et qui cadre avec la vision de gouvernement et les documents de planification nationale.

161. **Bénéfices quantifiables.** Les principaux bénéfices économiques du programme seront les suivants: i) l'augmentation de la production agricole (manioc, banane, igname et maïs), animale (petits ruminants, etc.) et les produits de la pêche et pisciculture largement déficitaire par rapport aux besoins au niveau national ; ii) le désenclavement et les actions d'appui à la commercialisation qui entraîneront aussi une augmentation des superficies cultivées; iii) l'amélioration de l'accès aux bassins de production et marchés permettra de rapprocher les producteurs des consommateurs et de contenir dans une certaine mesure l'augmentation du prix des produits; iv) la réduction des pertes après récolte grâce à l'amélioration des voies d'accès aux bassins de production et à la mise en place des magasins de stockage dans les centres d'affaires.

162. **Bénéfices non quantifiables.** Les principaux bénéfices non-quantifiables bénéfices économiques et impacts du projet sont les suivants: i) un meilleur accès aux informations commerciales et au renforcement du pouvoir de négociation des producteurs ; ii) une mise en relation plus directe des petits producteurs avec les marchés et une réduction du nombre d'intermédiaires (développement des entreprises de commercialisation et de collecte/stockage); iii) l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des familles touchées par le projet, suite aux actions de renforcement des capacités et à l'augmentation de la production et des revenus; iv) le renforcement du statut de la femme et de sa participation active au développement local à travers les activités des centres d'affaires ; v) l'amélioration des conditions de vie des populations grâce au désenclavement (accès plus aisé aux centres où se trouvent les principaux services sanitaires, éducatifs et administratifs).

### Analyse financière

163. Des budgets de culture et des modèles d'exploitation ont été élaborés pour les principales filières. L'analyse montre que les filières ciblées par le programme sont rentables financièrement et que les producteurs ont des marges plus élevées dans la situation avec programme que dans la situation sans programme (annexe 10). Les marges brutes additionnelles en FCFA et par ha sont de 155 000, 230 000, 6 000 et 94 000 respectivement pour le manioc, l'igname, le maïs et la banane. En ce qui concerne la production animale et halieutique, les marges brutes en FCFA sont de 288 250, 115 000 et 850 000 pour l'aviculture, la pêche artisanale et la pisciculture avec utilisation d'aliments locaux.

### Analyse économique

164. En terme économique, le coût du PADEF s'élève à 14,382 millions USD (FCFA 6,616 milliards). En considérant le scénario de base ( Voir annexe 10), et une période de 15 ans (dont cinq ans d'implémentation), un taux de rentabilité économique ( TRIE) relativement satisfaisant de 17,1% a été estimé. D'autres scénarii utilisant les hypothèses de base et faisant intervenir une variation dans les prix, les superficies et le nombre de membres des GIEC, donnent des TRIE variant entre 11 et 20%.

165. La Valeur Actuelle Nette (VAN), à un coût d'opportunité du capital de 12% est de 2,3 millions USD (FCFA 1 047 milliards).

166. Les bénéfices nets de la production végétale représentent 44% des bénéfices totaux contre 26% et 30% pour l'élevage et la pêche/pisciculture respectivement dans le calcul du taux de rentabilité.





République du Congo  
Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)  
Document de conception

167. L'analyse de sensibilité indique une sensibilité plus importante en ce qui concerne les retards dans les bénéfices. Ceci souligne la nécessité de réussir la mise en œuvre et l'atteinte des résultats escomptés. Pour minimiser ce risque, la séquence des activités planifiées prend en compte les réalités des capacités limitées, ainsi que les expériences des projets en cours. La mobilisation d'une assistance technique nationale et internationale permettra par ailleurs de relever les capacités de mise en œuvre.

#### **D. Durabilité**

168. A l'achèvement du programme, les producteurs se seront appropriés les boutures et semences saines et améliorées, les services techniques continueront à encadrer les producteurs, les centres d'affaires continueront leur opérations avec des organisations paysannes inscrites dans la dynamique de développement des filières. La durabilité de la réhabilitation des pistes rurales passera par la prise en charge par l'état, des entretiens routiers. De façon globale, la responsabilisation des services techniques et la participation des bénéficiaires dans la planification la mise en œuvre participent à créer les conditions de la pérennisation des acquis.

169. En matière de durabilité environnementale, le programme n'aura pas d'impacts négatifs environnementaux significatifs. Le désenclavement des zones agricoles et la relance de la production agricole auront pour moteur l'augmentation des rendements par l'amélioration variétale et de meilleures pratiques culturales, ce qui limitera l'extension des superficies cultivées, notamment en forêt. En raison de la faible densité de population et des terres disponibles, la pression supplémentaire sur les sols et les forêts restera très limitée. L'intensification des systèmes de culture ne sera pas fondée sur l'utilisation d'intrants chimiques, mais essentiellement sur l'utilisation des semences sélectionnées et de boutures saines de manioc. En matière d'élevage, le repeuplement ovin/caprin entraînera une augmentation du cheptel qui n'aura pas d'incidence sur l'environnement, compte tenu des espaces importants fourragers disponibles. L'augmentation des revenus tirés de l'agriculture, de l'élevage et de la meilleure valorisation des produits devrait indirectement diminuer les activités de cueillette et de chasse en forêt, en offrant des sources de revenus alternatifs, limitant par conséquent la pression exercée sur ces ressources. Des dispositions utiles seront prises pour la gestion (traitement et évacuation) des eaux usées produites par les activités de transformation au niveau des centres d'affaires, de manière à éviter qu'elles soient des sources de pollution. Les déchets solides qui découleront de ces transformations seront revalorisés dans la préparation des aliments de production animale ou piscicole. Au regard de ce qui précède, le programme a l'instar des PRODERS, a été classifié en catégorie B en ce qui concerne son impact sur l'environnement.

## **ANNEXES**

## **Annexe 1. Contexte national et rural**

### **Contexte géographique et démographique**

1. La République du Congo est un pays d'Afrique Centrale qui s'étend sur 342000 km<sup>2</sup>. Il est bordé par l'Océan Atlantique sur une longueur de 170 Km. Le climat est de type austral comportant une saison sèche qui s'étend de juin à septembre et une saison de pluie d'octobre à mai. La forêt couvre 60% du territoire national. Les savanes et galeries forestières sont les autres types de végétation. Le réseau hydrographique comporte deux principaux bassins fluviaux : le bassin du Congo constitué du fleuve Congo et de ses affluents, et le bassin du Kouilou Niari estimée à environ 4.1 million d'habitants (8,7 habitants au Km<sup>2</sup>), la population congolaise est en majorité urbaine (66 %) et se trouve concentrée dans la partie sud du pays (plus de 80 %). Les moins de 15 ans représentent 45% de la population et les plus de 60 ans 5,3%. Pendant la dernière décennie (1990-2000), le taux annuel de croissance démographique estimé a été de 3,2 % alors que le taux de croissance issu du RGPH 1984 était de 2,8 %.

### **Contexte Politique**

2. Le cadre institutionnel actuel de la République du Congo, défini par la Constitution du 20 janvier 2002 incarne le choix fait par les Congolais, au début des années 90, en faveur de la démocratie pluraliste comme socle des valeurs devant orienter le développement du pays. Ce choix marque la rupture avec le monopartisme qui a prévalu pendant trente ans. Il consacre le régime présidentiel et la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Depuis l'adoption de cette nouvelle orientation, le pays a connu une succession de crises politiques et de conflits armés qui ont gravement affecté le déroulement du processus démocratique et placé le pays dans une situation d'urgence. Ces crises et conflits qui ont démarré après les élections de 1992, se sont prolongées en 1993-1994 puis en 1997-1998, ont principalement touché Brazzaville et les départements du sud. Ils ont contribué à la dégradation des conditions de vie des populations et à l'annihilation des acquis économiques et sociaux antérieurs. L'organisation politique et administrative actuelle subdivise le territoire national en 12 départements placés sous la responsabilité des préfets. Les collectivités locales que sont les départements et les communes sont administrées librement par des conseils élus. Des élections présidentielles ont eu lieu en 2002, en 2009, des législatives se sont tenues en 2002 puis en 2007, une nouvelle constitution a été votée, et toutes les institutions prévues ont été mises en place. Les institutions nationales et locales sont progressivement mises en place pour soutenir les stratégies économiques et sociales. Une priorité est aussi en train d'être accordée à l'amélioration du cadre de dialogue et au développement du secteur privé. Des programmes de décentralisation économique et politique sont établis au niveau national et local.

### **Contexte économique**

3. L'activité économique au Congo est dominée par le secteur pétrolier dont la part dans le produit intérieur brut (PIB) est passée de 33% en 1980 à 57,8% en 2002. La part de ce secteur dans les exportations de biens et services et sa contribution aux recettes de l'Etat ont été respectivement de 87 % et de 69,5% en 2002. La sylviculture et l'exploitation forestière ne représentaient que 1,1% du PIB, l'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche réunis 5,1%, l'industrie manufacturière 5,2% et les services 27%. Il est possible pour le Congo, grâce à la mise en exploitation maximale des potentialités du pays, de réduire la trop forte dépendance vis à vis du secteur pétrolier, ressource non renouvelable dont l'extraction fait appel à des techniques fortement capitalistiques, au profit des domaines plus favorables à l'amélioration des conditions de vie des populations.

## Contexte rural

4. **Agriculture et élevage.** Bien qu'occupant près de 40% de la population active, le secteur agricole ne contribue qu'à moins de 6% au PIB et de 1 à 2% aux exportations du pays. La part relative du secteur a graduellement diminué au cours des dernières années, le taux de croissance du secteur agricole étant généralement inférieur à celui de l'économie nationale. Seulement 2% des 10 millions de terres arables et de pâturages sont exploités.

5. Depuis l'arrêt des sociétés étatiques agricoles, le secteur agricole repose essentiellement sur l'agriculture traditionnelle pratiquée dans les petites exploitations, sur la pêche artisanale et la chasse. Ces petites exploitations couvrent environ 80% de la superficie cultivée et elles assurent plus de 90% de la production agricole. Les cultures vivrières occupent 75% des superficies cultivées ; 25% sont consacrées aux cultures d'exportation telles que la canne à sucre, l'huile de palme, le cacao et le café. Le secteur traditionnel fournit des cultures vivrières telles que le manioc, de loin la spéculation la plus pratiquée, l'igname, le maïs, l'arachide, le paddy, la pomme de terre, etc., ainsi que des cultures d'exportation (cacao et café). A l'exception du manioc, dont la production a connu une augmentation sensible ces dernières années, la tendance générale est à la baisse pour les cultures vivrières. L'élevage, qui n'a jamais été très développé, a subi une forte régression durant la guerre. La production agricole nationale ne couvre pas les besoins nationaux, malgré le potentiel agronomique, le pays recourt à des importations alimentaires massives pour nourrir ses villes. Il est le premier importateur de denrées alimentaires par habitant de l'Afrique subsaharienne. Ce déficit est très élevé pour le lait, le riz, l'arachide, la viande bovine, la pomme de terre, le poulet, le manioc, le poisson congelé et l'oignon.

6. L'agriculture congolaise est pratiquée par environ 145 000 petits exploitants qui cultivent une superficie moyenne de 1,4 ha, et qui pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis avec le recours à de longues jachères pour régénérer les sols. Les travaux agricoles sont faits manuellement avec un outillage rudimentaire, ce qui accroît la pénibilité du travail et limite la productivité. Les principales contraintes sont le manque d'opportunités de vente, la vétusté ou l'absence d'infrastructures de stockage et de transformation, l'absence de semences, de boutures et de petits équipements agricoles de qualité, et le faible appui institutionnel.

7. **Pêche continentale.** Dans les départements des Plateaux et des deux Cuvettes, la pêche artisanale est une activité qui génère des revenus substantiels et occupe de nombreux ménages ruraux, soit de manière quasi exclusive (en zone fluviale et inondable) ou à temps partiel (zone non inondée). Les techniques de pêche sont traditionnelles, variées et bien maîtrisées: les améliorations éventuelles concernent surtout le montage des filets pour une pêche responsable et durable. Le poisson est commercialisé sous diverses formes. Le fumage est une opération pour assurer la conservation du produit plus que pour la valorisation. Il est également commercialisé sous forme vivante (les petits silures, les lottes et les anguilles), en frais sous glace ou en «congelé frais» (toutes les espèces de poissons de grosse taille) ou sous forme salée (*Congo ya sika* et carpes). Le mode de commercialisation en frais est le plus rémunérateur, mais il est entravé par les limites techniques des circuits de transport. Il existe une forte demande nationale et un déficit en poissons. Il est donc, par des actions d'appui à la capture, la conservation, la commercialisation et la transformation, possible d'augmenter et de mieux valoriser la production actuelle par des actions d'appui à la commercialisation et à la transformation.

8. **Pisciculture.** Dans les années 1980, la pisciculture a bénéficié d'un effort important à partir de stations piscicoles de l'Etat (production d'alevins de tilapia, formation de vulgarisateurs). Les conflits armés des années 1990 et le désengagement de l'Etat ont entraîné la baisse des activités des stations piscicoles et des actions de conseil. De fait, de nombreux pisciculteurs ont abandonné cette activité. Aujourd'hui, les stations piscicoles de l'Etat sont totalement inopérantes. La pisciculture est pratiquée avec des souches peu performantes et des pratiques erronées.

9. **Commercialisation.** Durant le processus de libéralisation, très peu d'opérateurs privés ont occupé les créneaux laissés libres par le retrait des opérateurs publics. Ceci a entraîné une chute brutale de la commercialisation de produits agricoles, en particulier les cultures de rente, le maïs, le haricot blanc, le paddy, la pomme de terre et l'huile de palme. En plus, la collecte et l'écoulement de la production vivrière rencontrent d'énormes difficultés, telles que l'état des routes, le manque de crédits de campagne et de moyens de transport, les taxes élevées, racket des services de police, etc. Néanmoins, il existe une forte demande nationale de produits alimentaires avec un niveau de prix intéressant aux marchés de Brazzaville et de Pointe Noire. Les zones péri-urbaines et le sud des Plateaux ont montré une capacité de réponse au marché, prouvant la flexibilité des systèmes de commercialisation informelle qui dominent actuellement les échanges.

10. **Infrastructures rurales.** La commercialisation agricole est fortement tributaire de l'état des voies de communication terrestres et fluviales à travers le pays. Or, le réseau routier a connu, depuis plusieurs années, une dégradation progressive et alarmante occasionnée par un manque d'entretien régulier. Les interventions d'entretien ont connu une forte réduction suite au désengagement de l'Etat, à la dissolution de l'Office Congolais d'Entretien Routier (OCER) et aux conflits armés. Depuis 1999, il y a une reprise des actions de réhabilitation, mais surtout limitées au réseau dit prioritaire, composé des routes nationales bitumées et des routes préfectorales. La relance de l'agriculture nécessite obligatoirement un effort important de réhabilitation des voies d'accès aux principaux bassins de production et, par la suite, d'entretien régulier avec la mise en place de systèmes pérennes d'entretien, grâce à l'implication des riverains et des villageois.

11. **Finances rurales.** Le secteur bancaire compte quatre banques commerciales dont les activités se concentrent dans les grands centres urbains et qui ne touchent que très marginalement les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Le secteur de la micro-finance est composé de 86 établissements, principalement en milieu urbain; il est dominé par le réseau des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC) qui traite plus de 90 % du volume du secteur et qui dispose de 33 caisses. En milieu rural, deux autres institutions sont présentes dans les chefs-lieux des départements (MUSCO et caisses féminines). Toutefois, les ménages ruraux n'accèdent pas ou peu aux services offerts par ces institutions, en raison de leur éloignement, de l'inadaptation des produits offerts et des garanties exigées.

## **Eléments stratégiques**

### **Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale (DSRP)**

12. Le DSRP-1 a été adopté par le gouvernement en septembre 2004. Sa mise en œuvre a permis de faire des progrès significatifs sur les plans politique, économique, social et d'atteindre en mars 2006 le Point de décision de l'IPPTE. Le DSRP-2 a été adopté en avril 2008. Il comporte cinq axes stratégiques:

- (i) l'amélioration de la gouvernance, la consolidation de la paix et de la sécurité ;
- (ii) la promotion de la croissance économique et la stabilité du cadre macroéconomique ;
- (iii) l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base ;
- (iv) l'amélioration de l'environnement social et l'intégration des groupes vulnérables ;
- (v) le renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA. L'objectif général en matière d'agriculture, d'élevage et de pêche est d'augmenter durablement les productions agropastorale, aquacole et halieutique afin de réduire les importations et assurer la sécurité alimentaire. Le gouvernement se dote des Cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) pour la programmation financière des dépenses publiques en rapport avec

les objectifs de réduction de la pauvreté. En avril 2009<sup>2</sup>, le CDMT pour l'agriculture, l'élevage et la pêche n'était pas encore disponible. La Banque Mondiale appui le MAE pour la préparation d'un CDMT du secteur.

### **Stratégie de développement agricole (SDA) 2004-2013**

13. Elaboré en 2003, la SDA 2004-2013 se structure autour de six axes prioritaires suivants :

- (i) le financement du secteur rural, notamment grâce au développement des institutions de micro-finance et à la mise en place d'un Fonds de soutien à l'agriculture (FSA) qui serait alimenté par le budget d'investissement de l'Etat<sup>3</sup>;
- (ii) l'ouverture et/ou la réhabilitation et l'entretien des voies fluviales et des pistes agricoles;
- (iii) l'amélioration de l'environnement financier, fiscal et douanier pour le développement de l'agriculture (au sens large);
- (iv) le conseil technique aux producteurs;
- (v) la relance de la recherche scientifique agricole;
- (vi) la garantie de l'accès à la terre aux exploitants agricoles potentiels. La mise en œuvre de la SDA est fondée sur la participation des bénéficiaires, l'appui aux organisations de base, et un partenariat avec les autres départements ministériels concernés.

### **Programme national de sécurité alimentaire (PNSA)**

14. Considéré comme un cadre d'exécution du programme du MAE et d'opérationnalisation de la SDA, le PNSA (première phase 2008-2012) comprend sept objectifs:

- (a) l'accroissement de la production agro-pastorale et halieutique grâce à une innovation technologique, incluant également l'introduction des intrants de qualité ;
- (b) le renforcement des capacités des acteurs;
- (c) l'amélioration de la commercialisation, de la transformation, du stockage et de la conservation des produits ;
- (d) la mise en place et le renforcement du dispositif de suivi, d'alerte et de réaction rapide ;
- (e) l'amélioration des revenus et du niveau de vie des producteurs ruraux, surtout des femmes et des jeunes ;
- (f) la diversification des sources de revenu des ruraux ;
- (g) la garantie de la disponibilité des denrées alimentaires ;
- (h) la protection de l'environnement et la conservation des ressources naturelles.

---

<sup>2</sup> Il peut être retardé faute d'une stratégie acceptable pour les principaux partenaires. La Banque mondiale appuie le MAE pour relire l'ensemble de ses stratégies et obtenir à très court terme (fin 2009) une stratégie devant servir de base pour un CDMT.

<sup>3</sup> 10% du budget d'investissement de l'Etat.

## Appendice 1. Feuille de données sur le Congo

1/ Source : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2007 1/</b>	342	<b>GNI per capita (USD) 2010 1/</b>	2,150
<b>Total population (million) 2010 1/</b>	4,04	<b>GDP growth (annual %) 2010 3/</b>	8.8
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2007 1/</b>	11	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2009 1/</b>	5.0
<b>Local currency</b>	XAF		
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (annual population growth rate) 2010 1/	2.5	GDP current (USD million) 2010 1/	11,9
Infant mortality rate (per thousand live births) 2010 1/	61	GDP growth (annual %) 2010 1/	8.8
Under five mortality rate (per thousand live births) 2010 1/	93		
Life expectancy at birth female (years) 2009 1/	55		
Life expectancy at birth male (years) 2009 1/	58		
Population below national poverty line (%)	n/a	Value added (% to GDP) 2010 1/	
Rural population (% of total population) 2010 1/	38	% Agriculture 1/	4
Total labour force (thousand) 2010 1/	1,69	% Industry 1/	80.2
Female labour participation rate (15+) as % of total 2009 1/	63	% Services 1/	15.8
<b>Education</b>		<b>Consumption</b>	
School enrolment, primary (% gross) 2009 1/	120	General government final consumption expenditure 2007 2/	14.1
Adult literacy rate (% age 15 and above) 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP) 2007 2/	57.2
Ratio of girls to boys in primary and secondary education (%) 2007 1/	n/a		
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita (kcal) 2003-2005 3/	2 327	Merchandise exports 2007 1/	5,735.01
Malnutrition prevalence, underweight (% of children under 5) 1/	12	Merchandise imports 2007 1/	2,850
		Balance of merchandise trade 2007 1/	2,885.01
<b>Health</b>			
Total health expenditure (as % of GDP) 2009 1/	3.0	Merchandise trade (% of GDP) 2009 1/	88.7
Public health expenditure (% of total health expenditure) 2009 1/	53.8		
Private health expenditure ( % of total health expenditure) 2009 1/	46.2	<b>Current account balances (USD million) 2007 2/</b>	507
Physicians (per 1000 people) 2004 1/	0	Foreign direct investment, 2007 1/	4,289
Population using improved water sources (%) 2008 1/		<b>Government Finance</b>	
Rural	34	Cash surplus / deficit (% of GDP) 2005 1/	9.6
Urban	95	Total expenditure (As % of GDP) 2006 1/	19.9
Population using adequate sanitation facilities (%) 2008 1/	30		
Rural	n/a		
Urban	n/a		
<b>HIV prevalence (% age 15-49) 2009 1/</b>	3.0		
Child immunization rate, measles (% children ages 12-23 months) 2007 1/	67		
<b>Agriculture and Food</b>			
Food imports (% of merchandise imports) 2007 2/	0		
Fertilizer consumption (kg / ha of arable land) 2008 1/	1.1		
Food production index (1999-2001=100) 2009 1/	123		
Cereal yield (kg per ha) 2009 1/	775.9		
<b>Land Use</b>			
Arable land as % of land area 2008 1/	1.4		
Forest area (% of land area) 2010 1/	65.6		
Irrigated land as % of cropland 2001-2003 6/	0.37		

## **Annexe 2. Pauvreté, ciblage, genre**

### **Situation économique générale du Congo**

1. En 2007, la population congolaise était estimée à 3,8 millions d'habitants, dont 61% vit en milieu urbain et 39% en milieu rural. La densité moyenne de la population était à 11,1 habitants au km<sup>2</sup> et le taux annuel de croissance démographique à 2,1%. La population congolaise est concentrée dans les deux grandes villes (Brazzaville et Pointe Noire) et dans les départements du Sud, particulièrement le long des chemins de fer et de l'axe routier reliant Brazzaville et Pointe Noire. Avec un Produit national brut (PNB) par habitant de 1540 US\$ en 2007, le Congo compterait parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le pays occupe le 126<sup>ème</sup> rang sur 169 pays classés par le PNUD en 2010, avec un Indice de développement humain (IDH) qui se situe à 0,489.

2. Au Congo, 50,7% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire, estimé à 544,4 FCFA (1,116 USD) par personne et par jour en 2005, après avoir atteint le seuil de près de 70% au lendemain des conflits vers fin 1999. Cependant, cette moyenne masque des inégalités importantes tant sur le plan spatial, démographique que socioéconomique.

3. La pauvreté non-monétaire au Congo est caractérisée par les dimensions suivantes : le taux net de scolarisation primaire était de 72% en 2005, comparé à 90 % en 1990 et le taux d'achèvement du cycle primaire n'était que de 73% en 2005. Environ 80% des adultes étaient alphabétisés en 2005. La pauvreté dans le domaine nutritionnel touche 42% des congolais. Dans le domaine de l'eau et l'assainissement, l'accès à l'eau potable est de 75% en milieu urbain mais seulement 11% en milieu rural. En ce qui concerne l'emploi, on estime le taux de chômage de la population active à près de 50 %. Les jeunes et les groupes vulnérables en milieu rural sont particulièrement les plus touchés. Dans le domaine de la santé, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans s'élevait à environ 126‰ en 2006, et 34,8% des enfants en milieu rural de moins de 5 ans étaient malnutris en 2005. La prévalence au VIH/SIDA, qui était de 5,3% en 2005, concernait particulièrement la tranche d'âge 15 à 49 ans.

### **Analyse de la pauvreté rurale**

4. L'ampleur de la pauvreté est plus marquée en milieux semi urbains (67,4%) et ruraux (64,8%). Elle est moins élevée en milieu urbain (42,3% à Brazzaville et 33,5% à Pointe Noire). La pauvreté touche plus les femmes. En effet, 58,2% de femmes chef de ménages sont pauvres contre 48,8% d'hommes. Selon les projections de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD), il faudrait des taux de croissance de 8% par an dans le secteur non pétrolier, en particulier l'agriculture, pour réduire de moitié la pauvreté au Congo d'ici 2015. Ce taux était en moyenne de 5,8% durant la période 2005-2008.

5. La population active agricole du Congo représente près de 40% de la population totale du pays vivant majoritairement en milieu rural. Malgré un potentiel riche et varié, et une bonne pluviométrie, cette population exploite seulement 2% des 10 millions de terres arables et de pâturages. Il s'en suit que l'agriculture, l'élevage et la pêche représentent 5% seulement du PIB. Les ménages qui tirent leurs revenus des activités agricoles sont les plus vulnérables. Ces ménages pratiquent un système mixte sur la base du manioc et de la banane en association avec l'arachide sur une superficie de 0.5 à 2 ha. Les travaux agricoles sont effectués manuellement avec un outillage rudimentaire.

6. Les contraintes que rencontrent les exploitants et dont résulte la pauvreté rurale sont principalement: l'enclavement des zones rurales qui fait obstacle à l'écoulement des productions, le mauvais état des routes et pistes rurales existantes, les difficultés d'approvisionnement en semences et boutures améliorées, en petits équipements agricoles, le faible accès aux services agricoles, aux technologies de conservation et de transformation, les difficultés d'accès à l'information, les termes



d'échange défavorables avec les centres urbains. Ces termes d'échanges auraient pu être améliorés à travers une meilleure organisation des producteurs en coopératives dans les filières agricoles. Il existe un pléthore d'associations mais très peu sont actives et viables. Leurs capacités de gestion financières sont faibles, le fonctionnement est peu démocratique et peu transparent, et les femmes sont peu représentées dans les organes de prise de décisions.

7. La sécurité alimentaire n'est pas assurée pour toute la population. Elle est inégalement répartie en termes spatial, socioéconomique et géographique. Le PAM a estimé en Juillet 2010 que 7,8% des ménages congolais soit 216 000 personnes, sont considérées en insécurité alimentaire. La situation en milieu rurale est particulièrement préoccupante dans les départements de Lekoumou, Cuvette, et Plateaux ou plus de 15% des ménages ont une consommation alimentaire faible.

### **La situation de la femme au Congo**

8. **Niveau national.** Malgré la reconnaissance formelle de principe d'égalité entre les hommes et les femmes dans les textes nationaux (Constitutions, Code des Impôts, code pénal, code de la famille), il persiste des discriminations dans leur mise en application auxquels s'ajoutent certaines coutumes socio-culturels (lévirat, rites de veuvages, etc.) et les violences, morales et physiques, qui ne favorisent pas la promotion des femmes. qui représentent 52% de la population du pays.<sup>4</sup> Des inégalités existent entre hommes et femmes dans l'accès à la terre, au crédit, aux technologies, aux intrants, à la formation, à l'information et à l'éducation, aux soins de santé et dans leur représentativité dans les instances de décision. Au sein du gouvernement, du sénat et des conseils locaux, elles représentent entre 8 et 15%. Les disparités entre le taux de scolarisation des femmes par rapport à celui des hommes sont importantes au lycée (38%) et encore plus au niveau de l'université (18 %).<sup>5</sup>

9. **En milieu rural,** la femme continue à être la mère nourricière de la tradition, qui pense en priorité à nourrir la famille et au bien-être de ses enfants. Les femmes consacrent la majorité de leurs temps aux activités agricoles pendant toute l'année, à part une minorité qui n'a pas accès au foncier à cause de son statut social (ex. immigrée, célibataire mères, etc.), en plus de leurs nombreuses occupations dites ménagères, et des corvées pour l'approvisionnement en eau, en bois, en produits de cueillette. Dans les zones où les hommes, suite au changement de ces dernières années, cultivent le manioc (spéculation traditionnellement réservée aux femmes), elles aident leur mari dans son champ. Leur mari, à son tour, les aide dans le défrichage et dans l'abattage des arbres sur les champs. Comme les hommes, les femmes sont parfois appuyées par les groupes d'entraide, les groupes confessionnels du village ou par la main d'œuvre salariée. Malgré l'importance de leur travail dans les activités productives, leurs conditions de vie et celle de leurs enfants sont souvent précaires. Les revenus sont faibles, leurs moyens de production sont rudimentaires (outillage constitué essentiellement d'une houe et d'une machette, semence, etc.) et leur équipement inadéquat dans tous les domaines (transport, stockage, techniques transformation, etc.). Chaque jour elles doivent parcourir des distances importantes pour atteindre les champs ou les lieux de collecte ou de pêche, le plus souvent le long de sentiers abruptes et difficilement praticables, dans la forêt. En même temps, elles transportent sur le dos ou sur la tête les produits récoltés, le fagot de bois et aussi les petits enfants.

10. La surcharge de travail et le peu de repos affaiblit leur organisme et les rend vulnérables aux maladies. De plus, les services sanitaires sont souvent éloignés et non équipés. Rarement elles sont suivies pendant les grossesses au cours desquelles elles continuent leurs activités habituelles. Elles manquent également de moyens pour se faire soigner et acheter les médicaments dont elles ont besoin. Le nombre de grossesses par femme est important (même dix naissances par femme). Le RGPH de 1984 a estimé l'indice de fécondité moyenne de 6,5 en zone rurale. Il semble que la tendance soit à la hausse (cf. étude FAO cité). D'après les femmes rencontrées, depuis quelques années le nombre d'enfants qui naissent au village augmente. Parmi ces enfants figurent ceux des filles mères, dont les cas semblent augmenter et concerner tout le pays. L'âge de ces filles peut être

<sup>4</sup> Cf. *Femmes et développement*, Groupe thématique, Secrétariat technique permanent, Comité de lutte contre la pauvreté

<sup>5</sup> Analyse de la situation des enfants et des femmes au Congo, 2002, UNICEF

assez basse (moins de 15 ans). Elles représentent une surcharge économique pour la famille d'origine qui doit s'occuper soit de la jeune mère soit de son enfant. Une fille mère ne possède pas un champ de manioc comme les femmes mariées, qui peuvent disposer de l'aide du mari pour le défrichage.

11. La législation congolaise fixe l'âge légal minimal pour le mariage des filles à 18 ans et ce des garçons à 21 ans. Mais dans la pratique ce règlement n'est pas respecté en milieu rural. D'après l'étude de la FAO conduite dans les trois districts de la Cuvette centrale, 32% de filles ont eu leur premier enfant avant l'âge de 18 ans ; seulement 22,5 % est mariée à l'âge de 24 ans. La même étude fait ressortir une tendance vers l'augmentation du célibat féminin dans la région. Une analyse ponctuelle des causes n'a pas été faite. L'exode rural des jeunes à la recherche d'emploi dans les villes ou pour fréquenter les écoles pourrait être l'une des raisons, comme le manque de moyens de la part des jeunes pour payer la dote.

12. La mortalité maternelle est souvent liée à la procréation. Selon les données de l'enquête citée, les causes des décès maternels sont liées aux complications des grossesses et des accouchements (37%), aux avortements clandestins (30%) et aux complications infectieuses (10,33%). A ces causes s'ajoutent celles liées au manque de soins d'urgence, à l'éloignement des centres de santé et à l'insuffisance du personnel qualifié (22,27 %).

### **La situation des jeunes**

13. La population du Congo est jeune et scolarisée. Environ 45% de la population est âgée de moins de 15 ans. Le niveau de scolarisation des enfants de 6 à 12 ans tourne autour de 80%. Pour fréquenter les écoles secondaires les jeunes se rendent dans les villes. C'est le premier pas vers l'exode rural qui amènera successivement les jeunes vers Brazzaville soit pour continuer les études, soit pour rentrer dans la fonction publique ou dans les industries. Le nombre important des jeunes qui, au cours des années, ont quitté le milieu rural pour les villes a perturbé la campagne en la privant de bras valides et, en même temps, provoqué le phénomène du chômage dans les villes. L'éclatement de la guerre civile depuis 1993 et les affrontements successifs ont entraîné l'instabilité économique et ont accentué le chômage. Les données de 1999 indiquent qu'au niveau national le chômage frappait environ 30% de la population active de 15 à 64 ans. Le taux a doublé en 12 ans entre 1987 et 1999 en touchant, en particulier, les jeunes scolarisés employés dans la fonction publique.

14. Le manque d'emploi au village, accompagné par les mauvaises habitudes prises en ville et pendant le conflit (ex. anciens miliciens), favorise des comportements blâmables qui perturbent la vie familiale et la communauté villageoise. Le programme pourrait contribuer à atténuer l'inactivité et l'exode rural par des actions à caractère économique répondant aux intérêts des jeunes, en leur donnant, par exemple la possibilité de pratiquer une agriculture plus moderne, avec un meilleur équipement, susceptible de leur procurer un revenu meilleur ou égal à celui qu'ils pourraient obtenir dans les villes.

### **Les peuples autochtones**

15. Le Congo compte plus de 30.000 peuples autochtones disséminés à travers tout le territoire. Ces groupes minoritaires, sont véritablement discriminés. Le travail de beaucoup de communautés et individus autochtones (y compris des enfants) est souvent rémunéré avec des cigarettes, du chanvre ou de l'alcool. Ils ne sont pas impliqués dans la gestion des ressources forestières et sont victimes de violences. Les causes de cette situation seraient :

- (i) la non application des politiques de protection sociale ;
- (ii) la persistance des rapports de soumission autochtones/ Bantou ;
- (iii) la faible application de la politique sociale d'intégration;
- (iv) la faible engagement des structures étatiques en faveur des groupes vulnérables;

- (v) la faible harmonie/symbiose des us et coutumes des groupes sociaux en présence. Cependant, en décembre 2010 le Congo a adopté une loi portant protection des populations autochtones. Cette loi va réduire les inégalités que subissent les communautés autochtones en raison de la non maîtrise des systèmes économiques, de l'exploitation massive de leur environnement et des ressources naturelles, du changement climatique et d'une augmentation rapide de la population.

## **Stratégies genre et de ciblage**

### **La zone cible**

16. Après concertation avec le gouvernement et en conformité avec le COSOP, il a été convenu de donner une envergure nationale au programme. Il s'exécutera en conséquence sur 10 départementaux. Ces départements correspondent à la zone traditionnelle d'intervention des 3 projets en cours du FIDA qui s'achèveront respectivement en 2011, 2013, et 2015. Les départements de Brazzaville et Pointe Noire n'ont pas été pris en compte au regard de leur caractère urbain.

17. Le PRODER 1 est un projet post crise qui se fixe comme objectifs (i) d'améliorer de manière durable l'accès aux marchés et aux bassins de production; (ii) de renforcer les capacités d'autopromotion et de gestion des populations rurales et de leurs groupements d'intérêt économique; (iii) d'appuyer le développement de la production, la transformation et la commercialisation agricole et halieutique; et (iv) de faciliter de manière durable l'accès des populations rurales à des services financiers adaptés. Son intervention touche 3 départements (Plateaux, Cuvette et Cuvette Ouest). Le PRODER 1 cible de façon indirecte environ 300 000 personnes réparties dans 50 000 exploitations agricoles familiales, constituant les deux tiers de la population de la zone du projet. Il cible de façon directe, 150 villages ruraux, 20 000 ménages agricoles et de 10 000 ménages des pêcheurs. Etant entendu que les ménages de pêcheurs sont aussi des agriculteurs, il est retenu que le PRODER 1 devait toucher 20 000 ménages.

18. Le PRODER 2 ambitionne de 1) améliorer de manière durable l'accès aux marchés et aux bassins de production; 2) appuyer la relance, la diversification et la valorisation de la production agricole et halieutique; 3) renforcer les capacités d'auto-promotion et de gestion des populations rurales, individuelles et collectives; et 4) faciliter l'accès des populations rurales, en particulier des plus défavorisées, à des services financiers adaptés à leurs besoins. Son intervention couvre quatre départements : Niari, Bouenza, Lékoumou et Kouilou. Le PRODER 2 cible environ 420 villages 320 000 personnes (regroupés dans environ 60 000 ménages), dont 15 000 ménages constituant 25% de la population totale des trois départements de façon directe.

19. Le PRODER 3 conçu en 2008 couvre les départements restants (le Pool dans le Sud Est et la Sangha et le Likouala dans l'extrême Nord) pour : 1) d'augmenter de manière durable la production et la productivité ainsi que le revenu des populations rurales impliquées dans l'amélioration du système de cultures associées basé sur le manioc ; 2) d'améliorer de façon durable l'accès physique aux bassins de production. Le PRODER 3 cible 20000 ménages répartis dans 250 villages et organisés à travers 500 GIEC.

20. Le PADEF interviendra dans les 10 départements actuellement couvert par les 3 Projets de Développement Rural (PRODER) du FIDA, 86 districts, 3069 villages et 1 588 634 habitants dont plus de 50% de femmes. Les localités pauvres et présentant des potentialités agricoles, et des densités de populations optimales seront ciblées. Les interventions répondront aux besoins de la petite exploitation avec un impact direct sur les revenus et la sécurité alimentaire.

### **Le groupe cible**

21. Le groupe cible prioritaire du programme est constitué des petits producteurs de vivriers, ainsi que certains acteurs (commerçants, entrepreneurs ruraux hommes et femmes) impliqués dans les métiers artisanaux liés à l'agroalimentaire dans les filières retenues. Dans le maillon de la production, le Programme travaillera de préférence avec les GIEC et leurs unions de première échelle au niveau

des bassins de production, qui pour l'essentiel, correspondent aux districts. Il travaillera aussi avec toute autre forme d'organisation paysanne, désireuse de s'engager volontairement dans un partenariat basé sur la performance, dans une dynamique de professionnalisation, dans le cadre d'une approche de développement de chaînes de valeur fortes. Une place privilégiée sera donnée aux femmes, actrices incontournable des filières autant dans la production que dans la transformation. Le programme s'intéressera aussi aux jeunes (déscolarisés et ex-combattants) en tant que forces vives et catégories à risque en situation de sous-emploi ou de chômage. Les structures publiques, organisations faîtières et entités privées, qui délivrent les services nécessaires pour le développement des filières retenues, bénéficieront également d'appuis.

22. Le PRODER 2 qui, conformément à la réorientation de la revue à mi-parcours, travaillera à consolider les 405 GIEC déjà mis en place. Le PADEF prendra en charge l'appui à l'implantation de 195 GIEC pour compléter les 405 GIEC déjà mis en place par le PRODER 2 pour compléter les 600 GIEC prévus dans le RPE. Dans la zone du PRODER 1 le PADEF dynamisera les 50 GCMM déjà implantés et contribuera à un maillage plus serré des bassins en groupements de base pour arriver à au moins 10 par Bassin de production, pour atteindre les 250 groupements de base prévus. Au sein des GIEC le PADEF ciblera 1600 avicultrices (aviculteurs) et 480 éleveurs d'ovins/caprins. Le PADEF ciblera 240 acteurs et actrices de la pisciculture 3014 acteurs et actrices de la pêche. Ces acteurs seront appuyés à travers des groupements de base autonomes. Le PADER accompagnera 100 organisations de pêcheurs et de transformateurs.

23. L'ensemble des GIEC devront être implantés au cours des trois premières années du programme soit 445 (250 dans la zone de PRODER Nord et 195 dans celle de PRODER Sud) Les deux dernières années du PADEF seront des années de consolidation et de transfert progressif des activités du programme aux unions de première échelle, même en l'existence d'unions départementales et de fédération nationale.

### **Mécanisme de ciblage**

24. Bien que d'envergure nationale, les interventions du programme seront concentrées sur les localités offrant un potentiel agricole et une population élevée, et où la pauvreté est particulièrement profonde et répandue. Le programme travaillera à faciliter le cheminement des productions des Bassins de production vers différents corridors de circulation du manioc vers Brazzaville et vers Pointe Noire et les pays frontaliers particulièrement le Gabon et la RDC.

25. La démarche d'auto ciblage sera articulée à la volonté des GIEC d'évoluer de groupement de travail en commun autour de champs communautaires vers des groupements de services. L'auto ciblage s'appuiera sur l'appréciation par les GIEC ciblés dans les bassins de production des atouts et faiblesses leur permettant de saisir les opportunités offertes par le PADEF pour accéder efficacement et durablement au marché, des mécanismes d'équité d'âge et de genres qu'ils consentent à mettre en œuvre etc. Les diagnostics institutionnels participatifs (DIP) organisés au niveau des bassins de production répondant le mieux aux critères définis et des GIEC les plus dynamiques permettront de bien cibler les besoins en renforcement permettant aux GIEC de mieux jouer leurs fonctions d'organisations professionnelles de base (cf. document sur le renforcement des organisations de producteurs). A partir de ces exercices participatifs, le programme retiendra avec les GIEC ciblés les mécanismes d'élargissement et/ou d'implantation de nouveaux GIEC dans le village, les mécanismes d'intégration des groupes marginalisés et/ou vulnérables (les autochtones) etc.

26. Les femmes et les jeunes seront membres des GIEC et des mécanismes de renforcement spécifiques permettront de les accompagner pour accéder efficacement aux postes de responsabilité dans les différentes instances de gouvernance. Un accent particulier sera mis sur l'information, l'éducation et la communication (IEC) pour sensibiliser toutes les parties prenantes sur les avantages – pour l'ensemble de la communauté locale, régionale et nationale – de l'équité de genre et d'âge. Des évaluations annuelles permettront de vérifier l'efficacité des appuis auprès des groupes cibles et

d'apprécier l'adhésion et la participation des GIEC aux activités. La manière dont les directives de ciblage du FIDA ont été prises en compte est résumée ci-après.

GIEC	An 1		An 2		An 3		Total
	Redynamisation	Implantation	Redynamisation	Implantation	Redynamisation	Implantation	
Proder 1	25	70	25	60	30	40	250
Proder 2	0	20	0	75	0	100	195
Proder 3	0	0	0	0		0	0
Total	25	90	25	135	30	140	445

27. A ces 445 GIEC s'ajouteront 100 organisations de pêcheurs qui seront implantées au cours des deux premières années à raison de 50 par an, 20 dans l'axe Makotipoko-Mpouya, 50 dans l'axe Mossaka-Loukoléla-Liranga et 30 dans l'axe Makoua-Ntokou. Le rythme d'implantation des groupements de pêcheurs sera déterminé par l'étude d'identification et de diagnostic.

28. A partir des GIEC, le PADEF, en rapport avec les différents projets, appuiera l'émergence d'unions de GIEC à l'échelle des bassins de production, appelées Unions de GIEC de Bassin de production (UGB). Ces UGB devront être mise en place au cours des 4 premières années du programme suivant la progression ci-dessous. Les unions seront mises en place de manière progressive

29. Le PADEF accompagnera le regroupement des GIEC d'un même bassin. Le rythme d'implantation des unions sera progressif. Les bassins seront progressivement sélectionnés à partir (i) de leur dynamisme, (ii) de l'importance de leur production et (iii) de leur situation : ils seront placés sur un corridor de circulation du manioc vers les grands centres de consommation (Brazzaville, Pointe Noire, RDC, Gabon, Cameroun). Le PADEF commencera par trois bassins la première année et progressera suivant le tableau ci-après.

Unions de GIEC de Bassins de production (UGB)	An 1	An 2	An 3	An 4	Total
PRODER 1	0	5	7	3	15
PRODER 2	3	8	12	11	34
PRODER 3	0	3	5	13	21
Total	3	16	24	27	70

30. Les 100 groupements de pêcheurs s'intégreront dans les quatre UGB correspondant aux zones pilotes que sont Liranga, Mossaka, Makoua et Makotipoko. Afin d'impulser une dynamique de surveillance et de gestion durable des ressources halieutiques, les groupes pêches des UGB s'impliqueront de façon dynamique dans des comités de suivi et de surveillance, véritables cadres de concertation impliquant en plus des groupes de pêcheurs organisés dans les UGB, des élus locaux et des représentants des services déconcentrés de l'Etat (services techniques de la pêche, sous-préfets etc.). Un dispositif simple de collecte des données statistiques sera inclus dans le fonctionnement des comités de suivi et de surveillance.

31. Les pisciculteurs seront organisés pour faire face à leurs besoins d'approvisionnement en intrants en intrants (alevins, aliments, fertilisants). Il ne s'agira pas d'unions, mais de regroupements de pisciculteurs dans un premier temps au niveau des districts ou départements où sont implantées des structures pouvant répondre à leur demande (producteurs d'alevins, fabricant ou importateur d'aliments et de fertilisants). Avec l'expérience et les résultats de la mutualisation de leurs besoins en facteurs de production et de la résolution de leurs difficultés, ils évolueront à leur rythme vers des cadres plus structurés ou non.

32. L'intégration des groupes cibles ne se reposera pas sur des volets spécifiques mais plutôt sur le principe du droit d'accès équitable aux mêmes opportunités. Un accent particulier sera mis sur

l'information, l'éducation et la communication (IEC) pour sensibiliser toutes les parties prenantes sur les avantages – pour l'ensemble de la communauté locale, régionale et nationale – de l'équité de genre et d'âge. Des évaluations annuelles permettront de vérifier l'efficacité de ses appuis auprès des groupes cibles et d'en apprécier l'adhésion et la participation aux activités. La manière dont les directives de ciblage du FIDA ont été prises en compte est résumé ci-après.

### Les filières cibles

33. Le PADEF partira du manioc production stratégique qui constitue la nourriture de base des ménages ruraux et urbains pour élargir son appui aux cultures entrant significativement dans (i) la diversification de l'alimentation rurale/urbaine et (ii) dans la diversification des revenus des ménages ruraux pauvres.

34. Le **manioc** qui est l'aliment de base au Congo est cultivé par la majorité des ménages agricoles. Il est consommé en fufu, tchikwague, vendu sur pied et exporté vers les centres urbains où il existe une forte demande. Les feuilles sont également utilisées comme nourriture et plantes médicinales. Les terres sont favorables à sa culture dans l'ensemble des départements. Cette filière dont la production a été significativement appuyée par les PRODER sera renforcée dans les 10 départements en matière de transformation et commercialisation. Les capacités des femmes responsables des champs destinés à la couverture des besoins alimentaires seront particulièrement suivies afin que les rendements sur ces parcelles équivalent ceux sur les champs de rente des hommes afin d'induire des surplus commercialisables leur permettant d'accéder à des revenus décents. Des investissements seront consentis pour appuyer la mécanisation de certaines tâches dans la transformation du manioc roui en tchikwague (pétrissage et malaxage) et libérer ainsi les femmes qui pourront mieux s'investir dans la production ou se professionnaliser dans la transformation, dans le cadre d'entreprises de transformation à promouvoir.

35. **L'igname** : Suite à l'expérimentation conduite dans le cadre du PRODER1, la production de l'igname a connu un véritable regain d'intérêt. La chaîne de valeurs implique surtout les producteurs, les collecteurs, les commerçants-grossistes, les détaillants et l'appui-conseil. La demande des centres urbains est aussi croissante. En dehors des contraintes de conservation et des pertes post récoltes en grande partie inhérentes à cette culture, l'inexistence d'un marché structuré de semences est une des contraintes majeures de la culture. Le PRODER 1 a introduit avec succès de nouvelles variétés qui pourront être diffusées. La filière igname sera soutenue dans les Plateaux, la Cuvette et Cuvette ouest.

36. La **Banane** : Elle constitue le second produit de base. La demande est forte non seulement au niveau local mais aussi au niveau des centres urbains. Elle est cultivée en forêt et en savane. L'inexistence d'un réseau de production de rejets et de variétés améliorées est les principales contraintes à sa production. La partie septentrionale du pays est actuellement la zone de forte production. La filière y sera renforcée dans la Likouala et la Sangha.

37. Le **maïs**. La production est souvent difficilement valorisée sous les effets conjugués de techniques inappropriées d'égrenage, de séchage, ainsi que de l'absence des infrastructures de stockage pour agir sur les prix. L'enjeu de l'augmentation des revenus des petits paysans est l'amélioration de leur productivité pour accroître la rentabilité. La relance de la production de maïs a été amorcée par le PRODER 2, pour la consommation et l'élevage et sera consolidée dans le Pool, Niari et Bouenza.

38. Les départements de la Likouala, Plateaux, Cuvette et Cuvette Ouest ont été retenus pour la pêche artisanale et celui du Pool pour la pisciculture avec un accent particulier sur la réhabilitation du centre piscicole de Djoumoua détruit pendant la guerre, avec l'objectif de permettre au ministère de la pêche de relancer ce sous-secteur.

39. Une expérience pilote en matière d'aviculture sera tentée dans les dix départements (hors Brazzaville et Pointe Noire) dans deux districts par département. Le PADEF favorisera une phase pilote reposant sur le choix de deux districts par département et deux GIEC par districts. Dans chaque

GIEC ciblé dans la phase pilote quatre avicultrices (ou aviculteurs) déjà impliquées dans l'activité et acceptant les préalables (construction d'un local aux normes préconisées par le PADEF) seront sélectionnées, soit 1600 avicultrices (aviculteurs). L'expérience sera éventuellement généralisée à la mi-parcours si les résultants sont concluants.

## **Stratégie genre**

### **CADRE INSTITUTIONNEL**

40. Au Congo, le nombre d'actifs agricoles est passé de 500.000 en 1980 à 300.000 en 2005 et les femmes constituent 64% de ces actifs. La promotion de la femme a été prise en charge avec beaucoup de tâtonnements depuis 1991 où cette volonté a été clairement affirmée par la conférence Nationale Souveraine. A la suite de ces importantes assises, l'avènement du multipartisme s'est doublé d'un important développement du mouvement associatif dans lequel les associations et groupements féminins avaient une place importante.

41. Différentes directions et ministères se sont succédé pour promouvoir la femme. Ainsi avant les guerres successives (i) la direction de l'intégration du genre au sein du Ministère du plan et de l'économie ; (ii) le Ministère déléguée auprès du Premier Ministre, chargée de la Qualité de la vie, de la Solidarité Nationale et de l'Intégration de la Femme aux Activités Economiques ; (iii) le Ministère chargée de l'Intégration de la Femme au Développement.

42. A la suite de la période d'instabilité sociopolitique, de 2002 à 2005, la promotion féminine a été rattachée au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de la promotion de la femme avec un secrétariat d'Etat chargée de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la Femme au Développement.

43. Depuis 2005, La République du Congo dispose d'un ministère de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement.

### **POLITIQUES ET STRATEGIES**

44. En 2008, la République du Congo a élaboré une politique nationale Genre. Son objectif est de « fournir au Gouvernement Congolais et à ses partenaires un cadre d'orientation de l'intégration du genre dans le processus de développement national en vue de promouvoir l'égalité et l'équité du genre du Congo ».

45. La politique Nationale Genre se conforme aux objectifs du Millénaire, aux orientations de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et se fixe comme but de contribuer aux objectifs de développement définis par le Congo.

46. Elle a défini des objectifs spécifiques sectoriels. Par rapport à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, la politique Nationale Genre se fixe des objectifs spécifiques liés principalement au renforcement des capacités économiques des hommes et des femmes par (i) l'intégration des questions de genre dans la loi foncière et les politiques et programme agricole (ii) l'accès des femmes à vulgarisation agricole, (iii) l'amélioration des circuits de transformation pour augmenter la production, (iv) le renforcement des capacités de conservation et de stockage, de transformation et de portage des produits agro alimentaires (v) la création de petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries de transformation et de conservation des produits agricoles, etc. Elle définit aussi des objectifs spécifiques liés à l'accès aux services sociaux de base : eau potable, santé, transport, éducation et formation professionnelle, santé etc.

47. Elle a défini cinq orientations stratégiques pour l'agriculture : i) L'amélioration de la productivité des femmes pour un accroissement de leurs revenus ; ii) L'accès aux services d'appui à la production ; iii) L'accès aux services sociaux ; iv) Participation équitable à la gestion du pouvoir, le

respect des droits et la suppression des violences ; v) La redéfinition du rôle du Ministère chargé de l'Intégration du Genre et le renforcement de ses capacités.

48. Le DSRP élaboré, la même année et un peu plus tard, a défini comme objectif général en matière de genre la réduction des inégalités de genre notamment par l'accroissement du pouvoir économique, social, culturel et politique de la femme.

## ROLE CENTRAL DE LA FEMME CONGOLAISE DANS LA SECURITE ALIMENTAIRE

49. Le Congo couvre moins de 30% de ses besoins alimentaires à partir de la production nationale, et recourt à des importations alimentaires massives pour satisfaire la demande urbaine en produits animaux (viande, volaille, œufs), en poisson, en riz, oignon, lait etc. En 2003 d'après les estimations du Ministère de l'agriculture et de l'Elevage, le degré d'autosuffisance nationale en manioc était de +132%.

50. La production agricole familiale principalement orientée vers les cultures vivrières (manioc, l'igname, le maïs, l'arachide, le paddy, la pomme de terre et la banane). La production de manioc, de loin la plus importante couvre les besoins nationaux et les prix sur le marché subissent de faibles fluctuations. C'est la seule culture qui arrive à couvrir les besoins alimentaires du pays et à générer des surplus écoulés dans les pays transfrontaliers (Gabon, RDC). La consommation nationale de manioc par habitant et par an est estimée à 360 kilos équivalent tubercules par an. En milieu rural cette consommation est de 425 kilos par habitant et par an et elle est essentiellement produite par les femmes.

51. Dans le ménage, l'homme était principalement orienté vers les cultures de rente, principalement le café. La forte croissance de la population urbaine (Brazzaville 42,3% et Pointe Noire 33,5% de la population nationale) a induit l'intégration du manioc, base de l'alimentation des congolais dans les campagnes comme dans les villes, dans les systèmes marchands nationaux.

52. La nécessité de l'approvisionnement des villes et le démantèlement de la filière café ont progressivement orienté les hommes vers la culture du manioc pour l'approvisionnement des villes principalement. Les hommes possèdent alors leurs champs propres distincts des champs du ménage qui continuent d'être dans la zone sous la responsabilité des femmes. Le manioc produit par les hommes et destiné aux villes principalement est mis sur le marché sous deux formes : manioc roui et cossettes. Les femmes participent alors à la mise en valeur de ces champs (plantation, sarclage, récolte, épluchage, rouissage, ensachage, transport au lieu de stockage etc.).

53. La femme au Congo reste pleinement responsable de la production vivrière destinée à la couverture des besoins des ménages ruraux. La définition des politiques ne prend pas à sa réelle mesure le rôle central des femmes congolaises dans la sécurité alimentaire essentiellement assurée par le manioc. Quel doit être l'ancrage institutionnel de la politique de genre du Congo. Peut-on réfléchir les questions de genre en dehors des départements ministériels techniques alors que les femmes sont au cœur de la sécurité alimentaire (alimentation des ménages ruraux en manioc et en volaille), au cœur de la transformation artisanale des produits pour les marchés urbains ?

54. Même si l'entrée massive du manioc dans l'agriculture de rente, a ancré plus fortement la femme dans la transformation du manioc en tchikwangu pour l'approvisionnement de certaines villes, la timidité dans l'adressage effectif du rôle de la femme rurale au Congo, aura un effet ralentisseur de la modernisation effective de la transformation des produits agricoles ruraux pour les villes. La tchikwangu s'exporte difficilement au-delà des villes jouxtant les zones de production. Les commandes importantes en tchikwangu et en cossettes dénouées par les femmes rurales pour le compte des commerçantes urbaines pourraient être beaucoup plus importantes si la véritable recherche sur la conservation et le transport faisait des avancées importantes.



## LES QUESTIONS DE GENRE DANS LES TROIS PRODER

55. Le rapport de revue à mi-parcours du PRODER 2 constate que le taux d'implication des femmes dans les groupements visités varie entre 33 et 90% tandis qu'elles représentent entre 17 % et 83 % (Toukiké Koueto) des membres des Comités de direction. Le rapport souligne l'existence de deux femmes présidentes de GIEC visités. La revue des données fournies par les trois projets permettent d'établir plutôt une forte présence des femmes dans les GIEC ( 70% Proder 1, 58% Proder 2, 56% Proder 3).

56. Leur présence dans les instances de gouvernance est beaucoup plus timide. Dans la zone du PRODER 1 elles constituent 46% des instances de gouvernance. Dans le PRODER 2, 13 présidentes de GIEC sont dénombrées dans le PRODER 2 sur 405 GIEC mis en place (9 dans le Niari et 4 dans la Lékoumou) soit 3% des présidents de GIEC. Le PRODER 3 n'a pas encore établi de statistique quant à leur présence dans les instances et les positions qu'elles y occupent.

57. Il va sans dire que la représentation des femmes dans les instances de décision est loin de refléter leur implication dans les GIEC et surtout leur implication dans la production de manioc, leur forte implication dans les GIEC et la place qu'elles occupent dans la prise en charge des champs communautaires. Leur plus grande visibilité acceptée et assumée par tous est un grand défi pour le PADEF.

58. Les statistiques ne sont pas établies selon l'âge et le sexe des membres dans les GIEC/GCMM et dans leurs instances. De même l'implication des autochtones reste timide. Des mesures volontaristes de prise en charge devront être prises pour une réelle prise en charge des autochtones et une implication effective dans les activités du PADEF.

59. Le positionnement progressif des femmes rurales dans l'entrepreneuriat rural et l'élaboration de produits finis pour les villes devra constituer un réel défi pour le PADEF. Il est important de souligner que cette révolution silencieuse des campagnes s'appuyant sur le manioc de rente ne touche que très faiblement les autochtones. Ceux-ci marginalisés n'arrivent pas à vendre du manioc transformé quand ils en produisent

## ENJEUX, DEFIS ET STRATEGIES

60. La récolte du manioc dans les champs communautaires des ménages est effectuée de façon graduelle suivant les besoins des ménages. Les femmes entièrement responsables des processus de transformation, récoltent au fur et à mesure des besoins des ménages et après un long processus de transformation, obtiennent des pains de manioc (Chikwangué), dont une partie est commercialisée pour faire face aux besoins monétaires du ménage.

61. La prise en charge de la sécurité alimentaire du Congo passe par le développement des filières vivrières pour la prise en charge non seulement la couverture des besoins alimentaires des exploitations familiales (assurée essentiellement par les femmes), mais aussi couvrir les besoins d'une population urbaine croissante. L'amélioration de capacités de production des exploitations familiales à travers une politique assidue et constante de maîtrise de la mosaïque du manioc à travers une lutte efficace et la production de boutures résistant à la maladie, laisse présager une augmentation substantielle de la production et une forte capacité de dégagement de surplus commercialisables. Cette augmentation est attendue autant dans les champs des femmes (qui dépasseront les besoins de couverture alimentaires des ménages), que sur ceux de rente des hommes.

62. Le PADEF s'inscrit dans la logique du DSRP et de la Politique Genre de l'Etat du Congo. La stratégie genre s'appuiera sur une double démarche (i) d'appui pro actif, constructif et argumenté aux différentes composantes pour une prise en charge efficace des questions de genre, et (ii) de filtre de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre des activités du projet sur la base de la prise en charge des intérêts suivant les sexes, les statuts et âges des bénéficiaires ou groupes de bénéficiaires.

63. Le PADEF pourra devenir un instrument de lutte contre la pauvreté rurale et de promotion de l'égalité de genre en combinant de façon durable la sécurité alimentaire sous la responsabilité des femmes et la création de richesse en milieu rural. L'enjeu est la mutation des GIEC en cadre de services efficaces capables de répondre aux aspirations des membres. Les défis du PADEF sont ainsi (i) de réussir à impulser une dynamique forte et durable d'augmentation de la production de manioc destiné à l'alimentation des ménages et des filières de diversification retenues, (ii) de promouvoir des micro et petite entreprises de transformation avec des normes de salubrité permettant de répondre à un marché en croissance et appelé à être plus exigeant.

## OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA STRATEGIE

64. Dans la stratégie genre, le PADEF vise la valorisation du rôle central de la femme congolaise dans la sécurité alimentaire au niveau nationale et la reconnaissance des femmes au sein des organisations professionnelles. En rapport avec l'enjeu et ces défis, cet objectif général de la stratégie Genre permet de positionner durablement la femme rurale dans les filières ciblées à travers le renforcement de leurs capacités économiques et des capacités économiques des ménages dont elles ressortent.

65. De façon spécifique le PADEF s'attachera (i) à l'amélioration substantielle des rendements sur les champs des femmes et (ii) au renforcement des capacités des GIEC et des unions de bassins de production dans la prise en charge de leurs fonctions organisationnelles. (iii) à leur positionnement en tant qu'entrepreneures rurales particulièrement impliquées dans la transformation des produits agricoles pour le marché.

66. Le PADEF interviendra à travers les GIEC. Il mettra en avant le principe de travailler avec la réalité. Le PADEF mettra un accent particulier sur l'animation et le renforcement des capacités pour que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance. Des quotas de femmes et de jeunes ne seront pas imposés mais le rapport entre participation des jeunes et des femmes dans les OP et dans les instances de gouvernance comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des stades d'autonomie organisationnelle des GIEC et de leurs unions et celle des performances du PADEF. Les performances des groupements appuyés se liront à la lumière de l'implication effective des femmes et des jeunes dans la maîtrise de la production et l'amélioration de leurs rendements.

67. Le rôle de la femme est central dans prise en charge des besoins des ménages. Ce rôle est reconnu mais n'est pas valorisée et la femme rurale, malgré ses responsabilités économiques reconnues, reste très en marge des politiques et de stratégies de développement. Si son rôle stratégique est souvent souligné, des mesures efficaces de suivi et de renforcement techniques ne sont pas généralement ciblées. Les résultats attendus pour atteindre les objectifs définis seront réalisés à partir d'activités mises en œuvre par le PADEF avec des indicateurs de suivi pertinents liés à chacune des composantes. Ces indicateurs seront affinés avant le démarrage du programme quand les différentes composantes seront définies dans le détail. D'ores et déjà, ces différents indicateurs doivent permettre de vérifier l'atteinte des objectifs et résultats suivants :

68. L'objectif spécifique 1 est lié à l'amélioration substantielle des rendements sur les champs des femmes par le renforcement des capacités de production des femmes rurales dans et en dehors des champs communs des ménages. Les résultats attendus sont : (i) une amélioration de la ration alimentaire en quantité et en qualité ; (ii) l'augmentation des surplus commercialisables générés par les champs communs des ménages ; (iii) la promotion de champs privés de femmes en dehors des champs communautaires des ménages

69. Dans l'objectif spécifique 2, le PADEF travaillera au renforcement des capacités des GIEC et des unions de bassins de production dans la prise en charge de leurs fonctions organisationnelles. Cet objectif spécifique vise à conforter la position des femmes rurales dans les GIEC et Unions de GIEC par le renforcement de leurs capacités à prendre en charge leurs propres intérêts. Les résultats attendus

sont des GIEC qui (i) se muent en véritables cadre de services aux producteurs et productrices, capables d'assurer efficacement la commercialisation groupée des productions individuelles, (ii) ont la capacité d'influer sur la qualité de la production des membres, (iii) peuvent soutenir les femmes et les jeunes à accéder à des champs privés pour la production, (iv) ont la capacité de promouvoir des relais animateurs féminins et des leaders féminins capables de participer activement aux concertations des OP avec le PADEF, les PTF et les partenaires publics.

70. L'objectif spécifique 3 vise le positionnement des femmes rurales dans l'entrepreneuriat par la promotion de micro et de petites entreprises rurales impliquées dans la transformation des produits agricoles. Les résultats attendus : (i) sont la promotion de la mécanisation de certaines tâches liées à la transformation du manioc en chikwangue et en fufou, (ii) l'émergence et la promotion des MPER (micro et petites entreprises rurales) portées par des jeunes (hommes et/ou femmes).

#### LES FACTEURS DE RISQUE DE LA STRATEGIE.

71. Le premier facteur de risque dans la mise en œuvre de la stratégie est lié à la faiblesse des ressources humaines du PADEF à prendre en charge les questions de genre. C'est pour cela que le programme investira dans le renforcement des capacités des ressources humaines impliquées dans les différentes composantes et sous-composantes du PADEF dans l'intégration efficace de la dimension genre dans leurs attributions. Le programme appuiera le renforcement des capacités des ressources humaines des trois PADEF afin de développer une plus grande sensibilité et une conviction que le développement rural ne peut s'amorcer sans l'implication explicite et effective des femmes, sur la base de l'égalité d'accès aux ressources et aux opportunités. Concernant les composantes chargées du renforcement de capacités des acteurs, le programme renforcera les ressources humaines engagées pour qu'elles soient en mesure d'apporter un appui aux structures impliquées dans l'appui conseil de proximité. Les résultats attendus sont l'émergence de ressources humaines (1) réellement compétentes sur les questions de mainstreaming sur le genre dans les différents projets et leurs composantes, (ii) capables de promouvoir, de suivre, de superviser et d'évaluer efficacement le rôle et la place des femmes et des hommes dans les GIEC et les unions de GIEC.

72. Le deuxième facteur de risque est lié aux approches pour atteindre les résultats attendus. Ces approches doivent être souples et participatives. Ce sont les membres du GIEC qui doivent être les acteurs et actrices directs de ces innovations organisationnelles. C'est pour cela que le PADEF s'appuiera sur la réalité du terrain pour développer les capacités d'analyse des leaders de GIEC et le positionnement des femmes dans les instances de gouvernance.

#### MESURES PARTICULIERES POUR LES AUTOCHTONES.

73. La question des bénéficiaires autochtones du PADEF devra s'appuyer sur une stratégie volontariste permettant de résorber le gap les séparant des autres bénéficiaires. Les attitudes volontaristes doivent s'appuyer sur :

74. une meilleure maîtrise de leurs situations au-delà des généralités

75. L'identification avec eux des appuis et des activités pouvant permettre de lever les contraintes les séparant des autres groupes de bénéficiaires

76. L'établissement de catégories prenant en compte leurs situations actuelles, leurs aspirations et contraintes à lever pour passer d'une catégorie à une autre.

## **Annexe 3. Performance du pays et leçons apprises**

### **1. Les interventions du FIDA**

De 1983 à 1995 puis de 2002 à ce jour, le FIDA a financé 6 projets au Congo, pour un montant total de 46,2 millions \$EU dont 37,6 millions \$EU de prêt et 8,6 millions \$EU sous forme de don. Il s'agit de : (1) le projet de développement de la pêche artisanale dans la Cuvette ; (2) le projet de développement des cultures vivrières dans le district de Kindamba ; (3) le projet d'appui à la commercialisation et aux initiatives locales (PACIL) ; (4) le Projet de Développement Rural dans les départements des Plateaux, de la Cuvette, et de la Cuvette Ouest, PRODER-1 (631-CG); (5) le Projet de Développement Rural dans les Départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou et du Kouilou, PRODER-2 (688-CG et OFID 1177P); (6) le Projet de Développement Rural dans les Départements du Pool, de la Sangha et de la Likouala, PRODER-3 (DSF8019-CG et OFID 1295P).

**1.1 Le Projet de développement de la pêche artisanale dans la Cuvette (1984-1991)** prévoyait la mise en place des infrastructures de commercialisation, l'appui aux services de vulgarisation, la fourniture d'intrants de pêche améliorés, l'installation d'équipements de transformation à Mossaka et d'un centre de gros à Brazzaville, et la création d'un organisme para-étatique, l'Office National de la Pêche (ONAPEC), chargé de l'exécution du projet. Le groupe cible comprenait 2 700 pêcheurs artisanaux démunis dans 70 villages et campements.

L'exécution du projet a été contrariée par l'isolement de la zone et par la politique gouvernementale qui n'encourageait pas l'initiative privée. Au lieu d'appuyer les réseaux de commerçants traditionnels, l'ONAPEC est intervenu directement dans la commercialisation du poisson, sans succès. En outre, les activités de commercialisation entraient en conflit avec celles de vulgarisation du fait que les agents du projet ne pouvaient pas agir simultanément en tant qu'acheteurs et agents de vulgarisation. Le projet a souffert des retards de mobilisation de la contrepartie financière congolaise, d'une gestion administrative médiocre, des changements fréquents des directeurs de projet pour raisons d'irrégularités financières, d'une assistance technique peu satisfaisante, et d'une supervision insuffisante par l'institution coopérante (dans ce cas la BAD) qui était peu présente au cours des trois premières années.

**1.2 Le Projet de développement des cultures vivrières dans le district de Kindamba (1987-1995)** intéressait 4 000 familles de petits exploitants dont le revenu annuel ne dépassait pas 10% du revenu national. Il visait à relever les revenus agricoles par l'augmentation de la production et de la productivité vivrière à travers la vulgarisation et la formation, la fourniture d'intrants, de moyens de transformation et de crédit ainsi que par l'amélioration des pistes rurales et l'accès à l'eau potable. Le projet constituait une composante du programme national de vulgarisation agricole (PNVA) appuyé par la Banque Mondiale (BM).

Après un excellent démarrage, l'avancement du projet a été gêné par l'incapacité du Gouvernement à fournir les fonds de contrepartie, en raison des contraintes financières dues au programme d'ajustement structurel. Les techniques vulgarisées ont rencontré peu de succès en raison des difficultés de commercialisation qui limitaient leur intérêt. Les résultats obtenus sont limités en termes d'augmentation de la production agricole (surtout en ce qui concerne les arachides et le maïs), mais le projet a eu une incidence positive sur l'élevage des bovins dans la région, et particulièrement sur la structuration des associations existantes d'éleveurs par le biais de la formation, des services vétérinaires et d'autres apports.

**1.3 Le Projet d'appui à la commercialisation et aux initiatives locales (PACIL)** est intervenu dans deux départements méridionaux, le Niari et la Lékoumou. Il visait à accroître la production et les revenus des petits exploitants par l'appui à la commercialisation et à la transformation, aux services financiers ruraux, à la remise en état des infrastructures villageoises et des routes rurales. Entré en vigueur en 1990, le prêt a été suspendu peu après en raison d'arriérés de remboursement. Il a fait l'objet d'une seconde évaluation prospective en 1996 et les premiers décaissements ont eu lieu en avril 1996, après un rééchelonnement et un paiement partiel des arriérés.

Le projet a été doté d'un cadre institutionnel d'exécution qui était novateur à l'époque. Une petite unité de coordination du projet (UCP) a été installée à Dolisie. Le personnel a été recruté sur une base compétitive et l'UCP sous-contractait l'exécution des activités à des prestataires de services afin d'accroître la qualité et la flexibilité du projet. Le projet a appuyé une approche novatrice pour l'apport de services financiers décentralisés en milieu rural, à travers la mise en place d'associations de services financiers (ASF) qui ont rencontré une très bonne adhésion de la part des villageois. Cette formule était innovante car: i) elle faisait appel à l'apport d'un capital social plutôt qu'à l'épargne pour réunir les fonds nécessaires à l'octroi de prêts; ii) les membres du village étaient les propriétaires de l'ASF et avaient un plein pouvoir de décision; et iii) elle était très décentralisée et peu coûteuse, ce qui permettait d'opérer dans les zones reculées où les coûts étaient prohibitifs pour les banques et les autres établissements de micro-finance comme les MUCODEC. Les activités du projet n'ont duré qu'un an ; elles ont été interrompues par le conflit de juin 1997 et par la suspension du projet.

#### **1.4 Le programme pays (en cours)**

Le programme pays comprend les 3 PRODER sus mentionnés. Ces projets sont entrés en vigueur respectivement en octobre 2004, novembre 2006 et février 2009. Ils couvrent l'ensemble du territoire national avec chacun une zone géographique circonscrite à 3 ou 4 départements. Leur objectif commun est d'augmenter de façon durable les revenus et la sécurité alimentaire des populations cibles et d'améliorer leurs conditions de vie. De façon spécifique, ils visent à améliorer l'accès aux marchés et aux bassins de production, renforcer les capacités d'auto-promotion et de gestion des populations rurales, appuyer le développement de la production, la transformation et la commercialisation agricole et halieutique faciliter l'accès des populations rurales à des services financiers adaptés.

Ces projets ont permis de renforcer les capacités des organisations villageoises à travers la mise en place de groupements d'intérêt économique communautaire (GIEC). La relance de la production de manioc grâce à l'introduction de variétés saines résistantes à la mosaïque est à leur actif. Des investissements structurant en matière de pistes rurales et eau potable sont en train d'être mis en place timidement. Les niveaux d'exécution sont relativement faibles et des contraintes opérationnelles déjà mentionnées par les expériences passées sont rencontrées.

#### **2. Performance du pays**

La revue 2010 du COSOP a relevé que le portefeuille du Congo qui était à risque est aujourd'hui modérément satisfaisant. Les capacités des prestataires privés, des ONG et autorités locales sont faibles. Les capacités des équipes de projets dans les domaines techniques, méthodologiques et de gestion financière sont insuffisantes. Le pilotage par la tutelle est aussi insuffisant. Des retards importants sont accusés dans la mobilisation des cofinancements et la mise en œuvre des interventions. L'harmonisation des approches méthodologiques et des procédures des 3 projets en cours constitue un défi majeur.

On note un regain de dynamisme au niveau du secteur privé, et un réel engagement des autorités dans le processus de décentralisation qui a besoin d'être accompagné. Les capacités de productions agricoles et d'accès au marché demeurent faibles. La supervision directe a permis au FIDA d'adresser de façon plus prompte et directe les difficultés institutionnelles et administratives. La dynamique actuelle du programme pays s'est avérée plus adaptée à répondre aux préoccupations d'insécurité alimentaires en harmonie avec les autres bailleurs et en alignement sur les priorités nationales.

#### **3. Enseignements à capitaliser pour le nouveau programme**

**3.1 Importance du désenclavement.** Le développement rural est voué à l'échec si l'accès physique entre les bassins de production et les marchés régionaux n'est pas amélioré. En plus, la réfection des routes est non durable si elle ne s'accompagne pas d'un système d'entretien approprié, car les routes reviennent rapidement à leur mauvais état initial sans entretien régulier (après cinq ans dans le projet

Kidamba). Dans le cadre des projets actuels, l'entretien des pistes rurales est exécuté par le secteur privé et par les populations concernées, à travers des systèmes de cantonnement et le recours à des méthodes à forte intensité de main d'œuvre (HIMO) pour créer des emplois. La méthode HIMO est aussi celle préconisée par les projets en cours pour la construction des pistes. La réalité actuelle du terrain suggère que l'approche HIMO n'est pas réalisable dans les localités où la densité de la population est très faible, ce qui est le cas des localités rurales du Congo. Aussi, la méthode HIMO ne peut avoir une vocation de création d'emplois, car il s'agit d'une main d'œuvre instantanée non durable. La construction des pistes au titre des interventions à venir devra en conséquence privilégier la contractualisation d'entreprises privées expérimentées. L'entretien impliquera le Fonds routier, les conseils économiques des départements et les services techniques départementaux en charge des travaux publics.

**Renforcement des capacités des prestataires de services.** Les prestataires de services pour certains types de travaux sont en nombre très réduit. Leurs capacités à monter des dossiers d'appel d'offres cohérents et à exécuter de façon professionnelle des termes de cahiers de charges sont faibles. Le recours à l'assistance technique sous régionale ou internationale pour les travaux très spécialisés sera à privilégier dans une démarche de renforcement des capacités des structures nationales. Le partenariat avec les structures nationales et le transfert effectif du savoir-faire aux entreprises locales devra être un point clé dans les termes de références de l'assistance nationale.

**3.2 Mise en relation des producteurs avec le marché.** Au départ, le projet du Kindamba s'est concentré sur la production, mais il s'est rapidement heurté à des goulots d'étranglement au niveau de la commercialisation. Sa performance s'est quelque peu améliorée lorsqu'il s'est attaché à améliorer les débouchés et à organiser les agriculteurs (en particulier pour le développement de l'élevage). En même temps, l'expérience de l'ONAPEC a montré qu'il est inefficace qu'un projet intervienne directement en tant qu'acheteur. Les interventions du FIDA au Congo devront avoir pour premier souci d'améliorer l'accès aux marchés, le renforcement des capacités des organisations paysannes, l'organisation des producteurs et l'apport aux producteurs d'informations commerciales.

**3.3 Appui aux services financiers en milieu rural.** L'appui aux ASF dans le cadre du PACIL était très décentralisé et d'un faible coût, permettant de travailler efficacement dans des départements reculés où les coûts étaient trop élevés pour les banques et les établissements de micro-finance classiques. Les projets actuels ont mis l'accent sur l'établissement d'institutions pour la fourniture de services financiers aux groupes cibles. Les missions de supervision en 2010 et 2011 ont fait ressortir que l'engouement des GIEC pour ces services financiers était faible. Aussi le montage actuel ne semble pas très durable du fait que le personnel des institutions de micro finance travaille comme staff de projet. La leçon principale de l'intervention du FIDA en finance rurale est que le secteur du financement rural décentralisé au Congo est trop embryonnaire et les conditions particulièrement difficiles d'y opérer découragent les prestataires privés s'il ne leur est pas apporté un accompagnement professionnel et des mesures incitatives. On est aussi arrivé à la conclusion que l'on ne peut réussir progressivement à organiser le financement rural dans ce contexte qu'en misant sur l'approche entrepreneuriale des prestataires privés de services financiers qui visent la viabilité et la pérennité. Les interventions futures devront privilégier l'établissement d'un partenariat durable avec les institutions de micro finance pour les rendre professionnels et rendre leurs dispositifs de distribution de services financiers capables de fournir des services financiers adaptés aux activités des producteurs et autres entrepreneurs opérant dans les zones d'intervention du Fida.

**3.4 Renforcement des capacités et appui aux initiatives locales.** Dans le passé, les projets et les services publics ont surtout mis l'accent sur les institutions formelles comme les unions de coopératives et les coopératives, tout en négligeant les organisations de base traditionnelles. Le renforcement des capacités des organisations de base doit aussi être une priorité. Par ailleurs, pour faire reculer la pauvreté rurale, il faudra intégrer l'approche communautaire au niveau village avec les initiatives locales et aussi les initiatives individuelles privées.

**3.5 Analyse des capacités des institutions et simplification des projets.** Les projets avaient des objectifs trop ambitieux, ils étaient trop complexes et ils n'avaient pas suffisamment analysé les limites des capacités d'exécution des institutions participantes. Les efforts exigés pour réaliser ces objectifs ont parfois été dilués par la pléthore d'activités. Les activités qui se sont révélées les plus pertinentes ont parfois été sous-estimées lors de l'évaluation prospective, mais si la démarche est souple, il est possible de prendre les mesures correctives nécessaires. D'où l'importance d'une approche souple. Pour les projets futurs, il faudrait cibler les principales contraintes au développement des groupes cibles, limiter le nombre d'activités, et adopter une démarche souple, du type « programme ». La phase de conception du projet doit être réaliste dans son évaluation de la capacité des institutions à réaliser et cofinancer les composantes du projet.

**3.6 Coordination de projet.** Les deux premiers projets appuyés par le FIDA au Congo avaient adopté un modèle de gestion et de mise en œuvre caractérisé par: i) une trop forte dépendance hiérarchique vis-à-vis du Ministère de l'Agriculture et une absence d'autonomie de gestion financière, qui perturbait l'exécution des programmes de travail et la mobilisation des budgets et qui hypothéquait l'efficacité des projets; ii) une affectation directe des fonctionnaires dans les projets, sans procédures de sélection et sans évaluation annuelle; la procédure ne pouvait pas garantir une performance satisfaisante du personnel; iii) un recours mal maîtrisé à l'assistance technique internationale, qui n'a pas pu transférer du savoir-faire aux cadres nationaux; iv) une mauvaise gestion budgétaire des projets qui n'étaient pas dotés de systèmes de gestion performants (pas de comptabilité analytique), la lourdeur des procédures administratives, l'inefficacité des services animés par des fonctionnaires peu soucieux des performances, la réalisation systématique des travaux en régie à des coûts excessifs et non maîtrisés.

Depuis 1996, la performance des projets financés par le FIDA s'est améliorée grâce notamment: i) au recours à de petites unités de coordination et de gestion de projet, autonomes sur les plans administratif et financier, responsables de l'engagement et de la gestion des fonds, et dotés de personnel recruté sur concours, régulièrement évalué et motivé. Cependant, une leçon récemment apprise est qu'une trop grande autonomie de gestion administrative et financière, tente à réduire la dépendance hiérarchique et le devoir de compte rendu vis-à-vis du ministère de tutelle. Il s'en suit parfois des frustrations au niveau central et départemental, et une faible appropriation nationale et locale des interventions. Une meilleure responsabilisation et participation des structures nationales et déconcentrées de l'état pour la mise en œuvre du Padef devrait permettre d'éliminer un certain nombre de stéréotypes. Au regard des faibles capacités de ces structures, une assistance technique nationale et internationale devra être mobilisée.

**3.7 Importance du suivi et de l'évaluation (S-E).** Les fonctions de S-E des projets passés n'ont pas fonctionné efficacement. Dans l'avenir, il faudra faire une distinction nette entre (a) le suivi de l'exécution physique des activités et de l'évaluation des résultats, et (b) l'évaluation de l'impact sur les groupes cibles. Certaines activités de S-E doivent être conduites par le personnel du projet et les prestataires de services qui mettent en œuvre les activités (suivi et évaluation interne). Pour l'évaluation externe, il faut faire appel à des ressources indépendantes. En outre, il faut promouvoir la participation des groupes cibles aux activités de S-E à travers un processus de S-E participatif. Le bureau pays Fida devra accompagner l'opérationnalisation de ce SE. Les missions de supervisions et la récente revue à mi-parcours du Proder 2 ont fait ressortir que l'utilisation des logiciels de suivi évaluation par les RSE est fastidieuse. Cette difficulté découle du fait que des prestataires différents sont contractés pour d'une part élaborer le manuel et d'autre part concevoir et installer le logiciel en arrimage avec manuel. Dans le cadre du Padef, une expertise internationale unique devra être contractée, pour préparer le manuel, installer le logiciel et former les cadres sur le renseignement et l'utilisation de la base de données.

**3.8 Contribution financière du Gouvernement.** L'exécution des projets était fortement entravée par des suspensions dues en partie à l'incapacité du Gouvernement à fournir à temps les fonds de contrepartie. Cependant, depuis les 2 dernières années, le gouvernement a épongé ses arriérés et

respecte désormais ses engagements. Au stade de la conception, la capacité de financement doit être évaluée de façon réaliste et les exigences du prêt doivent minimaliser les risques de perturbations.



## Annexe 4. Description du Programme et des composantes

### Résumé descriptif

1. Malgré la présence de ressources et des potentialités importantes, plus de la moitié de la population congolaise vit dans des conditions difficiles du fait de: (i) la faible productivité liée aux difficultés d'accès aux intrants de production, à l'information et aux technologies, et à la quasi absence de services d'appui; ii) l'enclavement, l'inorganisation de la commercialisation; (iii) la carence des infrastructures et services de base; (iv) le manque d'emplois rémunérateurs pour les jeunes et les femmes; (v) le manque d'accès à des services financiers de proximité adaptés; vii) la faiblesse générale des capacités du secteur privé, des services techniques, des organisations paysannes et de l'administration locale en charge du développement.

2. Les conditions macroéconomiques, institutionnelles et politiques sont pourtant favorables pour garantir la réussite d'une opération dans le secteur agricole. Le pays a achevé sa période de transition politique; il a adopté sa stratégie de réduction de la pauvreté, qui accorde une place importante au secteur rural pour relancer l'économie ; il a élaboré des stratégies sectorielles essentielles (transport, développement agricole), a conclu des accords avec les institutions de Bretton Woods et a accédé à l'initiative PPTE en 2006. Le secteur agricole constitue le principal moteur de la croissance économique en milieu rural et dispose de nombreux atouts: une forte demande intérieure et externe pour les produits vivriers, animaux et halieutiques, un grand potentiel d'accroissement de la productivité, des conditions agro-écologiques favorables permettant une grande variété de productions, une importante disponibilité en terres agricoles et en main d'œuvre.

3. Le programme d'Appui au Développement des Filières aligné sur le COSP 2010 – 2014 du Congo, vise à améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs, pêcheurs) et à créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes à travers un appui au développement de filières porteuses. Les objectifs spécifiques poursuivis sont de renforcer:

- (i) l'accès des petits producteurs à des technologies agricoles et halieutiques appropriées de production, de transformation, de stockage et de conservation ;
- (ii) l'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées ;
- (iii) la capacité des organisations paysannes et autorités locales à fournir des services à leurs membres et accroître leur participation aux processus de développement local.

4. Au regard, de l'analyse des contraintes et potentialités dans le pays, des besoins des groupes cibles et des interventions en cours dans le secteur sur financement du FIDA et d'autres bailleurs, le gouvernement et le FIDA ont convenu de se concentrer sur les actions suivantes: a) la consolidation des capacités de production des petits producteurs, en se focalisant sur les cultures ayant un fort potentiel commercial, et à travers des actions de recapitalisation pour relancer l'élevage, la pêche et la pisciculture; b) la mise en relation durable des producteurs avec le marché et l'amélioration des conditions de collecte, de stockage et de transformation des productions, selon une approche filière, en appuyant la mise en place d'entreprises de commercialisation des produits (agricoles, animaux, halieutiques ; c) le désenclavement des bassins de production et l'amélioration de l'accès aux marchés ; d) le renforcement des capacités des acteurs locaux, et notamment celles des organisations de producteurs (OP), des acteurs des filières de commercialisation et des services d'appui.

5. Il est espéré à la fin du programme en 2016, une amélioration de l'indice d'accumulation des biens d'au moins 20% des 55,000 ménages ciblés, une réduction d'au moins 5% de la malnutrition infantile chez les garçons et les filles, et une augmentation exponentielle annuelle de 8% du revenu des producteurs ciblés.

6. L'intervention se fera suivant une approche programme qui recherchera une meilleure synergie et harmonisation avec les projets en cours.

7. La contribution du FIDA au financement du programme sera un prêt à la République du Congo d'un montant de 9.8 millions USD à des conditions particulièrement favorables. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quart de points (0.75%) l'an. Il sera directement administré par le FIDA.

### **Composantes**

8. Sur la base des leçons apprises en annexe 3 et de l'analyse de rationalité menée dans la section "Justification", il est apparu que les objectifs du Programme seront atteints à travers la mise en œuvre de quatre composantes alignées sur les objectifs spécifiques du COSOP: i) appui à la production; ii) appui à la commercialisation; iii) renforcement des capacités; iv) coordination et gestion.

#### **Composante 1 : Agriculture durable des petits exploitants (6 545 000 USD, 41%)**

9. La composante a pour objectif de renforcer l'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production agropastorale et halieutique à travers : i) la régénération du manioc pour fournir du matériel végétal sain aux organisations de producteurs ; ii) la diversification de la production végétale à travers le développement de la culture d'igname, de banane et de maïs ; iii) le repeuplement en volailles et petits ruminants suivant un système de métayage ; iv) la relance de la pisciculture et de la pêche artisanale.

##### **➤ Production végétale**

10. **Manioc.** La relance de la production de manioc suite à l'avènement de la mosaïque est un des acquis significatifs des 3 PRODER. L'intervention des PRODER dans les 10 départements a permis d'installer des groupements producteurs de manioc, d'introduire des variétés saines résistantes à la mosaïque, d'initier des systèmes de multiplication et de distribution de boutures et de développer des partenariats efficaces avec les structures de recherche et les services départementaux de l'agriculture.

11. Sur la base des résultats obtenus, le programme consolidera les actions de multiplication diffusion en cours en matière de production de manioc, à travers la mise en place de 445 ha de parcs à bois emblavés avec 4 450 000 boutures. Le passage à l'échelle de l'opération sera assuré à travers la réplication de l'expérience communautaire à des niveaux individuels dans les villages.

12. La collaboration avec les services départementaux de l'agriculture sera poursuivie pour la multiplication, la gestion des parcs à bois par les GIEC, la diffusion du matériel végétal sain dans les zones respectives. La distribution de boutures de manioc dans les différents villages devra assurer un accès équitable aux groupes vulnérables pour leurs champs individuels.

13. Les activités à réaliser comprendront ainsi : i) la mise en place des nouveaux GIEC à raison de 250 dans la zone du Proder 1 et 195 dans celle du Proder 2 ; ii) la consolidation des GIEC en place ; iii) la promotion des Unions de bassins, iv) l'évaluation des clones au niveau du Proder 1 et dans le département du Kouilou (Proder 2), v) la diffusion de boutures saines de manioc à travers les unions locale, l'analyse de l'impact de la gestion paysanne du manioc sur la production et la protection du manioc ; vi) l'encadrement technique.

14. **Igname.** Le PRODER 1 a réalisé avec succès 6 (six) tests d'évaluation participative d'ignames, et évalué les rendements et caractéristiques organoleptiques ce qui a permis d'identifier 4 variétés prometteuses. L'inexistence d'un marché structuré de semences étant une des contraintes majeures de la culture, le programme appuiera leur diffusion à partir de paysans modèles, bénéficiaires du PRODER1. Les départements des Plateaux, Cuvettes et Cuvettes Ouest seront particulièrement concernés par cette diffusion. Les activités incluront : la mise en place d'essais

démonstratifs, l'organisation de tests organoleptiques, la mise en place de parcelles de multiplication, la distribution des semences.

15. Pour le **maïs**, l'appui à la production sera similaire aux initiatives en cours du PRODER 2 dans la Bouenza, Niari et Lekoumou. Le programme poursuivra le processus de multiplication et de diffusion de semences de qualité sur la base du partenariat existant avec les centres de recherche. Ces derniers bénéficieront d'un appui pour la production et la multiplication de semences de pré-base et de base dans les conditions optimales. Les GIEC du PRODER 2 déjà engagés dans cette production, seront mis à contribution pour l'amélioration du taux d'adoption.

16. L'encadrement technique des GIEC du département d'intervention sera assuré par le service départemental de l'agriculture qui sera préalablement recyclé sur les techniques de production de ces spéculations.

17. **Banane plantain.** La production de la banane plantain sera appuyée dans le Pool et la Sangha. Pour ce faire, le programme soutiendra la sélection de variétés adaptées et performantes, la prospection et l'introduction de variétés plus performantes en partenariat avec les centres de recherche. Il procèdera à la formation des producteurs aux techniques de production accélérée de rejets de plantain. Des sites de production de rejets de plantain seront créés afin d'éviter les transports de rejets sur de longues distances. Ils serviront ensuite à approvisionner les champs individuels des membres des GIEC.

#### ➤ **Production animale**

18. **Petits ruminants.** L'élevage des ovins, dans les conditions peu onéreuses, peut atténuer de façon significative la pénurie en protéines animales. La production nationale est très faible et n'intervient qu'à hauteur de 20% dans la satisfaction des besoins de consommation. Les importations de viande ovine et caprine ont été de 437 tonnes pour une valeur de 320 millions de FCFA (source : Direction Générale des Douanes, 2007) essentiellement sous forme d'animaux sur pieds.

19. Le programme mènera deux actions principales: (i) une amélioration de la conduite des élevages, à travers des appuis-conseils au niveau des GIEC et (ii) le métayage qui correspond à un prêt en nature d'animaux avec intérêt. Le métayage sera promu sur la base d'une cession d'un effectif moyen de six (6) géniteurs, d'un (1) mâle pour (5) femelles par éleveur. 4032 reproducteurs seront distribués pour concrétiser l'appui au renforcement de 480 élevages ovins. Le modèle d'élevage proposé supposera également une plus grande attention envers l'alimentation des animaux.

20. Sept (7) départements (Plateaux, Cuvette Ouest, Niari, Bouenza, Lékoumou, Sangha, Pool) seront repeuplés en géniteurs et matrices ovins et caprins. Des éleveurs individuels expérimentés et identifiés parmi les membres des GIEC par les services techniques de l'élevage et les secteurs d'élevage, recevront le noyau d'élevage et s'engageront à rembourser des femelles sevrées, lesquelles seront redistribuées à d'autres éleveurs.

21. Le Programme financera l'acquisition initiale et le transport des animaux, leur mise en quarantaine, les soins et traitements nécessaires y compris la vaccination, le suivi et la mise en œuvre par les services techniques. La promotion des bergeries améliorées et les techniques d'élevage améliorées seront enseignées aux bénéficiaires. La distribution des animaux dans les différents villages devra assurer un accès équitable aux groupes vulnérables notamment aux femmes et aux jeunes.

22. Le CAT d'Inoni Falaise se chargera de l'importation, et de la multiplication des matrices et géniteurs nécessaires à l'amélioration de la productivité desdits élevages. Il assurera aussi en collaboration avec les directions départementales, l'encadrement, la formation et le suivi des éleveurs pour une meilleure appropriation des techniques d'élevage.

23. Un système de couverture sanitaire sera aussi mis en place à travers un appui au dépistage, à l'éradication et à la prophylaxie de certaines enzooties.

24. Les activités à développer chronologiquement se présentent comme suit :

- Identification des villages d'intervention
- Sélection des bénéficiaires
- Amélioration des infrastructures du CAT
- Production des géniteurs ( achat, transport, traitement des reproducteurs, reproduction, distribution)
- Encadrement technique (formation des éleveurs, suivi par les services techniques, voyages d'étude)
- Prophylaxie (acquisition des vaccins et kits de vaccination, et de chaines de froid pour la conservation, campagnes de vaccination)
- Promotion de la fabrique d'aliments.

25. **Aviculture villageoise.** L'aviculture familiale est une source importante de protéine animale et de revenu non négligeable pour de nombreuses familles pauvres en milieu rural congolais. L'activité est porteuse eu égard son cycle court et aussi les importations massives de volailles congelées en provenance des pays du nord. Le potentiel d'amélioration est donc énorme malgré le faible encadrement technique, l'absence de politique d'amélioration des techniques d'élevage (action génétique et couverture zoo sanitaire campagnes de vaccination, apport en produits vétérinaires) et la faible disponibilité en aliment de bétail.

26. Les objectifs poursuivis par le programme en matière d'aviculture villageoise comprennent :

- le développement de sources de protéines animales à des coûts abordables;
- l'augmentation de la productivité de l'aviculture familiale à travers i) le développement de formules d'alimentation faisant appel aux ressources d'origine locale ; ii) l'amélioration de la couverture sanitaire ; iii) l'amélioration des installations.
- la création de nouvelles opportunités d'emploi et de revenu pour les ménages ruraux pauvres et en particulier les femmes ;
- la professionnalisation et le développement des compétences des acteurs.

27. Les pistes de développement reposeront sur la stratégie nationale de développement de l'élevage. L'activité se mènera pendant 4 ans dans les 10 départements, et concernera 1600 avicultrices / aviculteurs soit 400 bénéficiaires directs par an, répartis dans 40 GIEC et 20 districts, à raison de 2 districts par département et 2 GIEC par district. Les conditions de sélection exigeront que les bénéficiaires soient non seulement membres de GIEC, mais qu'ils soient pourvus de connaissances en aviculture et détiennent au moins une installation avicole traditionnelle. Ils devront être disposés à construire un habitat amélioré. Le Centre de Vulgarisation des Techniques d'Elevage (CVTE) sera utilisé comme centre de production de coqs raceurs et de poulettes. Les avicultrices sélectionnées recevront un lot de 12 volailles dont 2 coqs et 10 poulettes.

28. Après le travail de recensement, d'identification et de sélection non seulement des zones d'intervention mais aussi des bénéficiaires par les Directions Départementales de l'Elevage (DDE), les secteurs de l'Elevage et les GIEC, les activités suivantes seront réalisées :

*i) La prophylaxie*

29. Il s'agira tout d'abord de la vaccination contre la maladie de Newcastle et en second lieu sur la diffusion des anthelminthiques. Le contrôle des infestations de poux et de puces sera fait par installation de bacs de poudrage (contenant du sable fin, des cendres et de l'insecticide en poudre), dans lesquels les volailles viendraient se vautrer. Le déparasitage interne des volailles locales ne sera développées qu'à condition de pouvoir limiter les risques de re-contamination rapide dans un environnement non assaini.

*ii) L'amélioration de l'abreuvement et de l'habitat*

30. Un habitat de type amélioré utilisant des matériaux locaux sera proposé aux bénéficiaires. Il contiendra un dispositif d'abreuvement, d'aération, et aussi la litière nécessaire. Les bénéficiaires seront sensibilisés au respect de la densité et à la pratique des règles d'hygiène.

*iii) L'introduction de races performantes*

31. Le Centre de Vulgarisation des Techniques d'Elevage (CVTE) sera utilisé comme centre de production de coqs raceurs et de poulettes. Les avicultrices sélectionnées recevront un lot de 12 volailles dont 2 coqs et 10 poulettes issus de races locales et/ou à double fin (Rhodes Island Red, Sussex...) bien acclimatés aux conditions d'élevage en milieu tropical. Les poulettes et les coquelets de race seront produits au niveau du couvoir national, au Centre de Vulgarisation des Technique d'Elevage (CVTE) ou, à défaut, chez un aviculteur qui se spécialiserait dans ce domaine. Eventuellement les bénéficiaires pourront se lancer dans l'élevage de poulets de races à double fin (RIR) dont les exigences alimentaires et environnementales sont moindres que celles requises par les souches hybrides importées. L'objectif serait de lever la contrainte génétique tout en évitant de s'orienter vers des souches hybrides très performantes, mais trop exigeantes, le principal facteur limitant l' aviculture villageoise moderne étant la valeur alimentaire des rations. Les coquelets issus de ces poulaillers villageois modernes pourraient servir à approvisionner les élevages familiaux du second niveau.

*iv) La fabrication d'aliment*

32. Il s'agira d'appuyer un (1) membre des GIEC par département, ou d'un privé, qui se spécialisera dans l'exploitation d'une petite unité artisanale de fabrique d'aliment, mettant en valeur les sous-produits locaux (manioc, son de riz paddy, restes de cuisine...) et s'équipera d'un petit broyeur mélangeur de fabrication locale.

*v) Le renforcement des capacités*

33. Ce renforcement consistera au suivi et à l'enseignement d'itinéraires techniques par les services départementaux d'élevage. Une avicultrice modèle sera identifiée par GIEC bénéficiaire, pour servir d'animatrice relais qui assurerait par ailleurs des prestations de vaccination.

➤ **Production halieutique**

L'investissement en pêche et aquaculture participe à la mise en œuvre rationnelle du programme stratégique opérationnelle sectoriel pour atteindre les objectifs de développement durable assignés à la pêche et à l'aquaculture en République du Congo (sécurité alimentaire dans le pays, amélioration des revenus dans les familles des acteurs de l'aquaculture et création d'emplois).

34. **Pêche.** En matière de pêche continentale, 4 zones de pêche pilotes ont été retenues sur la base de la pertinence des sites du point de vue technique, économique et social (Liranga, Mossaka, Makoua et Makotipoko). Deux actions majeures seront réalisées à savoir :

### ***1- Gestion durable des plans d'eau***

35. Les plans d'eau continentale sont surexploités, comme en témoignent la diminution de la taille moyenne de certaines espèces, la disparition progressive des espèces de grande taille et l'éloignement des zones de pêche. Cette situation ne peut que compromettre l'accroissement de la production et des revenus et par conséquent l'amélioration des conditions de vie des communautés de pêche continentale. La gestion durable des plans d'eau suppose donc la protection et l'amélioration de leur productivité. Elle peut être obtenue grâce à une approche communautaire et participative de tous les acteurs (communautés bénéficiaires, autorités locales/gouvernementales). Elle nécessite l'organisation et la responsabilisation des pêcheurs, ainsi que la surveillance des pêcheries au niveau local. A l'échelle locale, il est attendu un cadre de concertation qui implique les communautés de pêcheurs et des acteurs des activités connexes.

36. Les activités qui sous-tendent ce volet comprennent l'appui à l'identification et à l'organisation des acteurs , et l'appui à la mise en place et au fonctionnement des cadres de concertation et de surveillance des pêches.

#### *i) identification et à l'organisation des acteurs*

37. Dans l'appui à l'identification et l'organisation des acteurs, une ONG spécialisée en développement organisationnel sera recrutée en année 1 du projet. Elle sera chargée de conduire au niveau de 4 localités pilotes (Liranga, Mossaka, Makoua et Makotipoko) un processus de développement organisationnel (diagnostic, animation, formation, accompagnement, création/consolidation des organisations des pêcheurs/transformateurs et commerçantes transformatrices) dans la perspective de développer des structures faîtières aptes à la gestion communautaire des ressources naturelles ou cogestion. Une attention particulière sera réservée aux femmes, principalement dans la sphère du traitement et de la commercialisation.

38. 100 organisations des pêcheurs et des transformateurs, seront accompagnées, soit 20 dans l'axe Makotipoko-Mpouya, 50 dans l'axe Mossaka-Loukoléla-Liranga et 30 dans l'axe Makoua-Ntokou. Une attention particulière sera réservée aux femmes, principalement dans la sphère du traitement et de la commercialisation. En année 2, les 4 structures faîtières seront consolidées par le projet et des réunions de suivi et d'échanges seront organisées.

#### *ii) Appui à la mise en place et au fonctionnement des cadres de concertation de gestion et de surveillance des pêches*

39. Dans ce produit est inclus un appui à la mise en place et au fonctionnement des cadres de concertation et de surveillance des pêches dans lesquels seront associés tous les acteurs (organisations des pêcheurs/transformateurs, chefs des villages, sous-préfets, conseillers locaux et autres acteurs impliqués dans la gestion durable des ressources halieutiques) pour faciliter la gestion communautaire des ressources. Pour ce faire, la formation de tous ces acteurs sera nécessaire pour faciliter la mise en place et le fonctionnement des cadres de concertation de gestion de surveillance des pêches. Un dispositif simple de collecte des données statistiques sera inclus dans le fonctionnement desdits comités de suivi et de surveillance.

#### *- La formation des acteurs*

40. La durabilité des ressources naturelles dépendra en grande partie de l'existence d'un cadre local de gestion dont la réglementation sera élaborée et surveillée en synergie par les populations riveraines et les acteurs de la pêche et cela avec l'appui des services administratifs. Ainsi, les

capacités de tous les acteurs locaux seront renforcées, en matière de gestion communautaire des ressources halieutiques : adaptabilité aux changements climatiques, résolution des conflits, approches participatives, etc.

41. A cet effet, plusieurs séances de formation seront organisées dans les localités pilotes dès la première année du projet. On veillera à ce que toutes les organisations dynamiques des pêcheurs et autres déjà identifiées y prennent part, ainsi que les leaders repérés dans les communautés de pêche. 2 jours seront prévus pour ce type de formation et le nombre d'auditeurs ne dépassera guère 30. Pendant l'année 1, il y'aura 3 séances de formation, 4 en année 2 et 3, puis 2 pour l'année 4. Les autorités politico-administratives seront associées à ce type de formation dans la mesure où la cogestion des ressources halieutiques revêt un caractère éminemment politique. Elles doivent être préparées et engagées à accompagner le processus dans un esprit d'équité et de transparence en faveur de la communauté. Des formateurs nationaux seront recrutés suivant les thématiques retenues.

- *Facilitation à la mise en place des cadres de concertation de gestion et de surveillance des pêches.*

42. Les cadres de concertation et de surveillance des pêches sont des arrangements institutionnels et se réfèrent aux structures, à leur mode de fonctionnement et aux règles qui les régissent. Il est question d'intégrer au niveau micro et méso, une démarche de concertation avec les acteurs pour promouvoir les moyens adaptés à la régulation des pêches en conformité avec les lois et règlements sur la pêche continentale.

43. Cette sous-activité sera menée par un consultant national en analyse institutionnelle et jouera le rôle de facilitateur dans le processus de mise en place de ces structures de gestion communautaire des ressources halieutiques. En étroite collaboration avec les services déconcentrés de l'Etat, le consultant, suivant une démarche participative définira le rôle, la composition et les règles de fonctionnement des Cadres de concertation de gestion et de surveillance des pêches. De même, il proposera les zones opérationnelles de surveillance/compétences et facilitera la nomination des membres du bureau et des comités locaux de suivi et de surveillance. La durabilité de la cogestion sera recherchée à travers le développement des stratégies de financement et de partenariat. Le consultant proposera des mécanismes d'autofinancement au niveau micro, établira des liens avec les Plans de développement locaux au niveau méso et les Fonds d'aménagement halieutique/Fonds de soutien à l'agriculture au niveau macro. L'état a tout intérêt de supporter la gestion communautaire des ressources naturelles à travers sa programmation budgétaire des services décentralisés ou déconcentrés. La suite des tâches sera menée selon la chronologie suivante : i) Restituer l'étude sur l'analyse institutionnelle auprès des acteurs clés et primaires au niveau des 4 localités pilotes ; ii) Valider le rapport sur l'analyse institutionnelle avec la participation de toutes les parties prenantes et l'administration en charge de la pêche ; iii) Elaborer des plans d'aménagement participatifs des pêcheries continentales : une information et sensibilisation sera faite avant l'ébauche du document qui sera rédigée en étroite collaboration avec les parties prenantes clés (Sous-préfectures, administrations, élus locaux, ...) et primaires (pêcheurs, transformateurs, commerçants,...) ; iv) Restituer le document au niveau des localités pilotes, précisément aux parties prenantes ; v) Valider et adopter des plans d'aménagement participatifs des pêcheries continentales ; vi) Vulgariser le document auprès des acteurs clés et primaires ; vii) Mettre place des cadres de concertation de gestion et de surveillance des pêches ; viii) Réunir les responsables des cadres de concertation de gestion et de surveillance des pêches/Suivi au niveau de chaque localité pilote ; ix) Evaluation des cadres de concertation de gestion/surveillance des pêches.

44. La surveillance sera l'œuvre des acteurs primaires eux-mêmes. Elle sera organisée au niveau des comités de suivi et de surveillance où des équipes opérationnelles seront mises en place et travailleront en étroite collaboration avec l'administration des pêches et les services de la gendarmerie territoriale. Ces structures qui viennent en appui au bon fonctionnement des cadres de concertation de gestion et de surveillance des pêches, contrôleront la mise en application des mesures arrêtées dans les

plans d'aménagement. Une synergie sera développée avec l'ensemble des comités de suivi/surveillance de la zone du projet.

- *La collecte des données de pêches (capture, effort de pêche et acteurs).*

45. Les données sur les captures, l'effort de pêche et les acteurs sont mal connues dans les pêcheries continentales du bassin du Congo. Il serait donc nécessaire de disposer d'un système simple de collecte des données qui viendra en appui à toutes les activités retenues pour la gestion communautaire des ressources. Deux enquêtes cadres associées aux enquêtes cadres socio-économiques seront réalisées en année 1 et en année 3. Pour ce faire, un consultant national procédera à la préparation des questionnaires et formera les responsables d'enquêtes qui à leur tour formeront les enquêteurs. Tous les enquêteurs seront issus des localités ciblées. Le projet procédera à la sensibilisation des communautés de pêche avant qu'il ne soit procédé aux enquêtes cadres et enquêtes socio-économiques proprement dites.

46. La production des données permettront ainsi de développer une base de données au niveau de la direction départementale de la Cuvette qui sera fortement impliquée dans cette activité. Les capacités opérationnelles de la Cuvette, de la Likouala et des Plateaux seront renforcées et seront dotées d'outils informatiques pour développer une base de données dans cette zone d'intenses activités de pêche.

47. Dans la perspective de pérenniser le système d'information du secteur, où en d'autres termes responsabiliser les acteurs primaires eux-mêmes dans la collecte des données, il sera entrepris une étude de faisabilité sur l'enregistrement des unités de pêche continentale en année 2 et cette tâche sera confiée à un Consultant international. La finalité est d'avoir à la fin du projet un dispositif simple, mais permanent de collecte de données géré par les pêcheurs/transformateurs eux-mêmes.

## **2 - Amélioration de la productivité des pêcheurs.**

48. L'utilisation des engins peu performants et parfois destructeurs des ressources ciblées au plan commercial par les acteurs de la pêche constitue une contrainte majeure et limite la productivité des pêcheurs. Elle a pour conséquence non seulement la mauvaise exploitation des ressources halieutiques du point de vue diversité, mais aussi la baisse de la production. Ainsi, l'amélioration de la productivité des acteurs vise l'augmentation de leurs capacités de production. En d'autres termes, il s'agit de renforcer les capacités techniques des pêcheurs afin d'améliorer leurs conditions d'exploitation et relever leurs revenus.

49. La stratégie d'intervention du projet est de promouvoir l'utilisation des filets maillants dérivants et des techniques de transformation plus productives à travers le renforcement des capacités des acteurs. Ces filets, peu répandus à cause principalement de leur coût excessif, visent les grosses espèces qui font aujourd'hui sont vendus sous forme de poisson salé ou congelé à un prix beaucoup plus rémunérateur.

50. 100 pêcheurs identifiés parmi les 4 localités retenues du projet et issus des organisations des pêcheurs, seront formés au montage et à une meilleure pratique des filets dérivants. La première étape consiste à recycler et former 5 agents de la pêche des directions départementales de la Cuvette et des plateaux, qui seront chargés du suivi ainsi que 6 autres pêcheurs identifiés parmi les groupements les plus dynamiques de chaque localité.

51. A cet effet, un consultant international spécialiste en technologie de la pêche sera recruté pendant une période d'un mois. Le premier cycle de formation de 15 jours, y compris le suivi interviendra au début de l'année 2 du projet et intéressera les localités de Liranga et de Mossaka. Il sera assuré par les premiers pêcheurs déjà formés par le Consultant international et sous la supervision des techniciens des DDP recyclés. Le programme fournira tous les intrants nécessaires à la formation.



En année 3, il sera programmé la formation pour les localités de Makotipoko et Makoua. Une évaluation interviendra en année 4 du projet.

52. **Pisciculture.** En matière de pisciculture, 4 zones aquacoles pilotes (la station piscicole nationale de Djoumouna et ses environs, le Pool sur l'axe Mindouli-Kinkala, la Cuvette sur l'axe Owando-Makoua, et le Kouilou sur l'axe Hinda-Mvouti-Dolisie) seront concernées. Trois actions majeures seront réalisées à savoir :

### *1 - Production sécurisée d'alevins de qualité*

53. L'objectif est d'abord de réhabiliter la station de Djoumouna comme centre de production d'alevins de 1<sup>ère</sup> qualité, de formation de formateurs et pisciculteurs modèles et de production de référence (recherche – développement) concernant les produits d'élevage piscicole, principalement les espèces de Tilapia et de Clarias. En particulier les écloséries de Djoumouna permettront de maîtriser la phase larvaire et la phase de pré grossissement dans la chaîne de production d'alevins, phase critique et délicate à la production d'alevins. Cette production est généralement caractérisée par de très fortes mortalités (plus grave encore pour le Clarias), et la maîtrise de l'auto-production par les pisciculteurs est souvent difficile et prend du temps. C'est une phase essentielle à la production d'alevins, et donc à la réussite de l'aquaculture.

54. La chronologie des opérations sous cette activité de production sécurisée d'alevins est la suivante : i) Réhabiliter et/ou construire des infrastructures et équipements des étangs de reproduction de tilapia et de l'éclosérie de Clarias de Djoumouna ; ii) Installer un système en circuit fermé pour l'incubation des œufs ; iii) Installer deux bassins en béton de superficie 10 m2 chacun ; iv) Installer des systèmes happas pour la reproduction ; v) Mettre en charge les géniteurs ;vi) Récolter les œufs tous les 15 jours ; vii) Faire l'incubation des œufs ; viii) Procéder à l'inversion hormonale de la progéniture ; ix) Faire l'élevage larvaire dans les bassins en béton et les systèmes happas.

55. En raison des obstacles liés à la distribution des alevins dans l'ensemble de sa zone, le projet identifiera et appuiera dans chacun des quatre départements couverts un ou deux pisciculteurs d'un niveau technique suffisant, à mesure de produire une certaine qualité d'alevins pour répondre à leurs propres besoins et à la demande commerciale des autres petits pisciculteurs établis dans leurs districts. Moyennant une formation préalable, un suivi adéquat et un petit appui financier incitatif de départ, la production-distribution d'alevins peut être maîtrisée par ces pisciculteurs confirmés dans un délai raisonnable pour faire de l'alevinage une activité économiquement rentable, en appoint à leur activité principale de producteurs de poisson, et surtout être à proximité des nouveaux pisciculteurs éloignés de Djoumouna.

56. L'appui financier incitatif de départ consistera à la contribution du projet aux frais de production des alevins dans ces exploitations modèles. L'appui du projet aux frais opérationnels de production des alevins consistera à couvrir une partie du coût des fretins et/ou des aliments de reproduction et pré-grossissement des alevins, acquis à la station de Djoumouna. Dans tous les cas, avant la mise en place de chaque producteur d'alevins sélectionné, un contrat sera établi entre l'agence d'exécution du projet et le privé en vue de définir clairement les obligations et droits de chaque partie sur les alevins qui y seront produits.

57. La chronologie des opérations sous cette activité de mise en place des centres de production privée d'alevins est la suivante : i) Identifier 8 pisciculteurs (2 dans chacun des 4 départements) désireux et capables de développer la production d'alevins de Tilapia comme une entreprise commerciale durable associée à leur activité de producteurs de poisson de table; ii) Etablir un contrat entre le projet et le promoteur pour définir les obligations et les droits de chaque partie ; iii) Appuyer l'aménagement des sites choisis et organiser la formation continue des promoteurs identifiés en techniques d'alevinage, gestion commerciale des infrastructures d'alevinage, marché des alevins, etc.) ; iv) Organiser des visites de formation des promoteurs à l'extérieur du pays (un pays Africain); v) Procéder à la récolte continue sur 3 cycles de production et analyser les données sur la faisabilité

technique et économique des écloséries suivies; vi) Promouvoir la publication des résultats pour utilisation par tous les intéressés; v) Appuyer l'élaboration et la diffusion de guides technico-économiques sur la production commerciale d'alevins de Tilapia en écloséries et sensibilisation accrue du secteur à cette technique.

## ***2 - Disponibilité et accessibilité de l'aliment de qualité pour poisson.***

58. Il s'agira de favoriser la mise en place d'une filière de production locale d'aliment commercial d'élevage piscicole. La chronologie des actions spécifiques sous cette activité est la suivante: i) Estimer la demande réelle et potentielle des aliments pour poissons Tilapia et Clarias dans le pays et éventuellement de la sous-région; ii) Inventorier les usines de fabrication d'aliments pour poisson, bétail, volailles par district ; iii) Evaluer la volonté et la capacité des usines inventoriées à augmenter ou étendre leur production/activités à la production d'aliments pour poissons Tilapia et Clarias; iv) Mener une étude comparative des prix auxquels les usines concernées sont disposées à vendre l'aliment pour poissons ainsi produit; v) Diffuser l'information recueillie auprès des pisciculteurs et autres intéressés (ONG, transporteurs, etc.); vi) Dans chaque région concernée, identifier 3 producteurs commerciaux d'alevins de Tilapia et Clarias ainsi que 3 producteurs de poissons marchands des mêmes espèces, désireux d'essayer l'utilisation d'aliments produits par les usines locales spécialisées en aliments du poisson, bétail ou volaille ; vii) Accompagner techniquement les promoteurs dans les tests de performance technique et économique de ces aliments dans leurs fermes/exploitations; viii) Récolter continuellement sur 2 à 4 cycles de production et analyser les données sur la faisabilité technique et économique de l'utilisation de ces aliments dans les écloséries, les centres de pré grossissement et dans les fermes de grossissement; ix) Partager les résultats avec les usines productrices des aliments concernées pour action requise; x) Publier les résultats pour utilisation par tous les intéressés; xi) Elaborer et diffuser des Guides technico-économiques sur l'aliment identifié (disponibilité, composition, palatabilité, facteur de conversion, prix, etc.) xii) Sensibilisation : promouvoir son utilisation dans les écloséries et dans les fermes piscicole si les résultats sont concluants.

## ***3 - Formation et développement de la production aquacole***

59. La réussite d'entreprises piscicoles, rentables et durables, dépendra, entre autres, de la rentabilité des activités de production des poissons marchands. Pour assurer cette condition, il sera important d'appuyer les pisciculteurs producteurs de poissons marchands à mettre en place des exploitations piscicoles économiquement rentables. Spécifiquement, il s'agira d'appuyer le développement de 40 exploitations piscicoles modèles, productrices également d'alevins, sur lesquelles s'appuieront 200 nouveaux pisciculteurs de poisson marchand, judicieusement identifiés dans les quatre départements du projet.

60. L'appui incitatif du projet à ces PME de grossissement de poisson, consistera à les encadrer, les former et les aider à mettre en place des infrastructures d'élevage de Tilapia et Clarias; et les suivre au plan technique pendant les deux premiers cycles de production (maximum 18 mois). La contribution du projet aux frais opérationnels consistera essentiellement à couvrir une partie ou la totalité du coût des études et suivi des travaux de construction et de premier fonctionnement. Les interventions du projet, selon le groupe de 40 ou celui de 200, seront légèrement différentes.

61. *Pour le Groupe de 40 pisciculteurs modèles* la succession chronologique des opérations sous cette activité d'utilisation optimale des alevins et grossissement est la suivante: i) Identifier 40 pisciculteurs désireux et capables de développer des PME piscicoles de Tilapia comme entreprises commerciales durables; ii) Etablir un contrat entre le projet et chaque promoteur pour définir les obligations et les droits de chaque partie ; iii) Appuyer la mise en place des infrastructures d'élevage, la formation continue des promoteurs identifiés en techniques d'élevage et de gestion commerciale des PME de Tilapia, etc. ; iv) Organiser des visites de formation/perfectionnement des promoteurs à l'extérieur du pays, notamment dans des pays au sud du Sahara où la pisciculture a pris un très bon départ (Nigéria, Ouganda, Burkina etc.) ; v) Organiser la récolte et l'analyse continue, sur 3 à 4 cycles

de production, des données sur la faisabilité technique et économique des PME suivies; vi) Promouvoir la publication/vulgarisation des résultats pour utilisation par tous les intéressés; vii) Elaborer et diffuser des Guides technico-économiques sur la production commerciale de poissons marchands de Tilapia par système de production, et davantage sensibiliser les acteurs piscicoles à cette technique.

62. L'appui incitatif du projet à ces PME de grossissement consistera à appuyer ceux qui en exprimeront la demande, auprès des PMF pour à couvrir une portion des frais de mise en place des infrastructures d'élevage de Tilapia, ainsi que celle des frais de gestion de ces infrastructures pendant les deux premiers cycles de production (maximum 18 mois).

63. *S'agissant du groupe des 200 pisciculteurs nouveaux*, la succession chronologique des opérations est assez similaire à celles des 40 pisciculteurs modèles, avec néanmoins quelques spécificités du fait qu'il s'agit d'acteurs nouveaux auprès de qui le projet doit renforcer le suivi et la formation : i) Identifier 200 pisciculteurs désireux et capables de développer des PME piscicoles de Tilapia comme entreprises commerciales durables; ii) Etablir de contrat entre le projet, les pisciculteurs modèles et les nouveaux pisciculteurs pour définir les obligations et les droits de chaque partie ; iii) Appuyer la mise en place des étangs et assurer une formation continue des promoteurs identifiés en techniques d'élevage et de gestion commerciale des PME de Tilapia, commercialisation des poissons, etc. ; iv) Organiser des visites de formation des promoteurs dans les autres districts du pays où la pisciculture se développe, et à l'extérieur du pays (un pays Africain); v) Organiser la récolte continue sur 3 à 4 cycles de production et analyser les données sur la faisabilité technique et économique des PME suivies; vi) Appuyer la publication des résultats pour utilisation par tous les intéressés; vii) ; Elaborer et diffuser des Guides technico-économiques sur la production commerciale de poissons marchands de Tilapia et Clarias par système de production, et sensibiliser davantage les acteurs du secteur à cette technique.

## **Composante 2 : Appui à conservation, transformation et commercialisation (4 698 000 USD, 29%)**

64. La composante vise à renforcer l'accès des producteurs primaires aux opportunités du marché, et aux technologies de stockage, conservation et transformation des produits.

65. **Produits végétaux.** La conservation / transformation et commercialisation de produits agricoles passera par des investissements qui ont fait l'objet d'études techniques et d'analyse de rentabilité. C'est ainsi que l'appui à l'établissement de centres d'affaires pilotes a été vu comme un dispositif pouvant servir d'une part de nœud commercial pour la commercialisation du maïs, de l'igname, de la banane, et d'autre part, de centre de transformation et commercialisation du manioc. Le ravitaillement des villes en produits frais et/ou transformés de meilleure qualité est l'objectif majeur. La farine de manioc (foufou) et le gari comme produits de niche, a de sérieuses potentialités d'expansion.

66. Ces centres comprendront un dispositif de stockage, et une unité de transformation équipée de machines simple d'utilisation et de maintenance, pour peler, râper, presser sécher et extraire. Chaque centre emploiera des femmes et jeunes de façon saisonnière. Des jeunes artisans réparateurs seront formés et organisés pour la maintenance des équipements.

67. Le Padef appuiera l'établissement à titre pilote de 2 centres d'affaires, l'un à Mouyondzi dans la Bouenza et l'autre à Gamboma dans les Plateaux. Les petits producteurs organisés au sein des GIEC seront les principaux fournisseurs en matière première. Le transport et la livraison de la matière première sera laissé aux acteurs de cette chaîne de valeur. Le produit transformé sera conditionné dans des sacs et seront envoyés par le transport commercial existant dans les dépôts urbains. Le transport et la commercialisation des produits sera laissé au privé en place, ie les commerçants déjà actifs sur la filière.

68. La gestion des centres d'affaires sera confiée à une faïtière d'organisation paysanne qui devra se payer les services d'une assistance technique nationale notamment pour la gestion administrative, financière et comptable. Au regard des faibles capacités actuelles des organisations paysannes, le développement des 2 centres est envisagé en année 3. Il sera conditionné par la définition d'un système viable de gestion et par l'existence effective de capacités, après les deux premières années de renforcement.

69. La banane, le maïs ne feront pas l'objet de transformation. Seulement leur commercialisation sera promue. En fonction de l'évolution des activités d'élevage, la transformation du maïs en aliment de bétail sera envisagée. Un dispositif de stockage intégré aux centres d'affaire sera également construit pour leur conservation en attendant l'écoulement vers les centres urbains.

70. La cartographie de la filière manioc et l'identification des acteurs et des goulots d'étranglements ayant déjà été faite à travers une étude filière, le Padef jouera un rôle de facilitation de l'ensemble du processus. Il appuiera les organisations de producteurs dans l'établissement de partenariats commerciaux.

71. **Produits d'élevage.** Les animaux vivants exploités par les éleveurs ne sont pas acheminés sur un marché à bétail. Les ventes se déroulent généralement sur les lieux de l'élevage. Le prix est débattu et une fois l'accord conclu, l'animal ou les animaux sont acheminés soit à pied, soit en camion jusqu'à la destination finale. Il arrive également que le circuit soit encore plus court, lorsque l'éleveur décide d'abattre lui-même l'animal et de commercialiser la viande au niveau du village ou de l'agglomération urbaine la plus proche. L'action du programme à ce niveau visera donc, la mise en relation des acteurs.

72. **Produits de pêche.** Les potentialités de développement de la pêche continentale sont importantes, mais elles ne sont pas exploitées pleinement aujourd'hui pour diverses raisons, entre autres l'enclavement des pêcheries, l'absence des débarcadères aménagés et des marchés attenants.

73. Il est reconnu aussi que le fumage tel qu'il est pratiqué dans les campements de pêche continentale ne constitue en aucun cas, une opération de valorisation du poisson, mais plutôt un impératif pour conserver cette denrée très périssable avant sa consommation. De plus en plus, le salage séchage prend de l'ampleur dans la transformation parce que procurant plus de profits. Ces techniques traditionnelles de transformation, très pénibles d'ailleurs dans leur exploitation, ne garantissent pas la qualité des produits. C'est dans ce segment de la filière pêche où près de 90% des femmes sont actives ; elles restent vulnérables malgré les revenus non moins négligeables qu'elles en tirent. Ces contraintes réduisent considérablement, non seulement la valeur commerciale des produits issus de la pêche artisanale, mais aussi les échanges commerciaux induits par le commerce du poisson, notamment les produits agricoles.

74. Cette composante vise spécifiquement l'amélioration du stockage, la conservation et la transformation, ainsi que la commercialisation pour une meilleure valorisation des produits de pêche.

75. La stratégie consiste donc à réhabiliter/créer trois centres communautaires de pêche à Makoua, Mossaka et Makotipoko. Ces centres serviront de cadre de concertation aux groupements des pêcheurs et aux acteurs du traitement et de la distribution des produits de pêche pour une meilleure organisation de leur filière. Ils abriteront aussi des boutiques d'approvisionnement en intrants de pêche de qualité compatibles avec l'exploitation durable des ressources. La transformation artisanale du poisson qui est une activité à fort potentiel de main d'œuvre féminine offrant des possibilités réelles aux groupes vulnérables de s'insérer dans la vie active, sera appuyée avec la technologie et les équipements de transformation.

76. Ces centres constitueront un lieu par excellence d'animation, de formation et de conseils en pêche. Ils joueront aussi le rôle d'interface entre les opérateurs privés et les organisations des pêcheurs et des transformateurs. Pendant la durée du projet, le centre bénéficiera de l'appui nécessaire

à son fonctionnement et sera géré par un comité de gestion minutieusement sélectionné par tous les acteurs. Les formations seront organisées à l'intention des membres du comité de gestion en vue d'améliorer leurs capacités techniques et comptables. Les opérateurs des magasins d'intrants de pêche seront aussi formés en petite gestion de stocks et en comptabilité élémentaire. Les centres seront équipés en matériels de démonstration. Ils seront réhabilités/construits dès la première année.

77. **Accès aux bassins de production et aux marchés.** Les pistes adressées dans la zone du PRODER1 à travers la construction/réhabilitation des ouvrages de franchissement ne sont pas accessibles en l'absence de leur aménagement par le traitement des points critiques. Celles du PRODER2 seront partiellement couvertes avant l'achèvement du projet. Certaines pistes sont non touchées alors qu'elles desservent d'importants bassins de production où des GIEC promus sont passés à la phase de vulgarisation des variétés de manioc développées. Le réseau routier du département d'extension du Proder 2 (Kouilou) est faiblement touché alors que une augmentation de la production y est attendue.

78. La composante vise la consolidation/achèvement des investissements consentis dans le cadre des PRODER 1 et 2 par la réhabilitation/construction de 79 ouvrages de franchissement toutes catégories confondues et le traitement 162 km linéaires de points critiques. ainsi que l'entretien des pistes aménagées aussi bien du PAGEF que du PRODER2. L'objectif est de créer les conditions favorables pour le développement des activités productives économiques et de faciliter les échanges entre les bassins de production et les centres de consommation. Cela passera par: i/ le développement des ONG/PME du pays dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; ii/ l'introduction et l'utilisation des méthodes de construction à base de main d'œuvre et iii/ l'implication et la formation des collectivités locales à l'entretien courant des pistes réhabilitées en utilisant les méthodes HIMO.

79. Les pistes concernées seront i) celles sur lesquelles les ouvrages de franchissement sont en construction et/ou en cours de construction, ii) celles qui desservent des bassins de production touchés par les activités de production menées par des GIEC promus et iii) celles qui desservent plusieurs villages et dont l'état d'enclavement ne permet pas l'accès aux marchés et la conduite d'activités de développement. Les activités regrouperont : i) les études techniques; ii) l'exécution des travaux de construction d'ouvrages et d'aménagement des pistes ; iii) le contrôle et surveillance des travaux des ouvrages de franchissement et de traitement des points critiques ; iv) cellule d'appui à l'exécution de la composante et v) l'entretien des pistes réhabilitées.

80. Avec l'effectivité de la décentralisation, les conseils départementaux responsables de la gestion des RIL seront les maîtres d'ouvrage. Dans le cadre des projets et programmes financés par les PTF, ils délèguent ce rôle aux unités de gestion des projets ou au département ministériel de tutelle technique. L'Unité de gestion sera donc le maître d'œuvre qui se fera assister par des consultants individuels et/ou des bureaux d'ingénieurs conseil en ce qui concerne le contrôle et la surveillance des travaux et par les DDETP pour ce qui est du suivi et de la supervision générale.

81. Le pilotage de la composante sera assuré par la Division technique à travers le responsable en infrastructures, qui travaillera intimement avec les unités départementales. Les cellules départementales de programmation et de coordination des investissements dans le secteur des routes d'intérêts locaux (RIL) seront associées au pilotage.

82. L'organisation générale de la mise en œuvre de la composante tout comme sa stratégie d'intervention repose sur le principe du faire – faire et la facilitation des interventions directes. Le responsable infrastructures et les unités départementales, joueront un rôle fondamental en matière de programmation, de suivi et de coordination des interventions. En outre, ils joueront un rôle de liaison/facilitation pour tous les appuis susceptibles d'être apportés par d'autres projets et programmes. L'exécution proprement dite des activités de terrain sera confiée à des opérateurs privés spécialisés du secteur privé (consultants, bureaux d'ingénieurs conseil, ONG, PME) sélectionnés par appel à la concurrence, ou par le biais de convention avec des services et structures techniques spécialisés chaque fois qu'ils présentent un avantage comparatif en terme d'efficacité ; L'exploitation

et la gestion des investissements incombent aux conseils départementaux qui impliqueront les bénéficiaires directs.

83. Les études de « contrôle et surveillance des travaux » seront réalisées par des consultants indépendants (individuels ou bureaux) à retenir après appel d'offres restreint sur base des bureaux/consultants constitués par les PRODER et le PDARP et complétés au besoin par les bureaux agréés annuellement par l'administration des travaux publics. Il en est de même pour le contrôle et la surveillance des travaux.

84. Les travaux d'ouvrages de franchissement seront confiés aux PME/ONG sélectionnées après appels d'offres à l'échelon national sur la base de liste des PME/ONG constituées par les projets (PRODER et PDARP) et/ou l'administration des TP. Il en est de même pour les travaux de pistes dont une partie en fonction de leur capacité d'intervention pourra être confiée aux Conseils Départementaux ou CD (méthode HIEQ) au moyen de convention à passer avec le PADEF.

85. Les travaux d'entretien seront réalisés par les CD sur la base de convention à passer avec le PADEF et/ou par des ONG/PME retenues après appel à candidatures. Ils auront l'obligation de recourir aux jeunes des localités desservies pour la réalisation des travaux manuels. Avant les travaux de pistes, le ministère de l'agriculture devra signer une convention avec celui des TP, bénéficiaire direct, et tutelle technique, en vue de leur entretien, gestion et exploitation. Cela passera par des inscriptions budgétaires que les TP feront pour les pistes correspondantes. Au regard de la nouvelle législation qui concède l'entretien des routes aux conseils départementaux, les ressources mobilisées seront versées aux CD au prorata des linéaires à entretenir.

86. Le suivi et la supervision générale des travaux seront assurés par le programme, au moyen des visites de terrain et des rapports des consultants avec l'appui des DDETP à mobiliser au moyen de convention/protocole de collaboration.

87. A l'achèvement du PADEF, les pistes réhabilitées seront remises aux CD pour leur entretien.

### **Composante 3 : Renforcement des capacités (2 479 000 USD, 15%)**

88. L'objectif de la composante est de renforcer la capacité des organisations paysannes, des services techniques et des structures de microfinances promus par les Proder, à fournir des services et participer au processus de développement local.

#### **➤ Information/sensibilisation et mobilisation autour des objectifs du programme**

89. Une campagne d'information préalable permettra de renseigner l'ensemble des acteurs (collectivités, groupes cibles, société civile, services techniques, autorités administratives) sur les objectifs du programme, sa démarche, et les opportunités offertes en matière d'activités de développement agricole et de lutte contre la pauvreté. Cette campagne d'information sera conduite par l'UNGP, les UDGP, les services techniques concernés.

90. L'expérience des PRODER en matière de radio rurale, s'est révélée très adaptée au contexte socio-économique rural et très efficace. Le partenariats en cours avec ces radio seront poursuivis suivant une approche visant leur pérennisation. Des modules d'information éducation et communication (IEC) seront élaborés par l'UNGP à destination des hommes et des femmes des communautés, en étroite collaboration avec les communes et les services techniques déconcentrés (agriculture, élevage, pêche, promotion de la femme). Le programme IEC pourra exploiter ou s'inspirer des outils développés par d'autres programmes. Les thèmes seront identifiés en fonction des activités et des besoins: agriculture durable, bonnes pratiques, environnement et gestion des ressources naturelles, nutrition, promotion des droits de la femme, scolarisation des filles etc...

91. La mise en œuvre du programme IEC requerra la collaboration des organisations à la base et des leaders traditionnels pour sensibiliser et informer les populations sur les thèmes pertinents retenus.

➤ **Renforcement des capacités des organisations paysannes**

92. L'objectif de la sous composante est la construction d'organisations de producteurs fortes à l'échelle des bassins de production capables de porter les besoins des ménages en services agricoles, pour répondre efficacement aux besoins du marché dans une démarche de contractualisation et de se regrouper en fédérations nationales fortes capables de peser sur les politiques de développement agricole.

93. En matière de structuration des GIEC, dont la mission est d'appuyer les ménages membres à produire en quantité et en qualité, le PADEF suivra les objectifs spécifiques suivants :

- L'appui à la prise en charge des activités ciblées dans les ménages et sous la responsabilité des femmes (champs destinés à l'alimentation, aviculture), pour dégager des surplus qui, mis sur le marché, contribueront à leur réelle autonomie financière.
- L'appui à la prise en charge des activités ciblées dans les ménages et sous la responsabilité des hommes (spéculations agricoles et pastorales orientées vers le marché), pour une production et des rendements capables de prendre en charge la demande croissante des villes.

94. En matière de structuration des Unions des Groupements de Bassin le PADEF vise les objectifs suivants :

- la mise en place d'un système efficient de services aux groupements, le développement d'une capacité de prospection et de négociation pour dénouer des marchés avantageux pour les producteurs, le développement d'une capacité d'investissement et de contrôle.
- L'impulsion à partir de la filière manioc du développement des autres filières ciblées (igname, maïs, banane plantain, production animale) pour organiser les services communs (accès au crédit agricole et à la formation).

95. Pour la structuration des unions départementales et fédérations nationales, le PADEF s'appuiera autant que possible sur la CNOP pour accompagner l'émergence d'unions départementales et de fédérations nationales fortes. Dans un premier temps, le PADEF encouragera le partage des informations relatives aux GIEC et aux UGB avec la CNOP pour l'aider à constituer des dossiers techniques bases du plaidoyer pour influencer sur les politiques et les stratégies de développement. Par la suite, sur la base des performances de la CNOP, le PADEF l'appuiera à impulser des unions départementales de GIEC et des fédérations nationales de GIEC.

96. **Stratégie.** La stratégie consistera à partir des GIEC, structures communautaires ayant comme objectif actuel le renouvellement du parc national de boutures permettant de faire face aux diverses maladies du manioc et qui entravent le rendement et la qualité de la production. Le programme accompagnera la mutation des GIEC en de véritables organisations de producteurs à la base, capables d'offrir des services à leurs membres pour une production quantitativement et qualitativement supérieure. A côté des filières agricoles retenues, le PADEF organisera l'appui aux membres sélectionnés dans les GIEC ciblés et significativement engagés dans les filières animales : aviculture, élevage ovin/caprin, pisciculture, pêche artisanale.

97. A partir des GIEC, le programme appuiera l'émergence d'Unions de GIEC à l'échelle des bassins de production qui se présentent comme les espaces les plus pertinents pour regrouper les surplus et attirer les commerçants. C'est pour cela que le PADEF compte encourager des centres d'affaires, lieux de rencontre entre les autres acteurs impliqués dans les filières et les unions de producteurs. Ces centres d'affaires, mis au service des producteurs et gérés dans des normes de

rentabilité économiques claires pourront s'adosser ou pas à des unités de transformation permettant de capter au profit des producteurs une part de la valeur ajoutée.

98. La structuration des GIEC et des UGB (Unions des GIEC de Bassins de production) sera d'emblée articulée à leurs capacités à assurer la couverture des besoins alimentaires nationaux par une réponse efficace aux besoins du marché.

99. Le PADEF appuiera la CNOP à jouer réellement son rôle de défense et de représentation des professionnels agricoles aux niveaux national et international. D'ores et déjà le PADEF les relations d'échanges avec les UGB, les organisations de pêche, d'aviculteurs, et d'élevage d'ovins/caprins pour que ces dernières transmettent les statistiques permettant à la CNOP de construire le plaidoyer sur les filières ciblées.

100. **Ciblage et progression.** Les projets Proder ont accompagné l'émergence de 573 GIEC répartis dans 59 bassins de production. Le classement de ces bassins sur la base du dynamisme dans la prise en charge des champs communautaires par les GIEC fait ressortir que 47% des bassins de production sont formés d'une majorité de GIEC dynamiques pouvant rapidement évoluer vers des groupements de producteurs, assurant, avec des formations complémentaires, des services efficaces aux membres pour améliorer la qualité, et la quantité.

Dynamisme des Bassins de production	Dynamisme				Total Bassin de Production
	Excellent	Bon	Moyen	Faible	
ZONE PRODER 1	7	5	5	0	17
ZONE PRODER 2	7	3	11	7	28
ZONE PRODER 3	0	6	8	0	14
Total	14	14	24	7	59

101. Le PADEF commencera par les Bassins les plus dynamiques. Les GIEC implantés dans ces bassins pourront très rapidement se muer en groupements de producteurs qui procéderont à la production à plus grande échelle sur leurs champs privés tout en maintenant leurs champs communautaires comme champs de démonstration.

**Prise en charge de la structuration des GIEC.** Les PRODER 2 et 3 continueront de travailler avec les GIEC. Le PRODER 2, conformément à la réorientation de la revue à mi-parcours, arrêtera la mise en place de nouveaux GIEC, et travaillera à la consolidation des 405 GIEC /600 déjà mis en place. Le PRODER 3 qui est à 88 GIEC implantés continuera l'impulsion des GIEC conformément au RPE. Les deux projets travailleront à faire évoluer les GIEC vers le stade d'autonomie organisationnelle.

102. Dans la zone du PRODER Nord, les GCMM, bien qu'assez dynamiques (plus de 40% ont un dynamisme jugé excellent), sont très dispersés : aucun bassin ne regroupe 10 GCMM et plus de 70% en comptent au plus trois GIEC. Le PADEF dynamisera les GCMM déjà implantés et contribuera à un maillage plus serré des bassins en groupements de base pour arriver à au moins 10 GCMM par Bassin de production. La dynamique de redynamisation commencera dès l'an 1.

103. Dans la zone du Proder 2, le programme prendra en charge l'appui à l'implantation de 195 GIEC pour compléter les 405 déjà implantés dans la zone du projet, afin de réaliser complètement la cible de 600 GIEC prévus dans le RPE du Proder 2.

104. L'ensemble des GIEC seront implantés au cours des trois premières années du programme soit 455 (250 dans la zone de PRODER Nord et 195 dans celle de PRODER Sud). Dans la zone de PRODER 1 le PADEF reprendra contact avec les 80 GCMM implantés par le PRODER 1 et les redynamisera au besoin, à raison de 25 en première année et 25 en deuxième année et 30 en troisième



année. De nouveaux groupements seront implantés : 70 en 1ère année et 60 en 2ème année et 40 en troisième année.

105. Dans la zone du PRODER 2, 20 GIEC seront implantés en 1ère année, 75 en 2ème année et 100 en 3ème année.

106. A ces 445 GIEC s'ajouteront 100 organisations de pêcheurs qui seront implantées au cours des deux premières années à raison de 50 par an, 20 dans l'axe Makotipoko-Mpouya, 50 dans l'axe Mossaka-Loukoléla-Liranga et 30 dans l'axe Makoua-Ntokou. Le rythme d'implantation des groupements de pêcheurs sera déterminé par l'étude d'identification et de diagnostic.

**Impulsion et structuration des Unions de GIEC dans les bassins de production.** Le PADEF accompagnera le regroupement des GIEC d'un même bassin. Le rythme d'implantation des unions sera progressif : en an 1, il appuiera l'intégration des GIEC en union dans trois bassins. Ces Bassins sont sélectionnés à partir (i) de leur dynamisme, (ii) de l'importance de leur production et (iii) de leur situation : ils seront placés sur un corridor de circulation du manioc vers les grands centres de consommation (Brazzaville, Pointe Noire, RDC, Gabon, Cameroun). Du fait de leur position géographique, de leur dynamisme, les trois premières Unions de Bassin de production (UGB) devraient si les actions sont bien menées, avoir un réel effet d'entraînement et aider à impulsion une dynamique d'émergence des unions.

Unions de Bassins de production	An 1	An 2	An 3	An 4	TOTAL
ZONE PRODER 1	0	5	7	3	15
ZONE PRODER 2	3	8	12	11	34
ZONE PRODER 3	0	3	5	13	21
Total	3	16	24	27	70

107. La dernière année permettra de consolider le transfert des actions transférées par le PADEF aux unions. Les 100 groupements de pêcheurs s'intégreront dans les quatre UGB correspondant aux zones pilotes que sont Liranga, Mossaka, Makoua et Makotipoko et formeront des commissions appelées « groupes pêche » en leur sein.

### **Renforcement des capacités techniques des organisations professionnelles de base**

#### *Redéfinition du rôle des animateurs relais et formation.*

108. Les animateurs relais vont progressivement devenir les équipes techniques des UGB. Dans les GIEC ils sont chargés de l'appui conseil des producteurs, du suivi des champs communautaires de développement des boutures saines etc., du suivi des bergeries et des poulaillers améliorés. Le maillage du PRODER 3 en animateurs relais sera maintenu : ils couvriront toujours trois villages. Devant la forte progression des superficies et des filières sélectionnées, des activités de production animales retenues, leur nombre sera doublé. Deux animateurs (de préférence un de chaque sexe) couvriront trois villages : un(e) chargé(e) du manioc et un(e) chargé(e) des activités de diversification. L'animateur relais chargé de la diversification et assurant l'appui des ménages dans les autres filières ciblées appuiera l'expérience pilote dans la promotion de l'aviculture paysanne. En plus des formations techniques, les animateurs relais seront formés à la collecte systématique des statistiques pour le compte du PADEF et des UGB. Le PADEF interviendra auprès de 445 GIEC répartis dans les zones du PRODER Nord et du PRODER Sud. Les acquis de ces formations seront renforcés au cours des supervisions assurées par le PADEF et par les missions de supervision. Les séances de formation regrouperont des cohortes de 24 relais (12 hommes et 12 femmes).

109. Les animateurs relais sont aussi chargés de la sensibilisation, du conseil, du rapportage des activités pour toutes les composantes et sous composantes. C'est pour cela qu'ils devront être primés en fonction de leurs résultats.

110. La formation devrait avoir un effet direct sur l'amélioration des rendements et de la qualité des productions agricoles (manioc sans mosaïque, semences sélectionnées pour les céréales, maîtrise des maladies du bétail etc.) et animales (races locales, couverture sanitaire et habitat améliorées).

### **Renforcement des capacités de gouvernance des OP à la base.**

111. Les bureaux des GIEC en place, avec la collaboration des animateurs relais, assurent la sensibilisation des villageois non membres des GIEC et accompagnera la création de nouveaux groupements dans les trois villages qu'ils couvrent. Dans un village deux ou plusieurs GIEC peuvent exister. Le PADER propose de limiter les nouveaux GIEC à, 25 à 40 membres. Les unions de bassins doivent regrouper au moins 10 GIEC sans limitation de membres.

#### *Formation des leaders à leurs rôles respectifs*

112. Le PADEF travaillera à l'émergence d'organisations de base fortes, dont les membres sont informés et participent à la vie de leur organisation en s'acquittant de leurs cotisations, en participant aux réunions. Les membres devront être informés sur la gestion des fonds et exiger l'accès à l'information

113. Ainsi les membres des bureaux seront formés à la connaissance de leurs rôles, des textes réglementaires, des droits et devoirs des membres, aux questions de genre. Ils devront être formés dans l'animation de la vie organisationnelle. Cette formation constitue la base de la durabilité des GIEC car elle permet aux membres de travailler sur des bases de confiance dans la prise en charge besoins communs (crédit agricole, groupage primaire des surplus à mettre sur le marché etc.)

#### *Edition des modules de formation*

114. Les différents modules de formation seront édités et accessibles à tous les membres sachant lire et comprendre. Cela constitue un excellent moyen de diffusion des connaissances dans les organisations bases. Cela permettra aussi de ne pas toujours recommencer la formation des membres des nouveaux bureaux. Cela permet enfin à ceux qui veulent accéder aux responsabilités de se former pour oser postuler aux postes de gouvernance. Cette activité se dénoue dans un environnement lettré : la majorité des jeunes sont allés à l'école.

#### *Prestations de service pour la structuration des groupements de base.*

115. Pour la structuration des groupements de base, le PRODER 2 accompagnera la mutation des 405 GIEC déjà mis en place en groupement de producteurs, tandis que le PRODER 3 continuera la mise en œuvre des prévisions du RPE dans ses trois départements d'intervention. Les 445 GIEC appuyés par le PADEF seront sous la même responsabilité de l'UGB. Un mécanisme de suivi de l'évolution des GIEC du niveau 1 (formalisation) au niveau 3 (autonomie) un développé.

116. Les performances des prestataires seront évaluées en rapport avec la progression des groupements de base du niveau 1 au niveau 3.

#### *Récompense des GIEC et animateurs performants(es).*

117. Les GIEC passant d'un niveau à un autre ainsi que les animateurs et animatrices les plus performants seront primés au cours d'une cérémonie organisée au niveau de l'aire d'emprise de chaque projet. Ainsi à partir de l'an 2, 15 GIEC et 6 animateurs seront primés dans chacune des zones de PRODER 1, PRODER 2 et PRODER 3. Un jury regroupant les services techniques, les prestataires

chargés de la structuration des OP (facilitateur, ONG) déterminera avec des critères rigoureux un classement des GIEC de niveau 1 qui passent au niveau 2, un classement des GIEC de niveau 2 qui passent au niveau 3, et les GIEC de niveau 3 les plus performants. Ils définiront aussi des critères de classement des animateurs manioc et des animateurs diversification des revenus.

➤ **Renforcement des capacités des services techniques**

118. Les capacités des directions départementales impliquées (agriculture, élevage, pêche) seront renforcées à travers des formations et recyclages périodiques, ainsi que la mise à disposition des équipements de bureau, du matériel informatique. Un diagnostic initial sera posé afin de déterminer exactement les besoins en moyens logistiques en tenant compte des appuis déjà fournis par les PRODER et le PDARP de la Banque Mondiale. Le bilan des formations reçues dans les 3 dernières années sera aussi établi, et un plan de formation propose touchant les aspects programmatiques (cadre logique, préparation des plans de travail, budgets annuel) transversaux (genre, changements climatiques, environnement) et techniques (techniques de productions).

119. Des ateliers d'échanges d'expériences entre départements seront organisés afin de partager les bonnes approches et méthodologies utilisées.

120. Une assistance technique nationale comprenant 1 facilitateur de niveau ingénieur et 1 assistant comptable, renforcera les 10 directions départementales de l'agriculture pour la préparation des plans de travail et budget au niveau départemental, la mise en œuvre des activités, le suivi évaluation et rapportage.

➤ **Renforcement des capacités des institutions de microfinances**

121. IL n'existe pas encore, en face des besoins vivaces et divers de la population rurale congolaise, une réponse appropriée en termes de dispositif d'offre de services financiers adapté.

122. Deux projets FIDA (Proder 1 et 2) ont promu des Caisses (8 CEQ dans le nord, et 20 CMEC dans le sud) qui collectent l'épargne pour ensuite faire des crédits à très court terme aux paysans membres. A date, ces caisses sont projets dépendant, et leur pérennisation n'est pas garantie avec l'achèvement imminent desdits projets.

123. L'objectif est de renforcer les capacités des prestataires de services financiers pour les rendre viables, professionnels et capables de fournir des services financiers adaptés aux activités des producteurs et entrepreneurs. Pour ce faire, il s'agira de : i) consolider et accompagner l'institutionnalisation progressive des CMEC (dans le sud) et de CEQ (dans le nord) ; ii) appuyer l'émergence progressive d'un réseau de caisses démarrant avec une union de 20 caisses rurales dans le sud d'environ 8000 membres et une quinzaine de caisses dans le nord qui totaliseraient environ 6000 membres. iii) mettre au point avec des institutions financières congolaises (banques, EMF, MUCODEC, Fonds de soutien à l'agriculture), des produits et des mécanismes de financement rural ;

124. Un Prestataire de Services Financiers (PSF) professionnel sera contracté pour conduire les activités de consolidation et d'institutionnalisation de toutes les initiatives actuelles de finance rurale des PRODER (1 et 2).

125. Il bénéficiera d'un appui logistique et organisera ses ressources humaines sur les deux zones. Cette formule présente l'avantage de favoriser l'utilisation de méthodologies harmonisées et des outils standards sur toutes les zones pour accompagner l'autonomisation des caisses sur le modèle des réseaux mutualistes de la première catégorie de la législation CEMAC.

*Consolidation et accompagnement à l'autonomie institutionnelle, financière et technique des CEQ et CMEC des Proder 1 et 2.*

126. L'organisation des vingt (20) caisses du Proder 2 en une union des CMEC des quatre départements (Bouenza, Lékoumou, Niari et Kouilou) comprendra comme activités : i) la révision de la politique de crédit des caisses dans le réseau ; ii) la mise en place d'un organe faitier (institutionnalisation) en vue de leur développement, pérennité et viabilité; iii) le montage d'un système de refinancement afin que les CEQ puissent financer l'agriculture. Iv) le renforcement des capacités logistiques de l'OPM.

127. Dans la zone du Proder 1, Les huit (08) caisses existantes ne permettent pas d'envisager la création d'un réseau viable, d'où la nécessité d'accompagner le PSF sélectionné dans la création de 7 nouvelles caisses. Les activités de renforcement dans cette zone comprendront ainsi : i) la creation de 7 nouvelles caisses; ii) la consolidation des 7 caisses créés avec les 8 existantes; iii) la révision de la politique de crédit des caisses dans le réseau ; iv) la mise en place d'un organe faitier (institutionnalisation) en vue de leur développement, pérennité et viabilité; v); le montage d'un système de refinancement afin que les CEQ puissent financer l'agriculture; vi) le renforcement des capacités logistiques de l'OPM.

128. Un appui aux réseaux ainsi mis en place sera ensuite fourni par un prestataire professionnel dans les domaines suivants :

- La revue de la politique de crédit : il s'agit de revisiter les manuels de procédure des caisses (CMEC et CEQ) et concevoir des produits classiques sur le financement de la production agricole et de la commercialisation des produits ;

- Introduire une nouvelle politique de crédit dans les caisses : accompagner l'équipe de l'OPM à la mise en place de la politique de crédit (sensibilisation animation dans les CMEC) avant d'introduire la nouvelle politique de crédit ;

- Travailler sur les nouveaux produits spécifiques des GIEC (comment financer le cycle de crédit de l'agriculture aussi bien des GIEC que des individus) ;

- Explorer les autres possibilités des produits (transfert des fonds entre les CMEC, les autres réseaux (GCF, Maouéné, COMIFI SA, Capped.), les banques (Western Union, MoneyGram ect .) ;

- Appuyer le développement des caisses en termes d'augmentation du nombre de membres, de l'épargne, du crédit (montant, durée) ;

- Appuyer les caisses dans le suivi contrôle (suivi évaluation contrôle), consolider les points forts, travailler sur les points faibles (gouvernance, aspect financier, aspect contrôle, etc.) ;

- Mettre les caisses en conformité avec la comptabilité spécifique des EMF de la zone CEMAC ;

129. Les activités de structuration des réseaux comprendront :

- Reformater le dispositif des CMEC sur le modèle de la microfinance de la CEMAC (états financiers, normes prudentielles) ;

- Auditer toutes les caisses selon la réglementation CEMAC ;

- Appuyer les caisses dans l'obtention des agréments à la COBAC ;

- Appuyer l'institutionnalisation des CMEC ;

- o Animation, réunions d'informations, de sensibilisation sur la mise en place de la faîtière au niveau des régions ;

- La préparation des textes organiques, leur présentation dans les réunions régionales ;
- L'organisation d'ateliers d'efficacité institutionnelle au niveau des régions dont l'objectif est l'apprentissage de la vie associative entre les caisses, l'échange des bonnes pratiques entre caisses. Il s'agit de préparer déjà les cadres de concertation régionaux;
- L'organisation de l'AG constitutive consacrant la naissance de la faîtière
- Mise en place de l'organe faitier ;

*Renforcement des capacités d'autres institutions financières (EMF, Banques et autres) pour la fourniture de services financiers ruraux.*

130. Il s'agira tout d'abord d'aider les institutions financières congolaises (banques, EMF, autres) à participer à la fourniture des services financiers en milieu rural. Les activités suivantes seront réalisées :

- Des études sont réalisées pour choisir les produits et innovations à introduire ;
- Le montage des partenariats est réalisé avec l'appui technique de UNCDF ;
- Des accords de partenariat sont signés avec les institutions financières partenaires ;
- Appuyer le prestataire du Pool dans l'introduction d'autres produits financiers ruraux (crédit sur refinancement) ;
- Assurance de qualité au prestataire de services financiers actuels (le projet PREJAR du PNUD) ;
- Suivi du montage

131. Dans un second temps, un mécanisme de refinancement des EMF sera conçu et mis en œuvre avec les CMEC, CEQ, le Fonds de soutien à l'agriculture et la MUCODEC. Dans ce mécanisme, le fonds de soutien à l'agriculture fournit les fonds de crédit et un fonds de garantie ; le réseau de la MUCODEC est utilisé pour la circulation des fonds (octroi et remboursement) ; la MUCODEC fournira aussi des appuis au contrôle des caisses par la formation des contrôleurs internes. Le PARSEGD fournira une partie des garanties et les caisses rurales sont refinancées pour organiser le financement des activités agricoles.

132. UNCDF qui appui le redressement de la composante finance rurale des Proder à travers un don régional, apportera un appui technique dans le montage et le suivi de la mise en œuvre de ce mécanisme. .

#### **Composante 4 : Coordination, suivi du programme et Gestion des connaissances (2 400 000 USD, 15%)**

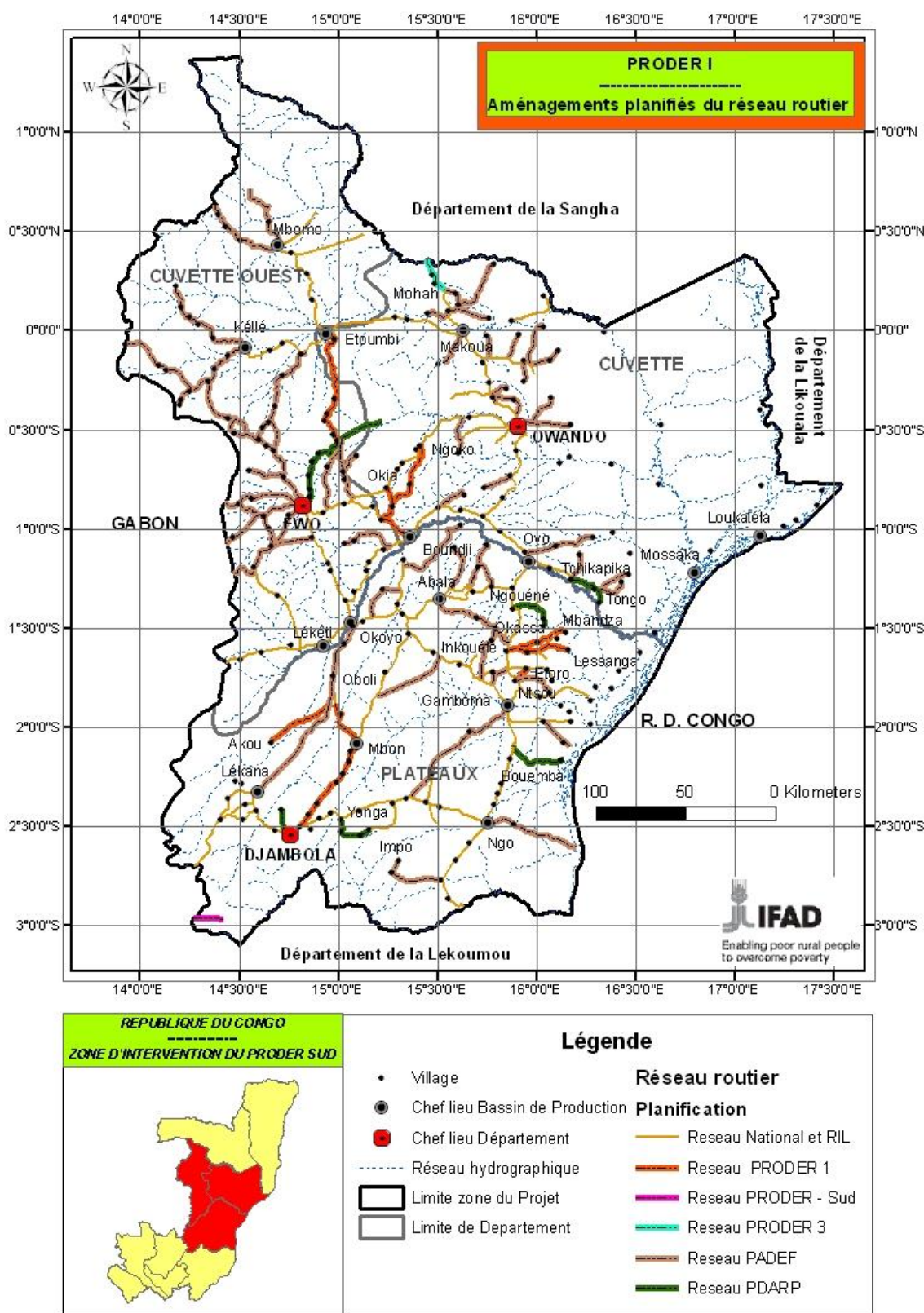
133. La composante «Coordination, Gestion des connaissances, et suivi-évaluation» a pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer les processus participatifs de suivi et d'évaluation. La composante aura également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agricole, de lutte contre la pauvreté rurale, notamment dans les départements sur la base des expériences des programmes FIDA.

134. Une Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) disposant de l'autonomie de gestion administrative et financière sera basée à Brazzaville. Elle servira d'interface entre le Bureau Pays du Fida et le ministère de tutelle. L'UNGP aura pour mission la coordination des activités du programme, l'élaboration des Programmes de Travail Annuels et Budgets, la gestion technique et financière des activités du programme, la maîtrise d'ouvrage des activités ne relevant pas des compétences des départements, l'administration des contrats et conventions, et le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre. Elle comprendra des cadres de gestion, du personnel d'appui et des spécialistes qui assureront le suivi évaluation global et qui fourniront un appui technique à la mise en œuvre dans les départements concernés. 10 Unités Départementales de Gestion (UDGP) seront intégrées aux Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) comme unités opérationnelles.

135. L'Unité Nationale de Gestion du Programme héritera du matériel et équipement du Bureau de Liaison. Le Programme financera les besoins additionnels en moyens de transport, équipement de bureau et de communication. Il financera aussi a) les salaires du personnel, b) les frais de déplacement pour les missions sur le terrain, c) les frais de fonctionnement des moyens de transport et des équipements, d) les frais généraux de fonctionnement; e) la formation du personnel ainsi qu'un nombre limité d'échanges (participation à des séminaires et échanges d'expérience, visites d'autres projets FIDA au Congo ; f) des missions d'appui technique de courte durée, l'acquisition du logiciel comptable et la mise en route du système de comptabilité et de gestion financière, ainsi que les frais d'audits externes annuels.

136. En matière de dialogue sur les politiques, il existe des cadres de coordination, concertations et dialogue dans la cadre du DSRP et au aussi au niveau de l'Equipe Pays des Nations Unies. (Groupes Thématiques). Le ministère de l'agriculture s'emploie aussi à mettre en place un groupe des partenaires techniques et financiers du secteur pour promouvoir la coordination, communiquer sa vision, et assumer son leadership. Le Fida prendra part à ces cadres et contribution à l'élaboration et au suivi des politiques nationales sur la pauvreté rurale, sur la base du suivi de la pauvreté dans les zones d'intervention.

## Appendice 1. Pistes en aménagement par les projets en cours et pistes ciblées par le Padef



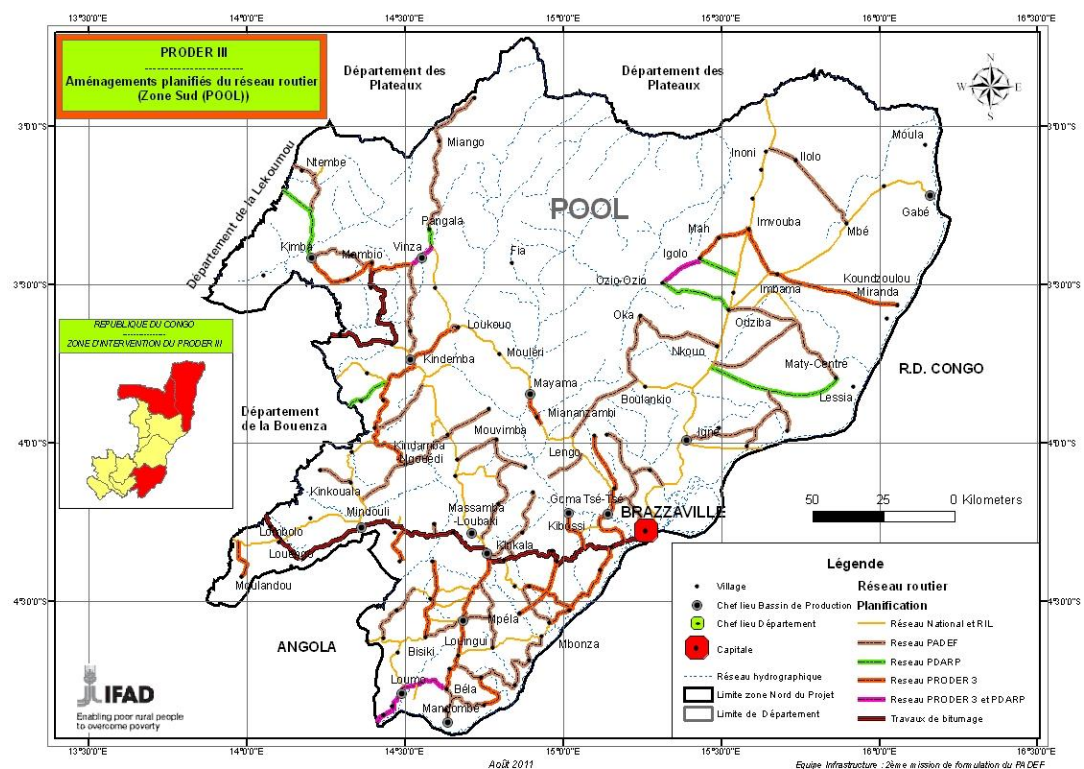
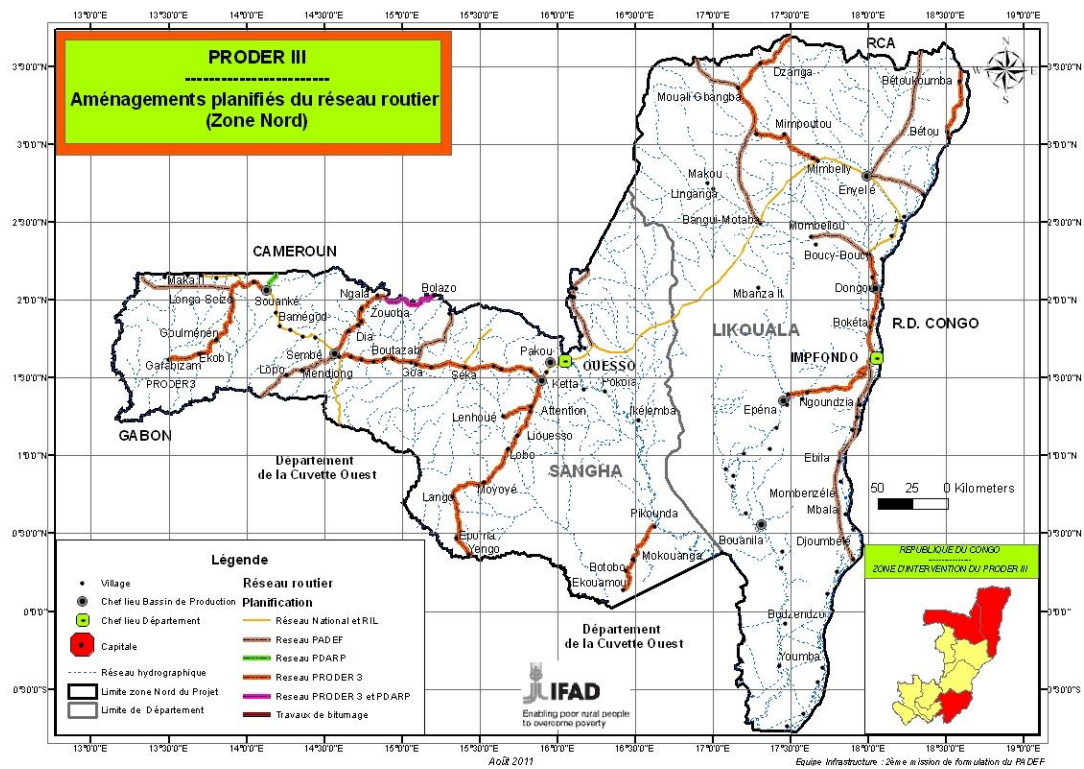
Août 2011

Equipe Infrastructure : 2ème mission de formulation du PADEF

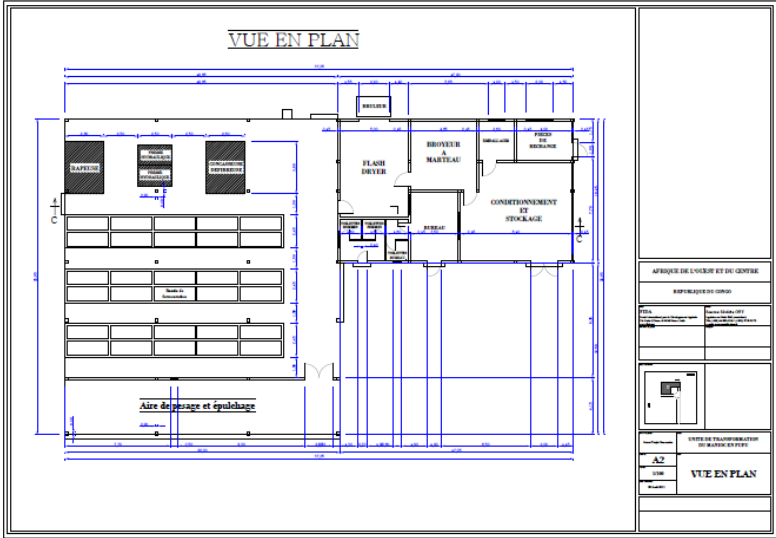
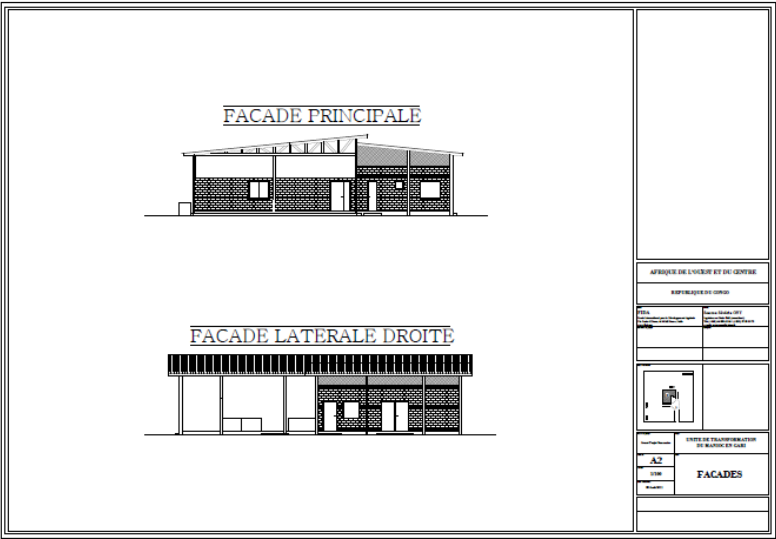








Appendice 2. Vues en plan et façade des unités de stockage et transformation



## **Annexe 5. Aspects institutionnel et arrangements de mise en œuvre**

### **LECONS APPRISES DU MONTAGE INSTITUTIONNEL DES PROJETS PRODER**

Le montage institutionnel des PRODERS comporte un comité de pilotage qui se réunit une seule fois par an et une coordination installée dans la zone de chaque projet. La coordination du projet élabore son PTBA à la fin de chaque année qu'il soumet au Comité de pilotage. Le Comité étudie les rapports annuels d'activités et le PTBA de l'année suivante. Après approbation des PTBA par le Comité de pilotage, la Coordination les met en œuvre.

Les faiblesses suivantes sont constamment notées par les missions de supervisions : i) une insuffisance de vision dans le travail collégial et dans la conduite des opérations de façon holistique ; ii) un faible dispositif organisationnel et de répartition des tâches ; iii) une consommation forte des frais de fonctionnement.

La mission de revue à mi-parcours du Proder 2 conduite en Juillet 2011, a relevé que le Comité de Pilotage se réunit régulièrement une fois par an comme prescrit. Cependant, la période des réunions de pilotage (janvier, février) est inappropriée, en ce sens qu'elle ne permet pas la soumission des PTBA au FIDA, 45 jours avant le démarrage de l'exercice concerné. Un certain nombre de ministères techniques concernés ne sont pas représentés. Aussi, le Comité ne parvient pas à superviser, à donner des orientations, et à assurer le suivi des recommandations des missions d'appui et de supervision. Sur le terrain, l'inexistence de comités départementaux ne permet pas un suivi local et la coordination et l'harmonisation des activités des projets avec celles des autres Projets du secteur.

L'expérience du Proder 2 et des Proder en général, a montré que une trop grande autonomie de gestion administrative et financière, tente à réduire la dépendance hiérarchique et le devoir de compte rendu vis-à-vis du ministère de l'agriculture. Il s'en suit parfois des frustrations, et une faible appropriation nationale et locale des interventions.

Une meilleure responsabilisation et participation des structures nationales et déconcentrées de l'état à travers un cadre de gouvernance unique devrait permettre d'éliminer un certain nombre de stéréotypes.

En effet, les PRODERS sont en activité dans les départements et dans les communautés, et utilisent les services des directions départementales de l'agriculture pour réaliser certaines activités inscrites dans leurs PTBA. La formulation du PADEF a tenu compte des interventions déjà en cours au niveau des PRODERS et a retenu le renforcement de certaines actions en cours et l'initiation d'autres actions complémentaires permettant d'accompagner le développement des filières identifiées et le renforcement des acteurs.

Pour faciliter la synergie entre les interventions inscrites au titre des PRODERS d'une part et du PADEF d'autre part au niveau des départements, le bilan et la planification des activités devront se faire de façon conjointe avec l'ensemble des partenaires au développement présents dans les départements : direction de l'agriculture, direction de l'élevage, direction de la pêche, direction de l'équipement, direction des travaux publics etc. Ceci donnera l'occasion de planifier les activités et de les mettre en œuvre de façon conjointe et concertée dans les localités au niveau des groupes cibles. Le montage retenu vise donc à accroître l'efficacité des interventions, la synergie, l'efficacité et l'appropriation par les Ministères et leurs structures décentralisées.

### **CADRE ORGANISATIONNEL**

#### **Le montage institutionnel**

Les projets Proder 1, 2, et 3 qui couvrent l'ensemble des 10 départements ruraux, et donc la zone d'intervention du Padef, s'achèvent respectivement en décembre 2011, décembre 2013, et Juillet 2015. Le montage institutionnel convenu consacre dès son opérationnalisation, la dissolution des antennes des 3 Proder localisées à Oyo, Dolisie et Kinkala. Les clauses des accords de prêt et de dons

resteront cependant telles, ce qui induira une mise en œuvre des activités suivant 3 comptabilités (Proder 2, Proder 3, Padef) et 3 systèmes de reporting. Ainsi, à compter de la date de démarrage du programme, au trimestre 2012, le Padef se mettra en œuvre de façon conjointe avec le Proder 2 dans les départements du Niari, Bouenza, Lekoumou, et Kouilou. Dans les départements du Pool, de la Sangha et de la Likouala, il se mettra en œuvre conjointement avec le Proder 3. Enfin, pour les départements de la Cuvette, Cuvette Ouest et Plateaux, seul le Padef existera, le Proder 1 s'achevant en décembre 2011.

1. Le Programme sera placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE) qui en sera le maître d'ouvrage. Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture assurera la tutelle des activités de pêches et pisciculture. Le Ministère des Finances, l'Emprunteur, gèrera l'ensemble du fonds ainsi que le remboursement du prêt. Le Ministère du Plan, animera les interactions avec les autres ministères sectoriels et donateurs, et coordonnera les activités de suivi évaluation en lien avec le dispositif du DSRP.

2. Le PADEF travaillera en partenariat privilégié avec le Programme Alimentaire Mondial et la FAO avec lequel il œuvrera à la création d'un partenariat stratégique autour des aspects touchant à la sécurité alimentaire, développement agricole, et lutte contre la pauvreté rurale dans le Congo. Ce partenariat reposera sur la concertation et la coordination permanentes de leurs actions afin de donner corps à une vision partagée, voire commune, sur les questions en lien avec la lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de ce partenariat, ces institutions présenteraient des positions communes au sein des instances départementales et nationales de concertation entre bailleurs de fonds et Gouvernement. A terme, ce partenariat entre les institutions du Système des Nations Unies basées à Rome vise à être le noyau auquel d'autres bailleurs pourraient progressivement adhérer en fonction des opportunités de synergie

3. La concertation au niveau national sera assurée par un **Comité National de Pilotage (CNP)**. Au niveau décentralisé, cette concertation se fera à travers des **Comités Départementaux de Planification et de Suivi (CDPS)**. Ces organes régiront l'ensemble du programme Pays, ce qui permettra de créer l'alignement, l'harmonisation, et la cohérence d'une part au sein du portefeuille et d'autre part avec les stratégies sectorielles.

4. La coordination et la gestion sera assurée par une **Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)**, basée à Brazzaville et disposant de l'autonomie administrative et financière.

Les 10 directions départementales de l'agriculture renforcées par une assistance technique nationale, assureront le déroulement technique du programme. Elles représentent donc les entités opérationnelles du programme et servent d'**Unités Départementales de Gestion (UDGP)**.

## **Les organes de gestion**

### **- Comité National de Pilotage (CNP)**

5. **Etablissement** : Le CNP est créé par arrêté du Ministre de l'Agriculture. Il se réunira en séance ordinaire 2 fois par an. Le secrétariat est assuré par le Coordonnateur National.

6. **Composition** : Il sera présidé par le Directeur de Cabinet du MAE et composé de :

- Un représentant du Ministre de l'agriculture et de l'élevage (DEP)
- Un représentant du Ministre de la Pêche et de l'aquaculture
- Un représentant du Ministre d'Etat, coordonnateur du pôle économique, ministre de l'économie, du plan, de l'aménagement du territoire et de l'intégration

- Un représentant du Ministre d'Etat, coordonnateur du pôle des infrastructures de base, ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande
- Un représentant du Ministre du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement
- Un représentant de la Recherche scientifique et de l'innovation technique
- Le coordonnateur du projet
- Le responsable administratif et financier du projet
- Trois représentants des organisations de bénéficiaires (producteurs, transformateurs, commerçants)
- Un représentant du secteur privé
- Un représentant par Comité Départemental de suivi (soit 10)
- Un représentant de la coordination des projets de coopération multilatérale du ministère de l'agriculture et de l'élevage

7. **Responsabilités** : Il assure la supervision opérationnelle du programme. A ce titre, il examine et approuve les PTBA, les rapports annuels d'exécution, veille à la cohérence du programme et des PTBA avec les politiques, prépare les réunions du CO et le tien informé sur les progrès réalisés et les performances obtenues. Il organise les revues annuelles et à mi-parcours et y prendre part.

- **Comités Départementaux de Planification et Suivi (CDPS)**

8. **Etablissement** : Le CDP est créé par arrêté du Ministre de l'Agriculture. Il se réunira en séance ordinaire 4 fois par an. Le secrétariat est assuré par le Facilitateur.

9. **Composition** : Il sera présidé par le Directeur Départemental de l'Agriculture et composé de représentants des services départementaux sectoriels concernés et de représentants des Groupements d'Intérêt Economiques Communautaire (GIEC):

- Le Directeur Départemental de l'Agriculture
- Le Directeur Départemental de l'Elevage
- Le Directeur Départemental de la Pêche (le cas échéant)
- Le Directeur Départemental des travaux publics
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement
- Le Directeur départemental du commerce et de l'artisanat
- Un représentant du Conseil départemental
- Un représentant par projet d'envergure nationale ou régionale en cours de mise en œuvre dans le département
- Un responsable départemental de faïtière des producteurs agricoles
- Un responsable départemental de faïtière des transformateurs de produits agricoles

- Un responsable départemental de faïtière des éleveurs
- Un responsable départemental des pêcheurs et pisciculteurs
- Un responsable départemental des commerçants de produits agricoles ou halieutiques
- Un représentant par type de prestataires de service d'appui : crédit, équipement, intrant, transport etc.

10. *Responsabilités* : Il examine et valide le plan de travail conjoint du département, qui intègre non seulement les activités du Padef, mais aussi les activités résiduelles des Proder 2 **ou** 3. La spécification des sources de fonds permettra de distinguer les activités du plan de travail conjoint supportées par le Padef et le Proder 2 **ou** le Proder 3. Ce plan est soumis à son appréciation par l'Unité départementale qui le prépare en amont avec la participation des services techniques concernés et des bénéficiaires et avec l'appui des spécialistes de composantes de l'UNGP. Les plans de travail conjoint sont ensuite transmises par le Directeur départemental de l'Agriculture à l'UNGP pour arbitrage et consolidation en un PTBA unique. Le CDPS assure aussi le suivi technique de la mise en œuvre du programme dans les départements, de même que l'information continue des autorités locales, administratives et notamment les conseils économiques des départements.

#### - **Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)**

11. L'Unité Nationale de Gestion du Programme comprend 1 Direction, et 3 Divisions à savoir : la Division Administrative et Financière, la Division Technique, et la Division de la Programmation, du Suivi Evaluation et de la Gestion des Connaissances.

12. La **Direction** comprend, 1 Coordonnateur National, 1 Conseiller Technique Principal (international), 1 auditeur interne, 1 assistant de direction et 1 chauffeur.

13. La **Division des Affaires Administratives et Financières** (DAF) comprend, 1 responsable administratif et financier, 1 responsable en Passation des Marchés, 1 comptable, 1 assistant administratif et financier, 1 secrétaire, 1 chauffeur. Le RAF et le RPM dépendent tous directement du Coordonnateur du PADEF.

14. La **Division Technique** (DT) qui constitue un pool de compétences techniques comprend, 1 Spécialiste Production Végétale et Animale, 1 Spécialiste des Filières et du Renforcement des Capacités des OP, 1 Spécialiste de la Pêche et de la Pisciculture, 1 Spécialiste des Infrastructures et équipement, 1 secrétaire, 2 chauffeurs. Les spécialistes de cette division auront à charge toutes les interventions techniques aussi bien pour l'achèvement des PRODER que pour les activités spécifiques du PADEF. Ils travailleront intimement avec les unités opérationnelles au niveau des départements, pour le déroulement des plans de travail annuels.

15. La **Division de la Programmation, du Suivi-Evaluation et de la Gestion des Connaissances** (DPSE-GC) mettra en place un système de suivi - évaluation y compris un système d'Information Géographique. Elle comprend, 1 responsable en Suivi Evaluation, 1 assistant en SIG, 1 assistant en Gestion des Connaissances, 1 chauffeur.

L'UNGP est responsable de : a) la préparation, la coordination et le suivi de l'exécution des plans de travail et budgets annuels consolidés ; b) la supervision générale de la mise en œuvre des activités du Projet ; c) le suivi et l'évaluation de la performance du Projet ; d) la gestion des ressources financières et humaines du Projet ; et e) les passations de marchés. L'UNGP établit des cahiers des charges et elle signe des contrats de performances avec les prestataires de service précisant les activités à mener, les résultats attendus, les obligations et les droits de chaque partie, des délais clairs, les échéances pour soumettre les rapports et les indicateurs de suivi et évaluation.

## **Les Directions Départementales de l'Agriculture (DDA)**

16. Les DDA constituent les Unités Départementales de Gestion du Programme (UDGP). Chaque Directeur Départemental de l'Agriculture assurera la coordination du PADEF au niveau de son département. Il sera appuyé par une assistance technique constitué comme suit :

- 1 Facilitateur départemental, contractuellement lié au programme, spécialiste en développement rural (agriculture, élevage, pêche, structuration des OP etc...).
- 1 Assistant-comptable, contractuellement lié au programme, chargé de la gestion comptable
- Deux (2) cadres techniques, fonctionnaires, en service dans les directions départementales. Ils seront mis à la disposition du PADEF à plein temps par arrêté ministériel, selon les besoins les plus importants en spécialité du département (agriculture, élevage, pêche et pisciculture etc).

17. La DDA renforcée est chargée de : a) la préparation, la coordination et le suivi de l'exécution des plans de travail conjoints ( Padef , Proder 2, Proder 3) et budgets au niveau de son département ; b) la supervision et le rapportage de la mise en œuvre des activités ; c) la gestion des ressources financières. Le Facilitateur mis à la disposition du DDA est responsable de la mise en œuvre technique et financière du PADEF au niveau du département sous la supervision du DDA.

## **Considérations particulières.**

18. Au regard de la faiblesse générale des capacités de mise en œuvre des interventions de développement rural au Congo, le fonctionnement d'un tel dispositif constitue un défi. Pour ce faire, il sera fait recours à une Assistance Technique Internationale comprenant 1 Conseiller Technique Principal qui appuiera le Coordonnateur National dans la gestion, l'harmonisation des interventions et la création d'une vision d'ensemble. Il sera également fait recours à un Bureau d'Etude International en gestion financière et audit, pour une assistance dégressive de 8 mois en année 1, 6 mois en année 2, 4 mois en année 3 et 2 mois en année 4.

## **Modalités de recrutement du personnel du PADEF**

19. Le personnel de l'UNGP et celui de l'Assistance technique seront recrutés de manière compétitive et auront un contrat de un an renouvelable sur la base de l'évaluation annuelle des performances. Une période probatoire de 6 mois sera observée. Le recrutement ou le remplacement du Coordonnateur du PADEF sera fait selon des procédures agréées par le FIDA. Le recrutement des cadres de l'Unité de Coordination du projet sera effectué sur la base d'appels à candidatures, et après approbation du FIDA. Un bureau d'étude en recrutement sera sollicité à cet effet. Le personnel actuel des PRODER aura la possibilité de prendre part au processus de sélection. (voir annexe relatif au plan de recrutement du personnel)

## **ANALYSE INSTITUTIONNELLE ET BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES**

### **Institutions publiques**

20. **Ministère de l'agriculture, de l'élevage (MAE).** Le MAE a durement ressenti la crise budgétaire de l'Etat des années 1990. Le dispositif d'encadrement s'est retrouvé sans budget de fonctionnement et d'investissement et sans orientations politiques claires. Aujourd'hui, les capacités techniques du personnel au niveau central en matière d'analyse, d'élaboration de politiques et de suivi-évaluation sont faibles. L'essentiel du personnel est âgé et concentré à Brazzaville et à Pointe Noire. Les représentations dans les départements (Direction départementale de l'agriculture, Direction

départementale de l'élevage) et au niveau des districts manquent de personnel; elles n'ont aucun moyen de déplacement et un budget de fonctionnement quasi nul. D'une manière générale, la capacité du MAE à faire le suivi des programmes de terrain doit être relevée, même si il existe des compétences humaines inexploitées. Les directions départementales doivent être renforcées en ressources humaines, et en logistique. Le recyclage du staff existant sur un certain nombre d'itinéraires technique est nécessaire.

### **Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture (MP)**

21. Le Ministère en charge de la Pêche était jusqu'à récemment rattaché au ministère de l'agriculture. Les atouts contraintes faiblesses sont identiques à ceux identifiés plus haut. Il dispose également de Directions départementales de la pêche et de l'aquaculture (DDP). La réhabilitation du centre piscicole de Djoumouna devrait permettre à ce ministère de jouer pleinement son rôle. Aussi, *la capacité du MP à faire le suivi des programmes de terrain doit être relevée. Les directions départementales doivent être renforcées en ressources humaines, et en logistique. Le recyclage du staff existant à travers des formations thématiques doit être envisagé.*

22. **Ministère de l'équipement et des travaux publics (METP).** Le METP est responsable de la gestion du réseau routier. La Direction générale des travaux publics (DGTP) est chargée de définir la politique routière du pays, de programmer puis suivre les travaux de réhabilitation et d'entretien routier. Pour la réhabilitation et l'entretien des routes rurales une procédure de programmation conjointe existe entre le METP et le MAE. Cette DGTP est représentée dans chaque département par une Direction départementale des travaux publics (DDTP). Ces DDTP ont vu récemment leur personnel renforcé, mais ont des moyens de fonctionnement très limités. *La participation du ministère aux concertations départementales et nationales devrait lui permettre de mieux envisager sa planification et supervision.*

23. **Fonds routier (FR).** Le Fonds routier, établi pour assurer le financement de la réhabilitation et de l'entretien des routes, souffrait depuis de nombreuses années d'une gestion peu transparente et d'une insuffisance de financement. En 2004, il a été réformé et institué en tant qu'établissement public autonome et ses modalités d'organisation, de gestion et de financement ont été clarifiées. Le Fonds routier finance la réhabilitation et l'entretien de toutes les routes, tant sur proposition du METP que des conseils départementaux et districts. Le budget du Fonds routier pour la période 2005-2007 a été de 15,7 milliards de FCFA par an, dont 5,27 milliards de FCFA par an (USD 9,8 millions) pour la réhabilitation et l'entretien des pistes rurales. Concernant le choix des pistes à financer, la priorité est accordée à celles désenclavant des bassins de production. *La signature d'une convention avec cette institution en collaboration avec le METP et les conseils départementaux, devrait permettre de mieux envisager l'entretien des pistes réhabilitées.*

### **Institutions de recherche agricole**

24. **Centre de recherche agronomique de Loudima (CRAL).** Il comprend une station principale à Loudima, à 300 km de Brazzaville et des stations secondaires à Kindamba, Ewo, Sibiti et Odziba. Il était très actif jusqu'au début des années 90 et travaillait essentiellement sur les problématiques des anciennes fermes et sociétés d'Etat ou sur des programmes de recherche mis en place par des institutions internationales (CIRAD, IITA). Il développait des variétés vivrières et fournissait des semences de pré-base. Le CRAL a subi des dommages très importants au cours de la guerre civile: le fonds documentaire a été dévasté, la majeure partie des laboratoires a été détruite. Aujourd'hui, son budget de fonctionnement est très limité et les activités sont au point mort, mais il dispose des ressources humaines expérimentées et d'amples terrains à la station principale. *Les capacités d'intervention du centre pour la multiplication du matériel végétal amélioré sont en cours de relèvement dans le cadre des PRODER.*

25. **Centre d'études sur l'amélioration génétique des plants tropicaux (CERAG).** Basé à Brazzaville, le CERAG dispose de neuf chercheurs et est chargé de l'amélioration du matériel végétal aux fins de production de semences et de plants. Il a collaboré avec le FIDA de 1986 à 1992 dans le



cadre du Projet de Développement des cultures vivrières dans le District de Kindamba. Cette collaboration a permis de financer des activités de recherche-développement sur le manioc et de produire du matériel végétal performant sous forme de vitroplants qui a été diffusé dans la zone du Projet. Il dispose d'un personnel qualifié et expérimenté, d'un laboratoire équipé et fonctionnel et d'une vitrothèque comportant plusieurs clones de manioc. La réhabilitation des locaux et des serres et l'achat de quelques équipements et produits chimiques devraient rendre ce laboratoire opérationnel dans des délais relativement courts. Une collection de 200 clones de manioc en provenance de l'IITA a été installée à Odziba par le CERAG. *Un renforcement des capacités d'intervention est également en cours dans le cadre des PRODER.*

26. **Laboratoire de biotechnologie du MAE.** Ce laboratoire a été mis en place par la FAO dans le cadre d'un TCP manioc ; des équipements ont été acquis et du personnel formé dans les techniques de production de vitroplants. Ce laboratoire n'est pour l'instant pas fonctionnel. La meilleure option pour le rendre fonctionnel est de délocaliser le laboratoire dans un environnement adapté (CRAL à Loudima) permettant de construire des installations connexes comme les serres en vue de répondre aux besoins d'une production de masse de matériel végétal sain par les techniques de micro-propagation.

### **Les conseils départementaux**

27. Le découpage territorial de la décentralisation au Congo Brazzaville est sur deux niveaux dont le département et la commune. Il y'a douze départements dont deux ayant un statut particulier étant à la fois un Conseil départemental et communal. Les compétences des départements et des communes sont multiples et ont pour but de rapprocher l'administration des administrées et contribuer à la satisfaction des besoins locaux (Gestion des affaires locales).

28. Ces compétences transférées portent sur : i) la planification, le développement et l'aménagement du territoire ; ii) l'urbanisme et l'habitat ; l'enseignement public ; iii) la santé, l'action sociale et la protection civile ; iv) l'environnement, le tourisme et les loisirs ; v) les sports et l'action culturelle ; vi) les eaux, les forêts et la chasse ; vii) l'agriculture, l'élevage et la pêche ; l'administration et les finances ; viii) le commerce et l'artisanat ; ix) les travaux publics et les transports ; x) les mines, l'énergie et l'hydraulique ; xi) l'emploi.

29. Dans le cadre de l'appui aux départements et communes, l'Etat alloue des dotations globales au fonctionnement de ces collectivités locales. Les collectivités locales ont la possibilité de gérer quelques impôts locaux comme dans les marchés locaux et autres dans le cadre définie par la loi. Elles ont aussi la possibilité de contractualiser avec les associations et les organisations non gouvernementales à travers la signature des accords de partenariat.

30. Elles peuvent mobiliser des financements extérieurs en vue de contribuer au renforcement des capacités des élus ou agents locaux mais aussi pour soutenir les actions de développement local développées par les collectivités locales. En 2006, le Gouvernement a signé un accord avec les conseils départementaux des régions dont la municipalisation accélérée n'est pas encore passée. Dans le cadre de cet accord, il s'est engagé à débloquer chaque année un milliard de francs CFA en faveur de ces conseils départementaux en vue de la réalisation des projets de développement socioéconomique.

31. Dans les localités ayant développés des plans de développements locaux, il existe des comités locaux de développement pour une meilleure participation citoyenne. Cette participation citoyenne est soutenue par la présence et l'action des organisations de base de type paysan, associatif.

32. La réalisation des investissements et notamment les pistes dans les départements au titre du programme veillera à leur appropriation par les conseils départementaux. *Le renforcement des capacités de ces conseils en gestion d'infrastructures marchands, élaboration de business plan, gouvernance sera donc nécessaire.*

## Secteur associatif et institutions de base

33. **Organisations de base et groupements de producteurs.** De 1963 au début des années 1990, le Congo avait une politique des coopératives d'Etat, qui a échoué et qui a ralenti le mouvement associatif à la base. Actuellement, la liberté d'association est garantie par la constitution du 20 janvier 2002. Néanmoins, la création des grandes coopératives n'est pas une priorité des agriculteurs et éleveurs à cause des mauvaises expériences du passé.

34. Il existe de nombreuses **organisations de base au niveau des villages** (groupes d'entraide, groupements d'intérêt économique, organisations paysannes, petites coopératives villageoises, tontines, etc.), qui constituent un tissu dense sur lequel le Projet devra s'appuyer. Les plus répandus sont les groupements villageois, constitués autour d'un intérêt commun. Ces groupements ont rarement une existence légale. Leur taille est souvent limitée de 5 à 20 personnes, dénotant le caractère essentiel de la confiance entre les membres. Il en existe toujours plusieurs au niveau d'un village. Au-delà de ces organisations traditionnelles, de nouveaux groupements sont apparus sous l'incitation des projets et des ONG dans le cadre des opérations d'urgence post-conflit. De manière générale, ces organisations de base manifestent une étonnante vitalité et constituent un potentiel important pour le Programme, même si elles sont confrontées à de nombreux problèmes: taux d'analphabétisme élevé des membres, manque de formation, isolement, faible structuration, etc., d'où l'importance de **renforcer leur structuration et leurs capacités logistiques, techniques et de gestion** pour accompagner le développement rural. Un travail est en cours par les PRODER au niveau des GIEC. Le programme s'attèlera au maillon supérieur de ces GIEC, ie les UGIEC avec un accent sur les capacités de gestion, et de négociation.

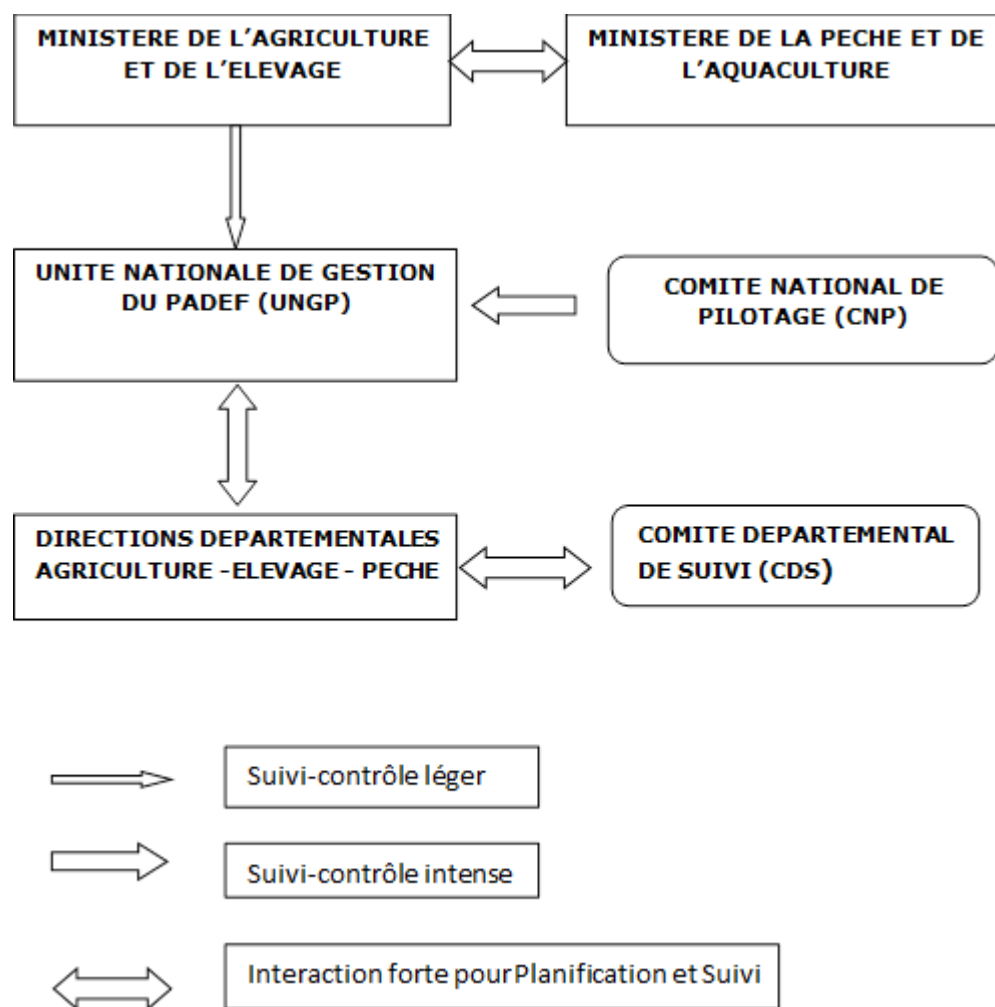
35. **Organisations non gouvernementales (ONG).** Plusieurs ONG internationales sont présentes au Congo : certaines depuis longtemps, d'autres depuis les opérations de post-conflit. Elles interviennent généralement dans plusieurs départements et secteurs d'activité et travaillent avec des ONG nationales auxquelles elles fournissent une assistance financière et technique. Les possibilités de coopération du Programme avec ces ONG internationales sont importantes, notamment dans le domaine du développement technologique, du renforcement des capacités locales.

36. Les ONG nationales sont concentrées principalement dans les grandes villes, en particulier à Brazzaville et Pointe Noire. Certaines disposent d'antennes dans les départements, surtout dans ceux qui ont bénéficié de programmes d'urgence. Elles mènent des activités variées (formation, réhabilitation d'infrastructures, conseil technique et de gestion) en fonction des interventions des bailleurs. La quasi-totalité intervient comme prestataire de services. Elles ont ainsi acquis une position quasi incontournable dans le développement rural où la capacité d'intervention de l'Etat est très réduite. Le fonctionnement de nombreuses ONG est peu transparent. Elles se créent pour capter des opportunités de financement. Cependant, d'autres ONG sont professionnelles et ont démontré leurs compétences, entre autres AgriCongo, ATV (Association terres et villages) et ACIR (Association pour la construction des infrastructures rurales) qui ont réhabilité de nombreuses infrastructures rurales et des pistes, ADECOR (Association pour le développement des communautés rurales) qui intervient dans la transformation des produits agricoles, CARITAS qui travaille comme exécutant privilégié des programmes d'IPHD (International Partnership for Human Development), ASU (Association de secours d'urgence) qui a travaillé dans le cadre des opérations d'urgence avec la FAO, FJEC (Forum des jeunes entrepreneurs du Congo) qui est spécialisé dans le conseil aux microentreprises urbaines, BREAD (Bureau de recherches et d'appui au développement) qui intervient dans la lutte contre le SIDA. Elles constituent des partenaires potentiels pour le Programme.

37. **Entreprises de travaux publics et bureaux d'études et de contrôle.** Plusieurs grandes entreprises nationales ou internationales sont actives dans le secteur des travaux publics et des travaux routiers, principalement avec un financement extérieur (ILO ASSIST, SOCOFRAN, ASTALDI, SGE-C, ESCOM, UNOPS, etc.). En plus, cinq à dix bureaux internationaux d'études et/ou de contrôle sont actifs au Congo. Au moins une dizaine de PME sont également présentes (ETEBBE, SOTRAB, GETRAB, CTP, MHB, COGEBATP, GéoD environnement, ELITO entreprise, Ai2D,

etc..). Les PME du secteur des BTP font face à un ensemble de contraintes, en particulier: i) l'inexistence de concessionnaires pour les engins de TP et le manque de pièces de rechange; ii) les discontinuités d'approvisionnement en matériaux de construction (ciment en particulier) et en carburant; iii) les difficultés d'obtention et le coût élevé des cautions bancaires (10 à 20 % du marché).

## Appendice 1. Organigramme



## **Appendice 2. Termes de Références du personnel**

### **□ Coordonnateur National**

Le (la) Coordonnateur (trice) National (e) du Programme, placé (e) sous l'autorité directe du Comité National de Pilotage a pour mission d'assurer la conduite concertée des activités opérationnelles techniques, administratives, financières et comptables en veillant au respect des dispositions :

- de l'Accord de Prêt ;
- des Lois et Règlements en vigueur au CONGO ;
- des Règles du Manuel de procédures administratives financières et comptables et celles de tout autre manuel, de gestion spécifique conçu et validé/approuvé par le bailleur pour assurer une mise en œuvre correcte des activités ;
- des recommandations validées et approuvées des missions de supervision, de revue technique, d'évaluation et d'audit.

### **Au plan institutionnel**

- ✓ entretenir des relations avec le Ministère de Tutelle, le Représentant de l'Emprunteur, le Comité National de Pilotage et les Bailleurs de Fonds ;
- ✓ entretenir des relations avec les Partenaires identifiés pour la mise en œuvre des activités du programme<sup>6</sup> ;
- ✓ assurer le Secrétariat du Comité de Pilotage conformément à l'Arrêté de création dudit Comité.

### **Au plan Management Général**

- ✓ coordonner l'équipe du Programme ;
- ✓ mettre en œuvre les décisions du Comité National de Pilotage pour assurer l'exécution optimale des activités du Programme ;
- ✓ assurer la responsabilité la bonne gestion des ressources et du patrimoine du Programme ;
- ✓ contrôler la qualité technique du travail au sein de l'UNGP ;
- ✓ contrôler la cohérence de la mise en œuvre des activités des composantes : interrelations fonctionnelles et opérationnelles ;
- ✓ contrôler la qualité technique, la cohérence et la conformité des prestations fournies par les partenaires et autres opérateurs.

### **Au plan de la gestion des PTBA**

- ✓ approuver le projet de PTBA consolidé du Programme y compris les contrats-plan, les appuis hors contrats-plan et autres conventions ;
- ✓ présenter le PTBA consolidé au Comité National de Pilotage pour approbation ;
- ✓ transmettre le PTBA approuvé par le Comité National de Pilotage au bailleur pour Non Objection ;
- ✓ demander les modifications nécessaires du PTBA en cours d'exercice.

### **Au plan financier**

- ✓ demander l'ouverture du compte spécial et du compte du Programme ;
- ✓ autoriser tous les règlements par caisse et banque ;
- ✓ approuver les sommes dues au titre des contrats et autres conventions ;

---

<sup>6</sup> Le programme ici désigne l'ensemble des activités au titre des PRODER et celles spécifiques à la promotion des filières identifiées au titre du PADEF

- ✓ assurer la signature autorisée sur le compte spécial et le compte du PADEF et les autres comptes ouverts au titre des PRODER ;
- ✓ assurer la vérification et la signature autorisée des demandes de fonds de contrepartie/CONGO ;
- ✓ assurer la vérification et la signature autorisée des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) ;
- ✓ assurer la vérification et la signature autorisée des Demandes de Paiement Direct (DPD) et des engagements spéciaux ;
- ✓ assurer le suivi permanent de la Trésorerie en collaboration avec le RAF.

### **Au plan administration générale**

#### Gestion du personnel :

- ✓ autoriser le recrutement du personnel ;
- ✓ proposer les membres de la commission de recrutement ;
- ✓ signer les contrats de travail ;
- ✓ vérifier les états et bulletins mensuels de paie ;
- ✓ approuver les déclarations trimestrielles de cotisations sociales ;
- ✓ approuver les déclarations mensuelles d'impôts sur les salaires ;
- ✓ approuver les demandes de congés ;
- ✓ approuver les décisions de licenciement ;
- ✓ approuver les démissions d'un agent ;
- ✓ autoriser les demandes de participation à des séminaires et formation du personnel.

#### Gestion des achats et frais généraux :

- ✓ autoriser les achats ;
- ✓ autoriser la préparation des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) ;
- ✓ signer les bons de commande ;
- ✓ signer les contrats ou les marchés ;
- ✓ notifier l'adjudication de marché ;
- ✓ autoriser l'avance sur marché ou contrat ;
- ✓ signer les demandes d'exonération : douane, TVA.

#### Missions :

- ✓ approuver les Termes de Référence (TDR) de mission UNGP ;
- ✓ contrôler et approuver le rapport de mission.

#### Administration courante :

- ✓ signer le courrier du Programme ;
- ✓ autoriser l'utilisation de la logistique ;
- ✓ signer les baux à loyer ;
- ✓ entretenir des relations avec les Ministères : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget et, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et l'Etat ;
- ✓ entretenir des relations avec les autres tiers ;
- ✓ entretenir des relations avec le bailleur pour les demandes d'Avis de Non Objection (ANO).

### **Au plan comptable**

- ✓ contrôler les balances et situations budgétaires mensuelles ;
- ✓ vérifier les situations comptables ;
- ✓ contrôler les analyses de comptes : mensuelles, semestrielles.

### **Au plan des rapports d'activités**

- ✓ vérifier et approuver les rapports d'activités périodiques de l'UNGP ;
- ✓ contrôler et approuver les rapports d'activités semestriels du Programme.

**Au plan des états financiers & informations**

- ✓ contrôler les états financiers ;
- ✓ vérifier la situation des contrats et marchés.

**Au plan des rapports d'audit**

- ✓ approuver les **TDR** et short list des auditeurs à consulter ;
- ✓ notifier le choix d'auditeur ;
- ✓ signer le contrat avec l'auditeur ;
- ✓ vérifier et approuver le rapport d'audit ;
- ✓ transmettre le rapport au bailleur dans les délais requis.

### **□ Conseiller Technique Principal (International)**

Le conseiller technique principal (CTP) sera chargé de fournir un appui technique global pour promouvoir une vision programmatique et créer de la synergie dans les interventions. Il/le rendra un appui technique au Coordonnateur national du projet, au personnel, au Comité National de Pilotage du Programme et autres structures analogues. Le CTP est chargée de coordonner la fourniture des intrants techniques nécessaires, l'examen et la préparation des termes de référence et l'examen des résultats des consultants et autres sous-traitants.

#### **Devoirs et responsabilités:**

- \* Fournir une assistance technique et stratégique pour les activités du projet, y compris la planification, le suivi et l'exploitation du site, et prendre le contrôle de la qualité des interventions.
- \* Fournir un soutien pratique au Coordonnateur National, et au personnel du programme dans les domaines de la gestion, la planification et la mise en œuvre des activités, le suivi et l'évaluation de l'impact  
;
- \* Finaliser les modalités de référence pour les consultants et sous-traitants, et aider dans les processus de sélection et de recrutement  
.
- \* Fournir une assistance technique pour la supervision des travaux effectués par les consultants et une assistance technique au personnel recruté par le programme.
- \* Coordonner le travail de tous les consultants et sous-traitants, assurant la livraison en temps opportun des résultats escomptés, avec efficacité et synergie entre les différentes activités en cours ;
- \* Aider le Coordonnateur National dans la préparation et la révision du plan de gestion ainsi que les plans de travail périodiques.
- \* Aider le Coordonnateur National dans le suivi de la qualité technique du projet M & E (y compris les plans de travail annuels, indicateurs et cibles).
- \* Coordonner la préparation du Rapport périodique d'avancement sous la supervision du Coordonnateur National.
- \* Aider le Coordonnateur National dans la préparation du Rapport combiné de mise en œuvre/annuel du projet (PIR / APR), le rapport initial, les rapports techniques, les rapports financiers trimestriels à soumettre à la contrepartie nationale (ministères gouvernementaux), au PNUD, au FEM, et aux autres donateurs comme l'exige.
- \* Aider à superviser le personnel et les consultants dans la conduite d'une évaluation à mi-parcours, et à entreprendre des révisions du programme de mise en œuvre et des stratégies basées sur l'évaluation des résultats.
- \* Aider le Coordonnateur National dans le travail de liaison avec les partenaires du projet, les organismes donateurs, des ONG et d'autres groupes pour assurer une coordination efficace des activités du programme.
- \* Assister le Coordonnateur National dans la gestion des connaissances, des communications et des enseignements de sensibilisation et de document de mise en œuvre du projet et faire des recommandations au Comité National de pilotage du projet pour une mise en œuvre plus efficace et la coordination des activités du programme.



\* Effectuer toute autre tâche pouvant être demandée par le Coordonnateur National, le Comité National de Pilotage et autres partenaires du programme.

Durée : 2 ans.

## **□ Responsable Administratif et Financier (RAF)**

### **Principe directeur**

Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet, le RAF a pour rôle la mise en œuvre, la supervision et le contrôle des actions du Programme au plan administratif, financier et comptable. A ce titre, il met en œuvre dans les règles de l'art, les mesures administratives, financières et comptables dans le but de :

- maîtriser l'ensemble des opérations pour en assurer la traçabilité à tout moment ;
- minimiser les risques de dysfonctionnement de l'organisation ;
- rendre plus opérationnel le fonctionnement global du programme.

Le Responsable Administratif et Financier (RAF) exerce ses fonctions en référence aux principes d'efficacité et la mise en œuvre de ses attributions, responsabilités et tâches doit s'inscrire dans le cadre des dispositions :

- des rapports de pré évaluation ;
- des Accords de Prêt ;
- des Lettres à l'Emprunteur du bailleur ;
- des Manuels de procédures de gestion administrative, financière et comptable ;
- de la réglementation administrative, financière et comptable en vigueur au CONGO.

### **Fonctions principales**

- organiser, animer, exécuter les contrôles nécessaires à une gestion normée de façon :
  - permanente et exhaustive ;
  - objective et pertinente ;
  - fiable et utile ;
- contribuer efficacement à la gestion du programme.

A ce titre, le RAF devra assurer notamment :

- l'application régulière et adéquate des procédures dans la mise en œuvre de l'ensemble des opérations ;
- l'organisation de la planification des travaux administratifs, financiers et comptables pour garantir une tenue correcte et exhaustive des comptes des projets<sup>7</sup>, dans le respect des délais impartis ;
- la consistance de la trésorerie et de l'efficacité de la mobilisation des ressources intérieures (contrepartie de l'Etat) et extérieures (bailleurs). A ce titre, il élabore les plans de trésorerie pour assurer à tout moment les ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités. Enfin il veille à ce que les contreparties de l'Etat soient mises en place conformément à l'Accord de Prêt ;
- la sauvegarde du patrimoine du Programme.

### **Tâches spécifiques**

#### **Système d'information et de gestion**

- participer à la conception dudit système ;

---

<sup>7</sup> Il s'agit des accords de prêts régissant chaque PRODER et le PADEF

- veiller à sa mise en œuvre correcte, à la sécurité des outils qui le constituent (logiciel et matériels) et à la sauvegarde des applications et des fichiers ;
- veiller à sa mise à jour.

#### Organisation générale :

- organiser le plan de travail permettant la bonne réalisation des travaux administratifs, financiers et comptables ;
- veiller à la bonne identification et au classement des pièces comptables justificatives et des documents de gestion ;
- assurer sous sa propre prise en charge la gestion correcte du personnel conformément à la réglementation et veiller à la mise à jour des dossiers du personnel et l'établissement régulier des bulletins de paie, au respect du calendrier de versement aux organismes sociaux ;
- veiller également à l'application du règlement intérieur du Programme ;
- assurer la gestion des déplacements du personnel : ordres de mission, décomptes des frais et remboursement des frais ;
- élaborer et assurer la mise à jour du planning des congés.

#### Elaboration, contrôle et suivi budgétaire

- participer à la détermination des orientations pour l'élaboration du programme des activités et des budgets ;
- mettre en œuvre tous les éléments nécessaires et prendre toutes les mesures suffisantes quant à la préparation, l'élaboration, la soumission, l'examen par le Comité National de Pilotage des projets d'activités et de budgets ;
- analyser et contrôler les demandes de mise à disposition de fonds présentés par les partenaires en relation avec les composantes opérationnelles ;
- assurer le suivi budgétaire, établir la synthèse des bilans d'exécution des budgets et élaborer les tableaux de bord mensuels et les compilations trimestrielles et semestrielles ;
- procéder en relation avec le Responsable de la Programmation et du Suivi/Evaluation, à l'analyse des coûts des activités du Programme.

#### Système comptable

- assurer le suivi et la mise à jour du plan comptable ;
- superviser l'élaboration et le contrôle des reporting comptables :
  - grands livres mensuels : généraux et analytiques ;
  - balances mensuelles : générales et analytiques ;
  - analyses des comptes mensuelles dont il prend en charge, celles relatives aux comptes du bilan (classe 1 à 5) ;
  - rapprochements mensuels des comptes bancaires ;
  - production des états de fin d'année.

#### Trésorerie :

- veiller à la bonne exécution des procédures de trésorerie et de financement. En particulier, veiller au respect des obligations de justification des dépenses imposées par les Bailleurs de fonds et le Gouvernement pour disposer des ressources nécessaires au fonctionnement du Programme ;
- vérifier les soldes bancaires dans les délais requis, les contrôler et suivre le traitement des écritures en suspens ;

- s’assurer régulièrement et formellement de la concordance entre les fonds obtenus et les soldes bancaires : reconstitution des comptes spéciaux ;
- assurer le suivi des documents d’exonération de TVA et de droits de douane.

#### Achats :

- assurer l’application des règles et procédures concernant les acquisitions des biens et services. La mission concerne tous les marchés à passer par l’UNGP. Le RAF devra travailler en étroite collaboration avec les responsables et les techniciens des composantes pour tout ce qui concerne les aspects techniques et les associer, chaque fois que c’est nécessaire, à la définition des spécifications techniques, des termes de référence, des critères d’évaluation et conditions contractuelles. Ses tâches concernent la programmation, la préparation des documents d’appel d’offres, le déroulement de la passation des marchés, l’exécution des marchés et la préparation de rapports ;
- s’assurer que les opérations menées dans ce cadre sont conformes aux directives de passation de marchés financés par le bailleur et à la réglementation en vigueur au CONGO.

#### Autres attributions fonctionnelles

- assurer l’organisation des prises d’inventaires, le contrôle de la valorisation et le traitement des écarts,
- veiller à ce que les moyens du programme notamment les véhicules, soient exclusivement utilisés dans des conditions de transparence, d’économie et de sécurité,
- veiller, en matière de sécurité des biens et des personnes, à ce que :
  - les véhicules et les autres biens (meubles et immeubles) du Programme soient régulièrement et suffisamment assurés auprès d’un organisme officiel et présentant toutes les garanties ;
  - le personnel soit couvert par une assurance pour la prise en charge des soins médicaux et pharmaceutiques.

#### Contrôle :

- contrôler le respect des plans de travail ;
- vérifier la qualité technique des travaux comptables : imputations comptables, contrôles automatiques, exactitude des balances, fiabilité et consistance des états financiers ;
- assurer la validité des pièces justificatives qui sous-tendent les transactions (forme et fonds), et procéder à tout contrôle opportun, régulier ou inopiné permettant d’asseoir la réalité des paiements et leur consistance.

#### Formation :

- identifier les besoins de formation des agents ;
- établir un plan de formation et le faire valider par le Coordonnateur, et avec l’aide de compétences extérieures nationales et/ou internationales, s’assurer de l’exécution du plan de formation.

#### Audits/missions de supervision/revue technique/évaluation du programme :

- assurer la préparation de ces missions ;
- fournir l’assistance nécessaire durant leur séjour ;
- mettre en place les plans d’action de suivi des recommandations et veiller à leur exécution.

### **□ Responsable Passation des Marchés**

Le (la) Spécialiste en Passation des Marchés placé sous l'autorité directe du Coordonnateur National a pour mission de faire en sorte que les marchés nécessaires à la réalisation des activités du Programme soient préparés et exécutés efficacement, dans les règles reconnues et appliquées par le bailleur et par les différentes structures bénéficiaires. Basé au sein de L'UNGP (à Brazzaville), il (elle) rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité, relatives à la programmation, l'acquisition et au suivi de l'utilisation des biens et services fournis par le Programme. Le (la) Spécialiste en passation des marchés est notamment chargé(e) de:

#### **En ce qui concerne l'organisation de la fonction :**

- contribuer à la définition et à la mise en place des outils et procédures pour la passation des marchés du Programme à intégrer dans les manuels de procédures du programme ;
- assister les représentant des structures bénéficiaires pour la mise en place des outils et méthodes selon les dispositions du manuel de procédure;

#### **En ce qui concerne la programmation:**

- ouvrir et tenir à jour un répertoire des fournisseurs et des entreprises selon les procédures de présélection prévues;
- ouvrir et tenir à jour un bordereau des prix unitaires les plus usuels;
- élaborer et tenir à jour la liste détaillée et chiffrée des acquisitions de biens et de services prévues sur le financement du Programme pour tous les bénéficiaires et assister les structures bénéficiaires pour la définition des caractéristiques et spécifications techniques;
- faire assister les partenaires, pour l'élaboration et la mise à jour du plan de passation des marchés chacun en ce qui le concerne;

#### **En ce qui concerne la préparation des documents d'appels d'offres:**

- élaborer les dossiers standards d'appels d'offres pour les divers types de fournitures et les lettres d'invitation et contrats pour les services, et veiller à ce que ces modèles reçoivent les approbations nécessaires du bailleur et de l'Administration congolaise;
- assister tous les partenaires pour la préparation des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO), lettres d'invitation et publications ou à leur demande assurer ces prestations pour leur compte,
- veiller à ce que les dossiers soient instruits selon les procédures arrêtées et fassent l'objet des approbations dans les formes et délais requis (au niveau national et auprès du bailleur).

#### **En ce qui concerne la passation des marchés:**

- préparer et faire publier les avis d'appels d'offres, les demandes de manifestation d'intérêt ainsi que les demandes de propositions;
- assister à toutes les séances d'ouverture et d'évaluation des offres ainsi qu'à toutes les séances d'attribution des marchés au besoin ;
- veiller à la confection des rapports d'évaluation des offres et s'assurer que ceux-ci sont conformes aux modèles du bailleur et obtenir les approbations nécessaires du bailleur et des Autorités compétentes de l'Administration;
- préparer les marchés et veiller à ce qu'ils soient signés, approuvés, et notifiés selon le manuel des procédures et dans les meilleurs délais;
- s'assurer que les soumissionnaires non retenus reçoivent les informations nécessaires ainsi que leurs cautions de soumission aussitôt après la décision d'attribution des marchés.

#### **En ce qui concerne l'exécution des marchés:**

- veiller à ce que les engagements des marchés soient systématiquement soumis à l'approbation du Coordonnateur et communiqués au Comptable;
- veiller à ce que les dispositions nécessaires aient été prises pour que l'exécution des marchés soit supervisée suivant les exigences spécifiques de chaque marché;
- organiser les commissions de réception des fournitures, et s'assurer que les articles, biens et services reçus sont corrects pour ce qui est de la quantité et de la qualité et qu'ils sont conformes aux spécifications;
- prendre les mesures nécessaires pour que les biens et services soient livrés et entreposés en sûreté aux endroits et aux dates précisés;

- préparer les rapports semestriels sur la situation des marchés.

**En ce qui concerne le respect des accords avec le bailleur**

- veiller à ce que les procédures décrites dans les accords avec le bailleur soient respectées à tous les stades des acquisitions de biens et de services;
- veiller à ce que les montants cumulés des fournitures acquises suivant les diverses procédures ne dépassent pas les plafonds fixés dans les accords de prêt ou de don.

**En ce qui concerne l'utilisation des biens acquis:**

- élaborer et tenir à jour les rapports sur l'utilisation et le fonctionnement des équipements mis à la disposition de tous les bénéficiaires et veiller à ce que leur maintenance soit effectuée selon des méthodes efficaces et économiques.

### **□ Responsable de la Programmation et du Suivi - Evaluation**

Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet, le Responsable de la Programmation et du Suivi/Evaluation exerce ses attributions et responsabilités dans le respect des dispositions :

- du Rapport de pré-évaluation ;
- de l'Accord de Prêt ;
- des recommandations validées et approuvées des missions de supervision, de revue technique, d'évaluation et d'audit.

### **Principe directeur**

Le Responsable de la Programmation et du Suivi - Evaluation est chargé de la conception et de la gestion participative du système de planification et de suivi - évaluation du projet. Il est responsable de la mise en œuvre des activités y afférant dans le cadre du programme et via ses partenaires. Il veille au développement d'un système de Suivi - Evaluation Participatif basé sur des mécanismes et systèmes formels.

### **Fonctions spécifiques**

#### **Mise en place du système S/E Participatif**

- ✓ procéder à la révision du cadre logique du Programme, en particulier dans les domaines des indicateurs et des mécanismes de suivi pour chaque projet spécifique (PRODER 2, PRODER3 et PADEF);
- ✓ guider un processus d'établissement de la situation de référence (étude de base) ; vérifier la qualité des données socio-économiques disponibles sur la zone du programme, les méthodes utilisées pour les collecter et leur degré de fiabilité pour constituer de bonnes statistiques de base ;
- ✓ guider le processus d'identification et de conception des indicateurs clés pour les composantes de chaque projet spécifique en vue de l'enregistrement et du compte-rendu des progrès physiques par rapport aux prévisions du PTBA ;
- ✓ clarifier les besoins essentiels d'information de la Coordination du Programme, de la tutelle technique, du Comité National de pilotage, des Bailleurs de fonds et en relation avec les intervenants, établir le cadre et les procédures pour l'évaluation des activités du Programme ;
- ✓ s'assurer que tous les contrats signés avec les opérateurs/prestataires de services incluent des spécifications pour le suivi interne requis d'eux, les systèmes de rapportage et les pénalités pour défaut de compte-rendu comme spécifié ;
- ✓ passer en revue avec les Partenaires à la mise en œuvre, leurs approches et systèmes d'information existants et s'accorder sur tout changement, appuis et ressources requis ;
- ✓ guider un processus d'identification des questions et paramètres clés de performance en vue du suivi des performances du programme et de leur comparaison avec les objectifs ;
- ✓ guider et superviser les organismes contractants pour réaliser les enquêtes et études spécifiques requises pour l'évaluation des effets et des impacts du Programme ;
- ✓ développer un plan de renforcement des capacités du programme en matière de S/E ;
- ✓ organiser et mettre en œuvre de manière participative des formations en S/E sur la base des besoins des intervenants, notamment les bénéficiaires ;
- ✓ développer l'ensemble du cadre pour le suivi et l'évaluation (S/E) du programme, notamment les revues annuelles, les évaluations participatives d'impact, le suivi des processus, le suivi des opérations et les ateliers de capitalisation des leçons apprises ;
- ✓ développer le Système d'Information et l'intégrer comme outil de planification et de gestion de l'UNGP.

### Mise en œuvre du S/E

- ✓ assurer la coordination technique du PTBA au niveau de l'UNGP et s'assurer que les activités envisagées concourent à la réalisation du programme ;
- ✓ concevoir sur la base du PTBA, le cadre de suivi des réalisations physiques et des processus relatifs aux activités du Programme ;
- ✓ appuyer l'équipe du Programme et les partenaires de mise en œuvre dans la préparation de leurs rapports d'avancement. Ensemble, analyser ces rapports en termes de problèmes et d'actions nécessaires. Préparer les rapports d'avancement consolidés, pour l'UNGP, à soumettre aux instances appropriées et le calendrier approuvé ;
- ✓ réviser les rapports de suivi ; les analyser pour l'évaluation d'impact et pour identifier les causes d'éventuels obstacles dans la mise en œuvre du Projet ;
- ✓ collaborer avec l'équipe du projet et les partenaires de mise en œuvre sur le suivi qualitatif en vue de fournir des informations pertinentes pour l'évaluation en cours des activités, effets, et impacts du Programme ;
- ✓ s'assurer qu'en général, les décisions relatives au suivi sont conformes aux documents des projets spécifiques constituant le programme et, en particulier, que les spécifications de ces documents sont entièrement observées dans la conception du système de S/E du Programme ;
- ✓ informer et participer aux missions de supervision et d'évaluation externes des bailleurs de fonds et autres agences en analysant les rapports de suivi ainsi qu'en fournissant une connaissance directe et personnelle de la situation de terrain ;
- ✓ organiser des sessions de recyclage en S/E pour l'équipe du Programme, les partenaires de mise en œuvre, les organisations locales et les bénéficiaires ;
- ✓ planifier des rencontres régulières pour identifier les leçons de l'expérience et les conséquences pour les prochaines étapes du Programme ;
- ✓ assurer la gestion du système d'information du Programme.

### Reporting

- ✓ préparer les rapports sur les résultats du S/E, comme requis, en étroite collaboration avec le service financier, l'équipe technique et les partenaires de mise en œuvre ;
- ✓ effectuer régulièrement des visites de terrain pour appuyer la mise en œuvre du S/E et pour identifier là où des adaptations pourraient être nécessaires ;
- ✓ guider le partage régulier des résultats du S/E avec l'équipe du Programme, les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires ;
- ✓ fournir, en collaboration avec le Responsable Administratif et Financier, au Coordonnateur du Programme les informations de gestion qu'il pourrait demander ;
- ✓ faire des rapports réguliers au Coordonnateur du programme, en mettant en relief les points essentiels et préparer la documentation pour les réunions ;
- ✓ vérifier que les données du suivi sont discutées au niveau des instances appropriées et en temps utile en termes d'implications pour les actions appropriées et en temps utile en termes d'implications pour les actions futures.



### **□ Responsable de la communication et gestion des connaissances**

**Position** : Placé sous l'autorité du Coordonnateur National du Programme, le/la RCGI sera responsable de la gestion quotidienne des activités stratégiques et opérationnelles de communication, de gestion des savoirs et d'innovation, afin d'accroître la performance, la durabilité et l'impact des Projets financés par le FIDA en République Démocratique du Congo.

**Responsabilités** : Dans l'exercice de ses fonctions et en accord avec les Coordonnateurs, il/elle doit :  
En ce qui concerne la communication :

- Dégager des axes stratégiques de communication institutionnelle à même de renforcer la visibilité des résultats et actions menées par les projets financés par le FIDA en RDC ; et élaborer un plan de communication pour l'ensemble des différents programmes/projets ;
- Assurer les relations presse : organisation des conférences de presse, rédaction d'articles, dossiers de presse, communiqués
- Produire les outils de communication et le matériel promotionnel (lettre d'information, brochures, dossier de presse, plaquette, rapport d'activité, affichages, reportages, films, des contenus interactifs pour le web et les médias, panneaux d'exposition, etc.)
- Développer et entretenir de manière proactive des réseaux de relations et de partenariat avec les médias, les agences / projets des Nations Unies pour l'exploitation conjointe de leurs outils de communication (radio), des structures de l'Etat telles que le Ministère de l'Agriculture, le Ministère du Développement Rural, le Ministère du Genre, Femme, Famille et Enfant et le Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisirs.

En ce qui concerne la gestion des connaissances et des innovations :

- Promouvoir et animer le partage des innovations, des leçons apprises et l'échange d'expériences entre les projets financés par le FIDA, d'une part, et entre les projets et les partenaires sur les différents thématiques et les problématiques de mise en œuvre, d'autre part ;
- Faciliter l'organisation d'ateliers avec les partenaires et autres acteurs de développement du FIDA sur la revue du Programme – Pays pour discuter des meilleures pratiques et des défis à relever par les projets et programmes en cours ;
- Assurer la conception et le développement du site Web, et assurer des liens avec les sites des autres projets FIDA, FIDAFRIQUE et le portail sur la pauvreté rurale du FIDA
- Contribuer au développement des capacités des projets en gestion des savoirs ;
- Collecter, analyser, documenter, organiser et diffuser les informations essentielles sur les projets, les résultats, les innovations et les bonnes pratiques ; assurer la gestion continue des connaissances et l'apprentissage dans le cadre du système de suivi/évaluation des projets et programmes ;
- Mettre en place et animer un centre d'information ; développer et gérer des systèmes d'informations et bases de données ;
- Assurer une veille de l'information dans le secteur du développement rural dans le Pays ;

- Préparer les supports de communication pour les ateliers et réunions du projet et assurer la communication événementielle des projets et du Programme-Pays ;
- Préparer et diffuser un bulletin périodique d'information sur le Programme – Pays. ;
- Participer au dialogue politique dans le but de renforcer les politiques en faveur des pauvres, et en faveur des évolutions technologiques, institutionnelles et sur les innovations.

**En ce qui concerne le développement de programme, supervision et mise en œuvre :**

- Participer à l'élaboration du COSOP et aux formulations et supervisions des programmes et projets ;
- Appuyer le système de suivi-évaluation des projets et programmes dans le domaine de la gestion de l'innovation et des connaissances ;
- Participer à l'élaboration des plans de travail et de budgets annuels (PTBA) ;
- Produire les rapports trimestriels d'exécution ainsi qu'un rapport consolidé annuel d'exécution ;
- Participer aux réunions du comité de pilotage ;
- Synthétiser les rapports des projets pour les discussions semestrielles de l'Equipe de gestion programme – pays. Le rapport mettra en relief les activités en cours, les résultats obtenus par rapport aux objectifs établis, la situation budgétaire, les défis de la mise en œuvre, les relations avec les partenaires et les bénéficiaires, le dialogue politique et l'efficacité de la mise en œuvre.

## **□ Auditeur interne**

### **Principe directeur :**

L'auditeur interne est sous la supervision du Comité National de Pilotage du Programme à qui lui rend compte périodiquement de ses activités de contrôle interne.

L'avis de l'auditeur interne est requis sur chaque rapport financier présenté au Comité National de Pilotage ainsi que sur les constats faits sur la gestion des ressources au cours de la période sous revue.

Au moins une fois chaque trois mois, l'auditeur interne passe en revue la gestion du programme au niveau de l'unité Nationale de gestion. La même revue s'effectue une fois chaque semestre au niveau de chaque unité départemental de l'Agriculture.

L'auditeur interne a pour mission de réaliser une évaluation générale à chaque niveau.

En complément de l'évaluation générale ci-dessus, il a pour rôle de:

1. Elaborer un programme annuel d'audit des composantes du Programme ;
2. Exécuter les missions d'Audit Interne en conformité avec les normes Internationales régissant la pratique professionnelle de l'Audit Interne et les procédures admises ;
3. Veiller à ce que les procédures appliquées soient conformes aux Manuels des procédures du PADEF et aux principes de transparence et de saine gestion. Il prêtera une attention particulière, notamment au respect de pratiques saines en matière de gestion financière ;
4. S'assurer que toutes les ressources du programme ont été employées conformément aux dispositions des accords de financement, dans un souci de transparence, d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été allouées. Une attention particulière sera également portée sur les ressources exceptionnelles.
5. Identifier les dysfonctionnements ainsi que leurs conséquences et proposer les mesures appropriées pour y remédier ;
6. Evaluer le système de contrôle interne lié à l'efficacité et à l'efficacité de l'exécution des activités du Programme ;
7. Contrôler périodiquement les transactions financières liées aux activités du Programme, en s'assurant de leur opportunité, de leur régularité et des niveaux de risques, fraudes et corruptions éventuelles ;
8. Auditer les services administratifs, comptables et financiers des différents acteurs impliqués à quelque niveau que ce soit dans l'exécution des activités du Programme ;
9. Examiner le processus de recrutement du personnel affecté au projet et des consultants, et déterminer si ce processus était transparent et compétitif.
10. Examiner les pièces comptables de l'agent d'exécution et déterminer si elles se prêtent à tenir un dossier exact et complet des encaissements et décaissements en liquide; et à faciliter l'établissement des rapports financiers trimestriels
11. Réaliser des inspections physiques des acquisitions de biens du Programme ;

12. Examiner l'utilisation, le contrôle et l'écoulement du matériel durable et déterminer leur conformité au Manuel de Manuel de procédure ; et, aussi, si l'équipement acheté répond aux besoins définis et si son utilisation est conforme aux buts recherchés
13. Examiner les dossiers de passation de marches pour s'assurer du respect des principes de transparence; d'économie et d'efficacité et leur conformité selon les Procédures du Programmes ;
14. Vérifier si les fonds alloués au Programme ont été dépensés aux fins pour lesquelles ils ont été décaissés et si les pièces justificatives ont été bien conservées. et si les opérations suivent les prescriptions du Manuel de procédure.
15. Examiner les dossiers de demandes de paiements directs et s'assurer qu'elles ont été signées par des représentants autorisés du gouvernement

## **□ Assistant SIG**

**Position :** Placé sous l'autorité du Coordonnateur National du Programme, et spécifiquement du responsable de suivi évaluation, l'Assistant SIG assurera différentes tâches dans la mise au format et la mise en carte des informations géographiques utilisées par les PRODER et le PADEF.

### **Mission :**

Il interviendra essentiellement dans les actions suivantes :

- Collecte des données concernant l'état du territoire
- Localisation des PRODER et du PADEF au Congo
- La mise à jour et la gestion des bases données géographiques

Il sera également impliqué dans le développement de méthodes d'analyses cartographiques avec comme tâches suivantes :

- Appui technique à la création de base de données géographique
- Récupération des données issues des enquêtes de terrain et des fiches d'encodage de position de PRODER et du PADEF pour alimenter les Bases de données
- Implémentation de routines et procédures d'analyses géographiques multicritères
- Conception et réalisation efficace et rapide de cartes selon une sémiologie graphique prédéfinie : positionnement des réalisations des PRODER et du PADEF, cartes de l'état du territoire (cartes de diagnostic), cartes de préparation des missions pour les agents de terrain, etc.
- Production de cartes interactives en utilisant l'outil prévu à cet effet en collaboration avec le Spécialiste SIG

Il sera enfin impliqué dans la gestion des données géographique de référence:

- Mise à jour des localités et maintien de la codification
- Suivi des indicateurs des PRODER et du PADEF
- Intégration dans la base de données des mises à jour transmises par les différents partenaires
- Diffusion des mises à jour et réponse à la demande (gravure de CDRom, impression, transfert sur le site Web...)

L'Assistant aura par ailleurs toute la latitude de proposer des solutions techniques pour accéder aux données géographiques ou développer des applications pouvant permettre de les exploiter de façon interactive. Il pourra également être emmené à dispenser des formations ou séminaires de sensibilisation en SIG.

### **□ Spécialiste Production Végétale et Animale**

**Attributions:** Sous l'autorité du coordonnateur national, le Spécialiste Production Végétale et Animale est chargé de suivre et coordonner la mise en oeuvre de la composante .... du programme. De manière générale, il intervient sur toutes les composantes par rapport aux questions de production végétale et animale et travaille en équipe avec tous les cadres de l'UNGP.

**Localisation et durée:** Unité Nationale de gestion du programme à Brazzaville avec des possibilités de déplacements dans la zone du programme. Poste à plein temps soumis à des évaluations annuelles de performances.

#### **Mandat:**

- assister le coordonnateur dans l'élaboration et le suivi des programmes de travail et budget annuels (PTBA) concernant les aspects de production végétale et animale;
- mettre en cohérence les activités de production végétale et animale au titre du PRODER 2, du PRODER 3 et du PADEF dans les différentes zones d'intervention ;
- détailler les modalités de mise en oeuvre des différentes activités de la composante relevant de sa responsabilité et élaborer pour ces dernières des cadres logiques détaillés avec la participation des bénéficiaires et des partenaires chargés de mettre en oeuvre les activités notamment les DDA;
- Veiller à la bonne maîtrise des activités au titres de chaque projet spécifique (PRODER 2, PRODER 3 et PADEF) par les équipes départementaux de mise en œuvre.
- suivre les activités de formation des partenaires contractuels, des bénéficiaires et des élus locaux, et en particulier concevoir ou recruter un prestataire compétent capable de concevoir les modules de formation, puis superviser et évaluer leur mise en oeuvre et leur impact;
- superviser la sensibilisation des populations cibles sur les activités du programme dans les zones d'intervention pour ce qui concerne les aspects de production végétale et animale;
- préparer les dossiers de préqualification, termes de référence, cahiers des charges et dossiers d'appel d'offres des prestataires de services ;
- suivre le lancement des dossiers d'appel d'offres et participer (si possible) au dépouillement des propositions pour le choix des prestataires de services;
- En relation avec les responsables de passation des marchés et du RAF, préparer les dossiers de sélection et organiser la sélection des PS pour la mise en œuvre de la composante;
- en collaboration avec le RAF, rédiger les contrats avec ces partenaires, les soumettre pour discussion à l'équipe de direction du projet et en assurer le suivi une fois signés;
- rédiger les rapports mensuels, trimestriels et annuels de suivi de la composante relevant de sa responsabilité;
- Collaborer à la préparation et à l'organisation des ateliers de suivi-évaluation participatif communautaire ;
- apporter son entière et directe collaboration aux missions d'évaluation de supervision du FIDA;
- maintenir des relations étroites avec: (a) au niveau local: les responsables administratifs et élus locaux, les OB, les ONG, les projets intervenant dans les départements; (b) au

niveau national: les principaux projets intervenant ailleurs dans le pays et les bailleurs de fonds s'intéressant au développement communautaire, aux organisations paysannes

### **□ Spécialiste Pêche et Pisciculture**

**Attributions:** Sous l'autorité du coordonnateur national, le Spécialiste Pêche et Pisciculture est chargé de suivre et coordonner la mise en oeuvre de la composante Pêche et Pisciculture du programme. De manière générale, il intervient sur toutes les composantes sur les aspects pêche et pisciculture et travaille en équipe avec tous les cadres de l'UNGP.

**Localisation et durée:** Unité Nationale de gestion du programme à Brazzaville avec des possibilités de déplacements dans la zone du programme. Poste à plein temps soumis à des évaluations annuelles de performances.

#### **Mandat:**

- assister le coordonnateur dans l'élaboration et le suivi des programmes de travail et budget annuels (PTBA) concernant les aspects pêche et pisciculture;
- mettre en cohérence les activités de pêche et pisciculture au titre du PRODER 2, du PRODER 3 et du PADEF dans les différentes zones d'intervention ;
- détailler les modalités de mise en oeuvre des différentes activités de la composante relevant de sa responsabilité et élaborer pour ces dernières des cadres logiques détaillés avec la participation des bénéficiaires et des partenaires chargés de mettre en oeuvre les activités notamment les DDA;
- Veiller à la bonne maîtrise des activités au titres de chaque projet spécifique (PRODER 2, PRODER 3 et PADEF) par les équipes départementaux de mise en œuvre.
- suivre les activités de formation des partenaires contractuels, des bénéficiaires et des élus locaux et en particulier concevoir ou recruter un prestataire compétent capable de concevoir les modules de formation, puis superviser et évaluer leur mise en oeuvre et leur impact;
- superviser la sensibilisation des populations cibles sur les activités du programme dans les zones d'intervention concernées par les aspects pêche et pisciculture;
- préparer les dossiers de pré-qualification, termes de référence, cahiers des charges et dossiers d'appel d'offres des prestataires de services ;
- suivre le lancement des dossiers d'appel d'offres et participer (si possible) au dépouillement des propositions pour le choix des prestataires de services;
- En relation avec les responsables de passation des marchés et du RAF, préparer les dossiers de sélection et organiser la sélection des PS pour la mise en œuvre de la composante;
- en collaboration avec le RAF, rédiger les contrats avec ces partenaires, les soumettre pour discussion à l'équipe de direction du projet et en assurer le suivi une fois signés;
- rédiger les rapports mensuels, trimestriels et annuels de suivi de la composante relevant de sa responsabilité;
- Collaborer à la préparation et à l'organisation des ateliers de suivi-évaluation participatif communautaire ;
- apporter son entière et directe collaboration aux missions d'évaluation de supervision du FIDA;
- maintenir des relations étroites avec: (a) au niveau local: les responsables administratifs et élus locaux, les OB, les ONG, les projets intervenant dans les départements; (b) au



niveau national: les principaux projets intervenant ailleurs dans le pays et les bailleurs de fonds s'intéressant au développement communautaire, aux organisations paysannes

### **□ Spécialiste en infrastructures**

**Attributions:** Sous l'autorité du coordonnateur national, le Spécialiste en infrastructures est chargé de suivre et coordonner la mise en oeuvre de la composante infrastructures du programme. De manière générale, il intervient sur toutes les composantes dans les domaines des infrastructures et travaille en équipe avec tous les cadres de l'UNGP.

**Localisation et durée:** Unité Nationale de gestion du programme à Brazzaville avec des possibilités de déplacements dans la zone du programme. Poste à plein temps soumis à des évaluations annuelles de performances.

#### **Mandat:**

- assister le coordonnateur dans l'élaboration et le suivi des programmes de travail et budget annuels (PTBA) concernant les infrastructures;
- mettre en cohérence les activités de mise en place des infrastructures au titre du PRODER 2, du PRODER 3 et du PADEF dans les différentes zones d'intervention ;
- détailler les modalités de mise en oeuvre des différentes activités de la composante relevant de sa responsabilité et élaborer pour ces dernières des cadres logiques détaillés avec la participation des bénéficiaires et des partenaires chargés de mettre en oeuvre les activités notamment les DDA;
- Veiller à la bonne maîtrise des activités au titres de chaque projet spécifique (PRODER 2, PRODER 3 et PADEF) par les équipes départementaux de mise en œuvre;
- suivre les activités de formation des partenaires contractuels, des bénéficiaires et des élus locaux et en particulier concevoir ou recruter un prestataire compétent capable de concevoir les modules de formation, puis superviser et évaluer leur mise en oeuvre et leur impact;
- superviser la sensibilisation des populations cibles sur les activités dans les zones d'intervention du Programme;
- préparer les dossiers de pré-qualification, termes de référence, cahiers des charges et dossiers d'appel d'offres des prestataires de services ;
- suivre le lancement des dossiers d'appel d'offres et participer (si possible) au dépouillement des propositions pour le choix des prestataires de services;
- En relation avec les responsables de passation des marchés et du RAF, préparer les dossiers de sélection et organiser la sélection des PS pour la mise en œuvre de la composante;
- en collaboration avec le RAF, rédiger les contrats avec ces partenaires, les soumettre pour discussion à l'équipe de direction du projet et en assurer le suivi une fois signés;
- rédiger les rapports mensuels, trimestriels et annuels de suivi de la composante relevant de sa responsabilité;
- Collaborer à la préparation et à l'organisation des ateliers de suivi-évaluation participatif communautaire ;
- apporter son entière et directe collaboration aux missions d'évaluation de supervision du FIDA;
- maintenir des relations étroites avec: (a) au niveau local: les responsables administratifs et élus locaux, les OB, les ONG, les projets intervenant dans les départements; (b) au

niveau national: les principaux projets intervenant ailleurs dans le pays et les bailleurs de fonds s'intéressant au développement communautaire, aux organisations paysannes

## **□Spécialiste Développement des filières et Renforcement des Capacités**

**Attributions:** Sous l'autorité du coordonnateur national, le responsable du développement est chargé de suivre et coordonner la mise en oeuvre de la composante filière et renforcement des capacités du programme. De manière générale, il intervient sur toutes les composantes dans les domaines de l'animation et de la formation et travaille en équipe avec tous les cadres de l'UNGP.

**Localisation et durée:** Unité Nationale de gestion du programme à Brazzaville avec des possibilités de déplacements dans la zone du programme. Poste à plein temps soumis à des évaluations annuelles de performances.

### **Mandat:**

- assister le coordonnateur dans l'élaboration et le suivi des programmes de travail et budget annuels (PTBA) concernant le développement des filières et le renforcement des capacités;
- en collaboration avec les responsables des autres composantes, préparer un répertoire des ONG, PME, bureaux d'études partenaires potentiels du programme. Ce répertoire est à actualiser chaque année;
- mettre en cohérence les activités de développement des filières et de renforcement des capacités au titre du PRODER 2, du PRODER 3 et du PADEF dans les différentes zones d'intervention ;
- détailler les modalités de mise en oeuvre des différentes activités de la composante relevant de sa responsabilité et élaborer pour ces dernières des cadres logiques détaillés avec la participation des bénéficiaires et des partenaires chargés de mettre en oeuvre les activités notamment les DDA;
- Veiller à la bonne maîtrise des activités au titres de chaque projet spécifique (PRODER 2, PRODER 3 et PADEF) par les équipes départementaux de mise en œuvre;
- suivre les activités de formation des partenaires contractuels, des bénéficiaires et des élus locaux et en particulier concevoir ou recruter un prestataire compétent capable de concevoir les modules de formation, puis superviser et évaluer leur mise en oeuvre et leur impact;
- superviser la sensibilisation des populations cibles sur les activités dans les zones d'intervention du Programme;
- préparer les dossiers de préqualification, termes de référence, cahiers des charges et dossiers d'appel d'offres des prestataires de services ;
- suivre le lancement des dossiers d'appel d'offres et participer (si possible) au dépouillement des propositions pour le choix des prestataires de services;
- En relation avec les responsables de passation des marchés et du RAF, préparer les dossiers de sélection et organiser la sélection des PS pour la mise en œuvre de la composante;
- en collaboration avec le RAF, rédiger les contrats avec ces partenaires, les soumettre pour discussion à l'équipe de direction du projet et en assurer le suivi une fois signés;
- rédiger les rapports mensuels, trimestriels et annuels de suivi de la composante relevant de sa responsabilité;

- Collaborer à la préparation et à l'organisation des ateliers de suivi-évaluation participatif communautaire ;
- apporter son entière et directe collaboration aux missions d'évaluation de supervision du FIDA;
- maintenir des relations étroites avec: (a) au niveau local: les responsables administratifs et élus locaux, les OB, les ONG, les projets intervenant dans les départements; (b) au niveau national: les principaux projets intervenant ailleurs dans le pays et les bailleurs de fonds s'intéressant au développement communautaire, aux organisations paysannes

## **□ Comptable**

### **Principe directeur**

Sous l'autorité du Coordonnateur et, sous la supervision et le contrôle du RAF, le Comptable assure la tenue de la comptabilité du Programme dans les conditions et les délais requis pour assurer une bonne visibilité de la gestion comptable et financière et ce, conformément aux principes comptables généralement admis tels qu'ils sont rappelés dans le Manuel de procédures.

Le comptable inscrit son action dans le respect des principes comptables en vigueur au CONGO et notamment dans l'application :

- des dispositions du système comptable OHADA ;
- des règles du Manuel de procédures administratives, financières et comptables du Programme.

### **Fonctions principales**

Elles consistent à :

- assurer la comptabilisation de toutes les pièces justificatives du projet en garantissant les exigences de :
  - consistance et d'exhaustivité ;
  - fiabilité et de pertinence ;
  - sincérité et de régularité ;
- établir les synthèses intermédiaires et les états financiers et, les analyses des comptes pour s'assurer de la fiabilité et de la consistance des informations comptables produites à travers les situations suivantes :
  - journaux : banques, caisses, achats, opérations diverses etc. ;
  - grands livres généraux et analytiques, balances générale et analytique ;
  - états mensuels des réalisations budgétaires ;
  - bilan, tableaux ressource/emplois, comptes de résultat ;
  - états détaillés des dépenses effectuées sur les fonds du prêt.

### **Fonctions spécifiques**

- assurer les imputations comptables générales et analytiques et le contrôle des imputations ;
- superviser la saisie informatique des imputations ;
- procéder au contrôle du brouillard de saisie et le faire valider par le RAF ;
- assurer la validation informatique du brouillard ;
- assurer la tenue des livres comptables et l'édition régulière et à bonne date des situations requises :
  - livre journal et livres auxiliaires : journal des achats, les journaux de trésorerie, caisses/banques, le journal des opérations diverses ;
  - grand livre général et analytique ;
  - balance générale et analytique.
- assurer le contrôle de toutes les opérations de règlement et détenir le chéquier en circulation :

- fournisseurs et prestataires divers ;
  - salaires et primes ;
  - frais de mission ;
  - approvisionnement des caisses.
- élaborer les rapprochements bancaires à bonnes dates avec analyse et documentation des écritures en suspens de tous les comptes bancaires du programme ;
  - préparer les états de paie des salaires et des indemnités, les déclarations sociales ;
  - élaborer les analyses de comptes mensuelles, des comptes de gestion (classes 6 et 7 ; celles des classes 1, 2, 3, 4, 5 sont établis par le RAF) ;
  - participer aux travaux d’audit dont il assure une bonne préparation avec le RAF et l’Assistant Administratif et Comptable ;
  - participer à la préparation des PTBA en fournissant les données historiques relatives à l’exécution des activités ;
  - organiser, superviser et contrôler le travail de l’Assistant Administratif et Comptable et plus particulièrement en ce qui concerne la saisie des pièces comptables, la gestion de la caisse de menues dépenses, la préparation des règlements par banque, la gestion des stocks de fournitures et de carburant ;
  - assurer la gestion de la sauvegarde des applications et des fichiers pour éviter toute perturbation dans la gestion comptable et financière du Programme ;
  - assurer le back up (remplacement) en cas d’indisponibilité :
    - du RAF à l’exclusion du pouvoir de signature des chèques ;
    - de l’Assistant Administratif et Comptable et notamment en ce qui concerne la saisie, la préparation des règlements, la gestion de la petite caisse.

### **□ Assistante Administrative et Comptable (AAC)**

Sous l'autorité du Coordonnateur, la supervision du RAF et le contrôle du Comptable, l'Assistant Administratif et Comptable inscrit son action dans le respect des dispositions des règles du Manuel de procédures administratives, financières et comptables du projet. Il est chargé des opérations suivantes :

- apporter une assistance exécutive dans les opérations comptables notamment en prenant en charge la saisie des pièces comptables, le contrôle des saisies et la production des brouillards de saisie. A ce titre, il doit au préalable s'assurer de l'imputation correcte générale et analytique de chaque pièce et en cas de distorsion aviser le comptable avant tout redressement ;
- assurer la préparation et la mise en règlement des factures des fournisseurs et des prestataires et des autres dépenses en s'assurant que les liasses de règlement sont consistantes et probantes ;
- prendre en charge la gestion de la caisse de menues dépenses dans le respect du plafond de caisse, de la dépense maximale à effectuer par caisse et du seuil de réapprovisionnement. L'Assistant Administratif et Comptable devra veiller à la tenue correcte et régulière du brouillard de caisse dont les soldes sont arrêtés à la fin de chaque journée. Il doit assurer :
  - le contrôle de l'éligibilité des dépenses par caisse, leur justification correcte et exhaustive ;
  - l'exactitude de l'encaisse à tout moment ;
  - la préparation des réapprovisionnements et les retraits auprès de la banque ;
  - l'établissement des arrêtés mensuels avec le comptable.
- ouvrir et tenir à jour un répertoire des fournisseurs et des entreprises, en utilisant les procédures prévues en particulier par le manuel de procédures ;
- ouvrir et tenir à jour les bordereaux des prix unitaires les plus usuels (à partir de consultations des fournisseurs) ;
- centraliser les Dossiers d'Appel (D/A), préparer les bons de commande et assurer le suivi des commandes ;
- gérer le stock de fournitures conformément aux dispositions du Manuel de procédures ;
- assurer les opérations de gestion du carburant, de détention des bons de valeurs, de mise à disposition aux ayants droit conformément au Manuel de procédures ;
- assurer le suivi des véhicules : entretien, réparation et, mise en place et contrôle des carnets de bord ;
- gérer les temps de présence et le suivi des feuilles de présence journalière ;
- participer aux opérations relatives aux inventaires physiques ;
- assurer la gestion des pièces comptables (classement et archivage) ;
- assurer le back up (remplacement) du Comptable dans certaines opérations spécifiques préalablement identifiées par le RAF et le Comptable.

### **Gestion du courrier :**

- tenir à jour les registres et le système de classement des courriers arrivée et départ conformément au Manuel de procédures administratives, financières et comptables ;
- saisir et mettre en forme tout le courrier sortant et soumis à la signature du Coordonnateur ;
- dispatcher le courrier entrant en direction des intéressés, selon les instructions du Coordonnateur du Programme
- coordonner et superviser tous les travaux de secrétariat de l'Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) ;



- superviser le système de traitement et de classement des rapports en provenance des Responsables de Composantes et des Partenaires du Programme ;
- organiser et centraliser la gestion de la documentation de l'UNGP ;
  - gérer l'agenda du Coordonnateur, du Responsable Administratif et Financier et du Responsable de la Programmation et du Suivi – Evaluation.

✓ **Administration :**

- tenir et mettre à jour les dossiers individuels du personnel de l'UNGP ;
- assurer les contacts avec les organismes sociaux dans le cadre de leurs prestations liées au personnel ;
- assurer la gestion et le suivi des ordres de mission ainsi que les rapports y afférant et veiller à leur système de classement ;
- tenir à jour le registre des chèques émis par le Service Administratif et Financier ;
- tenir à jour le registre des factures en provenance des fournisseurs et partenaires du Programme ;
  - participer à la mise en forme du PTBA ainsi que des rapports élaborés par le Responsable de la Programmation et du Suivi - Evaluation.

❑ **Assistant Programmation et Suivi/Evaluation**

Sous l'autorité du Coordonnateur et, sous le rattachement direct au Responsable de la Programmation et du Suivi - Evaluation, qui assure sa supervision et son contrôle, l'Assistant est chargé d'appuyer le Responsable de la Programmation et du Suivi - Evaluation du Programme dans la mise en œuvre des activités de S/E. Il exerce ses responsabilités et tâches conformément aux dispositions :

- du Rapport de pré-évaluation,
- de l'Accord de Prêt,
- des recommandations validées et approuvées des missions de supervision, de revue technique, d'évaluation et d'audit.

Ses différentes tâches s'articulent notamment autour des éléments suivants :

- ✓ assurer la collecte, la saisie, le traitement et l'analyse des informations recueillies dans le cadre des activités de Suivi - Evaluation ;
- ✓ préparer des éléments de feedback du dispositif de S/E (rapports, articles, mémorandum, etc.) et le ventiler à tous les utilisateurs (internes et externes) ;
- ✓ tenir à jour le tableau de bord du système de S/E ;
- ✓ assurer la gestion de diverses bases de données ;
- ✓ assurer la gestion de la documentation technique du Projet ;
- ✓ participer à la formation des acteurs en S/E ;
- ✓ participer à la coordination des activités de S/E réalisées par les partenaires
- ✓ assurer la préparation de la documentation de base nécessaire aux missions d'évaluation et de revues techniques
  
- ✓ participer au processus d'évaluation des cycles et élaborer des documents y afférents ;
- ✓ participer à l'élaboration du PTBA de chaque projet spécifique du programme ;
- ✓ participer à l'analyse et à la justification des écarts ;
- ✓ tenir à jour les fiches des indicateurs des tableaux de bord ;
- ✓ élaborer les TDR de missions ;
- ✓ rédiger les rapports de missions ;
- ✓ participer à l'élaboration du rapport trimestriel, semestriel et annuel d'activités de l'UNGP ;
- ✓ assurer le back-up (le remplacement) du Responsable de la Programmation et du Suivi - Evaluation.

## ❑ Le Directeur Départemental de l'Agriculture

Le Directeur départemental de l'Agriculture (DDA) est le Coordonnateur Départemental du Programme. C'est sous sa responsabilité et sa supervision que se réalisent toute la planification, la mise en œuvre, le suivi et le rapportage des interventions du programme à l'échelle départementale.

Le DDA délègue tout ou partie de ses prérogatives de planification, de mise en œuvre, de suivi et de rapportage du programme à l'assistant technique départemental qu'il contrôle régulièrement pour s'assurer de la bonne préparation et de la bonne exécution des aspects du programme qui lui incombent.

### Au plan financier,

le DDA est chargé de :

- ✓ demander l'ouverture des comptes d'opérations pour chaque projet spécifique (PRODER 2, PRODER 3 et PADEF);
- ✓ autoriser tous les règlements par caisse et banque ;
- ✓ approuver les sommes dues au titre des contrats et autres conventions ;
- ✓ assurer la signature autorisée sur le compte spécial et les comptes des Projets ;
- ✓ assurer la vérification et la signature autorisée des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) ;
- ✓ assurer la vérification et la signature autorisée des Demandes de Paiement Direct (DPD) et des engagements spéciaux ;
- ✓ assurer le suivi permanent de la Trésorerie en collaboration avec le RAF.

### Au plan administration générale

#### Gestion du personnel :

- ✓ signer les contrats de travail ;
- ✓ vérifier les états et bulletins mensuels de paie ;
- ✓ approuver les déclarations trimestrielles de cotisations sociales ;
- ✓ approuver les déclarations mensuelles d'impôts sur les salaires ;
- ✓ approuver les demandes de congés ;
- ✓ approuver les décisions de licenciement ;
- ✓ approuver les démissions d'un agent ;
- ✓ autoriser les demandes de participation à des séminaires et formation du personnel.

#### Gestion des achats et frais généraux :

- ✓ autoriser les achats ;
- ✓ autoriser la préparation des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) ;
- ✓ signer les bons de commande ;
- ✓ signer les contrats ou les marchés ;
- ✓ notifier l'adjudication de marché ;
- ✓ autoriser l'avance sur marché ou contrat ;
- ✓ signer les demandes d'exonération : douane, TVA.

#### Missions :

- ✓ approuver les Termes de Référence (TDR) de mission des agents opérant sur le programme ;
- ✓ contrôler et approuver le rapport de mission.

#### Administration courante :

- ✓ signer le courrier du Programme ;
- ✓ autoriser l'utilisation de la logistique ;

- ✓ signer les baux à loyer ;
- ✓ entretenir des relations avec les services déconcentrés des Ministères : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget et, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et l'administration locale ;
- ✓ entretenir des relations avec les autres tiers ;

#### **Au plan comptable**

- ✓ contrôler les balances et situations budgétaires mensuelles ;
- ✓ vérifier les situations comptables ;
- ✓ contrôler les analyses de comptes : mensuelles, trimestrielles et semestrielles.

#### **Au plan des rapports d'activités**

- ✓ vérifier et approuver les rapports d'activités périodiques des différents opérateurs à l'échelle départementale ;
- ✓ contrôler les rapports d'activités mensuels, trimestriels et semestriels des projets spécifiques et du Programme.

#### **Au plan des états financiers & informations**

- ✓ contrôler les états financiers ;
- ✓ vérifier la situation des contrats et marchés.

#### **Au plan des rapports d'audit**

- ✓ faire élaborer les **TDR** et short list des auditeurs à consulter ;
- ✓ notifier le choix d'auditeur ;
- ✓ signer le contrat avec l'auditeur ;
- ✓ vérifier et approuver le rapport d'audit ;
- ✓ transmettre le rapport à la hiérarchie dans les délais requis

#### **□ Assistant technique départemental (ATD) ou Facilitateur**

Sous la tutelle du Directeur Départemental de l'Agriculture (Coordonnateur départemental) et sous la supervision du Coordonnateur de l'UNGP, l'ATD assure la conduite concertée des activités opérationnelles techniques, administratives, financières et comptables en veillant au respect des dispositions :

- du Rapport de pré-évaluation ;
- de l'Accord de Prêt ;
- de la Lettre à l'Emprunteur du bailleur ;
- des Lois et Règlements en vigueur au CONGO ;
- des Règles du Manuel de procédures administratives financières et comptables et celles de tout autre manuel, de gestion spécifique conçu et validé/approuvé par le FIDA pour assurer une mise en œuvre correcte des activités ;
- des recommandations validées et approuvées des missions de supervision, de revue technique, d'évaluation et d'audit.

#### **Au plan institutionnel**

L'assistant technique départemental mène toutes ses activités au titre du programme sous la tutelle du directeur départemental de l'agriculture (DDA). Il développe des relations opérationnelles avec toutes les autres institutions à l'échelle départementale opérant dans les domaines concernés par les interventions du programme.

#### **Au plan Management Général**

- ✓ Au niveau départemental, l'ATD est chargé de : assurer l'exécution optimale des activités du Programme ;
- ✓ assurer la responsabilité, la bonne gestion des ressources et du patrimoine du Programme ;
- ✓ contrôler la qualité du travail fait par les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme
- ✓ assurer la cohérence de la mise en œuvre des activités des projets spécifiques et leurs composantes : interrelations fonctionnelles et opérationnelles ;
- ✓ contrôler la qualité technique, la cohérence et la conformité des prestations fournies par les partenaires et autres opérateurs.

#### **Au plan de la gestion des PTBA et du rapportage**

- ✓ préparer les projets de PTBA par projet spécifique et le PTBA consolidé du Programme y compris les contrats-plan, les appuis hors contrats-plan et autres conventions ;
- ✓ présenter les PTBA par projet spécifique et le PTBA consolidé du programme au DDA pour sa transmission au Comité départemental de suivi (CDS) pour approbation ;
- ✓ transmettre le PTBA approuvé par le CDS à l'UNGP ;
- ✓ demander les modifications nécessaires du PTBA en cours d'exercice.
- ✓ Elaborer les rapports d'activité et les soumettre au DDA pour approbation avant la transmission aux instances supérieures notamment le CDS et l'UNGP.

### **□ Assistante Comptable (AC)**

Sous l'autorité du Coordonnateur, la supervision du RAF (UNGP) et le contrôle du Comptable (UNGP), L'Assistant Comptable inscrit son action dans le respect des dispositions des règles du Manuel de procédures administratives, financières et comptables du Programme. Il est chargé des opérations suivantes :

- apporter une assistance exécutive dans les opérations comptables notamment en prenant en charge la saisie des pièces comptables, le contrôle des saisies et la production des brouillards de saisie. A ce titre, il doit au préalable s'assurer de l'imputation correcte générale et analytique de chaque pièce et en cas de distorsion aviser le comptable avant tout redressement ;
- assurer la préparation et la mise en règlement des factures des fournisseurs et des prestataires et des autres dépenses en s'assurant que les liasses de règlement sont consistantes et probantes ;
- prendre en charge la gestion de la caisse de menues dépenses dans le respect du plafond de caisse, de la dépense maximale à effectuer par caisse et du seuil de réapprovisionnement. L'Assistant Administratif et Comptable devra veiller à la tenue correcte et régulière du brouillard de caisse dont les soldes sont arrêtés à la fin de chaque journée. Il doit assurer :
  - le contrôle de l'éligibilité des dépenses par caisse, leur justification correcte et exhaustive ;
  - l'exactitude de l'encaisse à tout moment ;
  - la préparation des réapprovisionnements et les retraits auprès de la banque ;
  - l'établissement des arrêtés mensuels avec le comptable.
- ouvrir et tenir à jour un répertoire des fournisseurs, des entreprises et des partenaires d'exécution, en utilisant les procédures prévues en particulier par les manuels de procédures ;
- ouvrir et tenir à jour les bordereaux des prix unitaires les plus usuels (à partir de consultations des fournisseurs) ;
- centraliser les D/A, préparer les bons de commande et assurer le suivi des commandes ;
- gérer le stock de fournitures conformément aux dispositions du Manuel de procédures ;
- assurer les opérations de gestion du carburant, de détention des bons de valeurs, de mise à disposition aux ayants droit conformément au Manuel de procédures ;
- assurer le suivi des véhicules : entretien, réparation et, mise en place et contrôle des carnets de bord ;
- participer aux opérations relatives aux inventaires physiques ;
- assurer la gestion des pièces comptables (classement et archivage) ;
- collecter les rapports financiers et techniques des groupements et partenaires d'exécution ;
- préparer les Etats Certifiés des Dépenses ;
- Etablit le rapport financier mensuel de la Coordination Départementale du Programme.

### **□Chauffeur**

Sous l'autorité du Coordonnateur et, sous le rattachement direct au RAF qui assure sa supervision et son contrôle, le chauffeur assure les tâches suivantes :

- ✓ conduite de véhicule ;
- ✓ suivi de la vie du véhicule : bonne garde ;
- ✓ entretien et réparation auprès des garagistes ;
- ✓ vérification des travaux d'entretien et réparation de son véhicule ;
- ✓ certification des factures d'entretien et réparation de son véhicule ;
- ✓ tenue du carnet de bord du véhicule ;
- ✓ distribution et levée du courrier.

## **Annexe 6. Planification, Suivi-Evaluation, apprentissage et gestion des connaissances**

### **Programmation conjointe**

Les projets Proder 1, 2, et 3 qui couvrent l'ensemble des 10 départements ruraux, et donc la zone d'intervention du Padef, s'achèvent respectivement en décembre 2011, décembre 2013, et Juillet 2015. Le montage institutionnel précédemment décrit consacre dès son opérationnalisation, la dissolution des antennes des 3 Proder localisées à Oyo, Dolisie et Kinkala. Les clauses des accords de prêt et de dons resteront cependant telles, ce qui induira une programmation conjointe et mise en œuvre des activités suivant 3 comptabilités (Proder 2, Proder 3, Padef) et 3 systèmes de reporting. Ainsi, à compter de la date de démarrage du programme, au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le Padef se mettra en œuvre de façon conjointe avec le Proder 2 dans les départements du Niari, Bouenza, Lekoumou, et Kouilou. Dans les départements du Pool, de la Sangha et de la Likouala, il se mettra en œuvre conjointement avec le Proder 3. Enfin, pour les départements de la Cuvette, Cuvette Ouest et Plateaux, seul le Padef existera, le Proder 1 s'achevant en décembre 2011.

### **Activités de démarrage**

1. Pour permettre un démarrage rapide du projet, certaines activités préparatoires seront entreprises entre son approbation par le Conseil d'administration du FIDA et son démarrage effectif: i) la sélection et le recrutement du Coordinateur national du Programme et des principaux cadres des unités nationale et départementales de gestion des programmes (UNGP et UDGP); ii) l'identification des consultants nationaux et internationaux potentiels pour appuyer la mise en place du contrôle interne financier et de gestion, du système de suivi-évaluation (S-E); iii) la préparation des projets de textes portant création, organisation, compétences, composition et fonctionnement des UNGP, UDGP et du Comité national de pilotage (CNP); (iv) la validation première version du manuel des procédures administratives, comptables et financières, et l'élaboration du manuel d'exécution du Programme (dossiers de pré-qualification pour la sélection des ONG, préparation des modèles de contrats avec les prestataires de services); v) le choix du logiciel de comptabilité et de gestion financière et de celui de suivi et évaluation, et préparation de la codification du système informatisé de comptabilité générale, analytique et budgétaire; vi) les activités préparatoires pour la mise en place du système de S-E (conception du système par un expert international, formation des cadres du Projet, élaboration des principaux indicateurs); vii) l'identification des prestataires de services potentiels par activité pour aboutir à un répertoire des prestataires de services; x) la préparation des appels d'offres pour l'acquisition des véhicules et équipements pour la première année; xi) la préparation des termes de référence et du dossier d'appel d'offres pour la sélection de l'auditeur externe; xii) la préparation, par le Coordinateur et les cadres des UNGP et UDGP, du programme de travail et budget annuel (PTBA) de la première année; et xiii) l'organisation du séminaire de démarrage du Projet.

### **Programme de travail et budget annuel (PTBA) / Programme de travail et budget trimestriel (PTBT)**

2. Chaque Direction Départementale de l'Agriculture préparera un plan de travail annuel qui sera discuté en réunion de comité départemental présidé par le Directeur de L'agriculture. Le plan est un plan de travail conjoint, du fait qu'il comprend aussi bien les activités résiduelles des Proder, que celles du Padef, à l'exception de la zone d'intervention du Proder 1 qui sera achevée. La différenciation se fera au niveau des sources de fonds (Padef, Proder 2, Proder 3). Les plans de travail des départements seront ensuite remontés à la Coordination Nationale du Padef à Brazzaville, pour arbitrage, consolidation et soumission au Comité National de Pilotage.

3. Dès l'obtention de la non objection du Fida, le PTBA sera décliné par chaque DDA en PTBT qui sera une simple matrice indiquant les activités des 3 premiers mois. La mise à disposition de fonds



au DDA pour la réalisation des activités se basera sur lesdits PTBT qui feront par ailleurs l'objet de rapportage trimestriel.

4. Le PTBA sera préparé sur la base de: i) d'une évaluation de la demande d'appuis faite en collaboration avec les organisations des producteurs/trices (OP) à la base et autres partenaires du Programme aux niveaux départemental et national, notamment pour ce qui est des actions de formation; ii) des ateliers annuels de S-E participatifs; et iii) des avis des prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du Programme. Le PTBA comprendra une allocation globale pour le financement des politiques d'investissement prioritaires annuels et des stratégies de développement agricole et rurale retenus comme techniquement valables par les UNGP et UDGP et approuvés par les CDP, entités d'approbation décentralisés au niveau des départements. En ce qui concerne les autres rubriques, le PTBA fournira le détail des activités, les coûts unitaires et globaux et les indicateurs de suivi, ainsi que les modalités d'exécution, et surtout les sources de fonds. Une approche souple permettant la révision éventuelle du PTBA au cours de l'exercice budgétaire sera adoptée pour tenir compte des indications fournies par le dialogue permanent entre le projet, les bénéficiaires et les partenaires dans la mise en œuvre des activités. Un plan de passation des marchés et un plan de décaissement seront également préparés pour accompagner le PTBA.

### **Suivi et évaluation (S-E)**

5. Fondé sur une approche souple pour répondre à la demande des communautés rurales et sur une sous-traitance de la plupart des activités à des prestataires de services contractuels externes, le Programme attachera la plus grande importance aux fonctions de S-E. Celles-ci sont en effet essentielles pour un pilotage stratégique et opérationnel pertinent du Programme et pour apporter les éléments d'information nécessaires à la prise de décisions sur les corrections et ajustements éventuels. En plus d'être aligné au cadre de gestion des résultats du COSOP 2010-2014, le système de S-E du Programme sera le fruit de l'unification des systèmes de S-E des trois PRODERS. Dans le cadre de ce système, le choix et le nombre des indicateurs sera réduit et permettra au Responsable national de S-E d'analyser les effets et d'anticiper d'éventuelles erreurs de ciblage des activités du programme. Ce système constituera en fait une remise à plat des indicateurs identifiés par les PRODERS : des indicateurs qualitatifs pourront ainsi compléter les indicateurs quantitatifs afin de mesurer les résultats, les effets et impact des composantes du Projet. Il reposera sur i) un suivi interne permanent, ii) des évaluations internes et externes périodiques et iii) un mécanisme participatif. Les informations à collecter et analyser permettront de connaître – à tout moment – la situation: (i) de l'avancement et des performances des exécutants des activités prévues aux PTBA, y compris les OP à la base appuyées par les ONG et prestataires de services contractuels; ii) de la pertinence des approches et stratégies de mise en œuvre et des mécanismes particuliers de coordination et de suivi des diverses composantes et activités du Programme; iii) de l'articulation et l'alignement du système de S-E avec les systèmes S-E des départements, du MAE et du DSRP ; iv) de l'implication effective des bénéficiaires aux différents stades d'exécution; et v) de l'impact des activités sur les bénéficiaires. Les rapports de S-E constitueront un des éléments majeurs pour juger de la bonne exécution des contrats des prestataires de services et justifier leur renouvellement. La certification du travail des ONG prestataires de services par les UNGP et UDGP servira de base pour leur paiement. Le bon fonctionnement du système de S-E constituera l'un des critères d'appréciation de la performance du Programme et donc des UNGP et UDGP.

6. Les sources d'information du système de S-E comprendront: i) les rapports des ateliers annuels de S-E participatifs avec les bénéficiaires; ii) les politiques d'investissement prioritaires annuels et les stratégies de développement agricole et rurale des départements ; iii) les rapports des ONG et prestataires de services contractuels; iv) les études spécifiques d'impact et d'évaluation réalisées par des bureaux d'études, des institutions ou des consultants indépendants; v) les rapports de suivi financier et de contrôle interne de gestion produits par l'UGP; et vii) les rapports des missions d'appui et de supervision du FIDA et des institutions nationales impliquées (en particulier les ministères et les départements). L'impact sur la vie et les productions des bénéficiaires sera suivi en utilisant les indicateurs fournis par les enquêtes de référence menées par les PRODERS remises à jour.

## Activités de S-E

7. Les acteurs du Suivi seront les membres des groupes bénéficiaires, les Chefs de secteurs (CSA), Facilitateurs (FCT), DDA, et la Division de Suivi Evaluation. Sur une base mensuelle, les données de base du système seront collectées par les groupes des personnes bénéficiaires qui les transfèreraient aux CSAs. Les CSAs, après consolidation, vont transférer leurs données aux DDAs, pour analyse, consolidation et transmission à l'UNGP. La Division Suivi évaluation analyse alors l'ensemble des données, et les partage ensuite avec tous les acteurs par l'intermédiaire des rapports.

8. Sur une base trimestrielle, le RPSE et son assistant feront des visites de terrain pour vérifier l'exactitude des données reçues et aider à solutionner les problèmes éventuels que les acteurs pourraient avoir dans la conduite de leur tâche.

9. La vérification de la qualité des données se fera en adoptant un tirage aléatoire des formulaires et rapports reçues de chaque niveau. Tous les niveaux seront concernés par cette vérification. Chaque entité, sera en charge d'opérer la vérification de la qualité des données et de rendre compte à l'entité qui la supervise. La division de SE aura la latitude de pouvoir faire cette vérification lors de ses visites trimestrielles, à tous les niveaux.

10. Sur une base annuelle, les indicateurs du SYGRI seront rapportés et partagés avec tous les acteurs du projet.

11. La mise en place des outils méthodologiques et des fiches de suivi sera assurée par chaque responsable de composante au sein des UDGP, avec l'appui du Spécialiste S-E. Les fiches de suivi seront transmises mensuellement et les rapports trimestriellement. Pour le suivi des activités internes aux UDGP, une fréquence plus rapprochée de communication sera assurée par : i) des réunions hebdomadaires de l'équipe l'UDGP et bihebdomadaires entre les UDGP et l'UNGP ; ii) des réunions mensuelles élargies aux ONG et aux CDP, où ces derniers présenteront un rapport mensuel synthétique avec leurs propositions pour la résolution des difficultés éventuellement rencontrées. Le Spécialiste S-E préparera, en étroite liaison avec le Coordinateur national: des notes S-E mensuelles, des rapports analytiques trimestriels et des rapports annuels de S-E à joindre aux rapports d'activité annuels du Programme. Ces rapports feront ressortir les écarts enregistrés entre les prévisions et les résultats, ainsi que les explications de ceux-ci et les recommandations y afférentes.

12. **Evaluations.** Les activités d'évaluation s'attacheront à mesurer l'impact des activités du Programme sur les bénéficiaires et à déterminer le niveau de réalisation de l'objectif global et des objectifs spécifiques du Programme. En matière d'évaluation interne, il s'agira de réaliser des ateliers de S-E participatifs au moins une fois par an dans chaque communauté touchée (ou sur un échantillon établi sur la base d'une typologie). Ces ateliers seront conduits par les CDP et ONG prestataires de service, appuyés éventuellement par des consultants externes. L'animateur veillera à la participation de tous les acteurs et en particulier des catégories défavorisées au sein de la communauté (en organisant des focus group, si nécessaire). Sur la base de ces travaux, l'animateur sera en mesure d'élaborer une analyse comparative et de dégager les principales recommandations au niveau de son département. Les rapports seront compilés par CDP et transmis au responsable du S-E de l'UNGP.

13. **Évaluation externe.** Le Programme engagera une expertise externe pour réaliser des études et enquêtes thématiques périodiques, en fonction des besoins, le plus souvent sur la base d'échantillons. Les enquêtes de référence seront répétées à mi-parcours et en fin de Programme. L'UNGP et les UDGP auront soin de s'assurer que les enquêtes d'impact menées à mi et fin de parcours concernent tous les groupes cibles du projet, y compris les femmes et les jeunes.

14. **Système d'Information Géographique.** L'innovation à travers le PadeF sera le recrutement d'un assistant en Système d'Information Géographique (SIG) et la création d'un laboratoire de Système d'Information Géographique qui permettra de disposer d'une base de données spatiales sur l'ensemble des interventions. La création de produits cartographiques thématiques permettra de

visualiser les progrès réalisés par rapport aux prévisions. Des formations dans l'utilisation des GPS seront données aux UDGP, pour la collecte systématique de coordonnées, ou le relevé des linéaires.

#### **15. Responsabilités en matière du S-E**

16. Les tâches du Spécialiste S-E seront les suivantes: i) la centralisation, l'organisation et l'analyse des informations générées par les activités du Programme; ii) l'élaboration et le suivi du tableau de bord général des activités du Programme, en lien avec les UDGP; iii) la consolidation des rapports internes ; iv) l'identification, l'organisation et la supervision des enquêtes thématiques utiles pour l'évaluation de l'impact du Programme sur les bénéficiaires; et v) l'appui en matière de suivi et d'évaluation aux autres cadres de l'UNGP et des UDGP et aux structures territoriales et locales de coordination et concertation (forums). Pour faciliter la mise en place du système de S-E et son adaptation permanente à l'évolution des activités, les cadres de l'UNGP et des UDGP effectueront, au démarrage du Projet, des missions dans d'autres projets dotés de systèmes de S-E relativement performants; ils pourront, si nécessaire, suivre des formations en S-E locales ou à l'étranger (ces besoins seront précisés sur la base d'une revue des compétences du personnel).

17. Un consultant international spécialisé sera engagé pour appuyer la mise en place du système S-E et son évaluation/adaptation au fur et à mesure de l'avancement du Programme (de manière indicative, le consultant pourrait intervenir avant le démarrage du Projet, deux mois avant la fin de la 1ère année et un mois en année 2). La première mission permettra de: i) approfondir le cadre logique et le détailler par composante, en collaboration avec les cadres du Programme; ii) préciser les indicateurs de suivi (performances) et d'évaluation proposés dans le rapport de conception du programme; iii) identifier les informations de base à recueillir, la périodicité de leur suivi et la méthode de collecte; iv) rédiger les clauses relatives aux tâches de S-E à insérer dans les contrats des prestataires de services; et v) appuyer le Spécialiste S-E dans l'élaboration de son projet de travail et du tableau de bord du Programme. La deuxième mission permettra de perfectionner la définition des responsabilités des différentes parties prenantes (UNGP et UDGP, CDP, ONG et autres prestataires de services, OP et communautés) en ce qui concerne le processus de collecte, d'analyse et de diffusion des données. La troisième mission aura pour objet d'évaluer le système mis en place et son fonctionnement, de l'ajuster à la lumière de l'avancement des activités et d'assister le Spécialiste S-E dans la préparation, la mise en forme et l'analyse des informations à fournir pour faciliter l'élaboration des rapports annuels et les revues de fin de phase. Le Programme a l'avantage de bénéficier des acquis des PRODERS et, en particulier, du processus d'unification du système de S-E des trois projets. Les informations collectées dans le cadre de ce processus vont servir de base pour l'identification des indicateurs de suivi-évaluation proposés dans le cadre logique; ces indicateurs seront régulièrement actualisés par l'UNGP.

18. Enfin, toutes les parties prenantes du programme (personnels, contractuels, bénéficiaires) participeront à la collecte et à l'analyse des informations sur les activités appuyées par le programme.

#### **Gestion des connaissances**

19. Le système de S-E du programme ainsi que les leçons tirées des supervisions et revues constitueront des sources d'informations importantes à partager avec les partenaires intervenant dans la zone du programme, c'est-à-dire au niveau du pays. Un accent particulier sera mis sur le S-E des innovations introduites par le Programme, notamment dans les domaines de: i) l'amélioration des productions végétales et animales ; ii) le transport des produits agricoles, notamment le transfert de la production des exploitations vers les marchés; et (iii) la mise en place d'un Système d'Informations sur les Marchés géré par les bénéficiaires et s'appuyant sur l'utilisation de radios rurales. La capitalisation des résultats du programme par le Gouvernement et le FIDA et les échanges d'expériences entre programmes au niveau de la sous-région seront facilités par: i) la diffusion des résultats et indicateurs du Programme rassemblés à travers le SYGRI ; ii) la diffusion des impacts, innovations et succès du projet à travers le réseau FIDAfrique; iii) les missions de supervision directe du FIDA et celles du Ministère de tutelle; et iv) les échanges entre OP.

### **Suivi de conformité avec les politiques nationales**

20. Le suivi de conformité du Programme avec les politiques et stratégies sectorielles locales et nationales sera assuré par les CDP, le CNP et, par les services compétents des différents Ministères concernés et par leurs structures déconcentrées, en particulier: la cellule S-E et Planification du MAE, le Ministère du Plan, le Ministère de la Pêche, etc..

## Annexe 7. Gestion financière et arrangement de décaissement

### A Organisation et fonctionnement du Service Administratif, Comptable et Financier

**1.** L'Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) est responsable de la coordination et de la supervision des activités du programme, ainsi que de l'échange d'information entre les bénéficiaires, les Ministères impliqués et les autres parties prenantes au programme, sous la supervision générale du Ministère de tutelle, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE). Le siège de L'UNGP est situé à Brazzaville, tandis que des Unités Départementales de Gestion du Programme (UDGP) sont installées dans les 10 départements ruraux du pays comme entités opérationnelles. L'UNGP assume les fonctions de gestion fiduciaire de l'ensemble du programme.

**2. L'UNGP est chargée:** i) de la mise en place du système comptable et de gestion des fonds du programme; ii) de la préparation des prévisions de dépenses rentrant dans le cadre des PTBA et des plans de passation des marchés (18 mois) ainsi que la préparation et le suivi des appels d'offres; iii) de la gestion des comptes du programme; iv) de l'enregistrement comptable des opérations financières du programme, de la préparation des états financiers annuels, et de la tenue à jour de toute la documentation de gestion financière et comptable du programme; et v) de la programmation des audits annuels, de la transmission des rapports d'audits au Gouvernement et au FIDA, et de la mise en œuvre des recommandations y incluses.

**3. L'équipe de gestion** comprend à Brazzaville : i) un Coordonnateur National; ii) un Conseiller Technique iii) un auditeur interne ; iv) un Responsable Administratif et Financier (RAF); v) un Responsable de la Passation des Marchés; vi) un Responsable de la Programmation et du Suivi Evaluation; vii) 3 responsables de composantes techniques ; viii) un personnel d'appui. Un bureau d'étude international en gestion financière apportera une assistance technique à temps partiel. Au niveau des 10 départements, une assistance technique nationale contractuellement liée au programme et comprenant un facilitateur et un assistant comptable, renforcera les directions départementales de l'agriculture pour la gestion quotidienne des activités sous la supervision du directeur départemental.

**4. L'utilisation des ressources financières** s'appuiera sur un plan de financement annuel, qui déterminera sur quelles catégories de dépenses seront imputées les activités fixées dans le PTBA. Ainsi, les réalisations budgétaires se feront par le RAF sur cette base tant pour le niveau central que pour le niveau départemental qui se fera par versement trimestriel aux comptes ouverts au niveau des départements. En ce qui concerne les partenaires d'exécution et services publics, les ressources seront transférées conformément aux conventions et contrats de prestations signés au cours de l'année.

Pour faciliter les décaissements et l'exécution du Programme, un **compte spécial** en FCFA au nom du Programme sera ouvert par l'Emprunteur à Brazzaville, dans une banque commerciale, acceptée par le FIDA, pour recevoir les fonds du Fida. Un **Compte de programme** en FCFA sera également ouvert par l'emprunteur à Brazzaville, dans une banque commerciale, pour recevoir les fonds de contrepartie. Les unités départementales de gestion du Programme ouvriront dans leurs départements respectifs, des **sous comptes** ou comptes d'opérations, en vue de faciliter l'exécution des objectifs assignés dans le PTBA. Ces sous comptes seront approvisionnés de manière trimestrielle par l'UNGP, sur la base des plans de travail et budget trimestriels, extraits des plans de travail et budget annuel du programme. La mise à disposition de fonds pour un trimestre donné, sera cependant conditionnée par l'examen préalable et la validation du rapport technique et financier du trimestre précédent par l'UNGP. Les rapports techniques et financiers trimestriels et les états certifiés des dépenses, seront ainsi transmis à l'UNGP par les DDA, 15 jours avant le début du trimestre.

Dès l'entrée en vigueur du prêt FIDA, le compte spécial sera crédité d'un dépôt initial de 500 millions de FCFA pour couvrir les besoins des six premiers mois de dépenses.

Les retraits du compte du prêt se feront sur présentation d'états de dépenses pour les montants inférieurs à 20 000 dollars des États-Unis. Les justificatifs de ces dépenses seront conservés au niveau de l'UNGP et tenus à la disposition des missions de supervision et des commissaires aux comptes aux

fins d'inspection. Tous les autres retraits du compte du prêt se feront sur présentation de documents justificatifs et approbation.

Le gouvernement prendra toutes les dispositions utiles pour la mobilisation de la contrepartie gouvernementale qui correspond à la prise en charge totale des droits et taxes afférents aux dépenses du programme, y compris les inscriptions annuelles au budget d'investissement consolidé de l'État, l'émission de chèques du trésor, et les exonérations des droits sur les importations effectuées par le programme. Un premier dépôt en FCFA d'un montant équivalent à 400 millions de FCFA sera effectué par l'Etat sur le compte de programme comme condition d'entrée en vigueur du prêt FIDA, pour couvrir les besoins pour la première année. Le Compte spécial et le compte de programme seront mouvementés par le Coordonateur National et le Responsable Administratif et Financier de l'UNGP du PADEF.

Les sous comptes des UDGP seront mouvementés par le Directeur Départemental de l'Agriculture et le Facilitateur.

**5. La gestion comptable.** Le système comptable utilisé par l'UNGP sera compatible avec les normes et principes comptables internationalement admis. L'UNGP sera responsable et redevable auprès du Gouvernement et du FIDA, de l'utilisation des deniers du programme en accord avec les accords de don. L'UNGP établira des situations financières et comptables trimestrielles qu'elle transmettra régulièrement au Gouvernement et au FIDA. Dans les quatre mois suivant la date annuelle de clôture des comptes, l'UNGP transmettra les états financiers et comptables annuels.

**6.** L'UNGP prépare chaque année fiscale les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Programme. Le Programme utilisera un logiciel comptable agréé par le FIDA.

**7.** L'UNGP utilisera un système de suivi financier et de contrôle interne financier et de gestion reposant notamment sur:

- la préparation régulière de demandes de retraits de fonds (DRF), au moins une fois par mois, et le suivi fréquent des comptes bancaires (compte désigné, compte de Programme, compte spécifique et sous comptes), en vue de visualiser les règlements des DRF effectués et ceux en attente, et d'éviter ainsi des périodes de rupture de financement;
- le suivi budgétaire, à travers le suivi de l'exécution des marchés et contrats, la comparaison des activités et coûts par activités prévues au PTBA et réalisées, et la mise à jour (au minimum mensuelle) des tableaux de bord de l'état des dépenses et de l'utilisation des ressources du Programme.

## **B Comptes et décaissements**

**8. Compte Spécial (Fida).** Un compte spécial en FCFA au nom du Programme sera ouvert par l'Emprunteur à Brazzaville, dans une banque commerciale, acceptée par le FIDA, pour recevoir les fonds du Fida.

**9.** Le Coordonnateur du programme et le RAF seront les seules personnes autorisées à mouvementer le Compte Spécial. Les spécimens de signatures de ces deux responsables seront transmis au FIDA dès la signature de l'Accord de financement (AF). Le FIDA reconstituera périodiquement le Compte sur demande de l'Emprunteur, et selon les progrès dans l'avancement du PTBA.

**10. Dépôt initial.** Les retraits du compte de prêt, maintenu au niveau du FIDA, seront effectués par le Fonds sur demande de l'Emprunteur, en son nom, et déposés sur le **Compte Spécial**. L'allocation du Compte Spécial est estimée pour couvrir approximativement les six premiers mois de dépenses. La valeur minimale des demandes de réapprovisionnement du Compte Spécial devra être de 20% de l'avance faite sur le Compte.

**11. Compte de Programme (Etat).** Outre les fonds provenant du financement du FIDA, l'Emprunteur met à la disposition du programme, des fonds de contrepartie provenant de ses

ressources propres, conformément aux procédures nationales en usage en matière d'aide au développement. A cet effet, un **Compte de programme** en FCFA sera également ouvert par l'emprunteur à Brazzaville, dans une banque commerciale, pour recevoir les fonds de contrepartie.

**12.** Après l'ouverture du Compte de Programme, l'Emprunteur y effectuera un premier versement des fonds de contrepartie pour un montant de 400 millions F CFA pour couvrir la première année d'exécution du Programme. L'Emprunteur reconstituera d'avance, annuellement, le Compte de Programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans la PTBA relatif à l'année considérée.

**13.** Les conditions pour le premier décaissement au titre du prêt du FIDA seront les suivantes: (i) approbation, par le Ministère chargé de l'agriculture et par le FIDA, d'un projet de PTBA pour la première année, accompagné d'un Plan de passation des marchés pour 18 mois; et (ii) ouverture du Compte de Programme.

**14.** Les unités départementales de gestion du Programme ouvriront dans leurs départements respectifs, des sous comptes ou comptes d'opérations, qui seront approvisionnés trimestriellement par l'UNGP, sous réserve de validation des rapports technique et financier du trimestre précédent.

**15. Méthodes de décaissement.** Les décaissements effectués au titre du programme se feront sur la base des dispositions de l'accord de financement. Les procédures de décaissement pour les paiements directs, le réapprovisionnement des comptes désignés, ainsi que les états certifiés des dépenses (ECD) s'appliqueront. Elles seront décrites dans le manuel de procédures administratives, financières et comptables, ainsi que dans la Lettre à l'Emprunteur. Les demandes de retrait de fonds (DRF) seront élaborées par le programme, visées du Coordonnateur et du RAF en cohérence avec la « checklist » établie dans la lettre à l'Emprunteur.

**16.** L'accord de financement prévoit l'affectation du montant du financement à des catégories de dépenses autorisées et spécifie les pourcentages des dépenses devant être financées.

**17.** Le FIDA assure le suivi de l'utilisation du financement afin de déterminer quand l'enveloppe allouée à une catégorie de dépenses est épuisée ou en voie de l'être.

**18.** Si le FIDA estime que le montant du financement alloué dans l'accord de financement à une catégorie de dépenses déterminée est ou sera insuffisant, le Fonds peut, après notification à l'Emprunteur: (i) réaffecter à une catégorie les montants du financement alloués à une autre catégorie à concurrence du montant nécessaire pour combler le déficit estimé; et/ou (ii) réduire le pourcentage des dépenses autorisées devant être financées, si cette réaffectation ne suffit pas à combler le déficit estimé.

**19.** Le financement est utilisé exclusivement pour financer des dépenses répondant aux critères suivants: (i) la dépense doit correspondre au coût raisonnable des biens, travaux et services nécessaires au Programme et prévus au PTBA concerné et acquis conformément aux procédures prévues dans les Directives pour la passation des marchés en vigueur au FIDA ; (ii) les dépenses doivent être faites pendant la période d'exécution du Programme, à l'exception des dépenses correspondant aux frais de liquidation du programme qui peuvent être faites entre la date d'achèvement du Programme et la date de clôture du don ; (iii) les dépenses doivent être faites par une Partie au Programme ; (iv) si, aux termes de l'accord, le montant du financement est affecté à des catégories de dépenses autorisées et que le pourcentage est précisé, la dépense doit entrer dans une catégorie dont l'allocation n'a pas été épuisée, et elle n'est autorisée que dans la limite du pourcentage applicable à la catégorie en question ; (v) la dépense doit être par ailleurs autorisée conformément aux conditions stipulées dans l'accord de financement.

**20.** Le Fonds peut décider que certains types de dépenses ne seront pas autorisés. Tout paiement interdit par décision du Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ne sera pas admissible au financement au titre du financement.

**21.** Aucun paiement fait à une personne ou à une entité, ou pour l'achat de tout bien ou service, ne peut être admissible à un financement au titre du financement si le fait de procéder à ce paiement ou de le recevoir constitue un acte de coercition, de collusion ou de corruption ou une pratique

frauduleuse de la part de tout représentant de l’Emprunteur ou de toute Partie au projet.

### **C Arrangements budgétaires, procédures comptables, et reporting**

**22. Budgétisation.** L’année fiscale et budgétaire est l’année calendaire, allant du 1er janvier au 31 décembre. Le PTBA du PADEF sera adopté par le Comité National de Pilotage (CNP) avant le début de l’année fiscale. Le PTBA pour l’année N devra être transmis au FIDA pour revue, commentaires et non objection au plus tard le 31 octobre de l’année N-1. Le processus de budgétisation des dépenses du PTBA sera défini dans le manuel de procédures. Les transactions du programme seront enregistrées dans le logiciel comptable afin d’assurer la préparation de rapports d’exécution budgétaire.

**23. Procédures comptables.** Le paramétrage du logiciel de comptabilité tiendra compte: i) des différentes catégories inscrites dans l’Accord de Financement, et ii) des différents pourcentages d’utilisation des ressources affectées à chaque catégorie. Il sera paramétré de manière à faciliter la préparation des rapports budgétaires et financiers et la préparation des états financiers.

**24.** Les comptes des UDGP, Partenaires d’exécution et Services publics tant au niveau de chaque département qu’au niveau national seront gérés selon un mécanisme permettant leur reconstitution aisée et contrôlée régulièrement par le RAF. Les comptes du programme seront maintenus sur une base comptant, avec les justificatifs appropriés et les procédures suivies afin de retracer les engagements et de sauvegarder les biens du programme. Les états financiers annuels seront préparés par L’UNGP, selon la procédure standard internationale. Ils seront transmis au FIDA au plus tard le 31 mars de chaque année. Les procédures comptables et de contrôle seront documentées – et mises à jour si nécessaires – dans le manuel de procédures.

**Gestion administrative et financière des Proders .** Les Proder 1, 2, et 3 s’achèveront respectivement en décembre 2011, décembre 2013 et Juillet 2015. Tel que convenu avec le gouvernement, les unités de coordination actuelles des projets Proder feront place à un cadre de gouvernance unique qui est celui du Padef. Les équipes du Padef au niveau central et départemental, assureront la mise en œuvre des activités résiduelles des Proders conformément aux termes des accords de prêt et de don respectifs qui demeureront en vigueur. Cela passera par une planification conjointe des activités au niveau départemental. Le plan de travail conjoint précisera les sources de fonds pour chaque activité, ie, les activités financées par les Proders et celles financées par le Padef. Les plans conjoints des départements seront annuellement consolidés par l’UNGP en respectant les sources de fonds. La gestion financière des activités résiduelles des Proder sera donc assurée par l’UNGP. Pour ce faire, les droits de signature seront accordés au coordonnateur national et au RAF. Les implications d’un tel montage seront la tenue de 3 comptabilités (Padef, Proder 2, Proder 3) et aussi l’existence de 3 systèmes de reporting. Le RAF validera mensuellement les états de rapprochement bancaire des comptes d’opérations au niveau départemental (compte Fida Proder, compte Fida Padef, compte contrepartie Proder, compte contrepartie Padef).

**25. Reporting et suivi.** Des rapports financiers (interimaires et non audités) seront préparés par L’UNGP (intégrant les informations financières des UDGP et Unions) et incluront les sources et utilisations des fonds par classification de dépenses du programme. Ils présenteront également une comparaison des dépenses budgétisées et des dépenses réelles (engagement et décaissements) à la date de rédaction des rapports et pour le trimestre suivant. L’UNGP soumettra des copies des rapports financiers au FIDA au plus tard 45 jours après la fin de chaque trimestre. Les états financiers qui seront produits par L’UNGP comprendront i) l’état des sources et de l’utilisation des fonds, ii) l’état des engagements, iii) les politiques comptables adoptées et des notes explicatives, et iv) des assertions sur la gestion attestant que les fonds ont été dépensés pour les objectifs du programme tels que spécifiés dans l’Accord de Financement.

### **D Audits et supervision**

**26. Audit.** L’Emprunteur recrute, avec l’accord préalable du FIDA, des auditeurs externes pour procéder à la fin de chaque année fiscale à l’audit des comptes du PADEF. L’audit externe doit être mené suivant des standards internationaux d’audit et conformément aux procédures et critères précisés dans les “Directives relatives à l’audit des projets (à l’usage des emprunteurs)” du FIDA.



**27.** L'audit externe des comptes portera sur l'examen et la vérification : i) de la comptabilité et des états financiers consolidés du Programme; ii) des procédures administratives, financières et comptables ainsi que du contrôle interne financier et de gestion en vigueur; iii) du Compte désigné du prêt; iv) des demandes de décaissement du Compte de prêt et des demandes de remboursement de fonds; et v) de la gestion du personnel et des prestataires de services spécialisés.

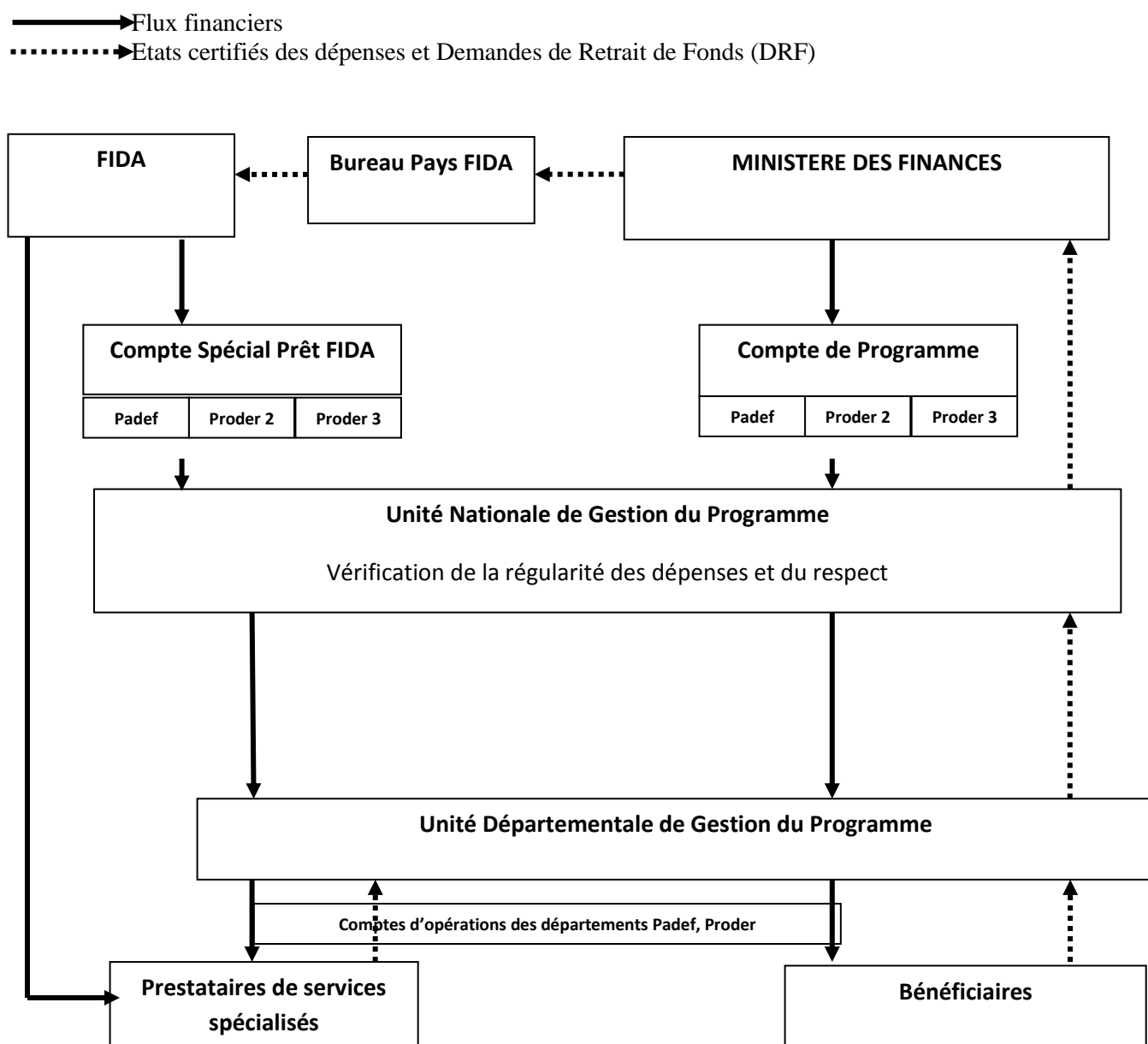
**28.** Le cabinet d'audit sera également invité à formuler son appréciation sur les amendements éventuels au Manuel des procédures administratives, financières comptables et passation des marchés, les modalités de passation des marchés, la légitimité des dépenses imputées au Compte désigné ainsi que l'utilisation des biens et services financés par le Programme.

**29.** Il fournira une opinion séparée sur les états certifiés de dépenses et une lettre de recommandations séparée concernant l'efficacité de la comptabilité et des systèmes de contrôle interne. L'UNGP présentera au FIDA la réponse à la lettre de recommandations des auditeurs dans un délai d'un mois à compter de sa réception. L'UNGP sera responsable de l'application des recommandations spécifiées dans les rapports d'audits annuels. Les honoraires de l'auditeur seront payés à partir des fonds du don.

**30. Supervision:** La supervision du programme sera assurée par le FIDA et effectuée à travers: i) le suivi régulier de l'administration du Prêt, du Don et des passations de marchés et ii) des missions de supervision semestrielles auxquelles le PADEF, les différentes fédérations et les divers Ministères impliqués (y incluant le Ministère de Finances) seront pleinement associés. Ces missions émettront des avis et recommandations à l'intention de L'UNGP, des fédérations partenaires, des Ministères techniques impliqués et du CNP. La supervision est un exercice important et devant être mené régulièrement, notamment dans un environnement fragile et instable.

**31. Plan de supervision.** Le programme sera sujet à des missions de supervision et de suivi deux fois par année. L'intensité et la fréquence de ces missions pourront être accommodées en fonction de l'évolution des performances du programme. Les activités de supervision attrayant à la gestion financière du programme incluront: i) la revue des aspects relatifs à la gestion financière et aux rapports financiers trimestriels; ii) la revue des états financiers annuels audités, de la lettre de gestion des auditeurs et du suivi des diverses recommandations de ces derniers; et iii) la participation aux missions de supervision de représentants du service financier du FIDA et du Ministère des Finances.

## Appendice 1. Chart des flux financiers



## **Appendice 2. Ebauche de Termes de références pour audit**

### **I. INTRODUCTION**

Le Gouvernement du CONGO a obtenu un prêt du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour le financement du Programme d'Appui au Développement des Filières (PADEF).

Malgré la présence de ressources et des potentialités importantes, plus de la moitié de la population congolaise vit dans des conditions difficiles du fait de: (i) la faible productivité liée aux difficultés d'accès aux intrants de production, à l'information et aux technologies, et à la quasi absence de services d'appui; ii) l'enclavement, l'inorganisation de la commercialisation; (iii) la carence des infrastructures et services de base; (iv) le manque d'emplois rémunérateurs pour les jeunes et les femmes; (v) le manque d'accès à des services financiers de proximité adaptés; vii) la faiblesse générale des capacités du secteur privé, des services techniques, des organisations paysannes et de l'administration locale en charge du développement.

Les conditions macroéconomiques, institutionnelles et politiques sont pourtant favorables pour garantir la réussite d'une opération dans le secteur agricole. Le pays a achevé sa période de transition politique; il a adopté sa stratégie de réduction de la pauvreté, qui accorde une place importante au secteur rural pour relancer l'économie ; il a élaboré des stratégies sectorielles essentielles (transport, développement agricole), a conclu des accords avec les institutions de Bretton Woods et a accédé à l'initiative PPTE en 2006.

Le secteur agricole constitue le principal moteur de la croissance économique en milieu rural et dispose de nombreux atouts: une forte demande intérieure et externe pour les produits vivriers, animaux et halieutiques, un grand potentiel d'accroissement de la productivité, des conditions agro-écologiques favorables permettant une grande variété de production, une importante disponibilité en terres agricoles et en main d'œuvre.

Le programme d'Appui au Développement des Filières, vise à améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs, pêcheurs) et à créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes à travers un appui au développement de filières porteuses. Les objectifs spécifiques poursuivis sont de renforcer:

- (i) l'accès des petits producteurs à des technologies agricoles et halieutiques appropriées de production, de transformation, de stockage et de conservation ;
- (ii) l'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées ;
- (iii) la capacité des organisations paysannes et autorités locales à fournir des services à leurs membres et accroître leur participation aux processus de développement local.

Au regard, de l'analyse des contraintes et potentialités dans le pays, des besoins des groupes cibles et des interventions en cours dans le secteur sur financement du FIDA et d'autres bailleurs, le gouvernement et le FIDA ont convenu de se concentrer sur les actions suivantes:

a) la consolidation des capacités de production des petits producteurs, en se focalisant sur les cultures ayant un fort potentiel commercial, et à travers des actions de recapitalisation pour relancer l'élevage, la pêche et la pisciculture;

b) la mise en relation durable des producteurs avec le marché et l'amélioration des

conditions de collecte, de stockage et de transformation des productions, selon une approche filière, en appuyant la mise en place d'entreprises de commercialisation des produits (agricoles, animaux,

halieutiques ; c) le désenclavement des bassins de production et l'amélioration de l'accès aux marchés ; d) le renforcement des capacités des acteurs locaux, et notamment celles des organisations de producteurs (OP), des acteurs des filières de commercialisation et des services d'appui.

## **II. JUSTIFICATION**

Le mode de gestion du projet requiert que le Gouvernement du CONGO veille à ce que les ressources qui sont accordées par le FIDA soient utilisées de façon rationnelle et efficace et uniquement dans le but pour lequel elles sont octroyées.

L'un des moyens permettant au Gouvernement du CONGO et au FIDA de vérifier le respect de ces conditions et de suivre de façon efficace l'état d'avancement des activités du projet est d'exiger que L'Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) fournisse régulièrement des états financiers révisés et d'autres informations financières spécifiques.

La présente consultation porte sur la sélection d'un Cabinet/Bureau d'Audit financier et comptable qualifié et certifié internationalement, pour procéder à la révision du compte et états financiers du PADEF N°..... depuis son démarrage et ce pour les exercices –.....

## **III. OBJECTIF DE L'AUDIT**

L'objectif de l'audit est de permettre à l'auditeur de formuler son opinion professionnelle sur la situation financière du PADEF à la fin de chaque exercice, ainsi que les fonds reçus et les dépenses effectuées sur le compte spécial.

L'audit sera fait conformément aux Normes Internationales d'Audit (International Standards on Auditing) telles que définies par l'International Federation of Account (IFAC) ou toutes normes jugées acceptables par le FIDA et comprendra tous les tests et les contrôles jugés nécessaires par l'auditeur dans les circonstances. L'étendue du travail de l'auditeur se fondera sur l'importance des risques spécifiques au PADEF et appréciés de commun accord par le FIDA et le Bénéficiaire.

Plus spécifiquement, cet audit doit permettre à l'auditeur de formuler une opinion professionnelle et motivée sur les états financiers du PADEF. Les objectifs spécifiques seront donc :

- (i) D'évaluer les procédures administratives, financières et comptables ainsi que les systèmes de contrôle y afférents, afin de proposer des recommandations d'amélioration ou de renforcement selon le cas ;
- (ii) De vérifier les documents comptables en vue de formuler une opinion sur la régularité et la sincérité du compte du projet, des agences d'exécution et enfin sur l'observation des procédures du FIDA à travers un examen spécifique des achats, investissements et charges.
- (iii) De vérifier les régularisations devant être faites sur le compte du don FIDA à partir des fonds de contrepartie.
- (iv) De vérifier les documents comptables de l'ensemble des agences d'executions (opérateurs) en vue de formuler une opinion sur les dispositions des conventions, les programmations budgétaires, l'éligibilité des dépenses, la régularité et la sincérité des comptes de ces opérateurs.
- (v) De formuler une opinion professionnelle sur la situation financière des fonds reçus et les dépenses effectuées, sur l'efficacité des procédures de contrôle interne mise en place pour la gestion de ces fonds
- (vi) De donner au gouvernement et au FIDA un avis pertinent sur l'utilisation effective des ressources budgétaires affectées par rapport aux différentes catégories.

## **IV. ETENDUE DE L'AUDIT**

L'audit sera réalisé conformément aux normes internationales de la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC) ou toutes autres normes acceptables par le FIDA et donnera lieu à

toutes les vérifications et contrôle que l'auditeur pourra juger nécessaires en la circonstance. Lors de la réalisation de l'audit, il importera tout particulièrement de s'assurer que :

- a) Toutes les ressources extérieures ont été employées conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
- b) Les biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable.
- c) Tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives aux différentes sources de financement. Il devrait exister des relations de correspondance évidentes entre les livres de compte et les rapports présentés aux différents bailleurs de fonds.
- d) Le compte spécial a été tenu conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable.

## **V. OPINION DE L'AUDITEUR**

### **- Etats certifiés des dépenses (ECD)**

L'auditeur est tenu de vérifier, outre les états financiers du PADEF, tous les relevés de dépense présentés à l'appui des demandes de retrait. Il doit procéder à tous les contrôles et vérifications qu'il juge nécessaires en la circonstance. Il devra examiner ces dépenses avec soin pour déterminer si elles sont admissibles au regard des accords de financement et eu égard, si nécessaire, au rapport d'évaluation. Lorsqu'il est établi que des dépenses non admissibles ont été incluses dans les demandes de retrait de fonds et remboursées, l'auditeur devra l'indiquer. Il conviendra de présenter en annexe aux états financiers du projet une liste des différentes demandes de retrait sur présentation de relevés de dépenses en spécifiant le numéro de référence et le montant correspondant. Le montant total des retraits effectués au vu de relevés de dépenses devrait être inclus dans l'état de rapprochement global des décaissements du FIDA décrit précédemment.

L'audit des ECD sera soumis aux mêmes conditions que l'audit annuel et comprendra tous les tests et contrôles jugés nécessaires pour permettre à l'auditeur de formuler une opinion pour savoir si :

- Tous les ECD audités ont été préparés selon l'Accord de financement ;
- Toutes les dépenses ont été faites entièrement et nécessairement avec pour but de réaliser les objectifs du Projet avec une particulière quant à l'économie et à l'efficacité ;
- Toute information et application nécessaire aux fins de l'audit ont été retenues ;
- Toutes les pièces et les écritures étayant toutes les dépenses faisant partie des ECD ont été tenues ;
- L'ECD peut être considéré comme document fiable et exhaustif capable de justifier la demande de retrait de fonds ;
- Des difficultés rencontrées et propositions des solutions pour le redressement futur

### **- Comptes spécial, auxiliaire, de Projet**

L'auditeur est tenu de vérifier, en sus des états financiers du projet, les mouvements de fonds sur le compte spécial et auxiliaire (s'il y en a) liés au projet. Ces comptes recouvrent généralement :

les dépôts et les reconstitutions opérés par le Bailleurs ;

- les paiements effectués en réponse à des demandes de retrait ;
- les intérêts que peuvent rapporter les soldes et qui reviennent au Bénéficiaire et les soldes à la fin de chaque exercice.

S'agissant du PADEF, l'auditeur doit se faire une opinion sur le respect des procédures du FIDA et sur le solde du compte spécial et auxiliaire en fin d'exercice. Il doit chercher à établir si les

transactions financières effectuées pendant la période considérée, de même que les soldes à la fin de cette période, étaient admissibles et corrects, vérifier si ces comptes ont été gérés et utilisés conformément à l'accord de financement et si les contrôles internes applicables à ce mode de décaissement sont adéquats.

#### **- Lettre à la direction**

Outre les rapports d'audit, l'auditeur prépare une « lettre à la direction » dans laquelle il :

- a) présentera ses commentaires et observations sur les dossiers, systèmes et des contrôles comptables examinés pendant l'audit ;
- b) identifiera les carences particulières et les points faibles des systèmes et des contrôles et présentera des recommandations en vue de leur amélioration ;
- c) fera un rapport sur le degré de conformité à chacune des clauses financières de l'accord de financement et présentera des commentaires, le cas échéant, sur les facteurs internes et externes affectant le respect de ces clauses ;
- d) indiquera les questions qui auront attiré son attention durant l'audit parce qu'elles pourraient avoir un effet notable sur l'exécution du projet ;
- e) portera à l'attention du Bénéficiaire toute autre question qu'il jugera pertinente ;
- f) examinera le manuel d'opération préparé par le PADEF en vue de son amélioration ;
- g) examinera le niveau des frais de fonctionnement (salaires, consommables, entretien, etc.) par rapport aux réalisations physiques du Projet en vue d'évaluer les performances dans la gestion et de faire des recommandations pour la maîtrise de ces frais de fonctionnement.

#### **Suivi -Evaluation**

Le projet dispose d'un service de suivi-évaluation. L'audit prendra connaissance des rapports émis par ce service et devra :

- Vérifier la conformité des données de ces rapports avec les états financiers ;
- Apprécier la performance et le degré de réalisation du Projet
- Si possible, procéder à des tests de vraisemblance.

#### **Opinion de l'auditeur**

Outre l'opinion principale sur les états financiers du PADEF, le rapport annuel d'audit devrait comporter une opinion UNIQUE sur le compte du Projet, sur l'exactitude et l'éligibilité des dépenses ayant donné lieu à des retraits au vu de relevés de dépenses, ainsi que sur le degré de fiabilité des relevés de dépenses comme base de décaissement des fonds. Les états financiers y compris le rapport d'audit devraient parvenir au FIDA dans les six (06) mois suivants la clôture de l'exercice auquel l'audit se rapporte.

### **VI. RAPPORTS**

A la fin de sa mission, l'auditeur fournira en six (6) exemplaires les rapports suivants :

- a) un rapport comportant son opinion UNIQUE sur la sincérité et la régularité des états financiers ainsi que sur l'image fidèle qu'ils donnent de la situation financière du projet, sur la conformité de l'exécution du projet avec les termes de référence de l'Accord de financement, et sur les Etats certifiés de dépenses et le compte spécial
- b) un rapport sur les procédures de contrôles internes du projet comprenant notamment:
  - (i) les commentaires et observations de l'auditeur sur les systèmes comptables et financiers du projet ainsi que les procédures de contrôle interne examinés au cours de l'audit ;
  - (ii) une présentation des principales faiblesses identifiées au cours de l'audit ainsi que les recommandations pour y remédier ;

(iii) une mention de tout élément constaté jugée pertinent par l'auditeur et ou susceptible d'influencer les audits futurs.

## **VII. DUREE DES TRAVAUX ANNUELS**

La durée des travaux des auditeurs pour chaque exercice est estimée au maximum à trois semaines.

## **VIII. RECRUTEMENT ET HONORAIRE**

Le choix de l'auditeur se fera sur la base d'une liste restreinte. Les critères d'évaluation des soumissions et les délais concernant les soumissions sont indiqués dans la lettre d'invitation adressée à chaque soumissionnaire.

Les honoraires unitaires de l'auditeur seront fixes et non révisables. Les prix unitaires indiqués dans la proposition financière serviront de base à tout réajustement qui pourrait être réclamé par suite de la modification des taux de change ou de la hausse des prix. Les dépenses seront remboursées sur la base des pièces justificatives.

## **IX. RESPONSABILITE DE L'UNGP**

L'UNGP fournira à l'auditeur tous les documents disponibles et indispensables à l'exécution des tâches. Dans le cas où ces derniers feraient défaut, l'UNGP facilitera la tâche de l'auditeur dans la collecte des données.

## **X. QUALIFICATION DU CABINET D'AUDIT ET DU PERSONNEL PROPOSÉ POUR REALISER L'AUDIT**

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable de réputation internationale, indépendant et faisant profession habituelle de réviser les comptes, d'un ordre professionnel comptable reconnu par l'IFAC, la FIDEF, et ayant une expérience confirmée en audit financiers des comptes des projets de développement sur financement des bailleurs traditionnels (IDA, FIDA etc...). L'auditeur devra mettre en évidence son expérience en matière d'audit comptable et financier de projets similaires, sa connaissance des dispositions administratives et réglementaires au CONGO, son application des normes internationales d'audit et la compétence de l'équipe qui sera affectée à l'audit. Les documents suivants remis par l'auditeur constituent des éléments contractuels :

- i) référence de l'auditeur à l'étranger et au CONGO ;
  - ii) référence des missions d'audit pour des projets similaires ;
  - iii) garantie de l'application des Normes Internationale d'Audit et ;
- curriculum vitae des différents membres de l'équipe chargée de l'audit

Le personnel clé de la mission devra comporter au moins (i) un Expert Comptable agé, inscrit à l'ordre, justifiant d'au moins 10 ans d'expérience d'audit financier et ayant une bonne connaissance des procédures de gestion fiduciaire et audits des projets, (ii) un Chef de mission ayant au moins un diplôme niveau (BAC + 5 ou plus) en audit, comptabilité et justifiant d'une expérience de 10 ans au moins en audit financier (iii) La présence d'un expert en passation de marchés niveau (BAC+4 ) ayant une bonne connaissance des procédures de passation de marchés nationales et des bailleurs traditionnels.

## **XI. DURÉE DU CONTRAT**

Le cabinet d'audit sera engagé le plus tôt possible, pour un contrat d'une durée de trois (3) années.

## **XII. MOYENS LOGISTIQUES**

Le cabinet/Bureau d'audit devra prévoir dans son offre tous les moyens logistiques nécessaires à la réalisation des audits (transport, hébergement et nourriture) pour tous les séjours à Brazzaville. Les prix de tous ces moyens logistiques doivent être cotés séparément

## Annexe 8. Passation de marchés

### A. Contexte général

La préparation de cet annexe a procédé par des entretiens avec les spécialistes de passation des marchés des bailleurs présents dans le pays, notamment la Banque Mondiale (BM), et par des discussions avec les cadres de L'Autorité de Régulation des Marchés Publics. Les documents clés consultés sont (i) le Code des marchés publics du Congo (2009), (ii) les conclusions de **l'étude comparative sur l'efficacité et la concordance des procédures de passation des marchés publics du Congo et celles de la BAD**, et (iii) les conclusions des rapports de supervision sur la passation des marchés des projets FIDA du pays et les nouvelles directives du Fida en matière de passation des marchés, édition septembre 2010.

#### A-1- Le système de passation des marchés au Congo

**1.** La passation des marchés est régie par le décret N° 2009/156 du 20 Mai 2009 et les textes d'application. La passation des marchés est obligatoire pour toute dépense d'exécution de travaux, de livraison de fourniture ou de réalisation de prestation de services. Ne sont pas soumis aux dispositions du Code des marchés publics, les conventions portant sur des travaux, des fournitures, des services ou des prestations intellectuelles dont les montants sont inférieurs aux seuils déterminés par le Décret N° 2009-162 du 20 Mai 2009. Ce Décret porte fixation des seuils de passation des marchés publics et limite les compétences des organes chargés de la passation des marchés publics.

**2.** Sont soumis aux règles de passation de marchés publics prévues dans le Code des marchés publics, les contrats de travaux, fournitures, services et de prestations intellectuelles dont le montant est supérieur ou égale à 10 millions de francs CFA, toutes taxes comprises. Les marchés passés conformément à ces seuils sont approuvés par le Président de la république, pour les marchés supérieur ou égal à 2.000.000.000 de FCFA et par délégation, par le Ministre chargé des finances pour les marchés inférieurs à ce seuil, toutes taxes comprises. En définitive, aux termes du CMP, doivent emprunter le circuit de passation et d'exécution des marchés publics du Congo, tous le contrats de travaux, de fournitures, de services ou de prestations intellectuelles dont le montant excède 10 millions de francs CFA (environ 20 000 \$USD), à l'exception des contrats de délégations de services publics. On distingue quatre (4) types de marchés publics :

- les marchés publics de travaux;
- les marchés publics de fournitures;
- les marchés publics de services; et
- les marchés publics de prestations intellectuelles.

**3.** Les conventions portant sur des travaux, de fournitures, des services ou des prestations intellectuelles dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus indiqués (10.000.000 FCFA équivalent à 20 000 \$US) sont passés après consultation de candidats. Dans ce cas les propositions d'au moins trois candidats seront toujours obtenues. Le maître d'ouvrage est tenu d'adresser aux entrepreneurs, aux fournisseurs et aux prestataires de services, une lettre de commande faisant ressortir notamment l'objet, la nature, la consistance et le prix des prestations. Tout fractionnement de prestations portant sur un même objet en vue d'éviter l'appel à la concurrence et de favoriser des paiements successifs sur simple facture ou mémoire est formellement interdit.

**4. Le nouveau code des marchés publics (CMP).** La réglementation des marchés publics a fait l'objet d'une réforme en 2009, avec l'adoption d'un nouveau code des marchés publics (CMP) et des textes pris pour l'application de ce code. Le nouveau CMP dispose que les marchés publics doivent respecter les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.



## **A-2- Les organes de passation des marchés**

**5.** Le circuit de passation de marchés publics actuel tire sa force de la réforme de la réglementation qui a abouti à la mise en place d'un dispositif réglementaire relativement complet à date et stable, de l'adoption des textes d'application ainsi que de la mise à dispositions des acteurs de la commande publique des modèles de dossiers types par catégorie tirés des documents types de la Banque mondiale. Documents disponibles au niveau du site Web de l'ARMP ([www.armpcongo.org](http://www.armpcongo.org)), et accompagnés d'un instance programme de renforcement des capacités des acteurs publics et privés impliqués. La notion de marché a été relativement simplifiée et les lacunes de l'ancien code ont été comblées à certains égards. Les principales instances de la passation, de l'exécution et du contrôle des marchés publics prévues par les textes sont: i) les Cellules de Gestion des Marchés Publics; ii) la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) ; iii) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

### **Méthodes de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux**

**6.** Appel à la Concurrence Internationale. Sauf disposition contraire du paragraphe ci-dessous, les contrats de fournitures et travaux sont attribués sur la base d'un Appel d'Offres International.

**7.** Autres méthodes de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux. Le tableau ci-dessous détermine les méthodes de passation des marchés autres que l'Appel à la Concurrence Internationale, pouvant être utilisées pour les fournitures et les travaux. Le Plan de passation des marchés spécifie les conditions dans lesquelles ces méthodes peuvent être utilisées.

**Tableau 1 : Méthodes de passation de marchés applicables**

(a) Appel à la Concurrence Nationale (ACN)
(b) Appel à la Concurrence Locale (ACL)
(c) Consultation de Fournisseurs à l'Echelle Nationale (CFN)
(d) Consultation de Fournisseurs à l'Echelle Locale (CFL)
(e) Marché passé avec la communauté
(f) Entente directe

### **Méthodes de Sélection et d'Emploi de Services de Consultants**

**8.** Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût. Sauf disposition contraire du paragraphe ci-dessous, les contrats de services de consultants sont attribués conformément à la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût.

**9.** Autres méthodes de Sélection et d'Emploi de services de Consultants. Le tableau ci-dessous définit les méthodes de passation des marchés, autres que la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût, qui peuvent être utilisées pour les services de Consultants. Le Plan de passation des marchés spécifiera les conditions dans lesquelles ces méthodes peuvent être utilisées.

**Tableau 2 : Autres Méthodes de Sélection applicables**

<b>Méthodes de Sélection</b>
(a) Sélection du Moins-Disant (SMD)
(b) Sélection fondée sur les qualifications des Consultants (SQL)
(c) Sélection Fondée sur la Qualité (SQ)
(d) Sélection par Gré à gré (G/G)
(e) Sélection avec Enveloppe Budgétaire (SEB)
(f) Sélection de Consultant à Titre Personnel (STP)

### **Marchés passés avec la communauté**

**10.** Lorsque le Programme fera appel à la participation des groupements de bases ou institutions communautaires, il pourra simplifier et adapter les procédures de passation des marchés, le cahier des charges et les clauses contractuelles à condition de respecter les principes de l'économie, de l'efficacité et de la justice sociale. Le rôle de l'Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) est de superviser et d'encadrer la passation des marchés, les décaissements et l'exécution des activités confiés aux UDGP, de façon à garantir la transparence, l'intégrité et le respect des obligations contractuelles.

**11.** Pour les procédures de passation des marchés au niveau des départements, le processus débutera par l'élaboration des spécifications techniques et du DAO par les unions ou services demandeurs avec l'appui de la Cellule Départementale de Gestion des Marchés Publics et de l'UDGP. L'évaluation des offres sera assurée par le Comité départemental de passation de marchés présidé par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) et ayant comme rapporteur la DDA et comme membres les représentants des unions concernées, l'UDGP.

### **E. Examen par le FIDA des Décisions relatives à la Passation des Marchés**

**12.** Un Plan de Passation de Marchés relatif à la première année plus 6 mois de mise en œuvre du programme sera élaboré par l'UNGP et soumis à non objection du FIDA. Il mentionnera pour chaque marché, la méthode et les seuils proposés. Ce premier plan de passation des marchés sera une des conditions préalables de décaissement.

**13.** Toutes les activités de passation des marchés dont les seuils requièrent un avis préalable du fonds à une étape quelconque du processus doit obligatoirement faire l'objet de revue, certifié par un avis de non objection en bonne et dû forme obtenu du chargé de portefeuille. Les seuils proposés par catégorie et les étapes nécessitant un avis préalable sont précisés dans le manuel de procédures de gestion administrative, comptable, financier et de passation des marchés du programme, conformément aux accords de prêt et/ou de don.

**14.** Le contrôle portera sur la conformité de l'activité par rapport au PTBA, au PPM et à la réglementation et il portera également sur l'existence des ressources nécessaires et de son éligibilité ou pas.

### **F- Conclusion**

**15.** Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PADEF, les procédures nationales seront utilisées pour l'acquisition de biens, travaux et services, avec l'appui des organes mis en place à cet effet, sous réserves des éventuels ajustements à faire, suite aux conclusions de l'étude stratégique que la Banque mondiale envisage sur les organes de la réforme, leur fonctionnement et leur adéquation pour mi-octobre 2011. Ceci devra se faire également, toutes les fois que ces procédures nationales sont en conformité avec celles du FIDA dans le cas contraire, les procédures du FIDA prévalent.

**16.** Le personnel du programme sera recruté sur la base d'un appel à candidature dont le processus

sera géré entièrement par un Cabinet/Bureau spécialisé. Le recrutement de ce prestataire se fera après avis de non objection et les résultats issus de ces travaux devront également faire l'objet d'un avis de non objection du FIDA.

## Appendice 1. Plan de passation des Marchés

FOURNITURES/EQUIPEMENTS							LISTES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES			D.A.O			EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION DU MARCHÉ		
RP/PTBA	DESCRIPTION	Lots	Appel d'offres n°	Montant estimatif en US \$	Methode de passation de marchés	Prévision/ Réalisation	Service responsable	Date de dépôt	Date d'envoi au FIDA	Date de non objection du FIDA	Date de publication de l'avis d'AO	Date d'ouverture des plis	Date de signature du rapport	Date de non objection du FIDA	Montant total du contrat	Date de signature du contrat	Date d'achèvement des livraisons	
Composante A : Appui à la Production																		
Sous Composante A1 : Appui à la Production Agricole																		
	Achat de 1.000.000 boutures de manioc pour 100 parcs à bois	5	01/PADEF/F/12	44 000.00	CFL	Prévue	UNGP	03/02/2012	NA	NA	17/02/2012	02/03/2012	16/03/2012	NA		23/03/2012	22/04/2012	
						Réalisée												
	Achat de 100 kits de matériel aratoire en faveur des groupements de producteurs	1	02/PADEF/F/12	71 700.00	ACN	Prévue	UNGP	24/01/2012	31/01/2012	13/02/2012	20/02/2012	19/03/2012	02/04/2012	16/04/2012		23/04/2012	22/05/2012	
						Réalisée												
	Achat d'un lot de semence d'igname et de maïs en faveur des groupements des départements du Plateau, de la Cuvette et de la Cuvette Ouest	3	03/PADEF/F/12	11 000.00	CFN	Prévue	UNGP	06/07/2012	NA	NA	20/07/2012	03/08/2012	18/08/2012	NA		25/08/2012	15/09/2012	
						Réalisée												
Sous Composante A2 : Appui à la Production Animale																		
	Achat d'un lot de kit profilactique de volaille (vaccins, déparasitants, insecticides etc...)	1	04/PADEF/F/12	34 800.00	ACN	Prévue	UNGP	17/02/2012	24/02/2012	09/03/2012	16/03/2012	17/04/2012	01/05/2012	15/05/2012		22/05/2012	21/06/2012	
						Réalisée												
	Acquisition d'un lot d'équipement techniques en faveur du Centre de Vulgarisation Technique d'Elevage	1	05/PADEF/F/12	18 300.00	CFN	Prévue	UNGP	03/08/2012	10/08/2012	24/08/2012	31/08/2012	24/09/2012	08/10/2012	22/10/2012		29/10/2012	28/11/2012	
						Réalisée												
	Acquisition d'un lot d'équipemens techniques en faveur du Centre d'Appui Technique des Petits Ruminants	1	06/PADEF/F/12	308 000.00		Prévue	UNGP	06/08/2012	13/08/2012	27/08/2012	03/09/2012	17/10/2012	31/10/2012	14/11/2012		21/11/2012	20/02/2013	
						Réalisée												
Sous Composante A3 : Appui à la Pêche et Pisciculture																		
	Acquisition d'un lot d'equipemens de transformation, conditionnement et conservation du poisson en faveur des groupements	1	07/PADEF/F/12	15 000.00	CFN	Prévue	UNGP	14/11/2012	21/11/2012	05/12/2012	12/12/2012	02/01/2013	16/01/2013	30/01/2013		06/02/2013	05/04/2013	
						Réalisée												
	Achat d'un lot d'équipements techniques en faveur du Centre Piscicole	1	08/PADEF/F/12	232 000.00	ACI	Prévue	UNGP	08/10/2012	15/10/2012	29/10/2012	05/11/2012	14/12/2012	28/12/2012	11/01/2013		18/01/2013	17/04/2013	
						Réalisée												
Composante B : Appui à la Transformation et Commercialisation																		
Sous Composante B2 : Conservation, transformation et commercialisation des Produits de pêche																		
	Choix d'un fournisseur pour l'acquisition de 3 kits d'équipements de séchage, salage et de fumage de poisson en faveur des 3 Centres Communautaires	1	09/PADEF/F/12	50 000.00	ACN	Prévue	UNGP	07/05/2012	14/05/2012	28/05/2012	11/06/2012	10/07/2012	24/07/2012	07/08/2012		14/08/2012	30/09/2012	
						Réalisée												
Composante C : Renforcement des Capacités																		
	Recrutement d'un prestataire de service pour la confection de 40 panneaux de visibilité	1	10/PADEF/F/12	10 000.00	CFN	Prévue	UNGP	11/02/2012	NA	NA	18/02/2012	04/03/2012	18/03/2012	NA		25/03/2012	15/04/2012	
						Réalisée												
	Recrutement d'un prestataire de service pour l'impression de 500 supports d'information (Dépliants, Posters, etc...)	1	11/PADEF/F/12	1 000.00	CFN	Prévue	UNGP	01/03/2012	NA	NA	08/03/2012	22/03/2012	29/03/2012	NA		08/04/2012	30/04/2012	
						Réalisée												

Composante D: Coordination et Suivi-Evaluation du Programme																	
	Choix d'un fournisseur pour la livraison d'un lots de Mobiliers de bureaux pour les 10 bureaux départementaux du PADEF		12/PADEF/F/12	30 000.00	ACN	Prévue	UNGP	04/01/2012	11/01/2012	25/01/2012	01/02/2012	15/02/2012	25/02/2012	11/03/2012		18/03/2012	17/04/2012
						Réalisée											
	Choix d'un fournisseur pour la livraison sur base de marché à commande d'un lot de fourniture de bureau		13/PADEF/F/12	22 000.00	ACN	Prévue	UNGP	04/01/2012	11/01/2012	25/01/2012	01/02/2012	15/02/2012	25/02/2012	11/03/2012		18/03/2012	17/04/2012
						Réalisée											
	Choix d'un prestataire de service pour l'assurance des véhicules, des motos et du personnel du programme		14/PADEF/F/12	26 600.00	CFN	Prévue	UNGP	09/01/2012	16/01/2012	30/01/2012	05/02/2012	19/02/2012	26/02/2012	12/03/2012		19/03/2012	29/03/2012
						Réalisée											
	Achat du logiciel de Comptabilité TOMPRO	1	15/PADEF/F/12	5 435.00	G/G	Prévue	UNGP	10/01/2012	17/01/2012	31/01/2012	NA	NA	NA	NA		07/02/2012	06/03/2012
						Réalisée											
	Achat de matériel informatique et de reprographie dont / lot 1:- 46 ordinateurs de bureau et accessoires ; lot 2: 5 ordinateurs portables ; lot 3:- 15 imprimantes, 1 scanners, 15 Photocopieurs; lot 4: 3 vidéoprojecteurs en faveur du PADEF	4	16/PADEF/F/12	48 000.00	ACN	Prévue	UNGP	11/01/2012	18/01/2012	01/02/2012	08/02/2012	28/02/2012	07/03/2012	21/03/2012		28/03/2012	15/04/2012
						Réalisée											
	Achat lot d'équipement SIG (GPS, table à numériser, chaîne de mesure, caméra et logiciel ArcGis, logiciel de télédétection, etc...)	1	17/PADEF/F/12	35 000.00	ACN	Prévue	UNGP	23/04/2012	30/04/2012	14/05/2012	21/05/2012	20/06/2012	04/07/2012	18/07/2012		25/07/2012	23/08/2012
						Réalisée											
	Achat de quatre (4) véhicules 4x4, stations wagon en faveur de l'UNGP, de la vulgarisation et du Centre de Djoumouna et 12 motos tout terrain en vateur des 10 départements et 2 motos pour le Centre de Djoumouna	1	18/PADEF/F/12	220 000.00	ACI	Prévue	UNGP	07/01/2012	14/01/2012	28/01/2012	11/02/2012	20/03/2012	03/04/2012	17/04/2012		24/04/2012	23/07/2012
						Réalisée											
Total Coût				1 182 835.00													
Légende : ACI = Appel à Concurrence International, ACN = Appel à Concurrence National, CFN = Consultation Fournisseurs à l'Echelle National, ACL: Appel à Concurrence Local, NA = Non Applicable, RP/PTBA = Ref Poste au niveau du PTBA.																	
NB : Colonne Ref PTBA, la première lettre fait référence à la sous composante et la seconde au N° de l'activité dans le PTBA (exple C1 = Sous composante Communication et Gestion des Savoirs et A1 = Activité 1)																	

	DESCRIPTION	Lots	Appel d'offres n°	Montant estimatif en US \$	Méthode de passation de marchés	Prévision/ Réalisation	Service responsable	Date de dépôt	Date d'envoi au FIDA	Date de non objection du FIDA	Date de publication de l'avis d'AO	Date d'ouverture des plis	Date de signature du rapport	Date de non objection du FIDA	Montant total du contrat	Date de signature du contrat	Date d'achèvement des travaux
Composante A : Appui à la Production																	
Sous Composante A1 : Appui à la Production Animale																	
	Recrutement d'une PME pour la réalisation des travaux de réhabilitation du Centre de Vulgarisation Technique d'Eloanga	1	01/PADEF/T/12	32 608.00	CFN	Prévue	UNGP	25/4/12	2/5/12	16/5/12	23/5/12	13/6/12	27/6/12	11/7/12		18/7/12	27/8/12
						Réalisée											
	Recrutement d'une PME pour la réalisation des travaux de réhabilitation du Centre d'Appui Technique des Petits Ruminants	1	02/PADEF/T/12	32 608.00	CFN	Prévue	UNGP	19/4/12	26/4/12	10/5/12	17/5/12	7/6/12	21/6/12	5/7/12		12/7/12	21/8/12
						Réalisée											
Sous Composante A3 : appui à la Pêche et à la Pisciculture																	
	Recrutement d'une PME pour les travaux de réhabilitation du Centre Piscicole de Djoumouna	1	03/PADEF/T/12	1 508 900.00	ACI	Prévue	UNGP	10/10/12	17/10/12	31/10/12	7/11/12	17/12/12	26/12/12	9/1/13		18/1/13	20/5/13
						Réalisée											
Composante B : Appui à laTransformation et Commercialisation																	
Sous Composante B1 : transformation et commercialisation des produits agricoles																	
	Choix de PME pour la construction de deux centres pilotes pour le stockage, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles	2	04/PADEF/T/12	810 000.00	ACN	Prévue	UNGP	19/11/12	26/11/12	10/12/12	17/12/12	16/1/13	30/1/13	13/2/13		20/2/13	20/5/13
						Réalisée											
Sous Composante B2 : Conservation, transformation et commercialisation des Produits de pêche																	
	Recrutement de PME pour les travaux de construction de trois centres de pêches communautaires	3	05/PADEF/T/12	326 000.00	ACN	Prévue	UNGP	15/7/12	22/7/12	6/8/12	13/8/12	17/9/12	29/9/12	12/11/12		19/11/12	18/2/13
						Réalisée											
	Recrutement de PME pour la réhabilitation des points critiques sur 162 Km et la réalisation de 79 ouvrages de franchissements	2	06/PADEF/T/12	2 828 000.00	ACN	Prévue	UNGP	1/1/13	8/1/13	22/1/13	29/1/13	11/3/13	25/3/13	8/4/13		15/4/13	16/12/13
						Réalisée											
Composante D: Coordination et Suivi-Evaluation du Programme																	
	Choix de PME pour la réhabilitation des bureaux de 5 Directions Départementales	5	07/DDA/PADEF/T /11	54 350.00	CFL	Prévue	DDA/UNGP	10/1/12	NA	NA	17/1/12	7/2/12	14/2/12	NA		21/2/12	20/3/12
						Réalisée											
Total Coût				5 592 466.00													
Légende: <b>ACI</b> = Appel à Concurrence International, <b>ACN</b> = Appel à Concurrence National, <b>CFN</b> = Consultation de Fournisseur à l'échelle National, <b>CFL</b> = Consultation de Fournisseur à l'Echelon Locale, <b>ACL</b> = Appel à Concurrence Local, <b>NA</b> = Non Applicable, <b>RP/PTBA</b> = Ref Poste au niveau du PTBA.																	
NB : Colonne Ref PTBA, la première lettre fait référence à la sous composante et la seconde au N° de l'activité dans le PTBA (exple C1 = Sous composante Communication et Gestion des Savoirs et A1 = Activité 1)																	

SERVICES DE CONSULTANTS						TERMES		DEMANDE DE		DEMANDE DE		EVALUATION TECHNIQUE (T)						PROJET DE		EXECUTION		
						DE REFERENCE		MANIFESTATION		PROPOSITIONS		ET FINANCIERE (F)						CONTRAT NEGOCIE		DU CONTRAT		
RP/PTBA	Description	Responsable	Mode de Sélection	Montant estimatif en \$ US		Demande de non objection	Date de non objection	Date de publication	Date de short liste	Demande de non objection	Date de non objection	Date de transmission aux candidats	Date ouverture technique (T)	Rapport d'évaluation technique (T)	Date de non objection	Date ouverture financière (F)	Date de non objection	Demande de non objection	Date de non objection	Montant du contrat	Date de signature	Date de rapport
Sous Composante A2 : Appui à la Production Animale																						
	Recrutement d'un expert pour les études techniques et supervision des travaux de réhabilitation du Centre de Vulgarisation Technique d'Elevage	UNGP	STP	5 000.00	Prévue	13/1/12	27/1/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	27/2/12	12/3/12		19/3/12	18/4/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un expert pour les études techniques et supervision des travaux de réhabilitation du Centre d'Appui Technique des Petits Ruminants	UNGP	STP	5 000.00	Prévue	10/1/12	24/1/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	21/2/12	6/3/12		13/3/12	12/4/12
					Réalisée																	
Sous Composante A3 : Appui à la Pêche et pisciculture																						
	Recrutement d'un Consultant pour la réalisation d'une étude technique pour la mise en place de trois centres de pêches communautaires	UNGP	STP	4 000.00	Prévue	4/4/12	18/4/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	17/5/12	31/5/12		7/6/12	8/7/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un Cabinet/Bureau pour la réalisation d'une étude technique et supervision des travaux de réhabilitation du Centre de Djoumouna	UNGP	SBQC	53 000.00	Prévue	22/2/12	7/3/12	14/3/12	13/4/12	17/4/12	1/5/12	8/5/12	7/6/12	21/6/12	5/7/12	12/7/12	26/7/12	9/8/12	23/8/12		30/8/12	20/5/13
					Réalisée																	
	Recrutement d'un expert pour une étude portant sur l'analyse institutionnelle des groupements de pêcheurs (identification, fonctionnement et structuration)	UNGP	STP	10 000.00	Prévue	5/4/12	19/5/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	20/6/12	4/7/12		11/7/12	12/8/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un Cabinet/Bureau pour la réalisation de l'étude portant sur l'alimentation des poissons dont: l'évaluation de la demande réelle et potentielle, inventaire des usines de fabrication et leurs capacités, étude comparative des prix pratiqués et diffusion des résultats	UNGP	SBQC	20 000.00	Prévue	14/3/12	28/3/12	4/4/12	25/4/12	9/5/12	23/5/12	30/5/12	20/6/12	4/7/12	18/7/12	25/7/12	1/8/12	8/8/12	22/8/12		29/8/12	30/9/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un consultant international pour la définition d'un système de gestion du Centre Piscicole de Djoumouna	UNGP	STP	10 000.00	Prévue	8/2/12	22/2/11	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	21/3/12	4/4/12		11/4/12	10/5/12
					Réalisée																	
Composante B : Appui à la Transformation et Commercialisation																						
Sous Composante B1 : transformation et commercialisation des produits agricoles																						
	Recrutement Cabinet/Bureau pour la réalisation des études technique et la supervision des travaux de construction de deux centres pilotes pour le stockage, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles	UNGP	SBQC	45 000.00	Prévue	2/5/12	16/5/12	23/5/12	20/6/12	27/6/12	11/7/12	18/7/12	17/8/12	31/8/12	14/8/12	21/8/12	4/9/12	18/9/12	2/10/12		9/10/12	12/11/12
					Réalisée																	
Sous composante B3: Accès aux Bassins de Production																						
	Recrtement Cabinet/Bureau pour la réalisation des études technique et la supervision des travaux de traitement des points critiques sur 162 Km et la réalisation de 79 ouvrages de franchissements	UNGP	SBQC	68 000.00	Prévue	6/3/12	20/3/12	19/4/12	3/5/12	10/5/12	24/5/12	31/5/12	29/6/12	13/7/12	27/7/12	3/8/12	17/8/12	24/8/12	7/9/12		14/9/12	23/12/12
					Réalisée																	

Composante C : Renforcement des capacités																						
	Recrutement d'un Consultant pour la formation de 25 cadres de la DDA en technique de production agricole	UNGP	STP	5 000.00	Prévue	4/3/12	18/3/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	18/4/12	2/5/12		9/5/12	8/6/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un consultant pour la formation de 25 cadres de la DDE en technique d'élevage d'ovins, de caprins et de volaille dans le département du Pool	UNGP	STP	5 000.00	Prévue	11/3/12	25/3/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	25/4/12	9/5/12		16/5/12	15/6/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un consultant pour la formation des groupements en techniques de séchage, salage et de fumage du poisson	UNGP	STP	5 000.00	Prévue	13/6/12	27/6/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	26/7/12	9/8/12		16/8/12	15/9/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un Consultant National pour la formation à la pisciculture de 15 techniciens des services de la Pêche	UNGP	STP	5 000.00	Prévue	3/5/12	17/5/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	16/7/12	30/6/12		7/7/12	8/8/12
					Réalisée																	
	Recrutement de INADES pour l'appui à la restructuration de 20 GIEC en Unions	UNGP	G/G	62 608.00	Prévue	10/10/12	17/10/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	16/11/12	30/11/12		7/12/12	6/2/12
					Réalisée																	
	Conventions avec 3 radios communautaires pour la sensibilisation dans la zone du projet	UNGP	G/G	33 904.00	Prévue	4/7/12	18/7/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	20/7/12	3/9/12		10/9/12	9/12/12
					Réalisée																	
Composante D: Coordination et Suivi-Evaluation du Programme																						
	Recrutement d'un cabinet/bureau pour l'audit des comptes du PADEF	UNGP	SMD	22 000.00	Prévue	2/9/12	16/9/12	23/9/12	14/10/12	21/10/12	4/11/12	11/11/12	2/12/12	16/12/12	30/12/12	6/1/12	13/1/13	20/1/13	31/1/13		7/2/13	20/6/13
					Réalisée																	
	Recrutement d'un Cabinet/Bureau international pour l'Assistance technique en matière de gestion fiduciaire longue durée (20 mois sur les 4 ans du programme)	UNGP	SBQC	123 000.00	Prévue	20/1/12	3/2/12	10/2/12	7/3/12	14/3/12	28/3/12	4/4/12	2/5/12	16/5/12	30/5/12	6/6/12	13/6/12	20/6/12	30/6/12		7/7/12	8/6/13
					Réalisée																	
	Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du manuel suivi-évaluation, détermination du système, livraison du logiciel + accompagnement et formation	UNGP	G/G	54 000.00	Prévue	16/1/12	30/1/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	5/3/12	19/3/12		26/3/12	25/5/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du manuel d'opération du programme	UNGP	STP	10 000.00	Prévue	17/1/12	31/1/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	5/3/12	19/3/12		26/3/12	25/4/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un Cabinet/Bureau pour la réalisation de l'enquête de référence SYGRI	UNGP	G/G	28 000.00	Prévue	5/1/12	19/1/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	20/2/12	5/3/12		12/3/12	11/5/12
					Réalisée																	
	Recrutement d'un prestataire en micro-finance pour le renforcement des capacités, des caisses promues par les PRODERS 1 & 2	UNGP	SBQC	300 000.00	Prévue	4/6/12	18/6/12	25/6/12	23/7/12	30/7/12	13/8/12	20/8/12	19/9/12	3/10/12	17/10/12	24/10/12	31/10/12	7/11/12	14/11/12		21/11/12	20/11/13
					Réalisée																	
	Recrutement d'un cabinet spécialisé pour le recrutement du personnel du programme	UNGP	SQL	35 000.00	Prévue	3/1/12	10/1/12	13/1/12	3/2/12	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	2/3/12	12/3/12		19/03/2012	18/04/2012
					Réalisée																	
Total Catégorie																						
				608 512.00																		

**Légende :** G/G = Gré à gré, STP = Sélection à titre personnel, SBQC= Sélection basée sur la Qualité et le Coût, SQL = Sélection basée sur la qualification des consultants, SMD = Sélection du moins disant, SEB = Sélection sur enveloppe budgétaire,

SMD = Sélection du Moins Disant, RP/PTBA = Ref Poste au niveau du PTBA & NA = Non Applicable.

**NB :** Colonne Ref PTBA, la première lettre fait référence à la sous composante et la seconde au N° de l'activité dans le PTBA (exple C1 = Sous composante Communication et Gestion des Savoirs et A1 = Activité 1)



## Annexe 9. Coûts du Programme

**Tableau 1 - Components Project Cost summary**

	(FCFA Million)			(USD '000)			%	%
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
<b>A. APPUI A LA PRODUCTION</b>								
1. Appui à la production agricole	502	78	<b>580</b>	1 092	170	<b>1 262</b>	13	8
2. Appui à la production animale	373	208	<b>580</b>	810	451	<b>1 261</b>	36	8
3. Appui à la pêche et pisciculture	1 410	440	<b>1 850</b>	3 066	957	<b>4 023</b>	24	25
<b>Subtotal</b>	<b>2 285</b>	<b>726</b>	<b>3 011</b>	<b>4 967</b>	<b>1 578</b>	<b>6 545</b>	<b>24</b>	<b>41</b>
<b>B. APPUI A LA TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION</b>								
1. Transformation et commercialisation des produits agricoles	297	121	<b>419</b>	647	263	<b>910</b>	29	6
3. Conservation, transformation et commercialisation produits pêche	205	66	<b>271</b>	445	144	<b>590</b>	24	4
4. Acces aux bassins de production	1 024	447	<b>1 471</b>	2 226	972	<b>3 198</b>	30	20
<b>Subtotal</b>	<b>1 526</b>	<b>635</b>	<b>2 161</b>	<b>3 318</b>	<b>1 380</b>	<b>4 698</b>	<b>29</b>	<b>29</b>
<b>C. RENFORCEMENT DES CAPACITES</b>								
1. Renforcer les capacités	757	383	<b>1 140</b>	1 647	833	<b>2 479</b>	34	15
<b>Subtotal</b>	<b>757</b>	<b>383</b>	<b>1 140</b>	<b>1 647</b>	<b>833</b>	<b>2 479</b>	<b>34</b>	<b>15</b>
<b>D. COORDINATION ET SUIVI/EVALUATION DU PROGRAMME</b>								
1. Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)	869	73	<b>942</b>	1 889	158	<b>2 047</b>	8	13
2. Suivi-évaluation du Programme	11	151	<b>163</b>	24	329	<b>353</b>	93	2
<b>Subtotal</b>	<b>880</b>	<b>224</b>	<b>1 104</b>	<b>1 913</b>	<b>487</b>	<b>2 400</b>	<b>20</b>	<b>15</b>
	5 449	1 968	<b>7 416</b>	11 845	4 278	<b>16 122</b>	27	100
Physical Contingencies	103	40	<b>143</b>	224	87	<b>312</b>	28	2
Price Contingencies	387	34	<b>421</b>	842	74	<b>916</b>	8	6
	<b>5 939</b>	<b>2 042</b>	<b>7 981</b>	<b>12 911</b>	<b>4 439</b>	<b>17 350</b>	<b>26</b>	<b>108</b>

**Tableau 2 : Components by Financier (000 USD)**

	<b>FIDA</b>		<b>Gouv</b>		<b>Autres Bailleurs</b>		<b>Total</b>		<b>For.</b>	<b>Local</b>	<b>Duties &amp;</b>
	<b>Amount</b>	<b>%</b>	<b>Amount</b>	<b>%</b>	<b>Amount</b>	<b>%</b>	<b>Amount</b>	<b>%</b>	<b>Exch.</b>	<b>(Excl. Taxes)</b>	<b>Taxes</b>
<b>A. APPUI A LA PRODUCTION</b>											
1. Appui à la production agricole	704	52,3	644	47,7	-	-	1 348	7,8	173	1 017	159
2. Appui à la production animale	1 091	83,3	219	16,7	-	-	1 310	7,6	458	633	219
3. Appui à la pêche et pisciculture	1 271	29,3	2 588	59,6	484	11,2	4 343	25,0	998	2 814	532
<b>Subtotal</b>	3 066	43,8	3 450	49,3	484	6,9	7 001	40,4	1 628	4 464	909
<b>B. APPUI A LA TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION</b>											
1. Transformation et commercialisation des produits agricoles	581	57,7	427	42,3	-	-	1 008	5,8	281	580	146
3. Conservation, transformation et commercialisation produits pêche	405	64,4	176	28,0	48	7,7	628	3,6	151	399	78
4. Acces aux bassins de production	1 199	34,2	2 303	65,8	-	-	3 503	20,2	1 034	1 927	542
<b>Subtotal</b>	2 185	42,5	2 906	56,5	48	0,9	5 139	29,6	1 466	2 907	766
<b>C. RENFORCEMENT DES CAPACITES</b>											
1. Renforcer les capacités	2 375	90,7	244	9,3	-	-	2 619	15,1	846	1 565	208
<b>D. COORDINATION ET SUIVI/EVALUATION DU PROGRAMME</b>											
1. Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)	1 818	81,6	409	18,4	-	-	2 228	12,8	162	1 794	272
2. Suivi-évaluation du Programme	361	99,2	3	0,8	-	-	364	2,1	337	24	3
<b>Subtotal</b>	2 179	84,1	412	15,9	-	-	2 591	14,9	499	1 817	275
	9 805	56,5	7 012	40,4	533	3,1	17 350	100,0	4 439	10 753	2 158

**Tableau 3 : Expenditure Accounts by Financier (000 USD)**

	FIDA		Gouv		Autres Bailleurs		Total		For.	Local	Duties &
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Exch.	(Excl. Taxes)	Taxes
<b>I. Investment Costs</b>											
A. Génie civil et rural/Batiment/autre construction	1 831	30,6	4 152	69,4	-	-	5 984	34,5	1 746	3 340	898
<b>B. Moyens de transport et équipements</b>											
1. Moyens de transport	284	55,4	229	44,6	-	-	513	3,0	254	90	169
2. Equipements et matériels	808	64,0	455	36,0	-	-	1 264	7,3	682	284	297
3. Intrants agricoles	454	100,0	-	-	-	-	454	2,6	-	454	-
<b>Subtotal</b>	1 547	69,3	684	30,7	-	-	2 231	12,9	936	828	466
<b>C. Etudes et formation</b>											
1. Etudes	443	85,6	75	14,4	-	-	518	3,0	50	394	75
2. Formation	1 448	90,0	161	10,0	-	-	1 609	9,3	167	1 281	161
<b>Subtotal</b>	1 891	88,9	236	11,1	-	-	2 127	12,3	217	1 674	236
D. Assistance technique internationale	932	85,2	-	-	162	14,8	1 093	6,3	1 093	-	-
E. Assistance technique nationale	176	32,1	-	-	371	67,9	547	3,2	-	547	-
F. Contrats et conventions d'exécution	1 644	90,0	183	10,0	-	-	1 827	10,5	263	1 381	183
<b>Total Investment Costs</b>	8 020	58,1	5 255	38,1	533	3,9	13 808	79,6	4 256	7 770	1 782
<b>II. Recurrent Costs</b>											
A. Frais de personnel	1 466	51,2	1 398	48,8	-	-	2 864	16,5	-	2 578	286
<b>B. Fonctionnement et entretien</b>											
1. Fonctionnement des moyens de transport	176	43,1	233	56,9	-	-	409	2,4	118	230	61
2. Fonctionnement des bureaux et équipements	143	53,1	126	46,9	-	-	269	1,5	65	175	28
<b>Subtotal</b>	319	47,1	359	52,9	-	-	678	3,9	183	405	90
<b>Total Recurrent Costs</b>	1 785	50,4	1 757	49,6	-	-	3 542	20,4	183	2 983	376
	9 805	56,5	7 012	40,4	533	3,1	17 350	100,0	4 439	10 753	2 158

**Tableau 4 : Project components by year (including contingencies)**

	(FCFA Million)						(USD '000)					
	2012	2013	2014	2015	2016	Total	2012	2013	2014	2015	2016	Total
<b>A. APPUI A LA PRODUCTION</b>												
1. Appui à la production agricole	131	179	141	78	90	<b>620</b>	286	388	307	170	197	<b>1 348</b>
2. Appui à la production animale	213	225	70	66	29	<b>603</b>	464	489	152	143	63	<b>1 310</b>
3. Appui à la pêche et pisciculture	501	967	250	147	132	<b>1 998</b>	1 089	2 102	543	320	288	<b>4 343</b>
<b>Subtotal</b>	846	1 370	461	291	252	<b>3 220</b>	1 839	2 979	1 002	632	548	<b>7 001</b>
<b>B. APPUI A LA TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION</b>												
1. Transformation et commercialisation des produits agricoles	43	6	340	64	11	<b>464</b>	93	14	739	139	23	<b>1 008</b>
3. Conservation, transformation et commercialisation produits pêche	85	154	40	10	-	<b>289</b>	184	334	88	22	-	<b>628</b>
4. Acces aux bassins de production	44	1 222	315	8	23	<b>1 611</b>	95	2 656	684	17	51	<b>3 503</b>
<b>Subtotal</b>	171	1 382	695	82	34	<b>2 364</b>	372	3 004	1 511	178	74	<b>5 139</b>
<b>C. RENFORCEMENT DES CAPACITES</b>												
1. Renforcer les capacités	304	295	334	191	81	<b>1 205</b>	661	642	725	415	177	<b>2 619</b>
<b>Subtotal</b>	304	295	334	191	81	<b>1 205</b>	661	642	725	415	177	<b>2 619</b>
<b>D. COORDINATION ET SUIVI/EVALUATION DU PROGRAMME</b>												
1. Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP)	144	216	192	188	285	<b>1 025</b>	313	470	417	409	619	<b>2 228</b>
2. Suivi-évaluation du Programme	33	33	33	34	34	<b>167</b>	71	72	73	74	74	<b>364</b>
<b>Subtotal</b>	177	249	225	222	319	<b>1 192</b>	385	541	489	483	693	<b>2 591</b>
	1 498	3 297	1 715	786	686	<b>7 981</b>	3 256	7 166	3 728	1 708	1 492	<b>17 350</b>

## Annexe 10. Analyse financière et économique

### I. ANALYSE FINANCIÈRE

#### A. Données de bases.

1. **Prix financiers.** Au Congo, les prix des produits agricoles, animaux et des produits de la pêche sont librement déterminés par le marché, selon la loi de l'offre et de la demande. Les prix des produits retenus pour l'analyse financière correspondent à ceux qui sont payés aux producteurs au départ de l'exploitation et collectées par la mission à travers des entretiens.

2. **Cibles.** Le programme appuiera 445 Groupements (GIEC) qui seront tous implantés pendant les trois premières années du programme. Ils représentent 9,000 ménages<sup>8</sup>. Le programme ciblera également 1600 avicultrices / aviculteurs, et 480 élevages de petits ruminants à raison de 120 élevage / an sur 4 ans. Il ciblera enfin 1,200 unités de pêche<sup>9</sup>, représentant 3600 pêcheurs, 8 producteurs d'alevins, 40 pisciculteurs modèles et 200 nouveaux pisciculteurs.

3. **Rendements.** Les rendements sans programme utilisés pour l'analyse et présentés dans le tableau ci-dessous sont ceux de la FAO (FAOSTAT, octobre 2011). Des taux d'accroissement de 25% et 10% ont été appliqués pour le calcul des *rendements avec programme*. Ces taux se révèlent conservateurs par rapport à ceux documentés dans la sous-région.

Tableau 1. Rendements des cultures

Culture	Rendement sans programme (tonne/ha)	Rendement avec programme (tonne/ha)	Pourcentage d'augmentation
Manioc	9,1	11,4	25 %
Ignames	4,9	6,1	25 %
Maïs	0,8	0,88	10 %
Bananes	7,7	8,5	10 %

4. **Superficies.** Les GIEC exploiteront 6,700 ha sous culture de manioc, maïs, banane et ignames. Une augmentation de 10% des superficies a été considérée. Cette hypothèse est également conservatrice par rapport à l'accroissement dégagé des données de la littérature.

5. **Système d'exploitation.** Le système de production est caractérisé par la faible taille des exploitations de l'ordre de 0.5 ha, et une association de cultures dont les superficies restent minimales. Compte tenu de cette réalité du milieu, et de l'approche filière adoptée, la présentation d'un modèle de base dans lequel la culture principale est le manioc, l'ignames, le maïs, ou la banane a été privilégiée.

#### B. Marges brutes

6. **Production végétale.** L'impact financier de l'adoption du programme est résumé dans le tableau 2.

7. Le **manioc** sera produit dans 10 départements. La multiplication et diffusion de variétés saines résistantes au virus de la mosaïque introduira un relèvement significatif de la production. Il est en effet documenté (Banque Mondiale, 2009) que ce virus peut entraîner une baisse de rendement de

<sup>8</sup> Voir DT – genres et cibles. L'échantillon des GIEC et leur composition dans Proder 1 et Proder 2 donne une moyenne de 17 membres par GIEC, avec une tendance à la hausse pour les nouveaux GIEC. Une moyenne de 20 membres par GIEC a été considérée.

<sup>9</sup> Une unité de pêche comprend 3 pêcheurs.

l'ordre de 80%. La marge brute additionnelle pour le manioc est de FCFA 155,000 /ha. Le budget de culture intègre la transformation en pâte rouie/chikwangue qui est très bien vendue sur les différents marchés.

8. La production de **maïs** dans 3 départements (Pool, Niari et Bouenza) utilisera des semences améliorées sur une superficie plantée d'environ 1468 ha. La marge brute additionnelle est de FCFA 6 000/ ha.

9. En capitalisant sur les acquis du Proder 1, la production **d'igname** dans les départements des Plateaux, Cuvette et Cuvette Ouest, sur une superficie de 133 ha permet de dégager une marge brute additionnelle de FCFA 230 000 / ha.

10. S'agissant enfin de la **banane** dont la culture sera soutenue dans deux (2) départements (Likouala et Sangha), sur une superficie en année de croisière de 222 ha, la marge brute additionnelle a été estimée à FCFA 94 000 / ha.

Tableau 2: Augmentation des marges brutes par culture par ha (FCFA 000/ha)<sup>10/</sup>

Activité	Situation sans programme	Situation avec programme	Marge brute additionnelle
Manioc (en pâte ouïe/chikwangue) <sup>11</sup>	1080	1235	155
Igname	515	745	230
Mais	67	73	6
Banane	921	1015	94

11. **Production animale.** Les 1600 aviculteurs / avicultrices à raison de 400 par an, recevront 2 coqs et 10 poulettes. La marge brute annuelle dans la situation avec programme de l'aviculture est de FCFA 288,250 (voir budget d'exploitation d'une avicultrice appuyée par le programme – document de travail sur l'élevage).

12. En ce qui concerne les petits ruminants, le programme mènera une amélioration de la conduite des élevages (appui conseil, alimentation) et le métayage qui correspond à un prêt en nature d'animaux avec intérêt. 480 élevages à raison de 120 élevages par an pendant 4 ans sont ainsi concernés. Le budget d'exploitation pour un élevage ovin/caprin non compris le cheptel de départ est de FCFA 27 850. La cession est faite sur la base d'un effectif de six (6) géniteurs par éleveur (1 mâle pour 5 femelles).

13. **Production halieutique.** L'analyse du compte d'exploitation d'une unité de **pêche** dans la situation sans programme et avec programme a permis de dégager un résultat annuel actuel de FCFA 51,000. Dans la situation avec programme, l'unité de pêche est équipée de matériel plus performant, un temps de pêche plus long dans des zones plus productives. Le revenu additionnel annuel est de FCFA 115,000.

14. La pisciculture quant à elle semble plus rentable. En effet, le modèle d'exploitation en étang, sans aliment composé, tel que actuellement pratiqué, est comparé au modèle d'exploitation avec aliments composés local. Le résultat est que la pisciculture sans aliment composée dite pisciculture de subsistance, est sans intérêt pour les opérateurs. Le résultat valorise juste le travail de l'opérateur. Par contre le modèle d'exploitation avec utilisation d'aliment local, dégage des résultats intéressants, avec une marge annuel de FCFA 850,000. (voir Document de travail – pêche et pisciculture – compte d'exploitation).

15. **La réhabilitation des pistes et des ouvrages de franchissement.** Les travaux de désenclavement à travers le traitement de 162 km de points critiques faciliteront l'écoulement de la production et l'accès aux marchés régionaux. Environ 40 000 jours de travail (emplois temporaires) seront créés.

<sup>10</sup> Sans valorisation de la main-d'œuvre familiale.

<sup>11</sup> Moyenne par an, sur un cycle de production d'une durée estimé de 14 à 18 mois environ.

## II. ANALYSE ÉCONOMIQUE

### A. Valeur de la production

16. Les productions additionnelles dues au programme, en année de croisière, sont estimées à 11 250 tonnes de manioc, 117 tonnes de maïs, 160 tonnes d'ignames et 178 tonnes de banane<sup>12</sup> par an. La valeur de la production additionnelle de ces 4 cultures en année de croisière se présente comme suit:

Tableau 3: Valeur de la production agricole

Culture	Nombre d'hectare	Marge par Ha FCFA 000	Valeur totale FCFA millions
Manioc	4895	155	759
Maïs	1468	6	9
Igname	133	230	30
Banane	222	94	21

17. La valeur totale de production des œufs et poules à la réforme pour les 1600 avicultrices s'élève à FCFA 296 millions, avec un taux d'adoption de 65%, contre FCFA 315 millions pour les 480 élevages de petits ruminants.

18. A partir de l'an 4, la valeur des captures de pêche est de FCFA 90 millions. Ce montant prend en considération la réduction des pertes après capture estimée à 10% des captures (voir Document de Travail – pêche et pisciculture, valeur de la production additionnelle). La valeur de la production piscicole quant à elle sera de FCFA 135 millions en année 5.

19. Enfin, au niveau du centre national piscicole de Djoumouna, la valeur de la production à partir de l'an 5 sera de FCFA 166 millions.

### B. Bénéfices économiques

20. **Bénéfices quantifiables.** Les principaux bénéfices économiques du programme seront les suivants:

- i. l'augmentation de la production agricole (manioc, banane, igname et maïs), animale (petits ruminants, etc.) et les produits de la pêche et pisciculture largement déficitaire par rapport aux besoins au niveau national. Le désenclavement et les actions d'appui à la commercialisation entraîneront aussi une augmentation des superficies cultivées;
- ii. L'amélioration de l'accès aux bassins de production et marchés permettra de rapprocher les producteurs des consommateurs et de contenir dans une certaine mesure l'augmentation du prix des produits;
- iii. la réduction des pertes après récolte grâce à l'amélioration des voies d'accès aux bassins de production et à la mise en place des magasins de stockage dans les centres d'affaires .

21. **Bénéfices non quantifiables.** Les principaux bénéfices économique non-quantifiables et impacts du projet sont les suivants:

---

<sup>12</sup> Un taux d'adoption de 65% pour les quatre cultures a été considéré. par les petits exploitants.

- i. un meilleur accès aux informations commerciales et au renforcement du pouvoir de négociation des producteurs ;
- ii. une mise en relation plus directe des petits producteurs avec les marchés et une réduction du nombre d'intermédiaires (développement des entreprises de commercialisation et de collecte/stockage);
- iii. l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des familles touchées par le projet, suite aux actions de renforcement des capacités et à l'augmentation de la production et des revenus;
- iv. la gestion durable des ressources halieutiques ;
- v. le renforcement du statut de la femme et de sa participation active au développement local à travers les activités des centres d'affaires ;
- vi. l'amélioration des conditions de vie des populations grâce au désenclavement (accès plus aisé aux centres où se trouvent les principaux services sanitaires, éducatifs et administratifs) ;

### C. Taux de rentabilité interne économique (TRIE) et analyse de sensibilité.

#### Hypothèses

22. L'analyse économique est faite sur une durée de quinze (15) ans<sup>13</sup>. Elle est basée sur les bénéfices et les coûts résumés dans l'analyse financière.

23. Dans le **scénario de base**, les hypothèses suivantes ont été utilisés : (i) 20 membres par GIEC , avec un nombre de GIEC adoptant le programme qui passe de 445 à 400 après la 8ème année et à 300 après la 13ème année; (ii) un taux d'adoption du programme de 65% (2 membres sur trois) ; (iii) une augmentation de 25% de rendement du manioc et d'igname; (iv) une augmentation de rendement de 10% pour le maïs, et la banane ; et (v) une augmentation de 10% de surface cultivée.

#### TRIE et sensibilités.

24. En terme économique, le coût du PADEF s'élève à 14,382 millions USD (FCFA 6,616 milliards). En considérant le scénario de base et une période de 15 ans (dont cinq ans d'implémentation), un taux de rentabilité économique relativement satisfaisant de 17,1% a été estimé.

25. La Valeur Actuelle Nette (VAN), à un coût d'opportunité du capital de 12% est de 2,3 millions USD (FCFA 1 047 milliards).

26. Les bénéfices nets de la production végétale représentent 44% des bénéfices totaux contre 26% et 30% pour l'élevage et la pêche/pisciculture respectivement dans le calcul du taux de rentabilité.

27. Dans un second scénario, les mêmes hypothèses ont été utilisées avec cependant une réduction de 10% des prix des cultures manioc, igname, maïs et banane. Le TRIE est à 14,7%. Avec une réduction des prix de 20%, le TRIE vient à 12,3%. En considérant une réduction de 20% de prix

<sup>13</sup> La mission a jugé utile de prendre un horizon moins long pour calculer la rentabilité économique du programme. Les activités entreprises dans le cadre de ce programme ont, en effet, des résultats quasi immédiats (soit pour la production agricole, pêche et pisciculture ainsi que l'aviculture et petits ruminants). Ensuite le programme a l'avantage de bénéficier des projets FIDA déjà en cours, et donc tirera profit des manquements notés et les faiblesses seront corrigées. Le pays est aussi dans une dynamique de développement rapide avec l'émergence des nouveaux secteurs et de partenariat avec d'autres pays émergents. Le but avoué des autorités est de faire figurer le pays parmi le groupe des pays émergents avant 2025.



et une réduction des membres par GIEC passant de 20 à 17, le TRIE tombe à 11,1 %. C'est un taux acceptable, d'autant que l'hypothèse de baisse de prix ne paraît pas envisageable du fait que la demande pour ces cultures (surtout pour le manioc) est toujours croissante que ce soit pour l'autoconsommation ou la vente dans le pays, et le projet comprend des investissements spécifiques pour améliorer les connections aux marchés (pistes et information stockage et transformation).

28. Dans un dernier scénario, les hypothèses de bases, ont été utilisées avec une augmentation des superficies de 20%, 30%, et 35%. Il en résulte un TRIE variant entre 18,3% à 20,2%.

21. L'analyse de sensibilité indique une sensibilité plus importante en ce qui concerne les retards dans les bénéfices. Ceci souligne la nécessité de réussir la mise en œuvre et l'atteinte des résultats escomptés. Pour minimiser ce risque, la séquence des activités planifiées prend en compte les réalités des capacités limitées, ainsi que les expériences des projets en cours. La mobilisation d'une assistance technique nationale et internationale permettra par ailleurs de relever les capacités de mise en œuvre.

### Tableaux des tests de sensibilités.

Tableau 4 : sensibilité sur le nombre des membres actifs des GIEC et les prix.

	Membres par GIEC (20)	Membres par GIEC (17)
Calcul de base		
Taux d'adoption de 65%	17,1 %	
Réduction de prix de 10% pour les filières	14,7 %	13,1 %
Réduction de prix de 20% pour les filières	12,3 %	11,1 %

Tableau 5 : sensibilité sur le nombre des membres et la superficie.

	Membres par GIEC (20)	Membres par GIEC (17)
Calcul de base		
Taux d'adoption de 65%	17,1 %	
Augmentation de superficie sous culture de 20 %	18,3 %	16,3 %
Augmentation de superficie sous culture de 30 %	19,4 %	17,4 %
Augmentation de superficie sous culture de 35 %	20,2 %	17,8 %

Tableau 6 : Analyse de sensibilité classique

Hypothèse de calcul		Taux de rentabilité	VAN (FCFA million)
Scénario de base		17,1 %	1047
Augmentation des bénéfices	10%	20,1 %	1657
	20%	23,0 %	2267
Diminution des bénéfices	10%	14,2 %	437

	20%	11,1 %	-172
Bénéfices retardés	1 an	13,0 %	240
	2 ans	11,3 %	-481
Augmentations des coûts	10%	14,4 %	542
	20%	12,2 %	37

## Annexe 11. Squelette du Manuel de mise en œuvre

### A. PRINCIPES GÉNÉRAUX DE MISE EN ŒUVRE

1. La mise en œuvre du programme est fondée sur un certain nombre de principes généraux, s'appliquant à l'ensemble des composantes et activités, qui sont exposés ci-après.

#### **Actions structurantes, échelles d'intervention et séquence de mise en oeuvre**

Pour être durables et appropriées, toutes les actions proposées dans le cadre du programme devront répondre aux exigences et besoins des groupes cibles et se baser sur leur participation active dans la planification des actions, la définition de leurs modalités de mise en œuvre, leur suivi, et l'évaluation de leur impact. La stratégie de mise en œuvre du Padef prévoit des interventions à différents niveaux (département/bassin de production et village/communauté) complémentaires l'une de l'autre et qui seront mises en œuvre à des rythmes différents.

Les *actions structurantes* nécessitent un niveau de planification au niveau du département/bassin de production pour répondre à des besoins majeurs des groupes cibles et résoudre des problèmes d'ordre régional et inter villageois dont la problématique générale est bien identifiée, notamment: le désenclavement à travers la réhabilitation et l'entretien des voies d'accès aux bassins de production, l'amélioration de la productivité sur les cultures principales (régénération du manioc, diffusion de semences améliorées pour les cultures à fort potentiel commercial, conseil pratique autour des technologies améliorées), la relance des activités lucratives (élevage, pisciculture), la promotion de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles (pêche continentale,), l'organisation de la commercialisation des produits agricoles et des filières, et l'amélioration de l'accès aux services financiers. L'essentiel de ces activités seront réalisées durant les quatre premières années (sur un total de cinq ans d'exécution). Elles seront identifiées dès le démarrage du projet à travers des ateliers de diagnostic/planification à l'échelle du département, en faisant appel à l'ensemble des parties prenantes (représentants des producteurs, des autorités, de l'administration, du secteur privé, personnes ressources, et autres projets évoluant dans la zone).

Cependant, ces actions structurantes ne suffiront pas à résoudre tous les problèmes des groupes cibles, notamment des plus démunis. Pour ces derniers, il sera nécessaire de mener des *actions au niveau local*, c'est-à-dire au niveau des *villages/communautés* rurales, et notamment d'appuyer le renforcement des capacités des organisations de producteurs de base. Le village, en tant qu'unité socio territoriale de base (entité historique, administrative et socio-économique), constitue le niveau d'intervention le plus approprié pour cerner les besoins des groupes les plus démunis et y répondre. Afin de s'assurer que ces appuis et financements atteignent bien les cibles, il sera incontournable de mettre en place un dispositif léger de diagnostic et d'approche participative au niveau des communautés villageoises. La mise en œuvre des MP issus des diagnostics participatifs villageois sera plus progressive que celle des actions structurantes.

#### **Renforcement des capacités des acteurs locaux et durabilité**

La réussite du développement économique dans la zone du projet ne dépend pas seulement d'un accès amélioré aux marchés, aux technologies et aux services financiers à travers la mise en œuvre des actions structurantes ou le financement des MP; elle repose dans une large mesure sur les capacités des acteurs concernés à comprendre leur environnement économique, saisir les opportunités de marché, se projeter dans l'avenir, prendre des risques, monter des projets et gérer leurs activités de manière efficace. Le projet mettra donc un accent particulier sur le renforcement des capacités (techniques et de gestion) des organisations paysannes et communautaires (OP), notamment celles à vocation économique, et des services d'appui. Le développement organisationnel obéira aux quelques principes majeurs suivants:

- tout financement du projet en faveur d'un groupe cible s'accompagnera d'un renforcement des capacités des promoteurs de ces projets en matière de gestion, comptabilité, suivi évaluation, afin de garantir la durabilité des résultats et des impacts produits;
- l'adhésion et la participation des groupes cibles, notamment les plus démunis, sera garanti par des processus de diagnostic/planification participatif (niveau communauté ou département), des activités d'animation, d'information et de formation, qui viseront les catégories les plus vulnérables (femmes, jeunes, petits producteurs/ices);
- le projet appuiera la formation et les activités de relais villageois issus de leur communauté, qui très probablement resteront dans leur communauté et pourront diffuser les savoirs et pratiques acquis avec l'appui du projet;
- l'intégration systématique de l'approche équité entre genres dans la mise en œuvre de activités financées . Le projet assurera qu'au moins 50% des bénéficiaires soient des femmes;
- l'intégration des populations semi-nomades (Pygmées) dans les activités du projet par le biais en collaboration avec le Proder 3.
- la valorisation des savoir-faire endogènes et locaux sera systématiquement encouragée et les innovations techniques seront également développées.

Cette approche centrée sur les acteurs locaux est plus durable et constitue un moyen de contrôle social du groupe. Des OP (et leurs unions) renforcées, plus autonomes, indépendantes financièrement et durables, pourront à l'issue du projet prendre en charge un certain nombre de fonctions: conseil technique, commercialisation, entretien des voies d'accès, etc. pour garantir une durabilité des investissements.

### **Recours à des prestataires contractuels pour l'exécution des activités**

Le projet n'exécutera pas directement les activités mais s'appuiera sur des prestataires de services (PS) contractuels (PME, organisations privées ou associatives, consultants, autres projets, services techniques déconcentrés pour certaines activités). Les services déconcentrés de l'Etat auront une fonction de concertation et de supervision au niveau national et départemental, exercée au travers des espaces de concertations et de mission de suivi de conformité avec les politiques nationales. Ils participeront très activement à l'exécution de certaines activités structurantes, notamment pour la régénération du manioc, l'organisation de la multiplication des semences améliorées, les actions de relance de l'élevage et de la pisciculture, la pêche, et le conseil technique aux producteurs.

Le rôle des directions départementales de l'agriculture renforcées consistera à faire une planification participative de 1<sup>er</sup> niveau qui est remontée au niveau de et de l'Unité Nationale de gestion (UNGP). Les DDA font également le suivi de la mise en œuvre des interventions, et rendent périodiquement comptent à l'UNGP. L'UNGP arbitre, consolide et planifie les activités, coordonne et sélectionne les PS, suivi, contrôle et évalue les activités, tout en promouvant la synergie entre ces opérateurs, dont dépendra, dans une large mesure, la réalisation des objectifs du projet.

### **Adaptation aux spécificités des départements et flexibilité d'exécution**

Fondé sur une approche participative et de responsabilisation des groupes ciblés et des acteurs locaux, le projet adoptera une approche programme souple dans sa mise en œuvre, permettant des révisions régulières des Programmes de travail et budgets annuels (PTBA), en assurant un dialogue permanent

entre le projet, les bénéficiaires et les partenaires chargés d'exécuter les activités. La mise en oeuvre des composantes s'adaptera aux spécificités et potentiels de chaque département.

### **Synergie et partenariat avec les autres projets**

La recherche de synergie et de partenariat avec les projets appuyés par d'autres bailleurs de fonds sera systématique, en particulier avec l'Union européenne, la Banque mondiale, la BAD, la FAO (PSSA, et les autres agences du système des Nations Unies.

Le planification des actions du Padev se fera conjointement avec celles du Padev depuis le niveau départemental, dans la recherche de synergie et complémentarité et d'harmonisation des procédures de mise en œuvre.

Les actions de réhabilitation des voies de communication (pistes rurales et voies fluviales) du projet seront complémentaires à celles prévues par le Gouvernement (lignes du budget d'investissement du METP et du MTAC, Fonds routier) et les autres donateurs du secteur (UE, PDARP, Chine); elles seront conditionnées par un engagement de l'Etat à assurer leur entretien.

### **Prise en compte de l'approche équité entre genres**

La stratégie du projet pour intégrer les femmes dans l'exécution du projet et corriger les déséquilibres entre hommes et femmes sur l'accès aux ressources essentielles (capital, foncier, connaissances et technologies), est décrite à l'Annexe 2 et s'articulera autour des éléments suivants: i) amélioration substantielle des rendements sur les champs des femmes par le renforcement des capacités de production des femmes rurales dans et en dehors des champs communs des ménages ; ii) renforcement des capacités des GIEC et des unions de bassins de production dans la prise en charge de leurs fonctions organisationnelles. Il s'agit de conforter la position des femmes rurales dans les GIEC et Unions de GIEC par le renforcement de leurs capacités à prendre en charge leurs propres intérêts ; iii) le positionnement des femmes rurales dans l'entrepreneuriat par la promotion de micro et de petites entreprises rurales impliquées dans la transformation des produits agricoles.

## **B. MISE EN ŒUVRE PAR COMPOSANTES**

### **Composante 1 : Agriculture durable des petits exploitants**

- Régénération du manioc
- Multiplication des semences de maïs, igname et des bourgeons de bananes
- Aviculture villageoise
- Elevage ovins
- Pêche artisanale
- Pisciculture
- Centre de Djoumouna

### **Composante 2 : Appui à conservation, transformation et commercialisation**

- Centres d'affaires
- Centres communautaire de pêche
- Traitement des points critiques de pistes
- Entretien des pistes

### **Composante 3 : Renforcement des capacités**

- Information sensibilisation
- Organisations paysannes
- Entreprises de microfinance

### **Composante 4 : Coordination, suivi du programme et Gestion des connaissances**

## **C. ORGANISATION DU PROGRAMME**

- Maîtrise d’ouvrage et maîtrise d’œuvre
- Structure organisationnelle
- Organes de concertation et de pilotage du projet
- Organes de coordination et de gestion

## **D. PROCÉDURES DE GESTION DU PROJET**

- Programme de travail et budget annuel (PTBA) / Plan de Travail Trimestriel
- Revues à mi-parcours
- Activités de démarrage
- Décaissements
- Passation des marchés

## **E. SUIVI ET ÉVALUATION DU PROJET**

- Suivi interne
- Évaluation
- Supervision et suivi de conformité avec les politiques nationales

## **Annexe 12. Adhésion aux politiques du FIDA**

### **Harmonisation avec les politiques du FIDA**

1. Le renforcement de l'accès des petits producteurs à des technologies agricoles et halieutiques appropriées de production, de transformation, de stockage et de conservation, et celui de l'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées (les deux premiers objectifs spécifiques du Programme) sont en conformité avec plusieurs des objectifs du Cadre stratégique du FIDA. Le groupe cible prioritaire est constitué des acteurs des filières ciblées, capables de mettre à profit les opportunités qui leur sont offertes. Ce groupe est composé de petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, petits commerçants et certains métiers artisanaux liés à l'agriculture ou au volet agroalimentaire dans les filières retenues.

2. Afin de mener à bien ces aspects et dans un contexte où les capacités des bénéficiaires, des structures publiques et faîtières et des prestataires de service du secteur privé sont souvent faibles et où la commercialisation des produits agricoles est dominée par des opérateurs informels, le Programme vise au renforcement de ces agents. L'appui aux structures faîtières et au secteur privé est un élément essentiel pour une mise en œuvre effective et efficace des chaînes de valeur. Ainsi, en prenant appui sur les Groupements d'intérêt économique commun (GIEC), le programme vise en particulier à ce que les ruraux pauvres s'associent pour bénéficier d'un accès aux technologies agricoles améliorées et services de production efficaces ainsi qu'aux marchés de produits et d'intrants agricoles transparents et concurrentiels. Bien menés, les GIEC pourront aussi constituer des cadres permettant aux petits exploitants agricoles de s'exprimer d'une seule voix et de faire davantage pression sur les autorités politiques et administratives dans la prise de décisions pour améliorer l'environnement des affaires au Congo.

3. Par ailleurs, le Programme contribuera à la création des conditions favorables au développement du secteur privé, telles que la remise en état des infrastructures de transport et de communication. Il aura un impact dans plusieurs segments du secteur privé, en particulier (i) dans l'industrie de transformation, (ii) dans le sous-secteur des grossistes et importateurs et exportateurs des produits agricoles et halieutiques, (iii) dans le sous-secteur des entreprises de travaux publics et bureaux d'études et de contrôle (notamment pour les travaux routiers et de pistes de desserte agricole), (iv) dans le sous-secteur des transporteurs routiers et fluviaux.

### **Adhésion à la politique de ciblage du FIDA**

4. Conformément à la politique de ciblage du FIDA et au Cadre stratégique, l'approche de ciblage du Programme est fondée sur le besoin de mieux comprendre les contraintes des ruraux pauvres. Qui sont-ils et quels sont leurs moyens d'existence ? Quelles sont leurs contraintes ? Ont-ils accès aux ressources et aux relations susceptibles de leur permettre d'améliorer leurs productions, leurs revenus et leur sécurité alimentaire ? Quels sont les processus à l'origine de leur pauvreté (y compris les mécanismes d'exclusion sociale ou les chocs exogènes). La situation est-elle perpétuée ou contrastée par l'environnement politique ?

5. L'importance fondamentale du renforcement des capacités et de l'autonomisation est reconnue par les mesures du Programme qui visent à promouvoir la participation active de toutes les parties prenantes, y compris de ceux qui sont le plus souvent exclus des prises de décision, ou qui s'en excluent eux-mêmes. Le Programme travaillera avec tous les PTF dans un cadre de partenariat dont le but sera de créer les conditions permettant aux ruraux pauvres (femmes et hommes, en toute équité) de faire valoir leurs droits, d'accéder aux ressources, à la technologie et aux services dont ils ont besoin, et d'augmenter leur poids sur les politiques et institutions publiques et influencer les "règles du jeu" en leur faveur. La démarche du Programme envisage la réalisation d'un diagnostic visant à poser les bases pour que la stratégie de ciblage et les activités de développement du projet soient adaptées aux besoins et aux contraintes des groupes cibles identifiés. Ce diagnostic comprendra: i) l'analyse approfondie de la pauvreté rurale et des moyens d'existence des pauvres ; ii) l'analyse de

l'environnement politique et institutionnel et de son impact sur les groupes cibles ; iii) l'identification des dispositifs institutionnels et des mesures de ciblage appropriés susceptibles de surmonter les contraintes spécifiques aux groupes cibles ; iv) la promotion tant des activités agricoles que des activités complémentaires telles que la commercialisation dans le cadre des politiques pour le développement rural au Congo (DSRP et le Programme National de Sécurité Alimentaire).

### **Adhésion à la politique de finance rurale du FIDA**

6. Bien qu'il ne soit pas un programme d'appui au secteur de la finance rurale, le Programme envisage l'utilisation, entre d'autres stratégies, du financement de projets productifs pour lancer/relancer les activités productives susceptibles de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'augmentation des revenus des populations rurales. L'objectif sera d'établir un partenariat durable avec les institutions de micro finance, pour favoriser l'accès des OP aux services financiers durables à travers un mécanisme de partage de coûts et sans nuire aux efforts visant à construire, au niveau des communautés de base, des mécanismes (informels ou formels) de microfinance rurale. Cette stratégie repose sur les principes de la stratégie du FIDA en matière de finance rurale : i) promotion d'une gamme assez variée de services financiers, d'institutions financières, de modèles et de vecteurs, ii) adoption d'approches novatrices induites par la demande et fondées sur le marché, iii) adoption de stratégies à long terme axées sur la durabilité, et vi) coordination des actions et de la concertation entre acteurs en faveur de la finance rurale. La mise en place de cette stratégie se fera au travers d'un processus participatif, d'une manière progressive, flexible et inclusive, tout en capitalisant sur les expériences passées et en cours.

### **Adhésion à la stratégie de changement climatique du FIDA**

7. Dans la situation actuelle du Congo, le changement climatique (CC) affecte les cycles saisonniers et constitue une menace par rapport à la production vivrière de base. Il a des impacts potentiels sur la sécurité alimentaire du pays et particulièrement sur les populations rurales dont la production agricole dépend essentiellement de la pluviométrie. Les populations rurales ont une faible connaissance des changements climatiques et des options d'adaptation possibles. L'une de leurs principales préoccupations est de comprendre comment les CC peuvent affecter leurs conditions de vie dans le long terme et comment adapter leurs pratiques pour prendre avantage des opportunités nouvelles et réduire leur vulnérabilité. Au niveau des producteurs à la base, la perception du CC se traduit par l'expression de demandes nouvelles auxquelles les services de recherche et de conseil agricole et rural ne peuvent, dans leur état actuel, apporter de réponses. Les principales questions sont: i) de savoir à quelle période planter eu égard aux fluctuations que connaît le début de la saison pluvieuse et les conséquences que cela entraîne sur la quantité et la qualité des produits agricoles, ii) de savoir comment et où trouver des variétés adaptées aux périodes sèches devenues plus longues ou à la mauvaise répartition de la pluviométrie. Les services de recherche, comme le CRAL et le CERAG et de conseil agricole, comme Agri-Congo, n'ont pas les équipements minimaux et les ressources financières pour collecter les données indispensables pour le suivi des CC.

8. Selon la stratégie relative au CC du FIDA, s'occuper de ce phénomène ne signifie pas ignorer tout ce que le Fond a appris jusque-là au sujet du développement rural, mais au contraire en tirer parti. Tous les programmes du FIDA sont, de manière implicite ou explicite, conçus pour accroître la capacité de résistance des petits exploitants et communautés pauvres face aux chocs et bon nombre de ces derniers sont liés aux aléas climatiques. Pour que la réponse au CC soit cohérente avec cet objectif, il faut continuer à mettre l'accent sur le développement à l'initiative des pays, la sensibilisation à la problématique hommes-femmes, le ciblage des ruraux pauvres, la gestion durable des ressources naturelles, la prise en compte des problèmes fonciers, l'amélioration des marchés du crédit, le renforcement de la qualité de l'administration locale et nationale, et l'accroissement de la productivité. Il est également essentiel de reconnaître la pertinence des savoirs traditionnels et autochtones et tenir compte des connaissances et des rôles différents des hommes et des femmes. Ainsi, conformément aux objectifs envisagés par la stratégie sur le CC du FIDA, l'impact du Programme sur la pauvreté rurale sera optimisé dans le contexte de l'évolution du climat: i) en



appuyant les approches innovantes pour aider les petits exploitants agricoles à mieux résister au CC ; ii) en aidant les petits exploitants à tirer parti des mesures d'incitation et des financements disponibles au Congo, au niveau de différents partenaires ; iii) en instaurant une concertation plus cohérente sur le CC, le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire ; iv) en renforçant les capacités des services de conseil agricole publics et non publics (recherche et vulgarisation), à fournir des réponses adéquates aux nouvelles contraintes soulevées par le CC.

9. L'approche du Programme privilégiera l'établissement de partenariats clés sur le terrain, notamment avec les OP de base, y compris celles des femmes, et leurs unions/fédérations, les ONG responsables de la mise en œuvre du projet au niveau des départements, et les institutions publiques locales (DDA, Directions départementales de l'élevage) et nationales (MAE, Ministère de la Pêche). Le but sera de donner aux communautés locales et à leurs institutions, les moyens de participer activement aux processus de décision sur les problématiques liées au CC, et de renforcer leurs capacités d'y faire face, en misant sur leur propre expérience et en apprenant de celles des autres. En étroite coordination avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux et en tirant parti de la capacité d'exécution des partenaires, le Programme participera également à toute initiative nationale et internationale traitant de thèmes relatifs au climat et à l'environnement à l'échelle nationale.

10. L'appui au renforcement des capacités du dispositif de conseil agricole rural comprendra la formation des parties prenantes (chercheurs, conseillers agricoles et ruraux, professionnels, animateurs de radio rurale) aux thématiques relatives au CC identifiées par les institutions spécialisées de la sous-région.

### **Adhésion à la politique environnementale du FIDA**

#### **Enseignements tirés de quelques projets d'appui au développement agricole au Congo : cas des PRODER et du PDARP**

##### **Cas des PRODER**

11. Les actions de prévention des effets négatifs de la mise en œuvre des PRODER sur l'environnement ont surtout consisté à limiter l'introduction des intrants chimiques dans les systèmes de production agricole.

##### **Cas du PDARP**

12. Parmi les projets en cours au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, l'expérience du PDARP en termes de prise de mesures pour la gestion des questions environnementales et sociales est édifiante.

13. Après la revue à mi-parcours du PDARP, un responsable du suivi environnemental a été mis en place avec pour mission d'étudier tous les dossiers financés par le PDARP pour s'assurer de la prise suffisante de mesure pour la gestion des risques environnementaux et sociaux et de donner un quitus avant le financement des dits-dossiers. Les deux composantes à potentiel d'effet sur l'environnement dans le PDARP sont :

- Composante C2 : Réhabilitation des pistes rurales
- Composante C3 : Appui aux activités productives et génératrices de revenus

14. Par rapport à la réhabilitation ou construction des infrastructures de marché la règle générale consiste à faire attention à ne pas déplacer les populations ou alors à payer pour leur réinstallation.

15. Les documents existant au PDARP par rapport au suivi environnemental sont :

- Un Cadre de Gestion environnementale et Sociale (PGS) dont une nouvelle version est en cours de finalisation
- Un plan de gestion phytosanitaire
- Un plan d'action de réinsertion (PAR)
- Un plan de gestion environnemental et social (PGS) élaboré pour les installations présentant un risque pour l'environnement
- Un cadre de planification pour les peuples autonomes (en cours d'élaboration)

## **Problèmes environnementaux probables pouvant émerger des actions du PADEF et mesures d'atténuation**

### **Pistes rurales**

16. **Effets directs.** L'approche prise par le programme en matière de pistes rurales est le traitement de points critiques en lieu et place de réhabilitation d'ensemble. Les travaux sur les pistes pourraient avoir des effets directs néfastes sur l'environnement, notamment l'ouverture des carrières d'emprunt de matériaux de construction (sable, gravier, latérite, etc.), la perturbation du drainage et l'augmentation du trafic routier. Les entreprises veilleront à ce que les pentes soient assez douces pour réduire les risques d'érosion, et traiteront les carrières d'emprunt des matériaux de sorte à favoriser leur végétalisation naturelle rapide.

17. L'augmentation du trafic des poids lourds entraînera une pollution atmosphérique qui peut toutefois être prise pour mineure au regard de la très faible densité du trafic.

18. **Effets indirects.** Le désenclavement des zones de production résoudra l'une des contraintes principales à la commercialisation des produits agricoles de l'élevage et de la pêche. L'amélioration des routes et des pistes rurales augmentera la fréquentation des transporteurs et des commerçants dans les zones rurales désenclavées, et cette augmentation des débouchés devrait se traduire par une extension des superficies cultivées. Cependant, la pression sur les sols et les forêts restera extrêmement limitée, d'autant plus que les pratiques paysannes sont, de manière globale, respectueuses de l'environnement et de la reproductibilité de la fertilité des sols.

19. Une amélioration des routes pourrait encourager une exploitation abusive de la forêt et une relance des activités de chasse dans certaines zones. L'appui au développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche devrait augmenter les revenus tirés de ces activités et ainsi diminuer le besoin de recourir à la chasse pour des motifs commerciaux.

### **20. Développement de l'agriculture, de la transformation et de la commercialisation**

21. **Effets directs.** En matière de **développement agricole**, le programme n'introduira pas de nouvelles techniques de travail du sol. Les méthodes culturales traditionnelles qui permettent d'éviter les phénomènes de battance et d'érosion hydrique seront privilégiées, ainsi que, les associations et rotations de cultures qui favorisent la biodiversité et le maintien de barrières naturelles contre les attaques de ravageurs des cultures.

22. **L'intensification** des systèmes de culture ne sera pas basée sur l'utilisation d'intrants externes mais essentiellement sur l'utilisation de semences améliorées et de boutures saines (pour le manioc en particulier), et sur l'introduction de plantes améliorantes qui augmentent le couvert végétal du sol et contribuent à la régénération de la fertilité. En dehors de l'effet améliorant sur la fertilité des sols, ces espèces améliorantes ligneuses auront d'autres effets, tels que: i) maintenir un micro-climat favorable aux cultures au niveau des parcelles, ii) de fournir du bois de chauffe, et iii) éventuellement du

fourrage pour les animaux. En outre, les exportations d'éléments nutritifs occasionnées par les cultures (surtout le manioc qui est très consommateur des éléments nutritifs du sol) seront compensées par les apports des plantes améliorantes introduites dont on devra veiller à l'adoption par les producteurs.

23. Le **non recours aux pesticides et engrais chimiques** et la restauration des exportations d'éléments nutritifs du sol auront un impact très positif: (i) sur l'environnement en préservant la microfaune utile et le sol de la dégradation rapide, (ii) sur la qualité des produits agricoles qui ne risquent pas d'être contaminés et (iii) sur la protection des travailleurs qui ne manipuleront pas de produits nocifs à leur santé.

24. Au niveau de la **transformation des produits agricoles**, il se dégage en général des eaux usées qui sont des sources de pollution. Les dispositions utiles devront être prises pour la gestion (traitement et évacuation) de ces eaux de manière à éviter qu'elles soient des sources de pollution. Les déchets solides qui découleront de ces transformations seront revalorisés dans la préparation des aliments de production animale ou piscicole.

25. **Effets indirects.** L'augmentation des revenus tirés de l'agriculture, devrait diminuer les activités de cueillette et de chasse, et partant la pression qui est exercée sur ces ressources. De même l'accroissement de la transformation améliorera les revenus des producteurs et réduira la pression sur les ressources naturelles.

26. Globalement les effets des activités du programme menées dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage sur l'environnement et la préservation des ressources naturelles peuvent être considérés comme positifs.

### **Développement de la pêche artisanale**

27. En matière de pêche, la diffusion des fours améliorés pour le fumage du poisson réduira la pression sur le bois de feu. L'introduction des filets maillants augmentera les captures, mais surtout en direction des espèces de plus grande taille et donc matures. En outre, l'appui aux filières de commercialisation du poisson frais sous glace permettra aux pêcheurs vendant en frais de retenir une plus grande valeur ajoutée, donc éventuellement d'augmenter sensiblement leur revenu sans nécessairement pêcher plus. L'aménagement et la végétalisation des berges, renforcera les capacités des zones de reproduction. Le suivi écologique des captures permettra d'assurer une exploitation durable de la ressource. Un budget pour le dit suivi a été prévu dans le COSTAB.

### **Classification du Programme**

28. Au regard de ce constat, le programme a l'instar des PRODER, peut être classifié en catégorie B en ce qui concerne son impact sur l'environnement. Les impacts directs seront négligeables, ne sont pas considérés comme irréversibles et peuvent être atténués sans grands efforts, tandis que les impacts indirects peuvent être considérés comme positifs.

**Appendice 1. Tableau d'analyse des activités potentielles pouvant affecter l'environnement et proposition de mesures d'atténuation.**

ACTIVITES	EFFETS POSSIBLES	PROBABILITE/IMPORTAN CE	MESURES D'ATTENUATION
Accroissement des quantités de semences et boutures Dotation des groupements de kit de matériel de production végétale	L'accroissement des quantités de semences et boutures s'accompagnera d'une augmentation de la production (ce qui est souhaité). Mais cette augmentation de la production induira aussi une augmentation de la pression sur les sols en termes d'exportation des éléments nutritifs. Ceci peut conduire à la dégradation des sols si des mesures adéquates ne sont pas prises. Par ailleurs, l'utilisation inadéquate des intrants chimiques peut être source de nuisance pour les producteurs et leur environnement.	D'autres projets avant le PADEF ont pris à cœur le problème et développent des actions de limitation des effets : cas PDARP Les effets sont d'ampleur mineure	Développer une veille préventive sur les effets néfastes de l'utilisation inadéquate des intrants chimiques. Promouvoir les techniques culturales conservatrices des sols : engrais verts, légumineuses à croissance rapide, plantes de couverture etc. <i>Développer la collaboration avec le PDARP. Développer et promouvoir la qualité Bio pour quelques produits</i>
Distribution de géniteurs d'ovins /caprins Installation/amélioration des élevages Amélioration des élevages avicoles traditionnels	L'accroissement des effectifs des élevages ovins et caprins peut avoir des effets néfastes sur l'environnement si les améliorations apportées <i>ne limitent pas la divagation et ne tiennent pas compte de la capacité de charge des zones de pâturage.</i>	La probabilité que les améliorations à apporter à l'élevage des ovins et caprins ne limitent pas la divagation des animaux ou ne tiennent pas compte de la capacité de charge des zones de pâturage est faible.	Développer la veille préventive en s'assurant que les microprojets d'élevage à financer tiennent compte des risques évoqués.
Réhabilitation d'un centre piscicole pour la relance de la pisciculture Aménagement de plans d'eau avec un suivi écologique Ensemencement des zones de pêcheries Encadrement et appui en intrants de pêche artisanale des groupements de pêcheurs	L'abandon du centre piscicole peut être du à des problèmes environnementaux faute d'étude d'impact environnementale et sociales préalables. De même l'aménagement des plans d'eau peut générer des problèmes environnementaux ou sociaux. Par exemple, certains types d'aménagements peuvent entraîner des bouleversements des cycles alimentaires et de reproduction des poissons.	La récurrence des abandons du centre piscicole nécessite des analyses en profondeur pour en saisir les causes profondes pour en tenir compte dans le plan de réhabilitation. Aussi des études préalables d'impact sont nécessaires avant pour anticiper les effets probables des aménagements retenus et les mesures appropriées d'atténuation des impacts environnementaux	Actualiser les études d'impact environnemental dans le cadre de la réhabilitation du centre piscicole et de l'aménagement des plans d'eau retenus. Réaliser une analyse des facteurs d'échec du centre piscicole et en tenir compte dans les dispositions de réhabilitation et de gestion du centre. Veiller à ce que les intrants de pêche soient sans effets sur l'environnement.

ACTIVITES	EFFETS POSSIBLES	PROBABILITE/IMPORTAN CE	MESURES D'ATTENUATION
Construction et mise en fonctionnement de centres d'affaire pour le stockage, la conservation la transformation et la commercialisation des produits agricoles	Les centres d'affaire comportant des unités de transformation peuvent être des causes de problèmes pollutions et de problèmes sociaux.	Les effets éventuels environnementaux éventuels pourraient être fonction des zones d'implantation des centres d'affaires.	Etudes d'impact environnemental (selon les cas) et mise en place de normes de qualités requises dans les systèmes de stockage, conservation, transformation des produits agricoles. Prises de dispositions pour le traitement des eaux usées.
Construction et mise en fonctionnement 5 centres de pêches communautaires avec chaines de froid Encadrement et appui aux groupements de femmes transformatrices en équipements de séchage, salage et de fumage	Les centres de pêches communautaires et de transformation du poisson (fumage notamment) peuvent générer des effets néfastes sur l'environnement et la santé des femmes transformatrices souvent exposées à la fumée.	Les nuisances éventuelles, seront fonction des lieux d'implantation des parcs	Faire des études d'impact environnemental et mettre en œuvre les mesures retenues ainsi que des normes sanitaires
Réhabilitation des pistes Réalisation des ouvrages de franchissement Mise en place d'un système d'entretien routier	La réalisation des ouvrages de franchissement peut être source de problèmes environnementaux ou sociaux (déboisement, destruction de champs, déstabilisation de la couche arable par la création des carrières d'emprunt, propagation facile des maladies etc.)	Les effets de la réhabilitation sont généralement moindres que ceux des ouvertures de voie et la réalisation des ouvrages de franchissement se fait de façon localisée. Les effets sont en général mineurs.	Faire élaborer et adopter un plan d'action de réinsertion à l'image de celui du PDARP et en cours d'utilisation. Une collaboration avec ce projet est à encourager à cet effet. Reboiser les zones d'emprunt, et sensibiliser les populations sur les maladies transmissibles
Structuration des filières agricole Mise en place d'un système fonctionnel de collecte et diffusion des prix Signature de contrats avec les opérateurs de marché Organisation de foires agricoles annuelles	Dans l'optique de l'obtention des produits hors normes à présenter aux foires, les bénéficiaires peuvent être tentés d'utiliser des intrants prohibés.	L'institution de règlement, la mise en place d'un système d'encadrement adéquat et d'un système de contrôle interne au niveau des bénéficiaires peuvent contribuer à limiter l'utilisation des intrants prohibés et réduire leurs impacts environnementaux et sociaux éventuels	Instituer des règles de participation aux foires et des mesures efficaces de contrôles permettant de s'assurer de leur respect.

## Annexe 13. Contenu du Fichier du Programme

1. Le fichier du Programme a été créé et est accessible à l'adresse suivant (<http://xdesk/sites/pa/cog/Operations/Forms/AllDocuments.aspx>):

Title	Country	Project No.	Grant No.	Document Type
PRODER Plus - TdR	CG	1583	0000	TORs
PRODER Plus - Concept Note	CG	1583	0000	Concept Note
PRODER Plus - OM on concept note February 2011	CG	1583	0000	Approval Memos
Congo - TOR - Procurement Assessment 2011	CG	1583	0000	TORs
Evaluation AON Congo Brazza/ RCA : Projet de Programme de Travail	CG	1583	0000	Studies
PADEF-In-Country CPMT 3. meeting	CG	1583	0000	Minutes
PADEF-In-Country CPMT 2. meeting	CG	1583	0000	Minutes
PADEF - PDR for QE May 2011	CG	1583	0000	Design Report
PADEF - MAT final in word	CG	1583	0000	MAT
PADEF - MAT signed April 2011	CG	1583	0000	MAT
PADEF - CPMT Meeting April 2011	CG	1583	0000	Minutes
PADEF - costab files	CG	1583	0000	COSTAB
PADEF - QE - commentaires du CPM	CG	1583	0000	TORs
PADEF - Rapport Panel QE without signature	CG	1583	0000	QE Panel Report
PADEF - TdR design détaillé juillet aout 11	CG	1583	0000	TORs
PADEF - TdR design pre-QE mars 11	CG	1583	0000	TORs
PADEF - Design détaillé Management Letter aout 11	CG	1583	0000	Aide Memoire
PADEF - Aide Memoire Design détaillé aout 11	CG	1583	0000	Aide Memoire
PADEF - Reviewer's Recommendations	CG	1583	0000	Reviewers' Recommendations Note (RRN)
PADEF QE Panel Report	CG	1583	0000	QE Panel Report
PADEF - Report de conception pour pre-QA CPMT sept DRAFT	CG	1583	0000	Design Report
PADEF - CPMT meeting 22 Sept 11 2nd mission	CG	1583	0000	Minutes
PADEF-CPMT minutes Fevrier 2011 (attachment 3)	CG	1583	0000	Minutes